

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES
ET EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES DE L'EDUCATION ET
INGENIERIE EDUCATIVE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POSTGRADUATE SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT
AND TRAINING IN SCIENCES OF
EDUCATION AND EDUCATIONAL
ENGINEERING

**EDUCATION ET PROBLEMATIQUE DES
ENFANTS EN SITUATION POST - CONFLIT EN
CENTRAFRIQUE :
Cas de l'Inspection de Bangui**

Thèse de Doctorat présentée et soutenue publiquement le 05 Décembre 2025

Option : Intervention, Orientation et Education Extra-Scolaire

Spécialité : Intervention et Action Communautaire

par

Olivier Franck RENGUE

Titulaire d'un Master en Sciences de l'Education

Option : Didactique des disciplines

Matricule 17U7455



jury

Qualités	Noms et grade	Universités
Président	TSALA TSALA Jacques Philippe, Pr	UY1
Rapporteur	FONKOUA Pierre, Pr	UY1
	NJENGOUE NGAMALEU Henri Rodrigue, Pr	UY1
Membres	EYENGA ONANA Pierre Suzanne, Pr	UY1
	MAHAMAT Alhadji, MC	U.Ndéré

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de son utilisation.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Educatives de l'université de Yaoundé I n'entend donner aucune approbation aux opinions émises dans cette Thèse, ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

A

mes regrettés parents

RENGUE Pierre Henri

GONEKRA Agnès

REMERCIEMENTS

Au terme de cette production scientifique, je remercie très sincèrement mon Directeur de Thèse, Professeur FONKOUA Pierre qui malgré ses lourdes tâches administratives et pédagogiques, a bien voulu me diriger pour la réalisation de cette thèse avec beaucoup de patience, de générosité, de rigueur et de détermination.

Je tiens également à remercier tout le corps professoral pour leur modeste contribution, et leur encadrement durant ma participation à l'école Doctorale à l'Université de Yaoundé I.

En effet, l'ensemble de ce travail a été réalisé à la Faculté des Sciences de l'Education de l'Université de Yaoundé I, au Département de l'Education Spécialisée, Filière Orientation, Intervention et Education extra-scolaire.

Mes remerciements vont également à l'endroit des élèves, des enseignants, des parents d'élèves et des Autorités Educatives, pour leur disponibilité particulière pendant des moments où règne l'insécurité grandissante pour répondre à mes questionnaires.

Je tiens aussi à remercier tous les parents, amis, connaissances et sympathisants, pour leur soutien tant moral, matériel que financier, qu'ils n'ont cessé de m'apporter pendant des périodes de hauts risques, à travers les va - et - vient à Yaoundé au Cameroun.

J'adresse aussi mes remerciements aux familles : ZARKPE Pépin, COUDEVILLE Suzanne, SERENGUE Michael Destin,

Les responsables du foyer des jeunes et tous les foyériens à Yaoundé.

L'opérateur de la saisie M. KAMGAING Sylvain.

À toutes les connaissances, amis ou personnes, je vous témoigne également ma reconnaissance. Qu'elles trouvent l'expression de ma profonde estime.

Enfin, tous mes remerciements vont à l'endroit de tous mes collègues des Sciences de l'Education. Trouver ici l'expression de ma profonde gratitude.

RESUME

Depuis quelques décennies les conflits militaro-politiques ont fortement influencé sur le système éducatif centrafricain. Il faut comprendre qu'après l'objectif 6 du cadre d'action de Dakar, il était question d'améliorer la qualité de l'éducation sous tous les plans afin de favoriser l'accès des enfants à l'école, après les événements tragiques et douloureux que le pays a connu et vécu.

Car, le droit à l'éducation des enfants qui était reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1949), n'était pas respecté par les groupes armés et les rebelles. Les enfants, et les enseignants étaient considérés comme des véritables cibles de ses Seigneurs de guerre, qui constituent un handicap majeur au bon fonctionnement du dit système éducatif.

En outre, plusieurs enfants étaient enrôlés de force dans les groupes armés en Centrafrique en général et dans le 3^{ème} arrondissement du Km5 de Bangui en particulier. Car l'objectif primordial de notre étude à travers ce travail, c'est chercher à ramener les enfants soldats à l'école, qui conduira à une paix véritable, favorable à la cohésion sociale déchirée tant recherchée parmi les communautés respectives. De façon spécifique l'objectif vise à appliquer les nouveaux programmes afin de favoriser la cohésion sociale parmi les populations.

En effet ; pour bien mener notre recherche nous avons adopté une méthode structuro fonctionnaliste qui nous a permis de bien appréhender notre objectif de recherche. A l'issue de nos enquêtes sur le terrain, il est enfin important de souligner que beaucoup d'enfants enrôlés de force, ont repris l'école et le droit à l'éducation des enfants en situation post conflit est respecté en Centrafrique en général, facteur du retour à la cohésion sociale. L'éducation post conflit interpelle tout le monde. C'est pourquoi les Partenaires Techniques et Financiers internationaux, ont tenu leurs engagements en faveur de l'éducation de ces enfants en situation post conflit.

Mots clés : Education, Enfant, post-conflit, cohésion sociale.

ABSTRACT

For several decades, military-political conflicts have strongly influenced the Central African education system. It should be understood that, after the objective 6 of the Dakar framework of action, it was a question to improving the quality of education in all areas in order to promote children's access to school after the tragic events that the country has known and lived.

The right to education of children which is recognized in the declaration of universal human rights (1949) was not respected by the armed groups of rebels. Child and teachers were seen as real targets of these warlords. This constitutes a handicap to the proper functioning of this educational system. In addition, several children were recruited into armed group in Central African Republic in general and in third district of Km 5 in particular. Thus, the objective of this study is to seek to bring child soldiers back to school for a true peace favorable to social cohesion.

To carry out our research, we adopted a structural-functionalist method. It was tested by mean of field survey in the study area. In the end, it emerges that many children who were recruited into armed groups during the war have returned to school. This leads to the conclusion that the right to the education of post-conflict children is generally respected in the Central African Republic. It is a factor in restoring social cohesion. Post-conflict education therefore concerns everyone, which is why international technical and financial partners have kept their commitments for the return to education of these children in post-conflict situation.

Key words: Education, child, post-conflict, social cohesion.

SOMMAIRE

DEDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS	iii
RESUME.....	iv
ABSTRACT	v
Liste des figures	vii
Liste des tableaux	viii
Liste des photos	xi
Liste des abréviations	xii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE.....	11
INTRODUCTION.....	12
CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE	13
CHAPITRE II : REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE OU RECENSION DES ECRITS	49
CONCLUSION	71
CHAPITRE III : THEORIES EXPLICATIVES DE L'ETUDE.....	72
CONCLUSION :	128
DEUXIEME PARTIE : CADRE MÉTHODOLOGIQUE Et OPÉRATOIRE.....	130
INTRODUCTION :	130
CHAPITRE IV : METHODOLOGIE DE L'ETUDE	132
CHAPITRE V : PRESENTATION, ANALYSE DES RESULTATS	147
CHAPITRE VI : INTERPRETATIONS DES RESULTATS, PERSPECTIVES ET SUGGESTIONS	284
VI.1 A L'ENDROIT DES ELEVES	289
VI.2 A L'ENDROIT DES ENSEIGNANTS.....	290
VI.3 A L'ENDROIT DES PARENTS D'ELEVES.....	292
VI.4 A L'ENDROIT DES AUTORITES ÉDUCATIVES	292
VI.5 A L'ENDROIT DU POUVOIR PUBLIC (GOUVERNEMENT)	293
VI.6 A L'ENDROIT DES PARTENAIRES TECHNIQUES FINANCIERS.....	295
VI.7 A L'ENDROIT DES CONFESIONS RELIGIEUSES	295
CONCLUSION GENERALE	297
BIBLIOGRAPHIE	304
ANNEXES	A
TABLE DES MATIERES.....	332

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Pourcentage des filles et garçons, parmi les élèves inscrits en primaire	41
Figure 2 : Carte administrative de la République Centrafricaine.....	47
Figure 3 : Sites des déplacés internes.....	47
Figure 4 : Carte de la République Centrafricaine.....	68
Figure 5 : Carte de la ville de Bangui.....	69
Figure 6 : Taux brut d'admission par grade 2018-2019.....	106
Figure 7 : Ratio filles garçons par niveau en 2018-2019	113
Figure 8 : Statistiques pour les 7005 enfants enrôlés démobilisés et réinsérés de Janvier 2014 à Mars 2016	122
Figure 9 : Sexe enfants démobilisés et réinsérés.....	122

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Tableau Synoptique d’opérationnalisation de la problématique générale de l’étude	48
Tableau 2: Taux brut d’admission par grade, 2018-2019	105
Tableau 3: Ratio filles-garçons par niveau d’enseignement	112
Tableau 4 : Ecoles géophysiques et salles de classes de F1 (deux écoles de direction)	119
Tableau 5: Nombre et type de salles de classes pour le cycle primaire (F1)	119
Tableau 6 : Nombre d’élèves du cycle primaire (F1) par salle de classe.....	120
Tableau 7 : Nombre de salles de classe projetée (construction ou réhabilitation) cycle primaire (F1).....	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 8 : Tableau synoptique	127
Tableau 9 : Situation des écoles par secteur scolaire	134
Tableau 10 : Ecoles Géophysiques/directions	134
Tableau 11 : Quatre (4) échantillons.....	136
Tableau 12 : Répartition des réponses recueillies après le dépouillement des quatre (04) échantillons	148
Tableau 13 : opinions des enquêtés par rapport à la question posée.....	149
Tableau 14 : Réponses de la part des élèves	150
Tableau 15 : Réponses des élèves par rapport à la question posée.....	156
Tableau 16 : Opinions des élèves.....	157
Tableau 17 : Réponses des élèves.....	159
Tableau 18 : Réponses des élèves	161
Tableau 19 : Points de vue des élèves par rapport à la question posée.....	168
Tableau 20 : Réponses des élèves	169
Tableau 21 : Réponses des élèves	170
Tableau 22 : Points de vue des élèves.....	175
Tableau 23 : Opinions des élèves sur le retour définitif de la paix.....	180
Tableau 24 : Réponses des élèves par rapport aux comportements des auto-défenses.....	181
Tableau 25 : Réponses des élèves concernant l’insertion de certains de leurs amis	183
Tableau 26 : Opinions des élèves par rapport à l’enrôlement de leurs amis.....	185
Tableau 27 : Réponses des élèves par rapport au retour de quelques-uns à l’école.	186

Tableau 28 : Réponses des élèves par rapport au respect à l'école.....	188
Tableau 29 : Réponses des élèves à propos de leur sentiment après les crises.....	190
Tableau 30 : Réponses des élèves à propos d'un retour effectif et total à l'école.	197
Tableau 31 : Opinions des enseignants par rapport à la provenance de leurs élèves.....	201
Tableau 32 : Réponses des enseignants concernant les catégories.	204
Tableau 33 : Réponses des enquêtés concernant le ratio maître /élèves.....	207
Tableau 34 : Réponses des enquêtés à propos du droit à l'éducation.....	209
Tableau 35 : Réponses des enseignants	213
Tableau 36 : Réponses par rapport à la gratuité de l'éducation.	216
Tableau 37 : Réponses des enquêtés concernant un retour définitif de la paix et la cohésion sociale	218
Tableau 38 : Réponses des enquêtés par rapport aux possibilités de prise en charge des enfants enrôlés	220
Tableau 39 : Réponses des enquêtés par rapport à une véritable éducation de qualité en faveur des enfants en situation post-conflit.	222
Tableau 40 : Réponses des parents concernant le niveau des connaissances de leurs enfants.	229
Tableau 41 : Réponses des enquêtés par rapport aux comportements des enfants.	230
Tableau 42 : Réponses des enquêtés sur la position du bureau des A.P.E (Association des Parents d'Élèves).	231
Tableau 43 : Opinions des enquêtés par rapport à l'avis des parents sur l'avenir des enfants.	233
Tableau 44 : Réponses des parents sur l'école en tant que facteur du retour à la paix durable au Km5.....	240
Tableau 45 : Opinions des enquêtés sur l'accès des enfants à l'école au km5	241
Tableau 46 : Réponses des enquêtés à propos de la pauvreté comme obstacle à l'éducation des enfants au Km5	243
Tableau 47 : Opinions des parents sur les différents obstacles à l'éducation des enfants en général et au km5 de Bangui.....	245
Tableau 48 : Avis des parents sur la construction de la cohésion sociale parmi les populations du km5.....	249
Tableau 49 : Points de vue des parents sur la construction de la cohésion sociale par l'école en km5.....	250

Tableau 50 : Réponses des parents sur la mise en place d'un dispositif scolaire afin de favoriser la cohésion sociale au sein du km5.....	251
Tableau 51 : Réponses des enquêtés par rapport à la manipulation politique sur les enfants du 3 ^{ème} arrondissement du km5.....	252
Tableau 52 : Opinions des enquêtés sur le rôle des activités scolaires à propos des enfants du 3 ^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.	253
Tableau 53 : Points de vue des parents concernant le programme scolaire adapté sur les enfants du troisième arrondissement du km5 de Bangui.	254
Tableau 54 : Opinions des enquêtés sur l'interpellation de tout le monde, sur l'éducation des enfants en période post-conflit au km5 de Bangui.....	256
Tableau 55 : Réponses des enquêtés	265
Tableau 56 : réponses des enquêtes par rapport aux mesures d'urgence prises	268
Tableau 57 : Réponses des enquêtés à propos de l'accès des enfants à l'école.....	272
Tableau 58 : Réponses des enquêtés concernant les politiques éducatives en Centrafrique	275

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Ecole GBAYA-DOMBIA	69
Photo 2 : Ecole Koudoukou, 2018.....	70
Photo 3 : écoliers en plein apprentissage	107
Photo 4 : Un maître entrain d'enseigner	111
Photo 5 : Un bâtiment de l'école Koudoukou.....	116
Photo 6 : salle de classe réhabilitée	Erreur ! Signet non défini.
Photo 7 : Bâtiment réhabilité	Erreur ! Signet non défini.
Photo 8 : Inspection du Fondamentale 1 de Bangui	135

LISTE DES ABREVIATIONS

- APE : Association des Parents d'Élèves
- APRD : Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie
- B M : Banque Mondiale
- CDE : Convention du Droit de l'Enfant
- CE : Cours Élémentaire
- CI : Cours d'Initiation
- CM : Cours Moyen (Première ou deuxième année)
- CP : Cours Préparatoire
- DDRR : Démobilisation, Désarmement, Réinsertion, Rapatriement
- DIH : Droit International Humanitaire
- DSRP : Document Stratégique et Réduction pour la Pauvreté
- EAFGA : Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés
- ECAC : Ecole Catholique Associée en Centrafrique
- ENI : Ecole Normale d'Instituteurs
- ENS : Ecole Normale Supérieure
- EPT : Education Pour Tous
- EUFOR : Forces de l'Union Européenne
- FASAF : Famille et Scolarisation en Afrique
- FDPC : Front Démocratique du Peuple Centrafricain
- FOMAC : Forces Mixtes en Afrique Centrale
- GANE : Groupes Armés Non Etats
- HCR : Haut-Commissariat pour les Réfugiés
- HG : Hypothèse Générale
- HS : Hypothèse Spécifique
- IAB : Inspection Académique de Bangui

IDH : Indice du Développement Humain

IEF 1 : Inspection de l'Enseignement du Fondamental 1

INRAP : Institut Nationale de Recherche et d'Animation Pédagogique

IPN : Institut Pédagogique National

LRA : Lord Resistance Army

MEN : Ministère d'Education Nationale

MLJC : Mouvement de Libération pour la Justice en Centrafrique

MICOPAX : Mission Internationale de Coordination de la Paix en Centrafrique

MISCA : Mission Internationale de Stabilisation en Centrafrique

MINUSCA : Mission Internationale des Nations Unies pour la Stabilisation en Centrafrique

MST : Maladies Sexuellement Transmissibles

NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

NU : Nations Unies

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OCHA: Office For the Coordination of Humanitarian

ODD: Objectif du Développement Durable

ODM: Objectif du Développement Millénaire

OG: Objectif Général

O NG : Organisation Non Gouvernementale

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PASEC : Programme d'Ajustement du Secteur de l'Enseignement en Centrafrique

PEA : Programme d'Education Accélérée

PIB : Produit Intérieur Brut

PNA/EPT : Plan National d'Action / Education Pour Tous

PNDE : Plan National pour le Développement de l'Education

PNRCP : Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PSE : Plan du Secteur de l'Éducation

PUF : Presses Universitaires Françaises

PUSEB : Projet d'Urgence au Secteur de l'Éducation de Base

RCA : République Centrafricaine

RDC : République Démocratique du Congo

RESEN : Réseau d'Études pour le Système d'Éducation Nationale

ROCARE : Réseau Ouest et Centre Africain pour la Recherche en Éducation

RSS : Réforme du Secteur de Sécurité

SIGE : Système d'Information de Gestion de l'Éducation

STP : Service Technique Permanent

TN : Tableau Noir

UA : Union Africaine

UE : Union Européenne

UFDR : Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement

UFR : Union des Forces Républicaines

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

VD : Variables Dépendantes

VI : Variables Indépendantes

INTRODUCTION GENERALE

Depuis quelques décennies, la Centrafrique (RCA) était en proie de plusieurs groupes armés, des rebellions, traversait des moments difficiles de son histoire. Dès son accession à l'indépendance en 1960 le pays de Barthélémy BOGANDA n'a jamais connu un pic de violence aveugle. Son système éducatif hérité de la colonisation était complètement dysfonctionné si bien que le droit à l'éducation des enfants n'a aucune importance pour les rebelles, les éléments incontrôlés, les auto-défenses et autres. C'est un pays enclavé et post conflit de l'Afrique Centrale. La RCA a une superficie de 623 000 km² et a pour pays limitrophes : le Tchad au Nord, le Soudan à l'Est, les deux Congo-Brazza et la RDC au Sud et le Cameroun à l'Ouest. Bangui est la capitale de la Centrafrique avec plus de 1 500 000 habitants.

En outre, le pays est situé entre les 2^{ème} et 11^{ème} degrés de latitude Nord et les 13^{ème} et 27^{ème} degrés de longitude Est. La Centrafrique présente dans sa composition démographique une grande diversité ethnique dont le ciment unificateur est le sango, langue nationale parlée sur toute l'étendue du territoire. Sa population est estimée à 4 250 000 habitants en 2007, est inégalement répartie sur l'ensemble du territoire avec une densité moyenne de 7 habitants au km². La population à charge est majoritaire dans la mesure où les moins de 18 ans et les plus de 60 ans, représentent respectivement 50% et 4% de la population totale. Grâce à sa position géostratégique, elle bénéficie des conditions climatiques favorables et est dotée de riches terres agricoles, d'énormes ressources naturelles telles que le bois, l'or et le diamant dont l'exploitation demeure encore au stade primaire et artisanal.

Cependant, de nombreuses crises militaro-politiques ont fortement dégradé le tissu économique de l'Etat comme celles du secteur privé. Ce qui fait de la Centrafrique un des pays les Moins Avancés (PMA) classé en 2007 du 171^{ème} rang sur 177 pays selon le rapport du PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement) sur l'IDA (Indice de Développement Humain).Après les élections libres, transparentes et la mise en place de la plupart des institutions républicaines, on constate l'instauration d'un climat politique apaisé favorable au décollage du pays.

En effet, les Nouvelles Autorités du pays post-conflit, se sont engagées à promouvoir le capital humain de l'ensemble de la population notamment des femmes et des groupes sociaux, vulnérables tels que les personnes handicapées, les personnes victimes du conflit, les orphelins, etc... Il s'agit de prendre en charge et à sortir de la situation de précarité et d'extrême

pauvreté. L'éducation est l'un des points saillants, retenus pour les principaux axes d'intervention de la communauté nationale et internationale. Depuis 2003, l'importance que les Nouvelles Autorités accordaient au secteur de l'éducation dans le DSRP qui a pour objectif : d'amener « tous les enfants des deux sexes, quel que soit leur niveau et résidence, accèdent à un enseignement complet et de qualité dans le fondamental ».

Actuellement les crises militaro-politiques dans le monde entier posent énormément des problèmes non seulement aux États tels que la Centrafrique, la RDC le Sud-Soudan etc... mais aussi et surtout à la Communauté Internationale dans le cadre du suivi et du maintien de la paix et de la sécurité mondiale. En effet, l'idée générale qui nous amène à formuler ce sujet de thèse tourne autour du non-respect des droits de l'enfant qui revêt une importance capitale à l'heure de multiples crises militaro-politiques, qui bouleversent la planète et en même temps freinent l'avenir des enfants, autrement dit, personne ne peut démontrer le contraire du mauvais traitement des bandes armées, des rebellions, des auto-défenses, des conflits militaro-politiques vis-à-vis des enfants surtout de moins de 18 ans. Certains sont enrôlés de force dans ces différents groupes armés qui sévissent impitoyablement, pillent, détruisent et tuent les paisibles populations relativement jeunes, causant ainsi un blocage à l'éducation des enfants car, plusieurs structures scolaires étaient détruites et quelques fois servaient des quartiers généraux des auto-défenses. Du coup, les droits à l'éducation des enfants étaient systématiquement bafoués et foulés au sol par les seigneurs de guerre.

Les Nations Unies (NU), l'Union Africaine (UA), l'Union Européenne (UE) la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Mission Internationale des Nations Unies et de Stabilisation de la Centrafrique (MINUSCA), ainsi que plusieurs autres organismes nationaux et internationaux tels que, UNICEF, UNESCO, DRC, NRC, OCHA etc... mettent un accent particulier sur les Droits à l'éducation des enfants en situation de post-conflit en Centrafrique en général et en particulier au fondamental 1 de l'Inspection Académique de Bangui.

En outre, les crises militaro-politiques qui sont le fruit de la pensée de l'homme par rapport aux calamités naturelles, présentent de nouvelles perspectives qui permettent d'affirmer la nécessité de la prise en charge de plusieurs problèmes dont l'éducation des enfants en situation difficile. Dans le cadre de nouveaux enjeux de la coopération internationale, la question des Droits de l'enfant basée sur le processus de réinsertion sociale des enfants, constitue également des préoccupations majeures surtout dans les pays qui sont dans cette même situation. Comme nous l'avons signalé ci-haut, la Centrafrique se trouvait dans une

situation d'instabilité socio-politique chronique, si bien qu'il était très difficile d'investir et d'améliorer les conditions de vie humaine. Aussi, l'avenir de la jeunesse qui représentait la majorité de la population était détournée de son objectif, qui est la lutte contre l'analphabétisme afin de développer son pays.

Malheureusement beaucoup de jeunes de moins de 18 ans sont enrôlés de force dans les différents groupes armés hypothéquant leur avenir scolaire. Du coup, les Droits de l'enfant sont bafoués, foulés au sol par les Seigneurs de guerre. Certaines régions académiques n'ont pu ouvrir les portes des écoles, pendant quelques années causant également un préjudice au droit à l'éducation des enfants, qui est reconnu par les Nations-Unies. Par conséquent, tous les enfants en âge de scolarité en Centrafrique, devront aller à l'école. L'éducation a un rôle très important à jouer dans le processus de réinsertion socio-économique et culturelle pour la nation toute entière afin de favoriser de manière significative la cohésion sociale déchirée. D'ailleurs, lors du sommet mondial en 1990 pour les enfants, les Dirigeants de la planète se sont mis d'accord à donner également aux filles une éducation de qualité.

Pour cela, le choix du sujet de cette thèse : « Problématique de l'éducation des enfants en situation de post-conflit en Centrafrique : cas de l'Inspection Académique de Bangui » n'est pas le fruit du hasard ni une imagination pure mais c'est un constat réel, vécu dans la scolarité des enfants en situation de post-conflit. Le système éducatif Centrafricain, tous réclament maintenant une éducation de qualité mais il reste encore beaucoup à faire. L'histoire récente de la Centrafrique comme nous l'avons dit, a été affectueusement marquée par ces crises militaro-politiques à répétition détériorant les conditions de vie de la population et amplifiant la pauvreté et la majorité de la population même aux services sociaux de base.

Disons avec sincérité que l'éducation est le socle du développement d'un pays stable ou post-conflit. Pour cela, le taux de scolarisation actuel se situe à 63% depuis 2009 avec toutefois de fortes disparités par rapport aux genres aux régions et aux niveaux de vie des ménages. On relève également de fort taux d'abandon scolaire. Le volume horaire est insignifiant. On note une courte durée d'apprentissage à l'école seulement soit 35 heures. En effet, depuis plus de 15ans l'accès à l'éducation en Centrafrique est limité par une faible capacité d'accueil. Il n'y a pas assez d'infrastructures scolaires et les quelques qui restent sont détruites, vandalisées. Dans la mesure où les crises qu'a connues la Centrafrique sont avant tout les crises des mentalités, des comportements rétrogrades, d'analphabétisme, un accent particulier a été mis sur l'importance de l'éducation des enfants en situation de post-conflit afin de créer un véritable capital humain, condition sine qanun d'un développement social et

économique durable. Pendant ces crises récurrentes, nul n'est censé ignorer que la situation de l'éducation des enfants, avant, pendant et après les crises ou conflits est très préoccupante. La plupart d'eux n'ont jamais fréquenté leurs établissements scolaires compte tenu des effets dévastateurs des conflits.

D'autres ont rejoint volontairement les groupes ou bandes armés pour protéger leurs parents ou encore parce que c'est ce travail qui leur procure des fortunes, ou encore c'est l'occasion pour se venger contre leurs bourreaux. Sur ce, leur situation scolaire est purement et simplement hypothéquée. Face à cette détérioration de la situation scolaire des enfants après ces conflits militaro-politiques, certains partenaires techniques financiers, ont voulu bien manifester leur bonne volonté, en apportant leurs concours aux Nouvelles Autorités du pays, en mettant en place un système éducatif réactif, qui prend en compte et anticipe les besoins de l'économie nationale.

Par ailleurs, les orientations majeures de la politique nationale d'éducation condensées dans la loi d'orientation de l'Éducation du 17 décembre 1997, sont prises en compte dans le document du DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté). En application de ces orientations politiques, le présent plan sectoriel de l'éducation prend également en compte les objectifs du PNDE (Plan National de Développement (OMD) de l'an 2000 du PNA-EPT, (Plan National d'Action de l'Éducation Pour Tous) d'Avril 2004 des insuffisances du système éducatif centrafricain récemment mises en exergue par le RESEN RCA (Rapport d'Etat du Système Éducatif National Centrafricain) et surtout les axes prioritaires contenus dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

Autrement dit, l'école doit être un lieu de transmission de savoir, savoir-faire et savoir-être. Pour cela, elle se veut démocratique et libre. En cette période de post-conflit en Centrafrique en général et dans le 3^{ème} arrondissement en particulier, les enfants devront aller à l'école sans peur, sans inquiétude et sans discrimination. Le fait de les priver de la scolarisation, constitue un délit grave qui pourrait entraîner des sanctions pénales. Cela aussi est contraire à la convention des enfants aux conflits armés. Malgré ce conflit militaro-politique, la Centrafrique fait de l'éducation des enfants en situation de post-conflit, l'une de ses priorités pour sa politique de développement et de cohésion sociale. Cependant, nous constatons que ce ne sont pas tous les enfants en situation de post-conflit, qui profitent de leur droit à l'éducation. N'oublions pas aussi que les conditions socio-économiques très difficiles ne permettaient pas bien aux enfants en situation de post-conflit et enseignants, de bien travailler à l'école comme il se doit, si bien que les enfants sont quelque fois tentés vers l'école buissonnière, vagabondage,

vols à mains armées, destruction des biens et meubles etc.... provoquant ainsi une baisse vertigineuse de niveau d'études.

Aussi, un fléau comme la délinquance juvénile en milieu scolaire après la crise militaro-politique, provoqué par les enfants soldats, n'a fait qu'aggraver la situation scolaire, déjà bouleversée, entravant la bonne marche de l'école qui avait aussi entraîné, la disparition physique de certains enseignants et écoliers. Tout cela constitue des difficultés au droit à l'éducation des enfants, qui veulent oublier les traumatismes subis pendant les événements malheureux antérieurs. En outre, le COVID19 est venu augmenter la souffrance des enfants pendant un long confinement. Par conséquent, la problématique de l'éducation des enfants en général reste et demeure toujours une préoccupation pour l'opinion nationale et internationale.

Qu'il s'agisse des personnes déplacées internes ou des réfugiés, que ce soit en raison de la guerre, des troubles sociaux ou des catastrophes naturelles en milieu urbain, semi-urbain ou rural, la vulnérabilité d'un enfant aux abus est très élevée en ces périodes des crises militaro-politiques en Centrafrique en général et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier. Les familles endurent des multiples et graves ruptures : perte de leurs habitations et moyens d'existence, et souvent aussi de leur autonomie, de leur dignité en cherchant à bénéficier des secours humanitaires et de protection. Par ailleurs, les filles et les garçons sont également séparés de leurs familles respectives, qui ont peut-être été tués, mutilés ou forcés de s'enfuir, abandonnant leurs écoles au profit des bandes armées ou auto-défenses.

Il y a actuellement plus d'un million d'enfants séparés ou orphelins fréquentant les écoles par le fait d'une situation d'urgence. Dans le Sud Soudan par exemple, plus de 50 000 enfants confondus n'ont pas de parents et leurs écoles, alors que 170 000 autres n'ont pas des informations concernant leurs propres parents. Mais de toutes ces problématiques, sachons que la réinsertion sociale de ces enfants enrôlés de force dans les bandes armées, posent énormément de problèmes. Ils ne sont pas vite acceptés dans leur milieu environnant. En outre, ils font l'objet de peur et de stigmatisation au sein de leurs communautés respectives. Dans ce cas, il est indispensable d'établir des programmes d'urgence visant à renforcer la sécurité physique des enfants en situation de post-conflit et plaidant en leur faveur pour une meilleure réinsertion des filles et des garçons. Autrefois, les enfants associés à un acte quelconque ou victimes par exemple d'abus sexuel, abandon scolaire pour rejoindre les bandes armées au détriment de l'école, peuvent être confrontés à la stigmatisation pour lesquels des rituels comme les cérémonies de purification peuvent être utiles.

Il est aussi important de souligner le cas des EAFGA (Enfants Associés aux Forces ou Groupes Armées), désignés sous l'appellation « d'Enfants Soldats » dans ce travail de thèse, sont toujours exposés en Centrafrique à de multiples problèmes tels que les traumatismes, la violence, l'exploitation sexuelle abusive, les tortures corporelles et d'autres atrocités dont on en parle pratiquement pas. Ces enfants sont très exposés aux risques de VIH/SIDA et à d'autres MST (Maladies Sexuellement Transmissibles) et récemment le COVID 19. Alors, ces blessures physiques et affectives après le conflit se manifestent de différentes manières et parfois mettent beaucoup de temps. Par ailleurs, il faut souligner, tandis que la majorité des enfants sont des garçons, il y a aussi une forte minorité des filles qui sont parfois recrutées, pour répondre aux différents besoins des Seigneurs de guerre en Centrafrique. Par exemple, le rapport du Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général pour les enfants et les conflits armés (2006), estime que les filles constituent 30% des recrutements des TIGRES de Libération au SRI LANKA. On pourrait penser aussi que c'est par la capture par les forces gouvernementales ou par la pression des organismes internationaux tels que l'UNICEF et autres, les programmes officiels du DDRR (Démobilisation, Désarmement, Réintégration et Rapatriement) l'évasion ou la libération clandestine en période de post-conflit, pour pouvoir apporter un appui dans les communautés où ils réapparaîtront surtout pour ce qui concerne les filles.

En Centrafrique, environ 65% des écoles avaient été pillées, occupées ou endommagées par des balles et des tirs d'artillerie et près de 200 000 élèves, du fondamental 1(F1), avaient abandonné l'école au cours de l'année écoulée. A Bangui, 35% des écoles sont utilisées comme quartiers généraux (QG) et des rapports préoccupants font état d'attaques visant des écoles. Ainsi, il serait très important de comprendre que la problématique de l'éducation de ces enfants scolarisés de l'Inspection Académique de Bangui en prenant les cas des écoles GBAYA-DOMBIA et école KOUDOUKOU, méritent être analysés. En effet, « il y a trop longtemps que les vies des enfants de la Centrafrique ne sont pas prises en compte dans cette crise oubliée » déclarait Lake, A (2014).

Par rapport à ces différentes problématiques, il va falloir chercher des possibilités de réinsertion des enfants scolarisés qui ont été enrôlés dans ces conflits militaro-politiques. Cependant, les organismes internationaux tels que l'UNICEF, pour faciliter la réinsertion de ces enfants à travers quelques programmes établis comme les centres de transit, les soins à base communautaire, ainsi que les réseaux des familles adoptives déploient leurs efforts pour résoudre cette situation. En outre, l'UNICEF codirige le cluster Éducation chargé d'appuyer le Ministère de l'Éducation Nationale dans sa réponse aux besoins éducatifs. Il était question de

faciliter, le retour maximum des enfants soldats à l'école pour un retour effectif de la paix afin de favoriser la cohésion sociale tant recherchée.

Aussi, les efforts fournis en matière des soins et de réinsertion doivent tenir compte de l'âge des enfants soldats du genre et de leurs besoins spécifiques en matière de santé et de développement, y compris les besoins d'ordre psychosocial. Pour cela, ce sujet présente un intérêt particulier. Surtout qu'à l'heure actuelle, le problème de l'éducation des enfants dans le monde contemporain est capital et d'actualité, fait partie de l'ensemble des Droits de l'enfant reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948) et la Charte africaine des Droits et du bien-être de l'enfant (1990). Le droit à l'éducation des enfants doit être aussi reconnu en temps de crises, conflits, mouvements sociaux en Centrafrique, par les dirigeants des bandes armées et la communauté internationale.

Pendant ces crises militaro-politiques que le pays avait connus, les droits de l'enfant étaient négligés et foulés au sol. On estime désormais à 6 000 au moins le nombre des enfants associés à des groupes armés dans toutes les parties aux conflits en Centrafrique (2014). C'est pourquoi nous accordons beaucoup d'intérêt à ce sujet de thèse, qui fera l'objet de longue analyse. Dans tous travaux de recherche, il est toujours nécessaire de fixer des objectifs qui seront atteints.

OBJECTIF GENERAL

Évaluer la qualité d'un dispositif qui peut être mise à l'école afin de contribuer de façon significative à la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5.

- Identifier les éléments des finalités éducatives afin de favoriser la construction de la cohésion sociale des enfants dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5.
- Analyser les éléments des finalités éducatives de façon significative pour favoriser la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5.
- Appliquer les nouveaux programmes élaborés de façon significative pour favoriser la construction de la cohésion sociale des enfants.
- Encourager le recrutement gratuit des élèves pour favoriser la cohésion sociale parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5.

- Adopter une méthode pédagogique spéciale à l'école pour renforcer la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5.
- Amener les enfants en situation de post-conflit de façon significative à l'école de vivre en parfaite collaboration au sein de leurs communautés du 3^{ème} arrondissement du KM5.

S'agissant de la question principale posée par rapport à notre travail, est la suivante : la mise sur pied d'un projet éducatif de qualité peut contribuer de façon significative à la construction de la cohésion sociale chez les enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 ?

S'agissant des questions spécifiques :

- Est-ce que l'élaboration des finalités éducatives de qualité poursuivie par l'école, ne peut-elle pas favoriser de façon significative la construction de la cohésion sociale chez les enfants en situation post-conflit parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 ?
- Est-ce qu'un programme scolaire adapté de façon significative, ne favorise pas la construction de la cohésion sociale dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 ?
- Est-ce qu'un type de méthode pédagogique utilisé à l'école, ne peut pas favoriser la construction de la cohésion sociale chez les enfants parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 ?
- Est-ce que certaines qualités de l'enseignement à l'école, ne peuvent pas favoriser la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit au sein des communautés respectives du 3^{ème} arrondissement du km5 ?
- Est-ce que la qualité de recrutement des élèves à l'école, ne peut pas favoriser la construction de manière significative de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 ?
- Est-ce que les types d'évaluations dans les apprentissages des enfants en situation post-conflit à l'école, ne peuvent pas favoriser de façon constructive la cohésion sociale des communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 ?

Par ailleurs, pour bien mener cette recherche nous avons choisi une méthode parmi tant d'autres qui est la méthode structuro-fonctionnaliste.

Elle semble être mieux adaptée à notre sujet de thèse. Elle nous permet de bien cerner l'objectif de notre travail. Cette méthode structuro-fonctionnaliste nous conduira également à l'interprétation des données afin d'aboutir à des résultats fiables attendus. Par rapport à notre sujet de thèse, cette méthode nous permettra aussi d'analyser et évaluer les grands problèmes liés à l'éducation des enfants après les crises militaro-politiques en Centrafrique en général et ceux des écoles Gbaya-Dombia et Koudoukou dans l'Inspection Académique de Bangui en particulier.

Cependant, nous ne pouvons pas finir notre introduction générale sans pouvoir présenter les résultats attendus. Alors, avant d'aller plus loin il est également nécessaire de souligner le cas du principal résultat attendu de cette recherche, qui est le respect du droit à l'éducation des enfants en situation de post conflit en Centrafrique en général et dans les écoles de Gbaya Dombia et Koudoukou (Inspection académique de Bangui) en particulier. Les difficultés de la vie pendant et après les conflits militaro politiques, sont à l'origine d'une orientation de courte durée. Cette attitude à tendance de dévaloriser l'éducation de base en faveur de l'entrée immédiate de l'enfant dans sa vie active.

- La méthode utilisée pour bien mener cette étude à bon port, est la méthode structuro-fonctionnaliste comme nous l'avons souligné ci haut. Elle nous permet de bien interpréter nos données afin d'aboutir à des résultats fiables attendus. C'est pour cette raison que dans la plupart des cas, les recherches évaluatives sont également entreprises sur l'éducation des enfants en situation de post-conflit en Centrafrique. En outre, cette méthode structuro-fonctionnaliste par rapport à notre sujet de thèse nous permettra d'analyser et évaluer les grands problèmes liés à l'éducation des enfants après les crises militaro-politiques en Centrafrique en général et dans l'Inspection fondamentale de Bangui en particulier. En effet, cette méthode est la mieux adaptée à notre travail de recherche. Enfin elle nous permet de bien cerner l'objectif de notre recherche.

- Concernant les résultats attendus, il serait aussi très important de les présenter à cette recherche. Mais avant cela, il est aussi nécessaire de souligner le cas du principal résultat attendu de cette recherche, qui est le respect du droit à l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique en général et le retour de la cohésion sociale parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier. Pour cela, il serait nécessaire de démocratiser l'école, favoriser la cohésion sociale parmi les enfants de différentes communautés, favoriser l'accès à l'école par une véritable éducation de qualité dans l'équité.

Mais pour mieux cerner et parcourir ce sujet de thèse, le travail est structuré en deux parties distinctes :

- La première partie s'intitule "Cadre théorique de l'étude" qui comprend trois chapitres à savoir : la problématique de l'étude, la revue critique de la littérature et les théories explicatives de l'étude ;
- La deuxième partie a pour titre "cadre méthodologique et opératoire, comporte également trois chapitre à savoir : méthodologie de l'étude, présentation, Analyse des résultats et interprétation des Résultats, perspectives et suggestions pour déboucher à une conclusion générale.

PREMIERE PARTIE :
CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

INTRODUCTION

Durant ces crises militaro-politiques que le pays a connus, la situation de l'éducation des enfants en période post-conflit en Centrafrique est tellement déplorable. La plus part des enfants ne pouvaient plus fréquenter leurs écoles, compte tenu des effets dévastateurs de ces conflits à répétition. Certains enfants également étaient enrôlés de force dans les groupes armés, les auto-défenses, causant ainsi un tort grave à leur éducation.

Malgré les efforts fournis par la communauté internationale dans le cadre du suivi et du maintien de la paix, de la sécurité à l'échelon mondial ,les Nations Unies (NU), l'Union Européenne (UE), l'Union Africaine (UA),la Communauté Économique et monétaire en Afrique Centrale (CEMAC),la Mission Internationale des Nations Unies et de Stabilisation de Centrafrique, ainsi que plusieurs autres Organisations Internationales , mettent un accent particulier sur les Droits de l'enfant en situation post-conflit.

Depuis quelques années la Centrafrique connaît des crises socio-politiques récurrentes, qui jouent négativement sur son système éducatif, hérité de la colonisation .D'ailleurs, les années blanches de 1990, 1991, 1993, ont été à l'origine de la baisse vertigineuse de niveau, entraînant des conséquences graves sur le cursus scolaire des élèves.

Ainsi pour mieux comprendre et parcourir notre première partie qui s'intitule Problématique Générale de l'étude, elle comprend deux chapitres qui portent tout d'abord :

Problématique de l'étude comme premier chapitre ensuite,

Approches théoriques comme second chapitre. Et le tout terminera dans un tableau d'opérationnalisation des hypothèses.

CHAPITRE I :
PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE

1-1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1-1-1 Contexte de l'étude

Le problème de l'éducation des enfants en situation post-conflit en général, pose sérieusement des problèmes et de nombreuses interrogations, qui nécessitent des solutions efficaces et adéquates, par rapport aux différentes populations internes en déplacement. Pour cela, plusieurs systèmes éducatifs sont profondément bouleversés et complètement inadaptés. Par exemple, le cas du conflit ivoirien et ses conséquences sur l'éducation au Burkina-Faso. En effet, une telle situation lourde des conséquences, a sérieusement impacté sur les familles précisément les enfants et les femmes qui se trouvent dans des difficultés scolaires et autres, sans oublier les exactions, les traumatismes, les violences liés au conflit. Aussi, les impacts au quotidien sur l'économie des ménages sont analysés dans certaines régions, localités parce qu'elles vivent presque des produits des échanges avec la Côte-d'Ivoire.

Nous avons constaté également que ce conflit ivoirien, a eu des conséquences incommensurables sur les pays les plus ressentis comme le Mali, le Niger, le Ghana. Cette crise a affecté la majorité des pays de l'Afrique de l'ouest dans leur ensemble. En effet, ce qui nous tient tellement au cœur, c'est que les conflits armés constituent des handicaps majeurs à l'éducation de tous les enfants en situation de post-conflit dans le monde. Autrement-dit, tous les pays en conflit, sont très en retard par rapport aux autres.

Le contexte dans lequel nous menons cette étude est difficile. Tout d'abord, l'histoire générale des peuples est toujours entachée par des crises qui sont tellement graves et parfois échappent à l'entendement humain. Certains conflits qui ont beaucoup duré à travers le monde, par exemple celui du RDC (République Démocratique du Congo), ont des causes profondes ou immédiates. De fois, ces conflits ont trouvé leurs origines dans les graves et pires violations des Droits de l'Homme (1949). Dans certains pays africains, on constate que l'ensemble des Droits et libertés fondamentales par exemple le droit à la vie, le droit à l'éducation, le droit à l'intégrité physique et morale, etc. sont purement et simplement bafoués dans ce conflit militaro-politique à répétition, par exemple en Centrafrique.

En effet depuis quelques décennies ce pays en proie à des bandes armées, avait connu des crises à répétition. Autrement dit, les troubles socio-politiques des crises militaro-politiques comme la plus grande que le pays n'a jamais vécu depuis son histoire , c'est-à-dire celle qui avait commencé en Novembre 2012 en provinces, et à Bangui la Capitale le 5 Décembre 2013

avec des pertes humaines , pertes matérielles (destructions des bâtiments publics et privés, des habitations, des biens meubles, etc.), des enlèvements forcés des enfants scolarisés, des délinquants juvéniles et autres..., qui met en mal finalement tout le système éducatif Centrafricain en général et en particulier l'Inspection fondamentale 1 de Bangui.

Calqué sur le modèle français, le système éducatif Centrafricain connaît de très grand dysfonctionnement. Car, le système ne reflète pas les réalités socio-éducatives et culturelles Centrafricaines. Ainsi, cela va nécessairement déboucher sur l'inadéquation de l'emploi, qui est également une source de tension sociale.

1-1-1-1 Contexte politique

La Centrafrique avait vécu beaucoup de soubresaut politique. C'est depuis plusieurs décennies que ce pays souffre des problèmes. Avec ce conflit militaro-politique , la Centrafrique venait encore de connaître un pire moment difficile de son histoire. Ces multiples crises à répétition depuis plus de deux décennies, ont finalement fragilisé tout le système du développement de la Centrafrique. En effet, elles ont laissé des traces indélébiles sur le pays, laissant ainsi des répercussions terribles sur tous les secteurs productifs et l'ensemble du territoire national.

En dépit du grand Dialogue National organisé en 2003 que toutes les parties composantes ont pris part sans oublier la société civile, les partis politiques afin de mettre en place les institutions politiques, économiques et sociales. Mais en réalité, rien n'est encore véritablement défini et arrêté pour un lendemain sûr et certain. A vrai dire, il s'agissait de préparer les prochaines élections législatives et présidentielles, libres et transparentes, qui auront lieu en Mars 2005. Par rapport à cela, des groupes armés radicaux ont profité de cette opportunité pour s'organiser et s'agiter vers presque la fin de l'année 2006, interpellant la classe politique Centrafricaine désorganisée. Sur le terrain à travers le pays, les groupes armés d'opposition sont :

- L'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie. (APRD)
- Le Front Démocratique du Peuple Centrafricain. (FDPC)
- L'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR)
- Le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLJC)
- L'Union des Forces Républicaines (UFR)

Eu égard à cela, le gouvernement et les groupes politico-militaires avaient signé un accord de sortie de la crise à Libreville le 21/06/2008. En outre, un comité de suivi a été aussi

mis en place, et qui favoriserait l'adoption du document de lancement du processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des combattants. Dans ce contexte, nous voyons que beaucoup d'effort ont été déployés afin de parvenir à la paix durable d'une part, et d'autre part plusieurs accords également ont été signés avec les différents mouvements politico-militaires entre 2007 et 2008. Voilà les contextes qui ont connu des conflits militaro-politiques, avec ces conséquences graves sur l'éducation scolaire des enfants en Centrafrique en générale et l'Inspection du fondamentale 1 de Bangui en particulier.

1-1-1-2 Contexte économique

La Centrafrique située au cœur du continent africain qui, n'a pas d'ouverture directe sur la mer, compte environ 4,4 millions d'habitants en 2009, soit un taux de croissance démographique de 23hpts par an. La population rurale est de l'ordre de 55% avec son fort taux d'analphabétisme de 67%. Par ailleurs, le pays regorge d'énormes ressources naturelles et a aussi un potentiel de terre cultivable, compte tenu de sa position géostratégique et géopolitique. IL dispose également d'un bon sol, fertile de 15 millions d'hectares environ. Mais le sol Centrafricain reste et demeure encore quasiment favorable aux forêts, le potentiel est très encourageant avec 38 millions d'hectares commercialisés en Europe via port Douala au Cameroun. La Centrafrique ne connaît pas assez de déforestation. Le taux est encore maîtrisé avec 0,4% par an grâce à une très bonne politique environnementale. Par ailleurs, la forêt Centrafricaine fait partie également du patrimoine de l'humanité mondiale et de la sous-région de l'Afrique centrale.

Concernant l'élevage, les terres pâturables et la transhumance, font que la Centrafrique est un pays en plein essor des ressources animales. D'ailleurs, le pâturage Centrafricain sert en même temps le bétail étranger en difficulté. A cause de son climat équatorial, la Centrafrique est dotée d'un important réseau hydrographique dense. S'agissant des ressources minières, le pays compte plus de 450 indices miniers non exploitées. Sauf l'or, le diamant exploités, toujours de manière artisanale mais qui a un impact positif sur l'économie Centrafricaine. Mais malgré cela, la Centrafrique reste encore inexploitée à grande échelle et constitue une réserve mondiale qui attire la convoitise des grandes puissances. A une époque récente de crise militaro-politique, les diamants Centrafricains n'étaient plus commercialisés, par ce qu'ils servaient les intérêts des rebelles, des prédateurs, des groupes armés et autres. Le diamant Centrafricain était suspendu sur le marché mondial par ce qu'il était déclaré « Diamant de sang ».

Fort de ce qui précède, le pays enregistre des indicateurs économiques et sociaux très alarmants. En 2010, elle occupe le 159^{ème} rang mondial sur 169 pays de la planète selon le rapport du développement humain (Banque Mondiale). On note également une très grande méfiance en ce qui concerne le climat d'affaire. En effet, sur les 183 pays de la planète, la Centrafrique occupe la dernière place (Banque Mondiale). Par ailleurs, on note également que beaucoup des ménages Centrafricains ont de difficultés à vivre.

Selon une étude de la Banque mondiale, 30,2% de la population Centrafricaine sont confrontés à l'insécurité alimentaire. La population Centrafricaine vit dans une extrême pauvreté, source de plusieurs problèmes socio-politiques. La pauvreté est tellement généralisée. Le taux évalué en 2008 est de 62% soit 2,6 millions d'individus vivent au seuil de la pauvreté, avec un demi-Dollar par jour dans les régions affectées à cause des conflits. En situation post-conflit, les calamités naturelles telles que les tornades, les inondations, n'ont pas laissé les populations riveraines de l'Oubangui qui en paient un lourd prix. Beaucoup de maisons étaient écoulées sous l'effet des pluies diluviennes. Toutes ces difficultés, ne font qu'empirer la situation sociale du Centrafricain qui vit misérablement. Heureusement, les bonnes volontés ne se sont pas fait attendre, ces populations ont vite bénéficié de l'aide humanitaire pour atténuer leur souffrance.

1-1-1-3 Contexte sécuritaire

Durant ces crises militaro-politiques que le pays a vécu, on constate toujours qu'il n'y avait pas amélioration de la situation scolaire des enfants dans l'ensemble, c'est-à-dire avant le déclenchement de la crise de 2012 surtout en provinces. Beaucoup des parents d'élèves, enseignants et partenaires éducatifs de l'éducation, savent que la situation de l'éducation post-conflit, est encore loin de s'améliorer sur toute l'étendue du territoire Centrafricain. Hormis Bangui, on peut espérer que la situation s'est considérablement améliorée. Mais beaucoup reste encore à faire, pour donner une éducation de qualité par rapport aux objectifs de l'EPT 2015. En effet, la sécurité des enfants scolarisés n'est pas totalement assurée, par exemple dans l'Inspection du fondamentale 1 de Bangui. Certains enfants ne sont pas totalement libres, ils ne sont pas à l'aise pour aller à l'école, par ce qu'ils peuvent faire l'objet maintenant d'enlèvement, de détournement surtout pour des élèves (filles) à des fins personnelles ou servir d'appât sexuel aux auto défenses. Sachons que la plus part des enfants ont tellement beaucoup peur de leur sécurité. Avant et pendant la crise militaro-politique, lorsque l'insécurité était encore grandissante, les enfants subissaient quelque fois des sévices corporelles jusqu'à mort

s'en suivre, d'autres enfants étaient enrôlés de force dans les groupes armés ou auto-défenses. Certains, sont d'office constitués en victimes résiliés, causant ainsi un tort à leur éducation scolaire sans conviction. En effet, les conditions sécuritaires sont très difficiles. Car, elles ne permettent même pas aux enfants et aux enseignants d'aller à l'école pour apprendre. Si bien que certains malins sont tentés, vers l'éducation extrascolaire ou école parallèle. Par rapport à ce genre d'éducation, les conséquences habituellement sont incalculables sur la société dans laquelle l'enfant vit. Nécessairement, cette forme d'éducation aura des répercussions sur le résultat scolaire.

1-1-1-4 Contexte humanitaire

Dans ce contexte actuel, nous remarquons que la situation humanitaire du pays reste et demeure toujours très fragile, inquiétante dans la mesure où les bandes armées, les éléments incontrôlés continuent à attaquer, à raquetter, à rançonner les paisibles populations, fatiguées, meurtries par les attaques par ci et par là.

En effet, plus de 5% soit 108000 personnes environ représentaient les réfugiés Centrafricains et les déplacés internes dans les années 2006 et 2009, et encore 138000 personnes (réfugiés) Centrafricains précisément au Sud du Tchad, à l'Est du Cameroun et du Soudan. D'abord, c'est depuis fort longtemps que le pays est instable. En 2008 une réunion de très grande envergure avait eu lieu portant sur l'organisation de Réforme du Secteur de Sécurité (RSS), finalement qui a favorisé la pacification du pays pour son développement harmonieux et durable. Il faut aussi se rappeler qu'après la signature des accords de Libreville au Gabon en Juin 2008 dont les groupes politico-militaires sont parties prenantes. On constate toujours que le pays subit une grande et grave situation d'insécurité sur la majorité du territoire. En outre, un autre groupe est lié et créé, prend le nom des Conventions des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP), pour défendre ses intérêts dans le Nord-est du pays. Un accord de cesser le feu a été signé avec le Gouvernement Centrafricain, le 12 Juin 2011 qui favorisera l'entrée de ce nouveau groupe politico-militaire, dans le processus de DDR et facilitera également le rétablissement de la liberté des biens et des personnes, la cohésion et la paix dans cette zone du Nord-est. D'abord, nul n'est censé ignorer que la Centrafrique souffre depuis toujours, de la porosité de ces frontières dans cette zone septentrionale à cause de la circulation illicite des armes avec des effets graves sur les populations et leurs biens. A cela s'ajoute l'incursion constante des bandits, des trafiquants d'armes, des voleurs de bétail, les incursions des rebelles

Ougandais de LRA (Lords Résistance Army), aggravent les souffrances des populations paisibles. Voilà le contexte qui n'a pas véritablement facilité l'aide humanitaire.

1-1-2 Justification du choix du sujet

En effet, le choix du sujet de notre thèse intitulée : « Problématique de l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique : cas de l'Inspection fondamentale 1 de Bangui », n'est pas le fruit du hasard ni pure imagination mais c'est un constat réel ,vécu pendant quelques années dans la scolarité des enfants en situation post-conflit. Sachons que l'éducation des enfants dans son essence est la mise en œuvre des moyens propres, à favoriser autrement dit à assurer le développement intégrale de l'être humain dans son environnement ambiant.

Selon ROUSSEAU, J-J. (1762) affirme « On façonne les hommes par l'éducation ». Sans l'éducation, l'homme se comporterait toujours comme un animal. Car, c'est l'éducation qui permet à l'être humain qui est un animal pensant et agissant, doté d'une faculté de raisonnement d'apprécier, de comprendre, de juger, de raisonner pour bien améliorer ses conditions matérielles et spirituelles. Dans le contexte actuel en Centrafrique, la situation de l'éducation scolaire des enfants en général et principalement dans l'Inspection fondamentale 1 de Bangui ne cesse de se dégrader depuis quelques décennies. Ce conflit militaro-politique fût marqué par un niveau de violence extrême. Après être éteint progressivement, les enfants n'avaient pas eu le temps maximum pour vaquer à leurs occupations scolaires.

En effet, l'éducation scolaire de ces enfants pendant et après le conflit militaro-politique, a été sévèrement bafouée à cause de ces crises. Alors, c'est pour cela que cette situation nous interpelle à mener une recherche sur la question afin de chercher des voies et moyens pour une éducation de qualité des jeunes Centrafricains. Durant ces moments difficiles, la pauvreté était très généralisée et envahissante si bien que ce n'était pas facile à ces jeunes écoliers d'aller apprendre. Par rapport aux chocs subis, les mutilations, les exactions, les enlèvements forcés, les enrôlements également obligatoires des enfants, beaucoup ont perdu le goût de l'école. Disons que le conflit que le pays avait connu, est également avant tout une crise des mentalités prélogiques, pour cela un accent très particulier devait être mis sur l'éducation scolaire, afin de changer les attitudes, les comportements, les mentalités, les modes de vie pour avoir un bon citoyen de demain, gage d'un développement durable du pays.

En effet, le département en charge de l'Éducation Nationale devrait travailler en synergie avec les organismes internationaux tels que UNICEF, Banque Mondiale UNESCO,

etc. pour rendre le système éducatif Centrafricain adapté aux réalités socio-économiques Centrafricaines. Selon ROUSSEAU « un enfant qui n'est pas éduqué est un citoyen perdu ». Alors c'est à travers l'éducation scolaire que l'enfant Centrafricain brimé, mutilé, tué, enrôlé de force dans les rebellions pouvait être sauvé. L'éducation scolaire lui transmettra de très bonnes règles d'éducation civique pour bien se comporter dans son milieu social. Sur ce, la Déclaration Universelle des Droits de l'homme (1949) de part le monde, différentes rencontres furent organisées. C'est tout juste pour réclamer une éducation de qualité.

En plus, l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique apparaît comme un atout indispensable, à tous les enfants de n'importe quel continent de la planète afin de progresser vers les idéaux tels que la paix, la liberté, la cohésion sociale, la justice, le droit ; l'égalité et le développement durable. Mais selon notre constat, ce n'est pas tous les enfants en Centrafrique qui jouissent de leurs droits à l'éducation et pourtant on disait que l'éducation est obligatoire et gratuite.

I.1.2.1 Site de l'étude

L'élaboration des finalités éducatives de façon significative, peut favoriser la construction de la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Cette élaboration des finalités éducatives est toujours poursuivie par l'école au profit des enfants, parce qu'elle est une manière de faire intégrer tous ceux qui vivent dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5. Le but de ces finalités éducatives, c'est d'amener tous ces enfants en situation de post-conflit, à s'orienter spécialement vers la vie civique d'où nécessité de cultiver l'individu pour lui-même, par rapport à l'idéal du rétablissement de la cohésion sociale parmi les communautés du km5. A travers les valeurs culturelles nationales telles que la justice, la liberté, le pardon, la tolérance, la cohésion sociale, la paix, la patrie etc....les enfants en situation post-conflit, doivent mémoriser ces concepts pour devenir des hommes nouveaux, avec une mentalité logique et rationnelle afin de relever les défis qui s'imposent à la Centrafrique en général et dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier.

Aussi la mise sur pied d'un programme scolaire adapté au contexte du milieu peut également favoriser de manière significative la construction de la cohésion sociale dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5. Cependant, le programme scolaire tenant compte des réalités locales centrafricaines, c'est-à-dire les valeurs culturelles du pays, favorisera la construction de la cohésion sociale déchirée à cause des crises militaro-politiques, que le pays

avait connu. Les enfants déjà imprégnés de ces bonnes vertus sociales contenues dans le nouveau programme, ils les transmettront à leur tour dans leurs communautés respectives du 3^{ème} arrondissement du km5 par l'aboutissement à une paix durable.

Disons aussi que l'utilisation de certaines méthodes à l'école peut effectivement favoriser la construction de la cohésion sociale, parmi les enfants en situation post-conflit dans leurs communautés respectives du 3^{ème} arrondissement du km5. En effet, l'application d'une méthode à l'école à ces enfants en situation difficile est la bienvenue. Autrement dit, l'utilisation de cette méthode ne pourra que contribuer à la construction de la cohésion sociale, tout d'abord à l'école et ensuite parmi les communautés existantes du km5 afin d'aspirer à une paix durable, condition sine qua non d'une véritable émancipation de l'homme de demain. Quand il y a problème surtout la cohésion sociale déchirée parmi les communautés, alors il faut savoir résoudre. Autrement dit, on n'arrivera pas à trouver une solution adéquate. C'est pourquoi, nous devons toujours nous interroger sur quelles méthodes utilisées pour le rétablissement de la paix ou la résolution du problème posé qui interpelle tout le monde, dans le pays en général et les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier.

En outre, nous pensons également que certaines qualités de l'enseignant à l'école, peuvent favoriser la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit au sein des communautés du 3^{ème} arrondissement du km5. Aussi, l'enseignant qui a des qualités requises, n'aura pratiquement pas de difficultés pour contribuer à la construction de la cohésion sociale. Nous remarquons automatiquement qu'il y a certains techniciens du terrain, certains enseignants chevronnés, qualifiés, expérimentés et doués avec un bon profil. Mais, si c'est le contraire, c'est-à-dire si c'est un enseignant qui n'a pas les qualités requises pour apporter sa pierre à l'édifice nationale, pendant des moments difficiles aux enfants en situation post-conflits dans leurs communautés, il ne pourra pas favoriser le rétablissement de la cohésion sociale parmi les communautés existantes au km5. En principe, cet enseignant devrait mettre en contribution son expérience professionnelle, en s'inspirant par exemple lors de certaines leçons sur les droits humains, le dialogue, interculturel, la non-violence, la paix, le pardon etc.... Dans leur environnement social, afin d'aboutir à une paix durable entre les communautés vivant au 3^{ème} arrondissement du km5. Nous disons encore que, si les qualités requises ne sont pas bonnes, alors cela aura des conséquences graves pour l'avenir des communautés.

Par ailleurs, la qualité de recrutement des élèves et enseignants peut favoriser la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5. Il est souhaitable pendant cette période du conflit militaro-

politique, lorsqu'il y a un semblant d'accalmie pour permettre, aux enfants d'aller à l'école de procéder à un recrutement équitable, qui pourrait être favorable à toutes les communautés vivant au 3^{ème} arrondissement du km5. Le recrutement ne doit pas seulement se faire pour une communauté indiquée. Car, cela ne favorisera pas la cohésion sociale entre-elles. Il n'y a pas de raison évoquée, pour recruter une communauté au détriment de l'autre. Par exemple, si on privilégie seulement les élèves chrétiens et enseignants également de confession chrétienne, alors on risquerait fort bien d'envenimer la situation déjà critique. Les musulmans seront obligés de créer leurs écoles et recruter uniquement les élèves musulmans, et non chrétiens. Ainsi, il n'y aura pas une cohésion sociale entre les communautés du km5.

L'école en Centrafrique est laïque. Musulmans et chrétiens se fréquentaient ensemble au sein de l'établissement scolaire jusqu'aujourd'hui. Pour favoriser cette cohésion sociale entre les communautés vivant au 3^{ème} arrondissement du km5, il faut faire un recrutement gratuit pour aider les élèves, malgré leur confession religieuse afin de contribuer à une cohésion sociale déchirée en quête du rétablissement. Cela encouragera beaucoup plus les filles qui ont abandonné les études pour diverses raisons, à retourner à l'école afin de devenir tôt ou tard des cadres compétents.

En plus de cela, **certaines** évaluations des apprentissages des enfants en situation post-conflit à l'école, peuvent favoriser la construction de la cohésion sociale dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5. Comme nous l'avons souligné, l'école qui est un endroit choisit et propice, est bien indiquée pour éduquer, former et instruire les enfants en situation post-conflit sans discrimination raciale. Pour cela, un accent très particulier doit être mis sur la qualité des évaluations de ces enfants, qui fréquentent l'école. Tout d'abord, ces évaluations commenceront principalement parmi les élèves au sein de leur établissement scolaire, ensuite elles continueront sur le terrain parmi les communautés vivant dans le 3^{ème} arrondissement du km5. Ce sera sur le terrain qu'on se rendra compte que réellement il y a un début de cohésion sociale.

Mais avant cela, en classe l'enseignant posera des questions par exemple sur la leçon portant sur le dialogue interculturel parmi les communautés existantes, pour jauger le niveau des enfants en situation post-conflit. En effet, l'auto évaluation peut-être aussi utilisée pour se rendre compte que ce type d'évaluation a favorisé la construction de la cohésion sociale entre eux

1-2 FORMULATION ET POSITION DU PROBLEME

Après avoir contextualisé et justifié notre sujet de thèse, il serait aussi judicieux de formuler et positionner le problème. Nous devons chercher à relever les défis auxquels nous serons confrontés par rapport à l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique en général et particulièrement à l'Inspection du fondamentale 1 de Bangui.

1-2-1 Explication du sujet

Le sujet de recherche que nous menons actuellement interpelle tous ceux qui attachent beaucoup d'importance à l'éducation scolaire des enfants en général et de Centrafrique en particulier, qui sont dans une situation difficile. D'ailleurs, nul n'est censé ignorer que le développement d'un pays passe inéluctablement par le biais de l'éducation et de la formation. Surtout, qu'il est reconnu dans le monde entier que l'éducation des enfants est un droit inaliénable à tout enfant d'avoir accès à l'école. À l'ère du troisième millénaire, personne ne peut démontrer le contraire. Pendant cette période de crise militaro-politique (2012- 2015), les enfants en âge d'aller à l'école, font l'objet de privation à l'éducation scolaire. En effet, c'est un délit très grave qui pourrait compromettre l'avenir des enfants. Or, la Centrafrique fait de l'éducation l'une de ses priorités pour sa politique de développement durable. C'est ainsi que l'on parle de « l'Education Pour Tous » en l'an 2015. Durant ces différentes crises militaro-politiques (2012-2015) que le pays avait vécu, certains enfants sont privés de leur droit d'aller à l'école, par exemple l'école KOUDOUKOU et l'école GBAYA-DOMBIA situées dans le 3^{ème} arrondissement, favorables aux Musulmans proches des « Sélékas ».

Dans d'autres zones académiques précisément en provinces, la plus part des enfants enseignants et leurs familles ont pris fuite dans la brousse pour leur sécurité. Certains établissements scolaires ont été purement et simplement détruits, brûlés et occupés par les bandes armés. Quelques enfants se sont faits enrôlés dans les groupes armés. Certains enseignants et écoliers avaient également été tués sans cause. Le constat est très amer et grave car, quelques zones pédagogiques à cause du pic de la violence aveugle, n'ont pas véritablement pu travailler par ce qu'il y avait une insécurité grandissante.

D'ailleurs, les événements malheureux qui ont duré depuis plusieurs décennies, ont eu un impact grave sur le processus de réinsertion des enfants soldats. Le constat qui se dégage de ce qui précède, est que le droit à l'éducation des enfants est négligé, foulé au sol par les bandes armées comme nous l'avons souligné ci-haut. C'est un droit reconnu dans la charte africaine de Droits et du bien-être de l'enfant (1990). Alors que la Centrafrique avait connu une nette augmentation de 74% à 87% du pourcentage d'enfants scolarisés au primaire. Finalement, c'est l'école qui est la première à subir le contre coup de cet état de chose. L'éducation des enfants

en situation post conflit, devrait interpeller tout le monde. En effet, ce conflit militaro politique que le pays avait connu, est avant tout une crise de mentalité surtout prélogique. Alors, nous devons nous poser la question de savoir qu'est – ce qui pose problème ici dans notre sujet de thèse ? Disons clairement que ce conflit a véritablement impacté sur les communautés centrafricaines en général et celles du kilomètre 5 en particulier. Pour cela, ces communautés qui vivaient entre temps en parfaite harmonie, n'en pouvaient plus à cause de ces évènements malheureux et tragiques que le pays a vécu. Les deux communautés c'est-à-dire chrétiennes et musulmanes, se regardaient face à face comme des véritables ennemis. Aussi, elles étaient sur le point d'entrer en conflit au sein de leur propre arrondissement. C'est pourquoi, il faut mettre un accent particulier sur l'éducation scolaire afin de les ramener à la raison. L'éducation doit façonner les membres de ces communautés pour devenir de très bons citoyens de demain qui mettent en pratique les notions de tolérance, de cohésion sociale, de pardon, d'amour, etc....

En effet, à l'école les enfants qui sont imprégnés de ces bonnes vertus sociales, transmettront à leur tour, dans leurs communautés respectives afin que la paix règne véritablement parmi elles. En outre, pendant cette crise de 2012-2015, les enfants chrétiens et musulmans ne s'entendaient pas. Beaucoup font l'objet de privation de leurs droits et cela constitue un délit grave, qui pourrait compromettre l'avenir de toute une génération. Or, la Centrafrique fait de l'éducation l'une de ses priorités pour sa politique de développement durable. Certaines écoles étaient vandalisées, pillées, brûlées et occupées par les Sélékas de majorité musulmane. Même certains élèves et enseignants avaient été tués, si bien que les deux communautés ne se comprenaient pratiquement pas.

Alors, la mise en place d'un projet éducatif de qualité peut-elle véritablement contribuer à la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post conflit dans les communautés du 3^{ème} arrondissement ?

A travers les cours par exemple de l'éducation physique ou bien les tournois scolaires, on peut toutefois créer une équipe de football, qui renfermera toutes les communautés du 3^{ème} arrondissement. C'est-à-dire chrétiens et musulmans afin de jouer pour l'honneur de leur école. Ainsi, ils seront rapprochés selon les règles de football qui prônent le fairplay. Cependant, on dit aussi que le sport unit le peuple c'est-à-dire les deux communautés. Lorsque les enfants commenceront à jouer, les deux communautés finiront également par venir pour assister à la rencontre, et finalement elles vont oublier leurs querelles, leur haine foncière, l'esprit de vengeance, qui les animait de part et d'autre, pour laisser la place à la joie de vivre ensemble dans l'amour et le pardon favorable à la cohésion sociale.

De tout ce qui précède, nous devons également nous interroger sur les modalités de recrutement des élèves au sein de leurs établissements. Disons aussi que cette crise militaro politique, a tellement eu des répercussions sur les communautés existantes en Centrafrique en générale et dans le 3^{ème} arrondissement en particulier. Les échos dépassent même nos frontières sur ce qui se passait entre les deux communautés, surtout qu'à un moment donné, il s'agissait d'une guerre de confession religieuse. Ainsi, il serait judicieux de procéder à un recrutement équitable, qui sera bénéfique ou favorable aux deux communautés existantes.

Mais, si on procède seulement aux recrutements des élèves basés sur une communauté, en tout cas on n'espère pas aboutir à une cohésion sociale entre-elles. Alors, l'autre communauté risquerait fort bien de se révolter et créer son école où elle n'acceptera pas d'autres. Ce ne sera pas une bonne manière de faire. Au fait, il se posera un sérieux problème de qualité de l'éducation et de formation, pour les enseignants qui seront recrutés pour transmettre le savoir, le savoir-faire et le savoir-être aux enfants en situation difficile. Reste aussi à savoir, s'ils ne seront pas animés par l'esprit de haine vis -à-vis de l'autre communauté, par exemple la communauté chrétienne. Mais pour éviter ce genre de situation et procéder à un bon recrutement, il est très nécessaire de donner la chance aux deux communautés afin de favoriser la cohésion sociale déchirée tant recherchée, à cause de ces crises militaro politiques à répétition depuis plusieurs décennies, et ces conséquences graves sur l'éducation des enfants dans les communautés du 3^{ème} arrondissement de Bangui. En principe, le recrutement des enfants en situation post conflit, devrait être gratuit afin d'inciter les enfants des deux communautés, qui ont été enrôlés de force dans la rébellion ou qui ont abandonné les études à cause de l'insécurité grandissante ou d'autres raisons personnelles. Si le recrutement était vraisemblablement règlementé et gratuit, cela encouragerait beaucoup les filles à retourner à l'école.

Mais, est-ce-que la prise en compte de nouveaux programmes n'impacte-t-elle pas sur la cohésion sociale des enfants en situation post conflit ? De tout ce qui précède, nous devons également nous interroger sur les modalités de recrutement des élèves au sein de ces établissements scolaires, des enfants en situation difficile dans cette communauté du km5. Cette crise militaro politique a tellement eu des répercussions sur les communautés existantes en Centrafrique en général et du km5 en particulier. Les échos dépassent même nos frontières sur ce qui se passaient entre les deux communautés surtout à un moment donné il s'agissait d'une guerre de confession religieuse. Ainsi, il serait judicieux de procéder à un recrutement équitable qui sera bénéfique ou favorable aux deux communautés (chrétiennes et musulmanes).

Mais si on procède seulement au recrutement pour une communauté en tout cas on n'espère pas aboutir à un recrutement équitable, favorable à une cohésion sociale entre elles. Alors l'autre communauté surtout les musulmans risqueront fort bien de se révolter et créer leurs écoles où ils n'accepteront pas les chrétiens. Ce ne sera pas une bonne manière de faire. Au fait, il se posera un sérieux problème de qualité de l'éducation ou de formation pour les enseignants qui sont recrutés pour transmettre le savoir, savoir-faire et savoir-être aux enfants. Reste aussi à savoir s'ils ne seront pas animés de l'esprit de haine vis-à-vis de la communauté chrétienne. Mais pour éviter ces pareilles situations, il faut faire usage du bon sens. Il est important de donner la chance aux deux communautés afin de favoriser la cohésion sociale déchirée à cause des crises militaro politiques à répétition depuis plusieurs décennies, avec ses conséquences graves sur l'éducation des enfants dans leurs communautés du 3^{ème} arrondissement. Disons que, le recrutement toujours gratuit afin d'encourager les enfants des deux communautés, qui ont été enrôlés de force dans la rébellion ou bien qui ont abandonné leurs études, à cause de multiples problèmes ou d'autres raisons personnelles.

Mais est-ce que la prise en compte de nouveaux programmes n'impacte-t-elle pas sur la cohésion sociale des enfants en situation post conflit ? La prise en compte de nouveaux programmes en principe devait beaucoup contribuer au rétablissement de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit en Centrafrique. En effet, ces nouveaux programmes devront tenir nécessairement compte tout d'abord des réalités socioculturelles, économiques, éducatives, politiques, artistiques, philosophiques centrafricaines. Que ces programmes soient adaptés une fois encore de plus aux valeurs culturelles centrafricaines dans sa globalité. Aussi le Département en charge de l'éducation nationale en accord avec les partenaires éducatifs internationaux et nationaux, devront réfléchir pour renforcer ces programmes et contenus comme nous l'avons dit ci haut, afin de permettre le rétablissement de la cohésion sociale déchirée dans les communautés. Disons aussi que ces nouveaux programmes devront subir une profonde révision qui sera bénéfique aux enfants en situation de post-conflit.

Alors, que dites pour les supports didactiques ? Ne constituent-ils pas un atout majeur à la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit ? Dans le contexte post-conflit en Centrafrique, l'éducation est un droit reconnu à tous les enfants sans discrimination raciale. Par rapport aux réalités que nous vivons présentement, les enfants ont franchement perdu de repère, qui retrace les bonnes mœurs de la société dans laquelle ils vivent. C'est ainsi qu'il est important d'adapter les supports pédagogiques en tenant compte des idéaux, qui tournent autour de la cohésion sociale, la paix, la joie, le pardon, la tolérance, l'amour etc.... Maintenant, nous constatons que les enfants sont trop allergiques et prêts à utiliser la violence,

pour régler leurs problèmes. Or, ce n'est pas normal surtout que nous sommes à une époque où on met l'accent sur la démocratie, qui est beaucoup plus privilégiée. Par exemple, lorsque les conflits militaro politiques éclataient, les forces en présence n'optaient pas directement pour le dialogue. Ce n'est qu'après avoir accepté de négocier qu'on dialogue. Car le débat reste un moyen efficace de résolution des conflits intercommunautaires ou interreligieux.

Entre-autre, l'élaboration des curricula, des livres, par exemple adaptés aux réalités locales, sert à améliorer les comportements des enfants dans leurs communautés respectives. C'est mieux également d'enseigner aux enfants en situation difficile sur les thèmes, qui portent sur l'éducation civique à la citoyenneté, le dialogue inter culturel, les droits humains, afin de les amener à comprendre l'importance du dialogue parmi eux. A travers ces différents thèmes cités, ils pourront à leur tour expliquer l'importance à leurs parents, afin de les modeler, les façonner pour un véritable retour de la cohésion sociale dans les communautés du 3^{ème} arrondissement. Avant, musulmans et chrétiens cohabitaient étroitement. Ils se mariaient entre eux-mêmes, certains chrétiens mêmes portaient des noms musulmans pour montrer leur amour et renforcer la cohésion sociale parmi les communautés. Donc les supports didactiques sont un atout majeur à la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5.

Cependant, une méthode pédagogique n'est-t-elle pas envisageable pour la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit dans les communautés de km5 ? Par rapport à cette question, nous pensons que le manque d'une méthode spécifique ne favoriserait pas la construction de la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit. D'ailleurs, il existe plusieurs méthodes qu'on pourrait appliquer pour favoriser la cohésion sociale parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement. C'est préférable d'utiliser une méthode appropriée, afin d'aider les enfants en situation difficile au sein de leurs communautés respectives, d'aspirer à une paix définitive, gage du développement durable. Pourvu qu'on fasse usage d'une méthode spéciale, qui favorisera cette cohésion sociale parmi les communautés du km 5. Mais si on adopte cette méthode spécifique, est ce qu'il y aura des enseignants qualifiés pour son application afin de contribuer au rétablissement de la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit dans la zone du km5 ? Disons sincèrement que les enseignants mal formés ou qui n'ont pas de bons profils, ne pourront pas bien appliquer une telle méthode pour participer à la construction de la cohésion sociale déchirée. C'est à l'école qu'un enseignant qualifié, bien formé, doit transmettre des connaissances aux enfants, tout en utilisant les supports pédagogiques adaptés aux réalités du pays. En effet, conformément aux programmes et contenus, qui tiennent compte des valeurs culturelles, l'enseignant devrait atteindre ses

objectifs qui consistent à favoriser la cohésion sociale entre les enfants en situation post-conflit. Mais si la qualité de cet enseignant n'est pas bonne, alors c'est un grand danger très grave pour l'avenir des communautés respectives. Ainsi, le Département en charge de l'éducation, devrait prendre des mesures adéquates ou bien chercher des stratégies afin d'améliorer la qualité des enseignants pour faciliter la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5.

En principe, tout cela devrait effectivement se réaliser dans un environnement scolaire propre et propice aux enfants en situation difficile, par ce que la cour de l'école par exemple doit être propre et bien entretenue. Même cas pour les salles de classes, elles devront être aussi propres, aérées, sécurisées afin de permettre aux enfants des deux communautés de bien s'imprégner des bonnes règles qui régissent la société. S'il s'agit par exemple d'un match de football, chrétiens et musulmans devront se retrouver ensemble pour jouer dans la même équipe. C'est pourquoi on dit que le sport unit le peuple à travers ses jeux collectifs. Si effectivement l'environnement scolaire est propre et sécurisé, cela favoriserait la cohabitation sociale parmi les enfants des deux communautés respectives du 3^{ème} arrondissement du km5. Surtout le football qui se joue sur le terrain de l'école, ce sont les deux communautés malgré leurs vieilles querelles qui viendront assister au match. Dans le cadre des rencontres ou compétitions scolaires, ce sont toujours les deux communautés, c'est-à-dire chrétiennes et musulmanes, qui seront obligées d'être ensemble pour applaudir et encourager leur équipe. Par exemple, après une victoire, c'est l'occasion maintenant à jamais d'oublier les vieux démons de division, de la haine, des querelles intestines, de vengeance pour savourer la victoire des enfants, qui ont réussi à travers ce match de les réunir dans le fair-play. Car, l'école est un endroit choisit où on apprend aux enfants de différentes communautés, les connaissances mais également les notions de bonnes règles de la vie sociale, afin de devenir de bons citoyens de demain, et non de mauvais citoyens, animés par l'esprit de violence pour moindre faute commise. En outre, l'école qui est une institution publique qui doit contribuer efficacement pour l'éducation des enfants en situation post-conflit dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5. Si nous nous évertuons sur l'environnement scolaire entant que tel, mais est-ce que les activités scolaires ne peuvent-t-elles pas aussi contribuer à la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans le km5 ? Comme nous venons d'énumérer ci-haut, l'école qui est une institution étatique choisie, est bien indiquée pour éduquer, former et instruire les enfants sans discrimination raciale. Il existe plusieurs écoles dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui, qui se trouvent à peu près à 5km du centre-ville. Mais spécialement les écoles Koudoukou et Gbaya-Dombia se situent au centre du km5 à

majorité musulmane. A travers ces différentes activités scolaires qui se pratiquent au sein de ces écoles, la plus importante est surtout le jardin scolaire qui rapporte les revenus à l'école. Les produits du jardin sont vendus aux deux communautés, et après l'argent est versé dans la caisse de l'école qu'on appelle la coopérative scolaire, géré par un bureau des associations des parents d'élèves, composant des chrétiens et musulmans. Ainsi, les enfants des deux communautés travaillent ensemble pour les intérêts de leurs écoles. Même les communautés existantes et environnantes viennent souvent s'approvisionner en produits maraichers. A ce niveau, nous pouvons déjà affirmer que les activités scolaires sont aussi favorables à la construction de la cohésion sociale dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km 5. Pour cela, les communautés respectives sont obligées de taire leurs haches de guerre, leurs querelles, et de vivre en parfaite harmonie pour un avenir meilleur. De tout ce qui précède, quelle sera la qualité de l'évaluation ? autrement-dit les types d'évaluation faites aux enfants en situation post-conflit dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 ?

Concernant les types d'évaluations, tout d'abord elles commenceront à l'école pour vérifier si effectivement les enfants ont acquis des connaissances, par exemple dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté, les droits humains et la cohésion sociale. Est-ce qu'il y a une amélioration dans leurs communautés respectives pouvant faciliter une très bonne compréhension, la tolérance, le pardon et l'envie de vivre ensemble ? Donc, les enseignants peuvent les évaluer en commençant par des interrogations orales, des devoirs sur table pour se rendre compte si effectivement l'évaluation diagnostique n'a pas connue de problème. Ensuite, c'est l'évaluation formative qui sera faite pour jauger le niveau d'acquisition des enfants en situation difficile. Après ce type d'évaluation, c'est à travers les communautés qu'on saura que maintenant, elles vivent en parfaite cohabitation, parce que les enfants ont transmis les bonnes règles sur le plan éducation civique et autres dans leurs différentes communautés. N'oublions pas aussi que l'autoévaluation peut être utilisée pour se rendre compte qu'il y a la cohésion sociale parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5. Sur ce, l'école ne pouvait-elle pas enseigner un programme adéquat pour un retour de la cohésion sociale dans les communautés du km5 ? Est-ce que la mise en place d'un certain dispositif scolaire ne peut-elle pas favoriser de façon significative, le niveau de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit en Centrafrique en générale et dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km 5 en particulier ?

Avant de répondre à cette question, sachons que c'est depuis plusieurs décennies que les effets de ces crises tout d'abord cyclique ont mis en péril le système éducatif Centrafricain. Pendant la période de 2008-2011 ? le conflit avait remis en cause les efforts fournis dans le

domaine scolaire par le gouvernement en partenariat avec la Banque Mondiale, UNICEF, UNESCO. Mais pour l'heure, l'évaluation rapide faite par les partenaires du système éducatif Centrafricain tel que CLUSTER EDUCATION en fin d'année de crise (2012), démontre que c'est presque la moitié des établissements scolaires primaires qui sont toujours fermés à cause de l'insécurité grandissante (50%). Devant de telle situation alarmante, enseignants et écoliers ne pourront pas se hasarder à prendre le chemin de l'école. Les exactions, viols, tueries et enlèvements sont monnaies courantes. Aucun parent d'élèves ne peut accepter laisser son enfant aller à l'école. C'était l'angoisse du côté des enseignés et des enseignants.

Au vu et au su de tout le monde, les établissements scolaires étaient vandalisés, pillés, saccagés et même transformés en quartier général (QG) des auto-défenses. Les tables-bancs servaient de bois de chauffe. Selon les enquêtes recueillies par CLUSTER EDUCATION 65% des écoles sur 176 écoles visitées dans les zones affectées et Bangui, ont été endommagées par les balles et obus. Par rapport à cela l'année scolaire 2012-2013 avait été purement et simplement perdue. Quand on prend par exemple 10 élèves du fondamental 1 à Bangui, la majorité soit 7/10 n'était toujours pas retournée à l'école à cause de la peur de la violence aveugle, des règlements de compte qui sont les principales causes pour le retour à l'école. Sur 730 000 enfants âgés de 6 à 18 ans qui n'étaient pas scolarisés avant cette crise de 2012, on estimait à peu près à 500 000 élèves qui ont abandonné l'école à cause de la violence aveugle et des déplacements forcés.

1-2-2 Situation problème et présentation des données

Dans le cadre de nouveaux enjeux de la Coopération Internationale, la question de non scolarisation est très capitale et interpelle tout le monde de cette situation en Centrafrique aujourd'hui, reste encore très préoccupante surtout pendant cette période post-conflit. La longue interruption de l'éducation a un grand impact sur la scolarisation des enfants. Ceux qui sont non scolarisés sont d'office privés de l'acquisition du savoir, savoir-faire, et du savoir-être. Ils sont également handicapés par rapport à leur développement cognitif, social et psychologique. Alors c'est un grand danger, en ce sens que c'est l'avenir du capital humain de la Centrafrique qui est hypothéqué. Les conséquences qu'en découlent, c'est qu'une génération entière qui devrait beaucoup aider le pays est dans le monde des illusions, « le monde des tourbillons ».

Pour cela, nous risquons d'avoir une nouvelle génération d'analphabètes à l'ère du troisième millénaire où une lutte acharnée est entamée contre l'analphabétisme afin de réduire considérablement le nombre à travers le monde. Alors cette nouvelle génération n'aura pas la

chance ou bien sera incapable de jauger leur niveau d'instruction ou atout intellectuel et professionnel. Sur ce, nous aurons affaire à des piêtres responsables sans niveau d'instruction, sans niveau requis de qualification avec des conséquences sur les familles respectives dans les différentes communautés et également dans tout le pays.

1-2-2-1 Risques graves du non scolarisation post-conflit

La situation du non scolarisation en Centrafrique en général et dans l'Inspection fondamentale 1 de Bangui en particulier, risque également d'alimenter de nouveaux conflits. Selon la Revue documentaire du Sous-Cluster (2013), le nombre d'enfants associés aux groupes armés et aux forces s'élève à 6000. Or, il y avait quelques mois c'était 3500. C'est pour dire que le nombre s'accroît à une vitesse vertigineuse, qui a pour conséquence la fermeture prolongée des écoles et encore le manque d'activités éducatives, pousse les enfants à œuvrer pour les activités dangereuses. Dans la zone de KM5 ou PK5, environ seulement 75% des enfants ne sont pas inscrits à l'école pour raison d'insécurité continue, terreur, enlèvement, banditisme et destruction des bâtiments scolaires. Le taux de scolarisation des élèves du primaire (fondamentale 1) dans les années 2012-2013.

A Bangui précisément dans l'Inspection du fondamentale 1 grâce à la distribution du repas scolaire par le PAM (Programme Alimentaire Mondial) en accord avec l'UNICEF, a favorisé le retour à l'école de quelques 10 080 élèves. Mais de temps après que les enfants ont repris encore le chemin de la fuite pour se mettre à l'abri à cause de l'insécurité provoquées par les armés, les groupes d'auto-défenses, qui occupent illégalement les écoles pour leurs causes.

1-2-2-2 Tentatives de reprise des cours à l'école

Plusieurs initiatives ont été prises pour tenter d'amener à reprendre le chemin de l'école. Pour cela, certains dispositifs également étaient pris tels que la formation de 1200 instituteurs par l'UNICEF pour prêter mains fortes à l'éducation des enfants en situation difficile, pendant et après cette période de crise qui a véritablement démarré en 2012. En outre, 68730 enfants ont aussi bénéficiés destinées à reprendre les activités scolaires à travers les réfections des écoles la distribution des fournitures scolaires ou kits, l'organisation des cours de rattrapage et enseignement sur les leçons, de la notion de citoyenneté, les droits humains, la cohésion sociale, le dialogue interculturel et la prévention sur les conflits.

Eu égard à cela, les Autorités Pédagogiques et Administratives n'ont pas croisé les bras. Mais les efforts, les initiatives déployées et appuyées par les MINUSCA et les ONG

internationales ne durent pas assez longtemps, à cause toujours de l'insécurité chronique. Les Autorités ne pouvaient plus continuer dans ce sens et préférèrent attendre un moment d'accalmie pour redémarrer. En effet, les écoles qui représentent une protection physique pour ces enfants sont systématiquement fermées pour une durée indéterminée, laissant ainsi la plus part des enfants à la merci de leurs parents et d'autres. Dans les arrières pays, ceux qui étaient partis en brousse vivaient à l'état sauvage. Car, ils se nourrissaient de cueillette, de pêche et des pièges mais pas de chasse à cause des bruits des armes de chasse, qui peuvent attirer l'attention des éléments incontrôlés des groupes armés.

Pendant quelques mois ou années, certains courageux décident de sortir voir le climat et rechercher à reprendre avec leurs risques et périls. Mais en tout état de cause, cela ne dure pas assez longtemps parce qu'il arrive de fois, les éléments incontrôlés font irruption dans les salles de classe pour intimider, raquetter de l'argent, procéder à l'enlèvement forcé, commettre des viols sur les filles ou tuant un innocent. Et pourtant l'éducation scolaire permet aux enfants de développer leurs compétences pour la vie en face d'une situation-problème ou soit travailler pour se prendre en charge. Par conséquent d'autres n'ont vraiment pas peur et préfèrent rester que de fuir, espérant que la situation s'améliorera et l'école ouvrira les portes. Quand bien même la peur de la violence aveugle, les tueries, les détonations des armes sont considérées comme les raisons principales pour lesquelles les enfants ne voulaient pas revenir à l'école. Aussi l'insécurité a été l'une des préoccupations majeures des enseignants confondus avec les enfants de revenir à l'école. D'ailleurs, ils sont également victimes de ces conflits militaro-politiques. Certains enseignants par exemple refusent de regagner leurs postes d'affectation parce qu'ils ne sont pas sécurisés.

De tout ce qui précède, pour encourager les enseignants et les enfants à reprendre le chemin de l'école, les gouvernements étrangers et les partenaires éducatifs internationaux devraient travailler comme nous l'avons dit ci-dessus en symbiose, en accord. En effet, il faut attacher beaucoup d'importance à cette crise qui affecte l'éducation scolaire des enfants ensuite appuyer les autorités du pays à ramener de l'ordre et la sécurité afin de protéger les civils, puis promouvoir les droits de l'homme en général et le droit à l'éducation des enfants en particulier dans l'Inspection du fondamentale 1 de Bangui.

Aussi un effort immédiat en situation post-conflit et urgent toujours en commun accord avec les nouvelles Autorités du pays, faciliterait la reprise inconditionnelle des cours sur toute l'étendue du territoire Centrafricain. Le Centrafricain d'aujourd'hui perçoit l'éducation scolaire, surtout les intellectuels comme quelque chose de très importante dans la vie du plus petit au plus grand. L'éducation de nos jours est incontournable et permet à ceux qui l'acceptent

de découvrir et connaître le monde dans lequel nous vivons, par exemple à travers les NET (Nouvelles Technologies l'internet). D'ailleurs, dans la société Centrafricaine quand, on n'est pas éduqué alors on est comparé à un mal éduqué, un non civilisé, un hors la loi, un mauvais citoyen. C'est pour dire qu'un mauvais citoyen ne respecte pas les bonnes règles qui régissent la société telles que le respect d'autrui, la liberté, le pardon, la tolérance, la cohésion sociale, l'inter culturalité, le droit, la justice, l'intégrité, etc.

L'éducation dans la société Centrafricaine, nous permet de bâtir notre avenir. A travers l'éducation, nous deviendrons un responsable digne avec une forte personnalité au sein de notre communauté. Cette éducation scolaire que nous avons reçue à l'école tôt ou tard nous donnera droit à un emploi afin de nous aider à s'occuper de notre famille et développer notre pays par rapport à nos compétences personnelles.

1-2-2-3 Importance de l'éducation scolaire dans la crise

D'une manière générale, les enfants Centrafricains attachent beaucoup de prix autrement dit beaucoup d'importance à l'éducation scolaire. Dans cette société Centrafricaine il y a deux formes d'éducation. La première est l'éducation de base ou éducation familiale et la seconde qui est l'éducation moderne où est incluse l'éducation scolaire qui ne fera que compléter l'éducation de l'enfant, reçue à la base ou dans la famille. La seconde est l'éducation scolaire c'est-à-dire l'éducation qu'ils reçoivent à l'école pour compléter la première reçue à la base. Ceux qui fréquentent généralement l'école s'expriment dans une langue étrangère (Français, Anglais, Russe, Espagnol etc...). Mais actuellement, beaucoup de jeunes Centrafricains sont pessimistes par rapport à l'éducation scolaire de leurs enfants en période de conflit militaro-politique. Mais ils reconnaissent ou acceptent que leurs enfants ont besoin d'une éducation de qualité mais ils doutent encore pour la qualité de l'éducation transmise aux enfants à cause de multiples raisons dont on avait cité ci-haut. Nombreux parents pensent que l'éducation actuelle en situation post-conflit, n'a plus son sens et n'a aucune utilité ou importance. Un constat, l'éducation scolaire en période post-conflit est beaucoup appréciée par rapport aux écoles publiques.

Après ce conflit militaro-politique en Centrafrique, en principe c'est l'éducation qui devrait servir de tremplin, un moyen pour ramener la paix en général et dans l'Inspection fondamental 1 de Bangui en particulier. Si par exemple on regroupe les enfants pendant une sensibilisation à l'école et on leur explique clairement la contribution de l'éducation pour un retour définitif de paix dans le pays, c'est sera un effort considérable à louer. La Centrafrique depuis plusieurs années a connu une flambée de violence qui a affecté tous les secteurs y

compris les secteurs éducatifs. Mais notons aussi que la mentalité a changé à cause de ce conflit militaro-politique. Car le Centrafricain est prêt à utiliser ou faire usage de violence aveugle pour un rien du tout. Plus de cohésion sociale même on ne peut pas parler de l'inter culturalité dans les communautés. Les valeurs traditionnelles, les coutumes, le patriotisme n'existent pratiquement pas maintenant. Plus question actuellement de l'autorité traditionnelle. Autrement dit c'est une forme d'autorité qui prend place à tous les niveaux, rejetée par la nouvelle génération.

Les plus petits n'ont plus de respect pour les grands, les adultes. Ainsi les adultes sont obligés de prendre des mesures draconiennes pour se faire respecter. Dans cette société Centrafricaine, c'est la loi du plus fort qui s'impose. Même un tout petit cherche à s'imposer devant son aîné sans avoir peur. Les plus faibles restent toujours faibles et les plus forts bénéficient de beaucoup de privilège et gardent leur autorité sur les faibles à tous les niveaux. C'est en fait le chacun pour soi, même pas d'aide. Autrement dit c'est la loi de la jungle.

1-2-2-4 Retour à l'école égale retour à la paix et à la cohésion sociale

Une chose est vraie, c'est que l'éducation favorise le retour à l'école qu'est égalé à la paix. Comme nous l'avons souligné ci-haut, l'éducation crée la paix qui se cherche. Elle est en quelque sorte un pont sur lequel on aboutit à la paix. Dans cette circonstance, sans l'éducation on ne pourra prétendre parvenir à la paix. Mais elle peut être aussi utilisée pour faire la guerre, à lutter contre le désordre, l'anarchie dans n'importe quel pays du monde. Pour ceux qui ne comprennent pas l'importance de la paix durable, l'éducation à travers la sensibilisation appuyant avec des exemples des faits concrets de la vie, leur permettra de faire la paix dans sa famille et dans sa société où ils vivent. Car un dicton soutient : « la paix n'a pas de prix »

C'est en cela que son excellence MANDELA (N) a mené la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud en disant : « L'éducation est une arme puissante pour la transformation du monde ».

Toujours dans le contexte Centrafricain, il faut aussi comprendre que les enfants n'ont pas de droit. En effet, les décisions prises sur le droit de l'enfant sont de deux niveaux. Le premier niveau est d'ordre local ou ce sont les parents qui décident si oui ou non il doit faire ceci ou cela, aller ou rester à la maison. Les enfants n'ont pas le droit de s'imposer à leurs parents, de leur tenir tête, refuser un ordre ou faire ce qui lui semble bon ou mal, refuser de faire des travaux domestiques ou encore refuser d'aller au champ ou au marché etc.... Contrairement

au niveau national, c'est le gouvernement qui décide de l'éducation de ce qui se passera au sein du système éducatif Centrafricain. Par conséquent, l'enfant au niveau local est autonome lorsqu'il s'agit de l'éducation scolaire. Certains enfants décident eux-mêmes d'aller à l'école. Si les parents sont démunis et ne peuvent pas payer les frais scolaires finalement ce sont les enfants eux-mêmes qui se battent pour assurer leur éducation scolaire. Toujours au niveau national, il faut qu'il y ait des dispositifs permettant l'organisation de l'éducation scolaire pour le développement harmonieux et durable du pays post-conflit.

1-3 CONSTAT

Nous constatons que la situation de l'éducation des enfants en général en Centrafrique ne date pas d'aujourd'hui. Car depuis les premiers soleils des indépendances, l'éducation ne servait pas grand-chose au pays. On transmettait quelques brides de français pour servir tout juste les intérêts de l'administration coloniale. Les sujets qui allaient à l'école, c'est pour s'exprimer un peu en français, faire le calcul et savoir lire, et non pour s'en servir. En effet, le constat que nous avons fait depuis quelques décennies, n'est pas le fruit du hasard, mais c'est un constat réel et vécu concernant la situation de l'éducation des enfants en période post-conflit en général et dans la zone du 3^{ème} arrondissement en particulier. En outre, l'éducation dans son essence est la mise en œuvre des moyens propres afin d'assurer le véritable développement d'un être humain. C'est pourquoi Rousseau (1762) précisait et affirmait : « l'éducation est un phénomène social », qui façonne et transforme les hommes. De ce fait, depuis la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948), à l'issue des différentes rencontres furent organisées par tous les grands Dirigeants du monde, ont réclamé tous une éducation de qualité pouvant avoir pour corolaire le soutien de l'ensemble des droits. En période de crise militaro-politique en Centrafrique ou dans certains pays, en Asie ou en Afrique de l'ouest et sub-saharienne, le droit à l'éducation des enfants ne doit pas faire l'objet de privation. Nous constatons également qu'en Centrafrique, ce conflit fut marqué par un niveau de violence extrême entre les communautés (chrétiennes et musulmanes). La plus part des chrétiens (balakas) et musulmans (sélékas) ne s'entendaient pas. En principe, l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique apparait comme un atout indispensable, à tous les enfants de n'importe quel continent de la planète, afin de permettre à l'humanité toute entière de progresser vers les idéaux tels que la paix, la liberté, la cohésion sociale, la justice, le droit à l'égalité et le développement durable. Mais nous constatons aussi que ce ne sont pas tous les enfants dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5, qui jouissent de leurs droits à l'éducation scolaire et à l'inter culturalité des faits éducatifs.

Le constat qui se dégage de tout ce qui précède, est que presque la moitié des écoles en Centrafrique en général et dans la zone du km5 en particulier était hermétiquement fermée pour raison d'insécurité grandissante. Enfants et enseignants autrement dit chrétiens et musulmans, n'étaient pas sécurisés pour aller à l'école. Ce fut l'angoisse qui gagnait presque toutes les communautés du 3^{ème} du km5, y compris même les parents d'élèves. D'ailleurs, au vu et au su de tout le monde, il n'existe aucun signe de cohésion sociale entre les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5. Des sentiments de haine foncière, jalousie, vengeance, gagnaient l'esprit des deux communautés (chrétiennes et musulmanes).

Certains bâtiments scolaires étaient vandalisés, pillés, saccagés et même on utilise les tables bancs comme bois de chauffe. Quelques écoles étaient également considérées comme quartier général (QG) des combattants. Par rapport à cet état de chose, nous constatons comme nous l'avons dit ci-haut, il n'y a même pas d'entente entre les deux communautés respectives au niveau des écoles. On constatait aussi une grande méfiance parmi les élèves à cause de leurs appartenances religieuses et culturelles. Il suffit d'un rien pour être tué surtout si vous êtes de confession chrétienne. Car, il y a une forte minorité musulmane dans le 3^{ème} arrondissement du km5. Pire encore, ce sont les communautés musulmanes qui font beaucoup plus la loi, parce qu'ils ont leurs chefs auto-défenses qui sont super armés, et qui n'hésitent pas à appuyer sur la gâchette. Ils commettent leurs forfaits sans arrières pensées ou sans inquiétude. Et devant une telle situation, la cohésion sociale qui était entre-temps au beau fixe est déchirée parmi les communautés vivant dans le 3^{ème} arrondissement du km5. En effet, la détérioration du climat sécuritaire et sociale pendant la période de (2012-2014) dans la zone de Bangui, a eu des impacts négatifs sur tout le système éducatif centrafricain en général et dans la zone du km5 en particulier. Malgré les efforts fournis par le gouvernement et les partenaires éducatifs internationaux et nationaux, pour relever les défis qui se pointent toujours à l'horizon. La situation de l'éducation des enfants post-conflits dans la zone du km5 ne semble guère s'améliorer. Ainsi, nous pensons que c'est l'avenir des enfants en situation difficile qui est hypothéqué. Au fait, cette crise militaro-politique déclenchée par les sélékas a provoqué une insécurité endémique et peu propice parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement dukm5. Cette rébellion constitue un obstacle majeur à la scolarité des enfants enrôlés de force dans les groupes armés ou auto-défenses du km5.

A cet effet, est-ce que l'école peut donner un programme favorable à la construction de la cohésion sociale dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 ? Est-ce qu'il n'y a-t-il pas d'autres possibilités de réaménagement des dispositifs de formation pour la réinsertion des enfants post-conflits dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 ? Par rapport à

cette première question, nous pensons que l'école, pendant et après ces crises militaro-politiques à répétition ne reflétait pas les réalités socio-culturelles, éducatives, économiques du pays. Avant même le déclenchement de cette crise en 2012, le système éducatif centrafricain éprouvait déjà des difficultés à cause de son inadéquation et son inadéquation emploi. Les grèves récurrentes des élèves et enseignants (1990-1993) sont loin encore d'être oubliés et leurs impacts n'ont pas favorisé la cohésion sociale parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5. Les programmes mal conçus et inadaptés aux réalités locales centrafricains, n'ont pas permis une véritable cohésion sociale au sein des communautés respectives. En principe, les nouveaux programmes conçus devront être bien adaptés aux valeurs culturelles du pays dans toutes les communautés, comme nous l'avons souligné ci-haut. Ces programmes devront beaucoup se focaliser sur des idéaux dont on avait déjà fait mention par exemple on doit apprendre aux enfants à l'école l'importance de la cohésion sociale, le patriotisme le nationalisme pour mieux vivre ensemble.

Ainsi, nous verrons que les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 vivant en parfaite harmonie, si déjà au niveau de l'école, il y a une bonne acquisition de ces concepts, cela ne posera aucun problème parmi les communautés existantes du km5. A l'issue d'une leçon par exemple sur l'inter culturalité, les enfants respecteront les cultures, les coutumes, les religions des uns et des autres et il n'y aura pas de division entre eux. Ces enfants à leur tour, lorsqu'ils rentreront à la maison, transmettront ces bonnes vertus dans leurs communautés respectives et on parlera d'une véritable cohésion sociale parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5. En outre, l'éducation des enfants en situation post-conflit joue un rôle très important pendant cette période. Car elle interpelle toutes les communautés à vivre ensemble dans une parfaite compréhension et entente mutuelle. Ainsi, chaque communauté comprendra que le développement de la personnalité ou de la personne, dans sa communauté est incontournable pour ceux qui veulent aspirer véritablement à une paix durable. En effet l'école, par rapport à la politique éducative nationale définie, peut valablement concevoir de nouveaux programmes d'enseignements, qui favoriseront la construction de la cohésion sociale au sein de leur milieu sociale. Aussi, l'adoption de la loi 97/014 portant orientation de l'éducation, constitue également l'élément clé des grandes décisions pour l'établissement de nouveaux programmes afin de faciliter la cohésion sociale parmi les communautés en Centrafrique en général et dans le 3^{ème} arrondissement dukm5 en particulier.

Par rapport à la seconde question, il y a effectivement d'autres possibilités de réaménagement des dispositifs de formation pour la réinsertion des enfants post-conflits dans les communautés du 3^{ème} arrondissement dukm5. D'ailleurs, nous savons que le système

éducatif centrafricain est « malade » depuis plusieurs décennies par rapport à son fonctionnement, dû aux différentes crises militaro-politiques qui ont causé un grave disfonctionnement. Donc, il est nécessaire et urgent d'envisager d'autres possibilités de réaménagement dans les dispositifs de formation pour la réinsertion socio-économique des enfants en situation post-conflits, dans les communautés respectives du 3^{ème} arrondissement du km5. Le Département de l'éducation nationale, appuyé par les partenaires internationaux et nationaux, n'ont jamais cessé de ménager leurs efforts en faveur de l'éducation de base. Ils apportent leurs contributions dans la recherche des solutions sur les droits de l'enfant en général et sur les minorités au sein de leurs communautés respectives.

1-3-1 Constat empirique

L'histoire actuelle de la RCA (République Centrafricaine) a été ponctuée par une vague successive de conflit militaro-politique, qui a des causes trop profondes. En effet les conflits récurrents ont favorisé la détérioration des conditions de vie de la population, déjà qui vivait dans une extrême pauvreté. Ainsi, nous constatons une nette amplification de la misère, rendant également très difficile l'accès de la majorité Centrafricaine aux différents services sociaux de base, tels que l'éducation, la santé etc... D'ailleurs, son économie qui est déjà fragile et très affectée par ces conflits (2012-2015) à répétition, dominée par le secteur informel, a de la peine à se relever très rapidement. Ainsi, on note une faible capacité à générer des ressources. Le marché des capitaux en ces périodes difficiles n'existe pratiquement pas. Pour une recherche de solution de situation difficile dans laquelle le pays est confronté, les Autorités du pays décident de faire de l'éducation l'une des priorités de sa politique afin de mettre fin plus tard à ces difficultés, qui se dressent comme un rocher situé au milieu d'une marre à l'Etat Centrafricain. En effet, on constate que depuis plus de 15 ans environ, une faible capacité d'accueil, qui est due à une détérioration de la qualité des services offerts conséquemment à la baisse des ressources allouées au secteur éducatif.

1-3-1.1 Handicaps majeurs à l'éducation des enfants post-conflit

La Centrafrique constate que l'éducation est incontournable pour son relèvement. C'est un pays post-conflit situé au cœur du continent africain enclavé de part sa position géostratégique, est caractérisé par une dégradation des indicateurs socio-politiques et un appauvrissement généralisé de la population. Au vu de tout ce qui précède, les Nouvelles Autorités du pays après le sursaut patriotique du 15 Mars 2003. Finalement, ont décidé de se mettre résolument au travail pour une reconstruction Nationale. C'est ainsi qu'un document sera finalisé, qui orientera et définira les grands axes de développement en termes de priorité pour chaque secteur y compris secteur de l'éducation nationale afin de transformer efficacement la situation socio-économique et politique du Centrafricain.

Le constat qui se dégage ici, c'est que durant ses crises militaro-politiques que le pays avait vécu avec ses conséquences incalculables, personne ne peut douter de la véracité de cette situation difficile de l'éducation scolaire. Car les enfants, avant, pendant et après ces conflits ont souffert dans leur chair. Ils ont été traumatisés, chassés de leur environnement scolaire qui est l'école. Certains sont déportés, et mêmes enrôlés de force dans les groupes armés comme nous l'avons souligné ci-haut. D'autres purement et simplement furent tués par les balles perdues ou par suite de règlement de compte. Tout cela a causé un tort grave à l'éducation scolaire des enfants. Face à cette dégradation de la situation scolaire en général et de l'Inspection fondamentale 1 en particulier, certains organismes internationaux, les ONG, nationales, après avoir constaté l'ampleur des dégâts causés par les conflits et les méconnaissances du droit à l'éducation des enfants, ont décidé de voler au secours du gouvernement Centrafricain, pour stopper cette situation difficile de l'éducation scolaire.

Dans le document du DSRP (Document de Stratégie de la Réduction de la Pauvreté), il était question de définir et d'orienter la politique nationale de l'éducation en Centrafrique afin d'avoir une nouvelle forme d'éducation pour de nouveaux Centrafricains, doués de compétences et imprégnés des valeurs humaines, morales, spirituelles, culturelles et civique. Ce nouveau type d'homme qui sera formé, relèvera les défis qui s'imposeront à la Centrafrique, à travers la fondation d'une nouvelle société dynamique, éclairée avec des intellectuels; prospères, honnêtes, intègres et pacifiques.

Selon ROUSSEAU (1762) « l'éducation est un font social ». C'est dans cette société structurée qu'on transmet l'éducation quel que soit la forme aux nouvelles générations Centrafricaines actuellement en perte de repère. Elle permet à tout un chacun de bien se comporter, d'améliorer ses conditions d'existence humaine. Alors quand on n'est pas éduqué automatiquement c'est démontrable et connu de tous. Le manque d'éducation est très grave dans la mesure où nous sommes condamnés actuellement de vivre en parfaite harmonie avec

les autres, quel que soit nos divergences culturelles et politiques. A l'ère de ce troisième millénaire, personne ne peut nier l'importance de l'éducation surtout qu'elle est reconnue dans le monde entier, comme un droit inaliénable et précisément à tout enfant d'avoir accès à l'école.

Des tentatives de résolution de ces difficultés ont été prises mais beaucoup d'efforts restent encore à faire. Car elles persistent malgré les appuis multiformes. Alors, un grand fossé est creusé entre ce qui existe, c'est-à-dire la situation scolaire des enfants en période post-conflit et leur réinsertion sociale. N'oublions pas aussi que ces enfants enrôlés de force dans les groupes armés ou auto-défenses sont très dangereux et impitoyables. Ce sont de véritables machines de guerre, qui n'hésitent pas un seul instant à appuyer sur la gâchette sans regret ou peur. Ils pillent, brûlent les bâtiments scolaires, maisons administratives ou des particuliers et même des églises ou paroisses.

Le manque d'éducation scolaire d'une grande partie de la population particulièrement de la jeunesse, est un grand danger pour l'avenir du pays. L'enjeu de l'éducation scolaire dans notre zone d'étude principalement est très alarmant et capital. En réalité, les enseignants et élèves sont pris en otage et en même temps victimes des bourreaux. Alors, dans ces conditions, il est difficile que les écoles fonctionnent à plein temps tout en respectant les Institutions Officielles. Sur toute l'étendue du territoire national, 78% des écoles sont ouvertes et fonctionnent correctement.

1-3-2 Constat théorique

De tout ce qui précède, le constat qui se dégage de cette situation de l'éducation post-conflit des enfants en Centrafrique en général et l'Inspection fondamentale 1 de Bangui en particulier est très inquiétant et alarmant. Le chaos de ces crises récurrentes dans le pays, constitue un frein au développement pour l'éducation scolaire des enfants. Par cette situation scolaire, laisse à désirer pendant ces périodes de troubles. On constate également la majorité des inscrits dans les écoles visités par les Responsables Pédagogiques, sont des garçons et une forte minorité 40% sont des filles.

Avant le déclenchement de cette crise, on note 43% des filles au niveau fondamentale 1. Car une nette amélioration, c'est-à-dire une nette stabilité même avant le conflit.

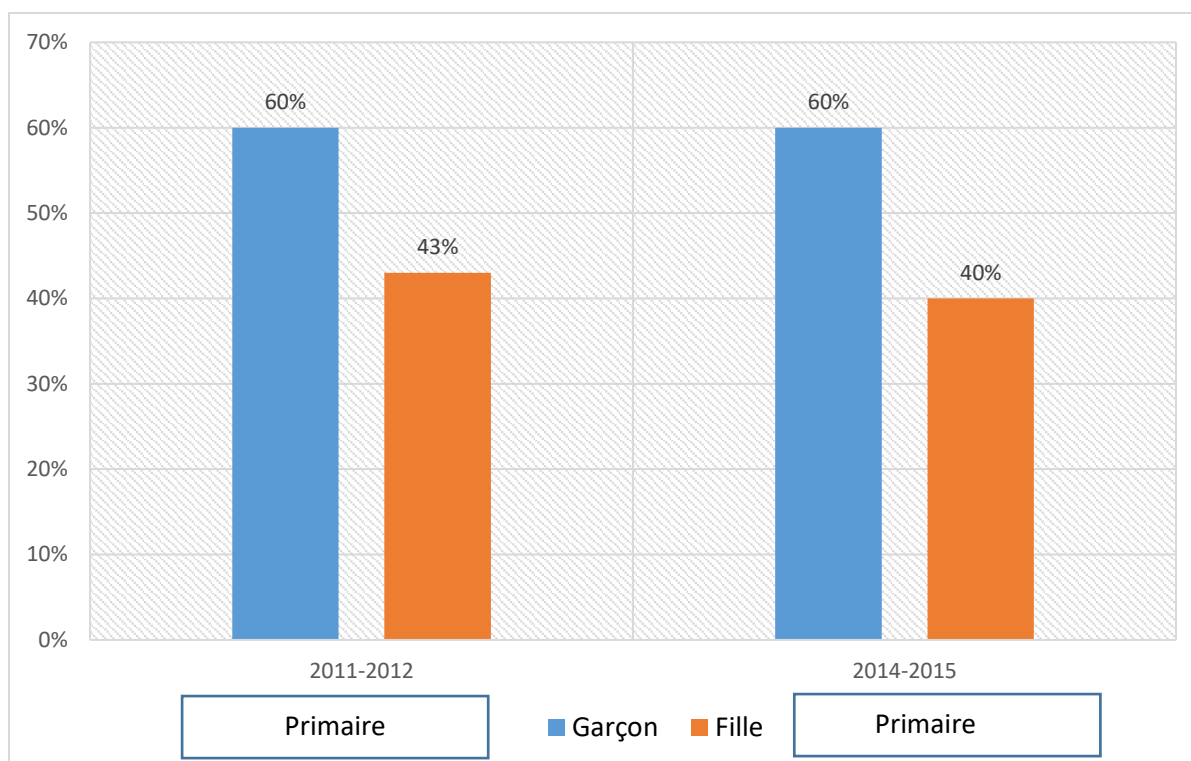


Figure 1 : Pourcentage des filles et garçons, parmi les élèves inscrits en primaire

En effet, nous constatons que le droit à l'éducation des enfants n'est pas respecté. Et pourtant dans ce contexte post-conflit, l'accès devrait être continué à mettre sur l'éducation. Car, elle facilite le développement intégral de l'homme dans le milieu où il vit. Au regard de cette situation socio-économique et éducative difficile, l'UNESCO organise des formations dans le domaine de formation des formateurs pour améliorer cette situation scolaire alarmante. Pour cela un dispositif de suivi de cette formation post-conflit a été vite mis en place afin de ramener le maximum des enfants enrôlés dans la sphère de la violence aveugle à l'école. Selon toujours Rousseau c'est l'éducation qui façonne les hommes pour le développement durable et harmonieux du pays. Ainsi, nous prenons le cas de la jeunesse Centrafricaine en générale, il se pose un problème sérieux d'éducation scolaire, alors il sera facile à être instrumentalisée dans le sens négatif de leur pays. KOULANINGA, A. (1997) disait : « l'adoption de la loi 97/014 du 10/10/97 portant orientation de l'éducation constitue l'élément essentiel des grandes mesures prises pour éviter la dérive du système éducatif Centrafricain ».

Selon lui, cette loi établira de nouveau programme d'enseignement et déterminera la méthode appropriée ou le matériel à utiliser, finalement s'était fixé pour objectif l'enseignement technique et professionnel ensuite la diffusion des idéaux de la paix, tolérance, solidarité nationale, la notion de citoyenneté et l'enracinement des valeurs démocratiques. En effet, la problématique de l'éducation des enfants en situation post-conflit est toujours d'actualité. Tout

enfant en âge d'aller à l'école doit être inscrit. C'est un droit qui est reconnu par la Centrafrique. D'ailleurs elle fait de l'éducation dans ce pays post-conflit malgré les difficultés persistantes l'une de ses priorités dans sa politique de développement. Le manque ou l'absence d'éducation de base peut entraîner un changement de mentalité, changement de comportement, d'attitude dans son milieu ambiant.

Delors, J. (1996) attache également beaucoup d'importance à l'éducation, qui est toujours présente dans la vie de l'homme. Elle n'est pas seulement l'affaire des grandes personnes mais commence depuis la base quel que soit sa forme, pour entamer l'éducation scolaire. C'est pourquoi nous osons dire que l'enfant qui n'est pas éduqué est considéré comme un barbare, hors la loi par rapport au contexte Centrafricain. Alors, cette éducation scolaire est en quelque sorte une richesse qu'on doit en faire profiter à nos enfants afin qu'ils ne se comportent pas comme des mal éduqués ou des sauvages. Nous devons comprendre qu'effectivement que l'éducation est une richesse cachée dont on doit chercher à explorer pour acquérir le savoir, savoir-faire et le savoir-être.

1-4 QUESTIONS DE RECHERCHE

Dans tous travaux de recherche, il est très important de poser les questions de recherche.

1-4-1 Question principale

Peut-on évaluer la qualité de l'éducation post-conflit dans l'inspection fondamentale 1 de Bangui ?

1-4-2 Questions spécifiques

QS 1 : peut-on contrôler la qualité de l'éducation post-conflit ?

QS 2 : Est-ce que les finalités éducatives répondent aux besoins des réalités sociales ?

QS 3 : Est-ce qu'il n'est pas important de jauger le contenu des nouveaux programmes élaborés et adaptés pour faciliter la construction de la cohésion sociale parmi les enfants à l'école ?

QS4 : N'est-il pas possible de contrôler de prêt la qualité de l'éducation transmise aux enfants favorable à la cohésion sociale ?

QS5 : : Est-ce qu'une méthode spécifique adoptée peut faciliter la cohésion sociale parmi les enfants à l'école ?

QS6 : Est-ce que les enfants en situation post-crise pourront accepter de vivre ensemble oubliant les chocs subis, les traumatismes vécus pendant les durs moments de crise ?

➤ **Réponses aux questions spécifiques**

1-5 HYPOTHESES DE L'ETUDE

Selon le dictionnaire hachette (1992) « l'hypothèse est la conjoncturelle que l'on fait sur l'explication, la possibilité d'un événement ». Elle est une proposition pouvant faire office à une tentative de solution aux problèmes posés. De ce fait, elle constitue une réponse provisoire à la recherche. Par rapport à notre travail de recherche, nous attendons les hypothèses suivantes.

1-5-1 Hypothèse générale

L'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique et des enfants soldats leur permet de renoncer aux armes, aux pillages, aux destructions des biens meubles et immeubles, vols à mains armées, de pouvoir bénéficier à une réinsertion sociale et accepter de retourner à l'école pour favoriser la cohésion sociale parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5.

1-5-2 Hypothèses spécifiques

HS 1 : La qualité de l'éducation transmise aux enfants en situation de crise doit être contrôlée minutieusement afin de contribuer à un retour définitif de la paix, de la cohésion sociale dans les communautés du 3^{ème} arrondissement de Bangui.

HS 2 : Le contrôle strict des éléments des finalités éducatives favorise le retour de la paix et la cohésion sociale dans les communautés.

HS 3 : L'examen minutieux des nouveaux programmes conçus, permet de se rendre compte déjà de la qualité de l'enseignement en apprentissage aux enfants.

HS 4 : Il reste encore beaucoup à faire concernant la qualité de l'éducation transmise aux enfants en situation de post-conflit en Centrafrique en général et l'Inspection fondamentale¹ de Bangui en particulier.

HS 5 : Une méthode sociale adaptée pourrait efficacement favoriser la paix, la cohésion sociale parmi les enfants en situation pot-conflit.

HS 6 : Une bonne sensibilisation, éducation et communication à travers les ONG nationales et internationales pourrait amener les enfants à changer de mentalité belliqueuse, à faire la paix, gage d'une véritable cohésion sociale.

1-6 OBJECTIFS DE RECHERCHE

Après avoir formulé les hypothèses de notre travail de recherche, nous nous fixons quelques objectifs à atteindre.

1-6-1 Objectif principal

- C'est évaluer la qualité d'un dispositif qui peut être mise à l'école afin qu'elle contribue de façon significative à la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5.

1-6-2 Objectifs secondaires

OS 1 : Vérifier si la qualité de l'éducation transmise aux enfants en période post-conflit pourrait favoriser de manière constructive la cohésion sociale dans leurs communautés.

OS 2 : Examiner les éléments des finalités éducatives de façon constructive des enfants en situation post-conflit.

OS 3 : Contrôler les nouveaux programmes élaborés destinés à l'enseignement apprentissage des enfants.

OS 4 : Suivre de prêt si la qualité de l'éducation post-conflit est favorable à la construction de la cohésion sociale.

OS 5 : Adopter une méthode spéciale pouvant contribuer à la construction de la cohésion sociale parmi les enfants à l'école.

OS 6 : Sensibiliser les enfants en situation de post-crise à vivre ensemble pour une paix durable.

1-7 INTERETS DE L'ETUDE

S'agissant de ce point, nous attachons beaucoup d'intérêts à ce sujet de thèse. En effet, les droits de l'enfant ne sont pas même respectés par les seigneurs de guerre. Ces droits n'ont aucune importance pour eux. D'ailleurs certaines écoles en province ou à Bangui n'ont pu ouvrir les portes depuis quelques années causant ainsi un préjudice moral, intellectuel et physique au droit de l'éducation des enfants en situation post-conflit dans les communautés du 3ème arrondissement du km5.

1-7-1 Sur le plan académique

Cette recherche nous permettra de répondre à certains besoins académiques et Universitaires qui veulent encore rédiger un mémoire, une thèse et d'autres ouvrages destinés aux différents publics et à ceux qui aiment entamer la recherche. En outre, cela leur servira de canevas ou de piste à suivre pour la rédaction de leur chef d'œuvre. Pour tous ceux qui veulent rédiger seront toujours obligés de s'inspirer des œuvres, des mémoires, revues, thèses, rapports des autres pour voir clairement ce qu'il y a lieu de faire.

1-7-2 Sur le plan scientifique

Ce travail que nous menons actuellement revêt un caractère scientifique pour tous ceux qui veulent mener des recherches. Nous pensons qu'à travers cette étude que nous sommes en train de mener, servira de piste de recherche pour les jeunes chercheurs. C'est une condition sine qua non d'une bonne rédaction de mémoire, de thèse ou autre. Nous croyons pour notre part, que c'est un apport significatif et non négligeable que nous apportons à nos lecteurs.

1-7-3 Sur le plan pratique

Le travail que nous faisons va dans le même sens de notre sujet de recherche. En effet, il permettra par conséquent à tous ceux qui veulent faire des recherches à s'en servir. Concrètement, ce travail leur servira également d'outil de travail afin de prendre une décision courageuse, un engagement pour les futurs jeunes chercheurs en éducation surtout post-conflit. Nous attachons beaucoup d'intérêts à ce travail si difficile. Il permettra également aux

différentes communautés du 3ème arrondissement de se rendre compte de la manipulation politique, de l'instrumentalisation dans lesquelles, elles se trouvent pour rectifier leurs erreurs et prôner le pardon, la tolérance afin de favoriser la cohésion sociale dans leurs communautés respectives. Disons que notre étude peut également encourager les organismes internationaux tels que : UNICEF, UNESCO, etc... partenaires privilégiés du système éducatif Centrafricain en cette période post-conflit, à déployer davantage des efforts pour l'amélioration de la qualité de l'éducation transmise aux enfants.

1-8 DELIMITATION DE L'ETUDE

Concernant notre délimitation de l'étude, nous n'avons pas envie d'étendre notre champ d'enquête compte tenu du climat d'insécurité grandissante qui règne encore dans certaines zones du pays et précisément dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui. En tant qu'éducateur, l'éducation va de pair avec le développement intégral de l'homme. Dans la société traditionnelle africaine en général et en Centrafrique en particulier, c'est l'enfant qui est l'acteur principal de l'éducation. Autrement-dit, c'est sur l'enfant que se repose l'éducation. Alors, tout le monde sans exception s'intéresse à l'éducation basée plus sur l'enfant, qui bénéficie également de l'éducation de tous les notables et les grandes personnes sous forme de bénédiction. Pour certains, l'éducation n'est pas leurs affaires c'est plutôt les conflits militaro-politiques qui sont leurs préoccupations majeures. C'est elle-même qui est le socle du développement d'un pays.



Figure 2 : Carte administrative de la République Centrafricaine



Figure 3: Sites des déplacés internes

Source : Rengue 2018

Tableau 1 : Tableau synoptique d'opérationnalisation de la problématique générale de l'étude

QG	QS	HS	OBJ	VARIABLES
	Est-ce qu'il n'est pas nécessaire de contrôler la qualité de l'éducation post-crise transmise aux enfants ?	La qualité de l'éducation transmise aux enfants en situation de crise doit être contrôlée minutieusement afin de contribuer à un retour définitif de la paix, de la cohésion sociale dans les communautés du 3 ^{ème} arrondissement de Bangui.	Evaluer la qualité d'un dispositif scolaire qui peut être mise afin de contribuer à la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit au km 5.	Finalités
HG	Est-ce qu'un programme scolaire adapté de façon significative ne favorisera pas de manière constructive la cohésion sociale dans les communautés du km5 ?	Un programme scolaire adapté aux réalités locales peut contribuer à la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit au km5.	L'examen des nouveaux programmes conçus nous permet de se rendre compte de la qualité de l'enseignement aux enfants.	Programme scolaire adapté
	Est-ce qu'un type de méthode pédagogique utilisée à l'école ne peut pas favoriser la cohésion sociale parmi les enfants au km5 ?	L'utilisation de certaines méthodes pédagogiques peut favoriser la cohésion sociale parmi les communautés du km5.	Appliquer les nouveaux programmes élaborés afin de favoriser la cohésion sociale des enfants à l'école.	Types de méthode pédagogique
OG	Est-ce que certaines qualités de l'enseignant à l'école ne peuvent pas favoriser la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit au km5 ?	Certaines qualités de l'enseignant à l'école peuvent favoriser la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit au km5.	Suivre de près si la qualité de l'éducation post-conflit est favorable à la construction de la cohésion sociale.	Qualité de l'éducation
	Est-ce que la qualité de recrutement des élèves ne peut pas favoriser de manière constructive la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit au km5 ?	La qualité du recrutement des élèves peut favoriser la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans le km5 de Bangui.	Adopter une méthode pédagogique spéciale à l'école pour renforcer la cohésion sociale parmi les élèves du km5 de Bangui.	Qualité du recrutement des élèves et enseignants.

CHAPITRE II :
REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE OU
RECENSION DES ECRITS

II.1 REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE

Dans tous travaux de recherche, il est important de faire une revue de la littérature. Car elle consiste à faire le relevé des écrits, des documents, qui nous semblent être pertinents au problème que nous avons définis au début de notre recherche. Cette démarche importe grandement. Car elle sera une source précieuse d'information sur ce que nous proposons de faire. La démarche habituelle débute par la consultation d'articles répertoriés dans les indices périodiques, des résumés et des répertoires vedettes matières. Bien que le chercheur prétende explorer une piste nouvelle et aborder un problème, sous un angle différent, il arrive fréquemment que d'autres aient travaillé au même contenu ou à un contenu annexe. Sur ce, il faut donc procéder à une revue de la littérature, laquelle nous permet de trouver parmi les publications d'auteurs, des informations sur le plan théorique et méthodologique. En outre, les ouvrages généraux et les dictionnaires ne seront consultés que pour préciser les termes et les mots clés. Les dictionnaires nous aident également à préciser les notions, mais s'avèrent peu utiles pour déterminer les paramètres de notre sujet de recherche. Sur ce, nous avons cherché et consulté quelques ouvrages, revues périodiques (revue et presse), thèses et mémoires qui traitaient également l'éducation des enfants soldats, éducation des enfants post-conflit.

PITHON G, (2008) a également abordé dans le sens de notre sujet. Car, nous pensons qu'à travers ces idées émises par cet auteur, quelques aspects méritent d'être complétés. Car, nous pensons qu'actuellement éduquer est l'affaire de tous. En Afrique, surtout l'éducation effectivement n'est pas la seule responsabilité des parents géniteurs mais de tout le monde. Car l'éducation par exemple, concerne tout le village. Et que l'enfant doit être protégé pour acquérir le savoir, le savoir-faire et le savoir-être. C'est en principe tout le monde qui doit s'occuper de l'éducation des enfants, même en situation difficile. Mais aujourd'hui dans la réalité, ce n'est pas ce qu'on vit et voit. Le droit de l'enfant dans sa globalité est bafoué si bien qu'en un moment, on parle même de l'irresponsabilité des parents et d'autres communautés. L'école par exemple qui est un lieu, où un endroit qui éduque, instruit et forme, l'enfant n'est pas appuyé par les parents et d'autres entités pour la simple raison ; méconnaît le rôle de l'éducation donnée aux enfants. Plus encore, les délinquants, les bandits, les groupes armés privent les enfants d'aller à l'école pour poursuivre leur éducation qui est reconnue par la Déclaration Universelle des Droits des Enfants. Alors, actuellement l'école que ce soit en période pré ou post-conflit, n'est pas l'affaire publique mais de tout le monde (Gouvernement, communauté Internationale et Communauté religieuse, etc...).

Macaire, F. (1979), certains aspects par rapport au contexte actuel, n'ont pas été abordés. « C'est au père et surtout à la mère d'initier l'enfant à la prière, de lui enseigner les bonnes manières et les premières notions de politesse, de le corriger de ses caprices enfantins, de le surveiller pour le maintenir sur le droit chemin et l'exciter au bien. C'est donc aux parents de poser les premiers jalons d'une éducation, qui doit se continuer à l'école... le maître sera donc appelé à compléter et plus souvent encore à rectifier les habitudes acquises avec le temps en famille ». Autrement-dit, l'éducation de l'enfant débute dans le cercle familial et sera complété par l'école, qui est un lieu spécial pour la transmission de nouveaux savoirs à l'enfant. Pour cela, l'enfant doit être protégé, et éduqué pour son meilleur devenir. Par ce que l'avenir d'une société éduquée, développée, dépende de l'épanouissement de cette future génération. C'est pourquoi les enfants ne doivent pas être privés de leur scolarité. Même en période de crise militaro-politique par exemple en Centrafrique, les enfants en âge d'aller à l'école, ne doivent pas faire l'objet de privation de toutes sortes, de tueries, et ... Car les enfants ne sont pas des militaires ou des rebelles pour être détournés de leur bonne directive de réussite. Donc en période post-conflit, les enfants en principe ne devraient pas être enrôlés de force dans les rébellions, qui ont un impact négatif sur leur avenir.

Lubich, C (2000), a mis un accent particulier sur la méthodologie d'éducation aux enfants. Mais reste sur la droite ligne de notre sujet de recherche. Néanmoins, il faut rétablir la relation entre les éducateurs surtout quand il s'agit de l'incompréhension, de méfiance, des problèmes non résolus et ceci est possible avec la méthodologie de l'art d'aimer là où la réalité et l'espérance, la pensée et l'action sont intimement liées... » L'auteur de cette citation a mis un accent particulier sur la méthodologie d'éducation aux enfants. Néanmoins, il aurait dû s'appesantir sur la crise éducative de nos jours. Ainsi, tous les acteurs éducatifs privés ou publics devront en principe à cette période post-conflit se serrer les coudes, déployer les efforts pour mieux assurer l'éducation des enfants qui sont pris en otage par les factions rebelles en Centrafrique. Pour cela, ils devront également revoir leur méthodologie de travail, c'est-à-dire en se basant sur les principes, les modalités, les méthodes et techniques concernant le système éducatif.

Alors, pour que les acteurs éducatifs nationaux et internationaux atteignent leurs objectifs, qui sont de protéger les enfants de toutes formes de menaces, de priver les enfants de leur scolarité au niveau méso, c'est-à-dire régional, il faut revisiter également nos traditions Africaines, questionner nos valeurs culturelles pour une bonne structuration en période post-conflit pour les réinsérer dans la vie sociale

DOTRENS, R (1979) cité par Macaire, F mérite d'être pris en compte. Car, nous remarquons que le temps est révolu et il n'a pas tenu compte maintenant des enjeux de l'éducation des enfants en situation post-conflit dans le monde en général et la Centrafrique en particulier. « Aimer ses enfants, ses élèves, c'est les aider par un mot, un encouragement, un entretien, tous ceux chez qui l'on a eu à percevoir le besoin quelque chose, qui soit personnelle et l'idée qui leur prouve que le maître connaît, c'est en sympathie avec eux, les aime ».

Dans cet ouvrage, l'auteur veut montrer l'importance de l'amour que selon lui, est un facteur très indispensable pour l'éducation des enfants. En effet, l'être humain a besoin d'amour à toutes les étapes de son existence et dans toute situation socio-économique, politique, éducative, culturelle etc... L'auteur devrait aussi suggérer les cas des privations des droits de l'enfant dans certains pays du monde. Le cas de non-respect des droits de l'enfant par les groupes armés, les rebellions en période de crise ou de post-crise.

Or, l'enfant est un être à part entière qui a besoin d'être éduqué et formé pour devenir un bon citoyen dans son milieu social. Alors, pourquoi bafouer les droits de l'enfant ? Car à l'école comme en famille, une ambiance sociale favorable, est la clé de la réussite de son éducation pendant les troubles, les mouvements sociaux, les conflits ou après. Il a besoin d'amour, d'affection de ses parents, de son maître pour s'épanouir. Il doit être protégé pendant les crises militaro-politiques comme c'est le cas en Centrafrique. Or c'est le contraire, il est privé de ses droits d'aller à l'école. Il est enrôlé de force dans les bandes armées pour servir les intérêts des rebelles. Sachant très bien que l'enfant est une personne qui doit aussi être guidé et instruit pour un lendemain meilleur. Malheureusement, la crise militaro-politique a fait que les enfants soient beaucoup instrumentalisés et utilisés à d'autres courses inutiles pour la population.

Jacquin, F (1979), cité par Macaire F « Nous même éducateurs, n'agiront efficacement sur l'enfant pour l'aider à montrer et à s'épanouir, que si nous connaissons bien seulement les techniques et les outils à employer, mais surtout l'enfant lui-même dans sa complexité et sa simplicité ». Autrement dit, on ne peut connaître l'enfant, c'est-à-dire reconnaître qu'il a ses droits et a droit à la protection et à la vie comme toute personne humaine. Selon lui, on ne peut pas continuer à utiliser les enfants comme des boucliers ou des chairs à canon dans des conflits militaro-politiques, des crises, des rebellions etc... pour leurs propres intérêts. Et pourtant ces enfants sont l'avenir d'un pays en développement durable.

Le Saint Père Pape François (2015) à travers son exhortation : « Il faut favoriser la collaboration entre la famille et les autres organismes éducatifs, les écoles, les salles de sports [.....]. A la base de tout, il y a l'amour, celui que Dieu nous donne, qui ne fait rien d'inconvénient, ne cherche pas son intérêt, ne s'emporte pas, n'entretient pas de rancune [...] supporte tout, fait confiance et tout, espère tout, endure tout ».

A travers cette exhortation, le Saint Père voulait expliquer aux uns et aux autres, que le cœur qui est l'appareil régulateur dans le corps humain est l'amour du prochain. Tout acte éducatif que nous posons à travers les institutions éducatives dont l'école fait partie, c'est pour la contribution et l'épanouissement de l'homme qui vit dans la société organisée, à travers la cohésion sociale. Par exemple dans la société, il y a une très bonne collaboration, solidarité surtout africaine, les partenaires éducatifs, tels que la Banque Mondiale, l'UNESCO, l'UNICEF, les confessions religieuses dans une bonne compréhension, pourrons transmettre aux enfants, les valeurs morales, sociales, religieuses pour ainsi réussir l'éducation intégrale des enfants qui est problématique. Or, force est de constater qu'après les mutineries, les grèves à répétition débouchant sur la crise militaro-politique, l'éducation des enfants se confrontent à plusieurs problèmes qui ne trouvent pas encore des solutions définitives. En effet, le pacte éducatif actuellement est rompu et l'alliance éducative de l'école avec la famille, traverse une crise parce que la confiance réciproque a été minée depuis un certain temps. D'ailleurs, les traumatismes psychologiques, les chaos, les plaies que les enfants avaient été victimes, sont encore loin d'être oubliées. Alors, il faut faire quelque chose pour ces pauvres enfants privés de leurs droits. En tout cas, les symptômes de cette crise militaro-politique sont nombreux, n'ont pas véritablement trouvé de solution adéquate. A cause des intérêts égoïstes, ce sont les enfants qui sont maltraités, enrôlés de force dans les rebellions, privés de leurs droits des enfants.

Dasen P, al (2000) a également abordé dans le même sens de notre thèse. Car, c'est un sujet d'actualité et qui touche aussi le champ de l'éducation et de la scolarisation des enfants, qui sont à la charge des enseignants, qui sont détenteurs du savoir, du savoir-faire et savoir-être. Il est important de comprendre les valeurs, les finalités, les méthodes qu'adoptent les parents, de leurs élèves et les raisons pour lesquelles celles-ci varient selon les cultures... Mais quelques aspects n'ont pas été soulevés, par exemple la cohésion sociale, la paix et le respect des valeurs culturelles des uns et des autres à l'heure actuelle. En effet, présentement, les enfants en situation post-conflit devront vivre une communication interculturelle. On ne devrait pas défavoriser les coutumes, les religions des uns ou des autres ? Car nous sommes en période

post-conflit et beaucoup gardent encore les mauvais souvenirs du conflit militaro-politique. Car l'étroite relation entre les différents enfants avec des réalités vécues, différentes, peut favoriser un changement de comportement, de façon de faire, mode de vie parmi les enfants, surtout qui sont très agressifs actuellement. En effet, une modification de comportement que chaque enfant amène d'une famille, d'une culture peut favoriser également la cohésion sociale. Et quand il y a la cohésion sociale alors les vertus comme la paix, la justice et le respect des valeurs culturelles des uns et des autres, seront facile à s'enraciner. Le dialogue et les échanges entre l'enseignant et les parents d'élèves sur l'enfant sont primordiaux pour déceler et corriger les comportements belliqueux des enfants reçus pendant le conflit et qui demeurent visibles.

SONGOSSAYE, M (2006) a également écrit dans le sens de notre sujet de recherche. Car il a aussi touché une partie de notre travail. En effet, dans cet ouvrage, l'auteur n'a pas manqué de parler sur le système éducatif Centrafricain, calqué sur le système éducatif français et que la langue d'apprentissage reste et demeure le français, qui est en même temps la langue officielle en Centrafrique. Depuis toujours, ce système hérité de la colonisation n'a pas pris en compte les réalités socio-éducatives et culturelles, si bien que l'éducation nationale avant même le déclenchement du conflit militaro-politique en 2012, déjà, inadéquate par rapport aux réalités socio-économiques et culturelles du pays, avait été très affectée dont personne ne peut démontrer le contraire. Par ailleurs, les enfants qui étaient privés de leur droit d'éducation scolaire, gardent encore à l'heure actuelle les stigmates, les traumatismes, les chaos, les souffrances morales de ce militaro-politiques. Pour cela, l'auteur devait en principe tenir compte de la prise en compte effective de ces jeunes âmes privés de leur droit à l'éducation, proposer des pistes ou des voies et moyens pour leur réinsertion dans la vie active Centrafricaine en période post-conflit. Ensuite l'auteur a oublié de parler actuellement des réalités vécues par rapport à la cohésion sociale, en faisant allusion également à la littérature Centrafricaine. Ce sont ces quelques aspects que l'auteur n'a pas mentionné et que nous ressortons. Il faut savoir de nos jours en Centrafrique, un peu partout dans n'importe quel milieu, dans tous les domaines de la vie socio-économique, politique, éducative, culturelle et autres, même à travers les ONG nationales et internationales, la vision commune est beaucoup plus orientée sur la cohésion sociale, qui permettra aux jeunes Centrafricains de renouer avec leurs valeurs culturelles, (la solidarité, la tolérance, le pardon, la justice). En outre, à cette période post-conflit, les mots qui sortent sur les lèvres, des facilitateurs, des modérateurs, des spécialistes en matière de gestion post-conflit, les humanitaires en Centrafrique, c'est la cohésion sociale, jadis appelée Suisse africaine au temps de Bokassa, qui n'est autre qu'une illusion.

Selon Emile Durkheim le terme « cohésion sociale », a été prononcé pour la première fois dans son ouvrage « De la division du travail social » en 1893. En effet, les sociétés et organisations humaines par exemple en Centrafrique, après ce conflit militaro-politique qui a duré trois années, constatent que leur cohésion sociale se développe par l'existence, soit de leurs liens marchands, soit de liens politiques, soit de liens communautaires. A travers la cohésion sociale ; les tissus sociaux qui étaient déchirés commencent maintenant à se refermer, autrement dit à se cicatriser. Car, c'est un aspect qu'on doit encore apprendre aux enfants soldats, déscolarisés, démobilisés, l'importance dans leurs milieux sociaux. Les liens communautaires (sociétaires) peuvent apparaître lorsque certaines similitudes s'établissent. Par conséquent, l'expression cohésion sociale débouche sur l'unité nationale qui est déchirée. Pour cela, cette cohésion sociale en fuite d'instauration amènera le sentiment de vivre ensemble, et d'avoir la capacité d'éviter les disparités et les polarisations, impliquant la lutte contre les inégalités de toutes les formes d'exclusion, de discrimination et sur la coresponsabilité des acteurs (pouvoirs publics, citoyens, religions). Au vu de tout ce qui ressort, la cohésion sociale à l'heure actuelle, repose sur l'implication et la mobilisation de toutes les composantes de la société de l'Etat et des intervenants extérieurs (citoyens, leaders communautaires, leaders religieux, ONG nationales et internationales, les élus, les bailleurs de fonds, les acteurs économiques, etc.).

Me PANA, Gisèle (2019) lors de sa visite accompagnée par l'ONG (Word Vision ...). et quelques organisations internationales tels que UNICEF, UNESCO à l'institut Emil NDJAPOU le 14 / 05 / 2019, abordait également dans le même sens de notre sujet de recherche qui mettait en relief la non reconnaissance des droits de l'enfant en période de conflit et post-conflit en général et en particulier en Centrafrique. L'auteur déclarait : « ... qu'il ne faut pas enrôler de force les enfants dans les groupes armés. Car l'école est l'avenir de nos enfants... » En effet, c'est une lutte acharnée sans crainte de riposte que cette Dame a entamé en faveur des enfants en période post-conflit en République Centrafricaine. En outre, cette lutte officielle déclenchée en post-conflit va dans le sens du respect au droit à l'éducation des enfants en général et en particulier Centrafricains. Force est de constater que la plus part de ses enfants sont victimes des privations de toutes sortes, et sont également victimes des exactions, des chaos psychologiques et autres choses. D'ailleurs, beaucoup d'enfants comme nous le savons tous, ne pouvaient pas fréquenter librement leurs écoles sous crainte d'enlèvement ou des tueries, etc... D'office, ils sont systématiquement privés de leurs droits de l'éducation scolaire y compris les enfants déplacés à l'intérieur et dans les sites internes.

Selon PANA, il, faudra que les seigneurs de guerres, des rebellions, des bandes armées laissent libres les enfants, jouir de leur droit à l'éducation en cette période post-conflit. Car selon lui : « il y a un début et une fin ». Le temps de la guerre, du conflit militaro-politique est dépassé maintenant nous devons penser à reconstruire le pays pour préparer l'avenir, à travers une nouvelle génération des jeunes afin de relever les défis qui s'imposent à notre cher pays la Centrafrique. Il est temps de respecter le droit à l'éducation scolaire, des futurs cadres de demain. Assez ! Trop c'est trop ! Nos enfants ont sérieusement payé innocemment la peau. Redonnons leur cette chance de se rattraper à travers l'éducation scolaire. Chaque chose à son temps. LAKE, A (2014) Directeur de l'UNICEF en poste à Bangui a également abordé dans le sens de notre sujet de recherche. Car certains aspects méritent d'être pris en compte surtout qu'il s'agisse de l'avenir des enfants en situation difficile durant cette période de conflit militaro-politique (2012 – 2015)

Selon l'auteur il y a longtemps que la vie des enfants Centrafricains est oubliée, négligée. En effet ses enfants selon certaines personnes, n'ont pas d'avenir surtout scolaire. Car l'éducation scolaire est bafouée, foulée au sol et n'existe pratiquement pas. L'école est noire et n'a pas d'avenir pour ses enfants Centrafricains, qui sont privés de leur droit à l'éducation. Et pourtant la jeunesse Centrafricaine constitue le fer de lance pour le pays. Le fait de priver les enfants de l'école, c'est en quelque sorte faire handicap ou blocage aux développements harmonieux de la Centrafrique de l'avenir. Car s'il n'y a pas éducation alors on ne peut pas parler de développement d'un pays. C'est à travers l'éducation que nous aurons des futurs cadres qualifiés, compétents et intègres, qui serviront le pays. Alors si les enfants sont privés de leur éducation scolaire, c'est hypothéquer l'avenir de toute une génération autrement dit du pays. Et pourtant, la Déclaration Universelle des Droits de l'homme du 10/12/1949 répartie en cinq catégories, reconnaissait le droit destiné pour les enfants.

Force est de constater que la plus part des belligérants ne reconnaissent pas ce droit destiné pour les enfants en âge d'aller librement à l'école en quête du savoir, savoir-faire et savoir-être. Car la méconnaissance du droit à l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique, ne fera que retarder le développement du pays par rapport aux autres pays du monde en général et de la sous-région en particulier. Le manque d'une éducation scolaire de qualité à la majorité de la jeunesse Centrafricaine, sans formation adéquate, formation intellectuelle et sans issu, peut-être encore à l'origine d'autres conflits sociaux. Cela a beaucoup duré que la vie des enfants en situation difficile pendant cette période de conflit militaro-politique n'était pas prise en compte, à travers cette crise qui semble être oubliée. Dans le

contexte post-conflit, l'auteur devrait suggérer qu'un accent particulier soit mis sur la notion de cohésion sociale, le pardon, la tolérance, à travers la sensibilisation pour ce qui confronte l'éducation extrascolaire. Car beaucoup d'enfants encore n'ont pas repris totalement le chemin de l'école. Quelques-uns hésitent encore, compte tenu de leurs situations scolaires difficiles. D'autres gardent encore les mauvais souvenirs de ces événements malheureux qu'ils ne sont pas prêts pour pardonner à leurs bourreaux, qui restent encore impunis et libres. Ainsi, les notions de pardon, de tolérance pourraient faciliter un retour définitif de paix parmi les populations.

GRACIA MACHEL, (1996) va également aborder dans le même sens de notre sujet de recherche et déclare ceci : « la guerre viole tous les droits des enfants : le droit à la vie, le droit de grandir au milieu de leur famille et de leur communauté, les droit à l'épanouissement de la personnalité et le droit d'être protégé. Nombre de conflits aujourd'hui perdurent le temps de l'enfance avec pour conséquence que la naissance à la fin de l'adolescence, les enfants sont soumis à d'incessante et multiple assaut... ». A travers la déclaration de l'auteur, quelques points importants ont été abordés. A titre de rappel dès 1999, le conseil de sécurité des Nations Unies avait adopté à l'unanimité sa première résolution, sur les enfants et les conflits armés.

En effet, la résolution 1261 alors avait établi cinq abus graves contre les enfants. Le meurtre ou l'emploi des enfants-soldats, l'enlèvement d'enfants et les attaques contre les écoles et les hôpitaux, un aspect important que l'auteur aurait pu souligner, c'est d'abord d'interroger les spécialistes du droit international pour se rendre compte si effectivement l'enfant a des assurances pour mieux déblayer le terrain par rapport aux réalités vécues. Disons honnêtement que la protection des enfants en situation post-conflit doit être garantie, renforcée par les lois de protection de la CDE et des dispositions du DIH. Ainsi le DIH à son tour, doit prendre ses dispositions pour protéger les enfants en situation post-conflit afin de mieux traiter, respecter ces jeunes âmes aux moments difficiles, des droits des adultes. Car l'enfant en général doit bénéficier des mêmes avantages, de mêmes droits des adultes. En raison de sa vulnérabilité, une protection spéciale doit être prise en compte pour ses besoins vitaux ou spécifiques. C'est ainsi que les enfants devront bénéficier de l'aide dont ils ont envie, et devront également recevoir les soins médicaux de qualité et même religieuse comme souhaitent les parents ou les tuteurs.

GOUNEBANA, CB (2006) a fait un travail sérieux sur le sujet éducation Centrafricaine. Car ce système éducatif depuis le début a connu beaucoup de difficultés et manque d'une bonne

orientation qui devrait aider le Centrafricain à se prendre en charge, que de compter uniquement sur la fonction publique, qui est le seul employeur de l'État. L'enseignement ou la formation à l'école était beaucoup plus générale et non technique et scientifique. Il n'y a pas l'esprit de créativité. Après quelques années de crises récurrentes politico-militaires avec un effet dévastateur sur tous les domaines en Centrafrique, le système éducatif n'était pas non plus épargné. Car, l'éducation a été sérieusement affectée et désorientée. Ainsi donc, actuellement ce système éducatif est même inadapté et inadéquat par rapport aux réalités socio-éducatives et culturelles du pays. Alors, les conséquences de ces troubles socio-politiques nous l'avons signalé ci-haut, ont un effet très négatif sur l'éducation malgré la tenue des Etats généraux de l'éducation en avril 1994, qui opte pour une nouvelle orientation appuyée par les partenaires éducatifs internationaux tels que la Banque mondiale, l'UNICEF, l'UNESCO etc... en dépit de cet état des lieux, de ce système éducatif Centrafricain inadapté par rapport aux réalités socio-économiques, politiques, culturelles et éducatives Centrafricaines, affecté encore par ces crises à répétition, l'auteur n'a pas relevé un aspect important qui est également un besoin pressant de l'enfant, les droits de ces enfants ont été bafoués, foulés au sol. D'ailleurs, le droit à l'éducation n'existe et n'existe pas par ce que l'enfant est victime et avait tellement souffert dans ces différentes crises militaro-politiques.

En effet, pendant et après ces crises à répétition qui sont destructives, beaucoup d'enfants scolarisés étaient enrôlés de force dans les groupes armés soi-disant « auto-défense » du KM 5 ou zone 5 et dans d'autres groupes armés pour servir comme machine de guerre. Alors l'auteur devrait faire allusion à ce cas par rapport à leur prise en charge pour une réinsertion sociale. D'ailleurs, l'éducation fait partie des priorités de l'Etat. Car sans éducation on ne peut parler d'un pays post-conflit comme le cas de la Centrafrique. Pour cela, un accent très particulier devrait être mis sur la protection globale des enfants en situation d'urgence en raison de leur vulnérabilité et la situation difficile des enfants-soldats, qui englobe aussi bien l'enfant que son milieu de vie, c'est-à-dire la famille, l'école, dispensaire et...L'autre aspect que l'auteur n'a pas mentionné c'est la sensibilisation et la rééducation de ces enfants sur le plan mentalité, car nul n'est censé ignorer la loi que les crises à répétition trouvent aussi leurs origines dans les forts taux d'analphabétisme (70%), qui a fortement changé la mentalité du Centrafricain. Pour de rien, le jeune peut vous donner la mort. Il n'y a plus de peur de la mort pour le jeune à cause de multiples exactions subies, des atrocités, viols, tueries et autres. C'est ainsi qu'il y a lieu de sensibiliser sur le pardon, le respect de l'autre, la tolérance, la notion de l'inter-culturalité, la justice, la paix et la prospérité.

Selon Thérèse Brosse : « lorsqu'on approfondit la nature de la souffrance physique chez l'enfant victime de la guerre, on découvre que ce ne sont pas les faits de la guerre en eux-mêmes qui l'ont affecté émotionnellement, mais la répercussion des événements sur les liens familiaux et son cadre de vie qui affecte l'enfant ». Autrement dit, c'est la disparition des éducateurs les plus proches qui empêchent surtout l'enfant, son évolution, de même la cohésion sociale, la paix, la tolérance, l'amour et la stabilité d'une génération future. En outre, l'auteur devrait aussi prendre son courage de questionner les valeurs culturelles par rapport aux réalités socio-culturelles Centrafricaines. Car de nos jours, le système éducatif en période post-conflit est inadapté et ne répond pas aux besoins de la société.

MUPUNGU KILANDA, EF (2017) déclare ceci : « Dans cette situation post-conflit, pour instaurer dans les cœurs le désir d'une paix durable, il est nécessaire et urgent d'instaurer un dialogue et une relation de qualité entre tous au profit de l'enfant, afin qu'il soit cet homme ou cette femme sur qui la société Centrafricaine peut compter demain ». L'auteur a oublié certains aspects qui n'étaient pas ressortis, par exemple il devait faire savoir que l'éducation des enfants en situation post-conflit n'est pas seulement l'affaire d'une entité mais de tout le monde, c'est-à-dire les gouvernants autrement dit les pouvoirs publics, les parents d'élèves, les ONG Nationales et internationales, les confessions religieuses.

En effet, l'auteur devait aussi souligner le cas de certains comportements néfastes, qui sont à l'origine des discordes, les incompréhensions, des tensions sociales et politiques dans la société Centrafricaine déchirée. Ainsi le pardon devait être un moyen qui libère et noue les relations interpersonnelles parmi les gens. A travers le pardon dans la famille, les voisins, à l'église, à l'école et dans la communauté, naîtra enfin l'amour du prochain. Un aspect qu'il n'a pas touché est l'implication du dialogue interculturel dans les écoles et ensuite dans la communauté. Car les enfants au niveau de l'école se rapprochent plus par rapport à leurs confessions religieuses. Or, cela n'est pas bon pour une véritable cohésion sociale garant de la stabilité socio-politique de la nation Centrafricaine. Les tissus socio-économiques qui étaient sérieusement affectés à cause de ces crises militaro-politiques à répétition, devraient être renoués par rapport à la bonne volonté des uns et des autres pour un développement durable. Car, ces conflits armés qui ont touché tous les tissus socio-économiques et éducatifs du pays et causés des vagues successives de violences, gardent encore des traces surtout chez les enfants. Sur ce, il fallait également faire retour à nos valeurs culturelles afin de rééduquer nos enfants qui ont totalement perdu les bonnes manières de vivre, d'agir, de se comporter dans leur milieu ambiant.

L'éducation des enfants doit revoir sa mission qui est très délicate et libératrice afin de former un futur cadre de demain. La preuve en est que dans la plus part de nos établissements du fondamental 1, l'enseignement de l'éducation à la citoyenneté, les droits humains, l'éducation civique et morale, qui incarne les valeurs culturelles Centrafricaines, ne vit que de nom à cause des effets dévastateurs des crises à répétition depuis plusieurs décennies. Les atrocités que les enfants ont subies après les conflits militaro-politiques à répétition, ont carrément transformé leurs mentalités déjà prélogiques. De nos jours, l'éducation des enfants en situation post-conflit est comme une opportunité aux enfants qui n'ont pas d'avenir. Alors il faut être en synergie avec tous les partenaires éducatifs (nationaux et internationaux), les confessions religieuses, les associations de la jeunesse. En plus, un aspect que l'auteur devait également faire sortir c'est le cœur du Centrafricain meurtri, touché, blessé, endurci, qui doit changer pour accepter le pardon et reprendre une nouvelle vie. Car, le cœur de l'homme est très compliqué. On ne peut pas tout savoir dans le cœur de l'homme. Alors le Centrafricain à travers l'école post-conflit doit désarmer son cœur.

MOUKADAS, NA (2012) a également fait un travail de fond sur le droit de l'éducation des enfants en Centrafrique. C'est un travail de recherche bien fourni et rédigé qui fait ressortir certains aspects, éléments de notre sujet de thèse dont on ne peut s'en passer. Car le droit à l'éducation des enfants en Centrafrique, n'est pas seulement l'apanage de la famille seule. En effet, dans cette société Centrafricaine en générale, l'éducation commence dans le cercle familial et sera poursuivi tôt ou tard par l'Etat à travers l'école, qui est une institution officielle dirigée par les enseignants qualifiés, chevronnés et expérimentés pour transmettre les nouvelles connaissances théoriques et pratiques basées sur les réalités socio-éducatives et culturelles aux jeunes Centrafricains.

Par rapport à ce travail sérieux fourni par l'auteur, certains aspects comme nous l'avons dit ci-haut, méritent d'être complétés pour renforcer le travail. Car nous constatons depuis fort longtemps que la société Centrafricaine a durablement changé. D'ailleurs, les mutations socio-politiques, ont un effet très négatif sur la mentalité de la jeunesse Centrafricaine. Depuis quelques décennies, des troubles socio-politiques, ont eu un impact négatif sur la société toute entière, transformant ainsi l'esprit de paix, de cohésion sociale, de solidarité nationale entre les populations, si bien que chaque entité de la jeunesse vie en retraite autrement dit en méfiance, retirée, cachée et toujours animée par une haine foncière, à cause des inégalités sociales finalement, qui ont des conséquences graves sur les autres populations. Pour cela, l'éducation d'office n'a plus de sens, plus d'importance ni d'avenir pour les futures générations.

En effet, l'auteur devrait aussi toucher le problème de la démocratisation de l'école qui fait l'objet de beaucoup de débat parmi les parents d'élèves, enseignants et les décideurs. Car les parents vulnérables avec un faible revenu de vie ne cessent de se plaindre pour la scolarisation de leurs enfants. Ce qui fait que la plus part des parents n'apprécient pas le système éducatif centrafricain. Même après les conflits militaro-politiques, on encourage les parents à réinscrire leurs enfants à l'école gratuitement, mais sur le terrain ce n'est pas la réalité vécue. Il a fallu l'intervention de certaines ONG internationales, pour faciliter le retour des enfants à l'école. Car, les parents n'avaient pas assez d'argent pour scolariser leurs enfants.

Au regard de tout ce qui précède, les enfants en Centrafrique dans la réalité actuelle n'ont pas de droit, pire encore les droits à l'éducation dont on fait allusion ne concerne pas tous les enfants. Et c'est l'une des causes des crises récurrentes que le pays avait connu. Car si la plus part des jeunes étaient éduqués, instruits, formés, on aurait pu éviter beaucoup de dérapage d'instrumentalisation pour les jugements populaires à cause de simples soupçons etc... Mais nous devons chercher à comprendre et savoir si effectivement après ces conflits militaro-politiques d'autres dispositifs ou réaménagement, concernant la prise en charge réelle des enfants scolarisés, enrôlés en cette période d'urgence actuelle par rapport à leur éducation scolaire.

D'autre part, l'auteur n'a pas mentionné un élément important qui n'est pas à négliger c'est-à-dire l'environnement scolaire. Il fait aussi part des droits de l'enfant à l'école, qui joue un rôle très important surtout dans le processus d'apprentissage et même de réinsertion sociale pour les enfants-soldats. En effet, les Organismes internationaux à travers la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1949), ne cessent de déployer des efforts pour le respect des Droits de l'enfant en mettant un accent particulier sur l'éducation de qualité. Un autre élément de ce que l'auteur a oublié de mentionner, c'est le droit à la santé. Par ce qu'on ne peut pas parler du droit à l'éducation des enfants en situation post-conflit sans pouvoir aborder le problème de santé en milieu scolaire centrafricain surtout quand on fait référence à la pandémie, maladie du siècle qui tue enfant, homme et vieillard dans n'importe quel milieu en Centrafrique. C'est un fléau très grave qui a un impact très positif sur l'éducation scolaire des enfants, qui ne devrait pas passer inaperçu. Nous devons comprendre et savoir qu'en tout temps, éducation et santé vont en principe ensemble et constituent un « seul corps ». Car, en fait on ne peut qu'étudier ou apprendre à l'école quand on jouit d'une bonne santé. Pour cela, un esprit saint dans un corps sain. C'est pour que les enfants en situation post-conflit soient avoir une bonne santé pour bien suivre les cours à l'école.

ZUMSTEIN, E (2006) Fait ressortir de très bonnes idées qui touchent nécessairement la complémentarité entre la famille et l'école. Mais devrait préciser qu'à l'heure des conflits militaro-politiques dans le monde en général et en particulier en Centrafrique, l'éducation un contexte multiculturel est le socle de l'éducation de base en période post-conflit afin d'accepter la cohésion sociale. L'éducation de base qui commence depuis la famille est toujours complétée par l'école. Mais si l'éducation de base est ratée, la tâche ne sera pas facile pour l'école, qui met beaucoup de temps et en mettant des stratégies pédagogiques pour combler les lacunes et rééduquer les enfants. Dans la société traditionnelle africaine, il y a certaines bonnes règles de conduite qui caractérisent les valeurs culturelles africaines par exemple l'union, la paix, la danse folklorique, la solidarité africaine, la justice, qui se tient sous l'arbre à palabre, etc... Malgré l'accent particulier mis sur la relation famille et école ou le partenariat entre ses deux entités, quelques aspects ne sont pas touchés. Présentement, la situation de l'éducation des enfants post-conflit est très importante. Car elle interpelle tous les acteurs du système éducatif centrafricain. Depuis le déclenchement de cette crise militaro-politique en Centrafrique, le droit à l'éducation est systématiquement bafoué par les bandes armées, les rebellions, si bien que les enfants qui avaient reçu une bonne éducation de base au sein du cercle familial avaient été désorientés, privés de leurs droits.

On note un changement radical dans leur manière de faire, de se comporter, et d'agir dans leurs environnements sociaux-éducatifs et culturels. Alors à l'école, l'enfant devrait intérioriser les manières de se comporter en classe et dans la cours de l'école ; mais il doit recevoir les manières de parler et d'agir. Disons que, pour réussir l'éducation des enfants autrement-dit l'éducation des enfants en situation post-conflit il faut tenir compte également de certains aspects tels que l'insécurité chronique et grandissante qui empêchent les enfants à atteindre leurs buts éducatifs de développement durable et harmonieux du pays au troisième millénaire. Ainsi, l'auteur devrait aussi questionner les valeurs culturelles centrafricaines par rapport aux effets négatifs sur l'éducation des enfants en situation post-conflit. En effet, l'école à travers les éducateurs devrait beaucoup inculquer les notions de l'inter-culturalité entre les communautés (Chrétiennes ou musulmanes), les bonnes mœurs dans la société telles que la cohésion sociale, le pardon, les droits humains et la notion de la citoyenneté, qui n'a plus de sens dans la population scolarisable et même analphabète. En principe à cette période post-conflit, l'enfant est donc véritablement l'intermédiaire principal et acteur incontournable entre la famille et l'école même si chacun cherche à sa manière d'inculquer ses valeurs afin de remédier à certaines situations-problèmes psychologiques durables. C'est pour dire que dans ce

contexte actuel, il est très important que parents, enseignants, partenaires du système éducatif centrafricain, tous ne cessent de se confronter, de discuter, de réfléchir, faire des propositions concrètes par rapport aux traumatismes, aux chocs subis, aux exactions et d'autres privations des droits des enfants afin de mettre un terme.

Comme nous le savons tous, cette crise militaro-politique qui a débuté depuis 2012 en provinces et en Décembre 2013 à Bangui, a tellement d'impacts négatifs sur tous les domaines socio-éducatifs, économiques, politiques, culturels etc... Aucun domaine n'est épargné, les tissus sociaux sont déchirés à cause de la violence aveugle et de l'esprit de vengeance. Au vu de tout ce qui ressort, les comportements des enfants ne reflétaient plus de valeurs culturelles centrafricaines pleines de très bonnes règles sociales. En effet, l'éducation de base qui était le fondement de la nation centrafricaine, n'était plus ce qu'elle était. Les jeux violents se sont propagés un peu partout dans les établissements scolaires et dans les quartiers, au sein des familles respectives. Alors comment mettre fin à cette spirale de violence aveugle, la haine foncière, les contre valeurs culturelles dans la manière de faire et d'agir des enfants en situation post-conflit en Centrafrique en général et dans l'inspection fondamentale 1 de Bangui en particulier ? En effet, les enfants qui ont subi des atrocités gardent encore les séquelles et affichent aujourd'hui des changements de mentalité. Ainsi de nos jours, l'éducation des enfants en situation post-conflit, doit être l'affaire de tout le monde et non l'affaire de l'État seul. Car, elle doit être donc démocratique. Pour que chaque société atteigne son développement durable et harmonieux, l'État doit montrer son entière disponibilité pour l'éducation scolaire en mettant un accent particulier sur la formation dans le domaine de la citoyenneté, de l'instruction civique, de l'inter culturalité des droits de l'homme et de la cohésion sociale.

En définitive, cette première partie nous permet d'avoir une vue synoptique par rapport au tableau d'opérationnalisation des hypothèses formulées. Enfin nous pensons qu'à travers cette revue critique de la littérature, nos lecteurs auront quand même une vue panoramique de notre sujet de recherche. Surtout que la consultation de certains mémoires et thèses en rapport avec notre travail de recherche, les auteurs auront la possibilité d'aborder le prochain chapitre portant sur l'encrage théorique de l'étude afin de comprendre la question de l'éducation post-conflit en RCA.

II.2 SUR LE PLAN THEMATIQUE

L'éducation est toujours considérée comme le levier du développement durable de l'homme dans son pays. C'est pour cette raison que nous avons attaché beaucoup de prix à notre sujet de thèse. Les Centrafricains de toutes les couches sociales, aiment fréquenter l'école pour acquérir des connaissances sur le plan savoir, savoir-faire et le savoir-être. Mais compte tenu de l'extrême pauvreté de la population, certaines familles n'ont pas les moyens financiers pour éduquer leurs enfants à l'école. En tout cas, beaucoup sont favorables pour l'éducation scolaire afin de devenir tôt ou tard des cadres compétents, intègres, dévoués pour relever les défis du développement qui se pointent à l'horizon. A travers cette éducation scolaire transmise aux enfants en situation post-conflit à l'école dans le 3^{ème} arrondissement, n'oublions pas aussi qu'il y a une pluralité d'éducation par exemple sur le plan artistique, morale, politique, traditionnelle, éducation à la paix et à la citoyenneté, etc...

➤ **SELON DEWEY (1952)**

Pour lui l'éducation traditionnelle ne considère pas les efforts fournis de l'évolution de l'homme. Selon lui, la meilleure éducation était celle qui réunit les clivages traditionnels entre corps et esprit, entre activité pratique et activité intellectuelle. Car, le problème de toute éducation se situe dans la relation des facteurs psychologiques et sociologiques de l'être humain. Il pense que c'est l'enfant par rapport à sa méthode pédagogique, ne peut apprendre sa découverte des problèmes qui se présentent à lui. Alors, c'est lui qui devrait faire des efforts pour trouver des solutions.

Selon l'auteur, finalement la méthode dont il fait allusion repose sur cinq étapes qui consistent avant tout, à la reconnaissance du problème. La deuxième à la clarification ; La troisième à la formulation des hypothèses aboutissant à la résolution de ce problème ; La quatrième qui consiste à faire le choix de l'hypothèse, qui sera la meilleure et enfin arrivera à l'expérimentation. En effet, l'auteur voulait montrer la dialectique qui existe entre l'enfant et son environnement social. En face des problèmes par exemple d'insécurité, de blocage ou la méconnaissance du droit à l'école, l'enfant de part sa faculté de raisonnement fera, un effort louable de trouver des solutions ou de prendre ses dispositions afin d'éviter le pire, les surprises désagréables. Autrement dit, l'enfant ne peut pas aller à l'école lorsque les balles sifflent de tout côté. Il cherchera plutôt à se réfugier quelque part en compagnie de ses parents ou refuse catégoriquement d'aller à l'école à cause de l'insécurité, des menaces des tueries, etc...

➤ **SELON DECROLY(1932)**

Sa méthode est beaucoup plus basée sur les résultats réunis, à savoir l'hérédité et les expériences qui sont faites dans l'environnement de l'enfant. Selon lui, l'hérédité est un facteur permettant à tout enfant de s'adapter, s'accommoder aux exigences quotidiennes. Toujours dans le même ordre d'idées, les enfants normaux sont beaucoup aptes et s'accommodent rapidement et facilement grâce à leur état héréditaire. Car, ils sont plus dynamiques que les autres. Par exemple, pendant ou après les événements malheureux, il n'y a que ce genre d'enfants qui sont en vue. Disons aussi que le milieu ambiant de l'enfant est très important pour leur évolution physique et mentale. En ce sens que l'influence de l'environnement social de l'enfant peut être favorable ou défavorable. Mais en réalité, un environnement favorable, sécurisé et sain, est un atout majeur pour l'avenir de l'enfant. Autrement dit, il faciliterait l'éveil des aptitudes qu'il posséderait par devers lui.

Selon toujours l'auteur, l'école d'aujourd'hui est bien disposée à aider l'enfant à s'émanciper et s'adapter aux exigences de la vie. Pour cela, l'enfant doit en principe avoir le besoin de se nourrir autrement dit avoir l'appétit ou encore avoir envie de se régaler copieusement, de lutter ou se protéger contre vents et marées, par exemple s'il y a une forte pluie il faudra que l'enfant soit à mesure de se protéger pour ne pas être victime de celle-ci. Il doit également manifester l'envie de se protéger ou de se défendre contre les forces extérieures ou autres dangers auxquels il fait face. Par exemple, pendant que les balles sifflaient dans toutes les directions, l'enfant à cette envie-là de ne pas se laisser toucher par les balles alors il se cache. L'auteur soutient l'éducation de l'enfant reçue et vécue dans la vie et pour la vie. En outre, l'école doit s'ajuster à la réalité psychologique de l'enfant tout en tenant compte de ses intérêts, de ses propres besoins vitaux.

Au regard de tout ce qui précède, l'éducation par exemple, artistique, physique, politique etc... dans un contexte post-conflit, vise le développement durable de l'homme Centrafricain. L'histoire de l'éducation de nos ancêtres, à travers ces quelques auteurs cités ci-haut permettra plus tard, de montrer de nouveaux programmes scolaires basés sur les réalités socio-culturelles pour un lendemain meilleur.

➤ **SELON MONTESSORI (1952)**

Selon MONTESSORI par rapport à notre délimitation du sujet sur l'éducation, l'enfant est véritablement l'acteur principal de son évolution. Il détient un élan qui l'incite à faire la

connaissance de son existence et réfléchir son futur. Notons également que le milieu ambiant de l'enfant constitue un atout majeur pour son développement. Ce n'est pas à cause de l'environnement approprié de l'enfant qu'on va le laisser évoluer conformément à son programme héréditaire. L'auteur voulait nous interpeler par rapport aux finalités de la forme d'éducation transmise, de faciliter l'enfant à se développer davantage dans le domaine de l'évolution physique, morale et intellectuelle. Le contexte actuel est révolue, autrement dit pour aider l'enfant à se développer il faut tenir compte maintenant des réalités socio-culturelles éducatives afin d'élaborer de nouveaux programmes d'éducation scolaire comme nous l'avons dit ci-haut.

En effet, beaucoup de problèmes considérés comme des difficultés d'ordre psychologique et médical sont en réalité pédagogique. Selon toujours l'auteur, l'éducation traditionnelle est dépassée à cause des réalités socio-politiques et culturelles que l'enfant vit quotidiennement. Il ne peut pas continuer à subir des pressions pour acquérir des connaissances. Une telle éducation de nos jours, est très mauvaise pour l'avenir de l'enfant. Par conséquent, l'éducation quel que soit sa forme mais beaucoup plus scolaire, est un service rendu à l'enfant et non une obligation. Pour ce faire, l'environnement scolaire par exemple doit être ordonné, les matériels didactiques doivent être remis à l'enfant pour son apprentissage. Dans la salle de classe, l'enfant doit être encouragé à travailler davantage en prouvant sa volonté. Le maître a un rôle déterminant à jouer, lorsque le besoin se fait sentir. Il intervient seulement pour lever l'équivoque et faire la différence entre le bien et le mal ou lorsque l'enfant a des attitudes de laisser aller, laisser faire. En effet, l'auteur veut que les idées qui sont issues des sensations reprennent et mettent une action particulière sur le matériel sensoriel de l'école, là où l'enfant assimile des savoirs, savoir-faire et savoir-être.

II.3 SUR LE PLAN SPATIO-TEMPOREL

Notre champ d'étude se trouve dans la zone « rouge » qu'on appelle « PK 5 », sur l'avenue KOUDOUKOU dans le grand centre commercial de Bangui. En effet, ce sont deux écoles géophysiques qui sont dans l'Inspection fondamentale 1 de Bangui. Il s'agit des écoles : KOUDOUKOU (filles et garçons) et école GBAYA-DOMBIA –filles et garçons), en plein centre des quartiers des auto-défenses de confession musulmane. En outre, ces deux écoles géophysiques se trouvent dans le troisième arrondissement de Bangui précisément dans le Sud-Ouest de la capitale. Elles fonctionnaient à cycle complet. Dans l'espace de quelques années,

ces écoles n'ont pas véritablement travaillé à plein temps causant ainsi un préjudice moral, intellectuel et physique aux enfants et aux enseignants de leurs communautés respectives du 3^{ème} arrondissement de Bangui.

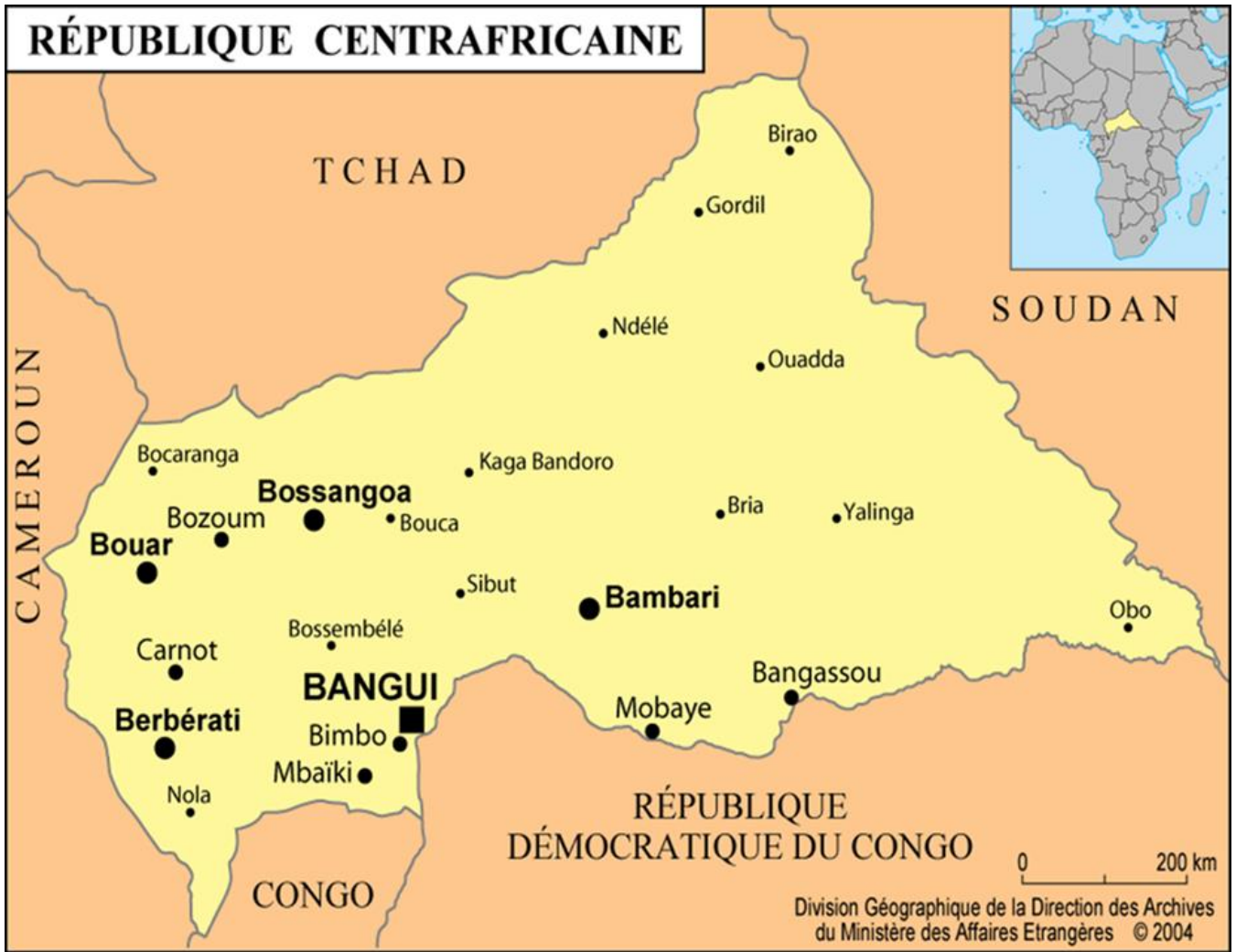


Figure 4: Carte de la République Centrafricain



Figure 5 : Carte de la ville de Bangui



Photo 1 : Ecole GBAYA-DOMBIA

Source : Rengue, 2018



Photo 2 : Ecole Koudoukou, 2018

Source : RENGUE, 2018

CONCLUSION

Comme nous l'avons dit, cette crise militaro-politique qui a débuté depuis 2012 en provinces et en Décembre 2013 à Bangui, a tellement impacté négativement sur tous les domaines socio-éducatifs, économiques, politiques, culturels, etc. Aucun domaine n'est épargné, les tissus sociaux étaient déchirés à cause de la violence aveugle et de l'esprit de vengeance.

Face à cet état de chose, les comportements des enfants ne reflétaient plus les valeurs culturelles Centrafricaines, pleines de très bonnes règles sociales. Par ailleurs, l'éducation de base qui était le fondement de la nation Centrafricaine, n'était plus ce qu'elle était .Les jeux violents se sont propagés un peu partout dans les établissements scolaires, dans les quartiers et même au sein des familles respectives qui vivaient précisément dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.

Alors, comment mettre fin à cette spirale des violences aveugles, la haine foncière, les contre-valeurs culturelles dans la manière de faire et d'agir des enfants, en situation post-conflit en Centrafrique en générale et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier ? En effet, les enfants qui ont subi des atrocités, gardent encore les séquelles et affichent aujourd'hui des changements de mentalité. Ainsi de nos jours, l'éducation des enfants en situation post-conflit, doit être l'affaire de tout le monde et non seul de l'Etat. En outre, elle doit donc être démocratique, pour que chaque communauté cultive la notion de paix, de la cohésion sociale, de tolérance et de pardon.

Enfin, cette première partie de notre travail nous permet d'avoir une vue panoramique et synoptique de sa problématique, en vue de déboucher au tableau d'opérationnalisation des hypothèses formulées.

CHAPITRE III :
THEORIES EXPLICATIVES DE L'ETUDE

III.1 LES THEORIES DE REFERENCE

III.1.1 Théorie de confiance

Vu l'ampleur de la crise qui a eu une répercussion terrible sur la société Centrafricaine toute entière, personne ne peut faire confiance à personne même ses propres progénitures. Pour n'importe quelle raison d'une manière ou d'une autre, beaucoup d'enfants étaient enrôlés dans les groupes armés ou rebelles. Certains élèves n'ont plus envie de continuer les cours par ce que l'école ne représente rien pour eux. Car, les enseignants étaient traqués, tués par même leurs élèves ou abandonnant leurs fonctions pour raison d'insécurité. Alors il faut trouver un moyen pour ramener la confiance perdue. C'est ainsi que la théorie de la confiance Voce (M) dit que : « Les paroles des éducateurs qu'ils soient parents ou enseignants doivent toujours encourager, pleines d'esprit de confiance... ». En se faisant confiance malgré cette crise militaro-politique, la famille et l'école devront unir leurs efforts pour l'éducation des enfants hypothéqués par le conflit. Disons que la confiance réciproque entre parents d'élèves et enseignants par exemple, est significative et fondamentale. Actuellement la situation des enfants de l'éducation des enfants est difficile, surtout qu'ils gardent encore les séquelles des conflits en tête et cela a eu des effets négatifs sur leurs comportements. En outre, pour peu de choses ou pour rien du tout, un enfant peut préméditer la mort ou commettre un crime. Il n'y a plus de notion de civisme et de citoyenneté pour les enfants de nos jours. Alors devant cet état de chose, il est très nécessaire de ramener la confiance et de croire qu'il peut y avoir changement des mentalités belliqueuses. Mais surtout et avant tout qu'on laisse libre les enseignants, les ONG telles que Vitalité plus, Word vision, DRC ; NRC, etc... fassent leur travail. En effet la formation du futur citoyen s'avère très importante. Pour cela, les enseignants en situation de classe devront beaucoup influencer sur l'intelligence, la sagesse, le moral, la volonté, le caractère, les sentiments, le jugement et le comportement des enfants qui sont en leur charge. Aussi les parents en leur confiant leurs enfants en période post-conflit à l'école, font preuve d'une marque de confiance. Ainsi, on peut parler de déception au sens large du terme. C'est pour dire également qu'il y a une sorte de partenariat entre famille et école dans l'éducation des enfants en situation post-conflit. Tout ce qui se fait en synergie, c'est pour atteindre le même but qui est l'éducation, c'est-à-dire la réussite scolaire des enfants après le conflit. Pour dire enfin que la confiance réciproque, est la base la plus importante dans le partenariat famille et école (enseignants). Car, tous veulent atteindre le même objectif qui est la réussite scolaire.

III.1.2 Théorie du dialogue

Cette théorie du dialogue est du Riboulet cité par Macaire (F) dans Notre beau métier en 1979. L'auteur met un accent particulier sur cette théorie du dialogue pour la simple raison qu'à l'heure actuelle, il faut savoir que l'intervention de l'enseignant (éducateur) en cette période post-conflit, s'avère très importante et souveraine. Surtout que les droits des enfants sont reconnus par la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant 1990, il a besoin d'être soutenu contre ses fantaisies, les fluctuations continues de sa volonté, la vivacité de son imagination et de ses désirs. A l'heure actuelle, la question de l'éducation des enfants dans le monde, est très capitale et est d'actualité. Après tout ce que les enfants ont vécu, subi et vu, leurs droits ont été systématiquement pillés, foulés au sol. Et pourtant le droit à l'éducation des enfants est reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'homme de 1948. En effet, le droit à l'éducation des enfants en tant de crises récurrentes ou après, doit être respecté par les groupes armés, les gouvernants et la communauté internationale. En outre, il faut savoir dialoguer avec ses enfants, surtout que l'école est démocratique en Centrafrique. Chercher à les brusquer n'est pas la bonne solution autrement dit il faut profiter de leurs bons moments, pour réagir surtout avec tact et délicatesse en instaurant un climat de dialogue, tout ira pour le mieux. Cela leur permettra de se mettre en confiance, une fois de plus de s'ouvrir et de dire leurs préoccupations majeures, leurs soucis, leurs difficultés ce qui les poussent à adopter telle ou telle attitude à l'égard de X ou de Y dans leur environnement social.

En effet, cette manière qui demande beaucoup de finesse et de sagesse de la part des parents comme l'école, est efficace et renforce la confiance de l'enfant, finalement qui est ouvert au dialogue. Avant de devenir éducateur ou enseignant, on est parent d'élèves donc il faut jamais renoncer au dialogue, qui est une arme terrible qui règle les litiges et conflits. C'est pourquoi BELLER, : R (2006) disait qu'il ne faut jamais cesser de dialoguer avec les enfants. Car ils ont aussi des connaissances, des secrets, des soucis, des mauvaises pensées, des plans machiavéliques en instance d'exécution. Donc le fait de dialoguer pourrait tout arranger pour une véritable cohésion sociale, le cas centrafricain. C'est pour dire que pendant et après ces crises militaro-politiques, les enfants en général quel que soit leurs âges, scolarisés ou non scolarisés, ne sont pas épargnés mais ont vécu ces événements malheureux dans leurs chairs. Si bien qu'à l'heure actuelle, beaucoup continue de se souvenir et d'autres parlent de vengeance dans l'avenir, par ce qu'ils sont sérieusement affectés, traumatisés et gardent encore, la séquelle par devers eux. Alors devant cet état de chose, le dialogue est très important pour leur faire oublier ces moments difficiles et redevenir comme un futur bon citoyen de l'avenir. Ce dialogue

doit être franc, ouvert, constructif, guidé par l'esprit de tolérance et, de pardon entre amis. En définitive, le dialogue ne finit jamais, les enseignants, éducateurs, parents qui accompagnent leurs enfants à l'école de nos jours en période post-conflit.

III.1.3 Théorie de modèle

Pour la théorie de Léon (F) citée par Macaire (F) en 1979, « l'éducation se fait beaucoup plus par l'exemple de la parole ». Autrement dit l'éducateur doit servir d'exemple, de modèle aux enfants qui sont à sa charge. Il ne doit jamais en aucun cas se permettre de faire ce qu'il défend aux enfants. Il doit tout faire pour éviter tout ce qui pourrait nuire à leur devenir ou qui pourrait même les choquer, les détourner de leur objectif qui est la réussite scolaire. Par conséquent, il doit tout mettre en œuvre ou en pratique ce qu'il demande aux autres de faire ou de ne pas faire. Exemple l'éducateur en période pré ou post-conflit en Centrafrique en général et à l'Inspection fondamentale 1 en particulier, de ne pas accepter d'être enrôlé librement comme enfant soldat dans les bandes armées ou les rebellions. Car c'est un avenir sans issue qui a des conséquences incalculables dans l'avenir. Expliquer aux élèves les méfaits de la drogue dans la famille et la société dans laquelle nous vivons. Ensuite l'utilisation des armes au sein des établissements scolaires ou faire le braquage à mains armées. Voilà ces quelques exemples, d'ailleurs un dicton dit ceci : « ne faites pas ce que je fais mais faites ce que je dis ». Pédagogiquement on dit que l'enseignant est le reflet de la société. Donc, il doit beaucoup faire attention à son comportement et à son attitude, sa façon de faire à l'école et dans le milieu où il vit. Car, son attitude doit être copiée d'abord par ses élèves et ensuite par la société. Enfin il doit servir d'un bon modèle devant ses élèves pour un lendemain meilleur. Lubich, C (2010) va dans le même sens en disant que « l'éducateur, à l'exemple de Jésus Christ, tout d'abord il donne l'exemple, il incarne lui-même sa doctrine. Il n'impose pas de fardeaux qu'il ne porte lui-même le premier ». C'est pour dire que la tâche première de l'éducateur ne consiste pas à corriger mais plus tôt à éduquer, à montrer leur manière de vie de façon radicale aux enfants afin d'éviter certains obstacles. Ils doivent mettre en pratique eux-mêmes, ce qu'ils demandent qu'on fasse et ensuite aux enfants. Ils doivent expliquer aux enfants l'importance, autrement dit les valeurs sur la sécurité, le pardon la patience, l'ardeur du travail, l'esprit de service, etc... Les éducateurs, malgré leurs traumatismes, les tueries qu'ils ont fait l'objet n'ont demandé aucun franc symbolique à la justice, et n'ont pas abandonné leur travail qui est un sacerdoce devant la nation centrafricaine. Ils ont démontré d'abord leurs valeurs, leurs qualités qui favorisent la cohésion sociale et l'esprit de pardon, abolir dans leurs actes et leurs langages

toutes idées de vengeance et toutes sortes de violence afin de montrer un bon exemple aux enfants.

III.1.4 Théorie de l'altérité

En effet, cette théorie est de Voce, (M) en 2015, disait « l'autre en face de moi est une autre moi-même ». Il faut reconnaître dans l'autre, un frère est un frère, tellement frère, il est moi, qu'il n'y a pas de différence entre lui et moi. C'est si vrai que Dieu nous demande de nous aimer ainsi : « Aime ton prochain comme toi-même ». Cela signifie que c'est ton semblable, l'autre n'est pas étranger, c'est bel et toi, ta ressemblance humaine. Par rapport à notre capacité humaine que Dieu nous a créé, l'intelligence qu'il nous a donné nous permet de vivre en amour afin de comprendre et promouvoir certaines initiatives concrètes et réelles en faveur des autres. C'est-à-dire manifester sa tendresse, son amour franc, s'occuper de quelqu'un en détresse, marquer sa sympathie envers lui. L'altérité ici, produit également la liberté. Par exemple de nos jours, le jeune centrafricain a totalement perdu ses bonnes mœurs. Aujourd'hui pour un rien de tout, l'autre est rancunier et devient subitement un ennemi à abattre. Sur ce, il est important et très urgent de recommencer à aider les jeunes (enfants) à ne pas considérer leurs frères comme des bêtes à abattre ou des ennemis jurés. Car cette intelligence que Dieu nous a fait grâce, c'est de nous aimer sans discrimination, de mon ethnie, de ma religion, de mon école, de mon quartier, etc... Nous constatons maintenant dans la société centrafricaine un net changement des comportements, des façons de faire, de parler, de vivre ensemble. Après ces différentes crises, surtout les jeunes ont totalement perdu de repères. Ils ne savent plus quoi faire maintenant, ils veulent la facilité, la malhonnêteté, la violence, la prise de drogue. C'est pourquoi pour un rien du tout ou objet sans valeur, ils sont capables d'éliminer physiquement sans arrière pensées. Le constat est tellement amer. Car les jeunes sont aussi très faciles à instrumentaliser pour des intérêts égoïstes ou partisans. Alors quelque part, on considère ces jeunes comme des prisonniers de la caverne qui confondent la lumière à l'obscurité, faute de connaissance. Surtout que la pauvreté est grandissante, ils n'ont pas d'emploi et sont prêts à exécuter des ordres qui ne les avantagent pas par ce que le taux d'analphabétisme est tellement élevé. Du coup, ils ne savent comment faire la différence entre le bien et le mal mais prêts à se révolter sans réflexion. Et surtout l'intelligence est innée en tous, mais faute d'instruction et de sagesse il leur manque l'amour du prochain et sont seulement animés par l'instinct de destruction des biens et des personnes

III.1.5 Théorie de la coéducation

De tout temps et même actuellement famille et école Co-éduquent, c'est-à-dire éduquent toujours ensemble, autrement dit du partenariat famille et école à l'heure actuelle où le pays est en train de sortir de ces malheureux événements qu'on ne saurait qualifier qui a affecté tous les tissus socio-économiques, éducatifs, culturels, politiques, sécuritaires. Plus encore l'enfant est prisonnier de ses droits qui sont bel et bien reconnus par les gouvernements et la communauté internationale. L'enfant qui était utilisé pour les intérêts égoïstes, était tout d'abord déboussolé et désorienté de son objectif qui est l'éducation. Mais par rapport à cela, quel genre d'homme nous aurons dans l'avenir ? Pour cela, la théorie de la coéducation de Hum Beeck (B) dit ceci : « le parent et l'enseignant doivent s'accorder pour mettre l'enfant au cœur du processus d'apprentissage et l'éduquer ensemble en se fixant la même finalité. C'est dans cet espace de formation-éducation que l'enseignant d'une part et le parent d'autre part éduquent en respectant les besoins de l'enfant. Ici prend naissance le paradigme de la coéducation qui détermine les relations entre l'école et la famille ». Car, l'enfant de nos jours a besoin d'être considéré, d'avoir une image positive, de lui-même, d'être accepté et assuré par les adultes. Il a aussi besoin de repères de quelqu'un qui lui montre le bon chemin. Alors ceci nous amène à dire aussi que pour bien connaître les vœux de l'enfant, il faut d'abord connaître son for intérieur. C'est pourquoi Jacquin cité par Macaire dit en 1979, « nous même éducateurs, n'agissons efficacement sur l'enfant pour l'aider à monter et à s'épanouir que si nous connaissons bien, non seulement les techniques et les outils à employer, mais surtout l'enfant lui-même, dans sa complexité et sa simplicité ». En effet, le maître a le droit et devoir de faire l'éducation des enfants en situation post-conflit après avoir bien les étudier en classe surtout après tout ce qu'ils ont vécu et vu. Sans cela, comment pourrait-il les éduquer ? C'est ainsi qu'après ces conflits militaro-politiques famille et école ensemble, devront travailler en synergie et chacun doit rester à sa place et jouer son rôle pleinement. De tout ce qui précède, il ressort que toutes ces théories soulignent l'importance de la synergie entre la famille et l'école et les partenaires éducatifs internationaux et nationaux les gouvernements, les religieux aujourd'hui dans une période post-conflit enfin d'éduquer nos désorientés et traumatisés pendant les crises militaro-politiques.

III.1.6 Théorie de l'interdépendance

La théorie de l'interdépendance est de MILAN, (G), 2013. Cet auteur dit que l'éducateur conscient est celui qui sait que ses actions dépendent des actions des autres qu'il ne peut exercer efficacement son action sur l'éducation sur l'éduqué qu'en rapport, en relation, en

interaction avec les autres acteurs de l'éducation. En effet, pour avoir une influence positive sur les enfants en situation post-conflit de nos jours, enseignants, parents d'élèves, voir même les associations à caractère éducatif ou mouvement pour la jeunesse, doivent unir leurs forces et travailler en parfaite collaboration pour le développement de l'enfant centrafricain de demain. A cause du conflit sanglant en Centrafrique qui a affecté tous les tissus socio-économiques éducatifs, culturels et politiques, etc... Les actions des uns dépendent des autres. Car la famille ne peut se passer de l'école qui agit efficacement sur l'enfant en difficulté après la crise militaro-politique. De Beni, M. (2013) dans le même sens disait à travers sa citation : « nous dépendons les uns des autres ! Personne ne suffit à lui-même, ni peut faire sans autre. Famille et école à travers les enseignants sont en interaction réciproque. Car l'éducation la situation des enfants en situation post-conflit ne peut être réussie dans cette dynamique d'interdépendance réciproque ».

En réalité, famille et école se complètent mutuellement dans leurs rôles. Car ce sont les enfants en situation de détresse qui unissent famille et école. L'une ne peut se passer sans l'autre, bien que les parents soient des acteurs premiers et incontournables dans l'éducation de leurs enfants. Ils devront en principe soutenir moralement, financièrement et matériellement les écoles, qui accueillent les enfants en détresse. Car, c'est également leur devoir des parents d'élèves à une époque bien déterminée. Il s'agit déjà ici, d'une marque de confiance que l'école ne doit pas en abuser. Car sans la famille, il n'y aura pas d'enfants à l'école. Surtout que les parents et les enfants gardent encore les mauvais souvenirs des exactions, des enrôlements de force dans les groupes armés, des destructions des bâtiments scolaires, etc..., les parents sont partagés entre le désir et le refus de ramener les enfants à l'école. Mais finalement par suite d'une large sensibilisation et d'assurance les parents décident de renvoyer leurs enfants à l'école, par ce que sans école les enfants n'auront pas l'instruction et l'éducation et la formation.

III.1.7 Théorie de l'urgence et du dialogue permanent

En effet, la nécessité de l'urgence et du dialogue permanent n'est pas à négliger. Car elle revêt d'une importance capitale. Surtout à l'heure actuelle, si on parle d'un cadre permanent de concertation et de dialogue pour la résolution définitive de ce conflit militaro-politique. L'enfant qui est la première victime acteur principal et privé de tous ses droits de l'enfant, doit être respecté et protégé par rapport à son éducation qui est négativement affectée et hypothéquée. Car son éducation ne se limite pas seulement aux disciplines scolaires, aux dialogues interculturels mais au-delà de la réconciliation nationale. C'est pour dire que

l'urgence du dialogue permanent exige un minimum d'implication, qui vise à couper les racines de l'obscurantisme, de l'analphabétisme, de la haine, de la peur du ressentiment, de la non-tolérance, etc. ... Car l'enfant dans la société centrafricaine est l'avenir du pays ainsi il est urgent que tout le monde se concertent pour l'éduquer. Chiaraa Lubich écrivait fermement convaincu et pleine d'espérance après les attentats du 11 Septembre 2001 à New-York et les interventions militaires en Afghanistan en 2001, et en IRAK en 2003 dit ceci : « Ne capitulons pas ! (...). Nombreux sont les signes qui montrent que de la grave conjoncture internationale peut finalement émerger une conscience nouvelle, d'où la nécessité de travailler ensemble pour le bien commun des peuples riches et moins riches, possédant des armements sophistiqués ou non sophistiqués et pratiquant ou non une religion. Dans le contexte actuel, nous sommes tous interpellés par rapport à l'idée de cet auteur de faire appel à notre conscience, de s'interroger sur l'éducation de nos enfants d'aujourd'hui. Nous devons nous questionner pour voir quelle formule étudiée ou quelle stratégie mettre en place afin de palier à l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique. Mais avant cela le problème de transformation de la mentalité prélogique n'est pas à ignorer. Car le cœur avant tout, doit être désarmé. Par ce que c'est le cœur de l'homme qui naît de mal. L'esprit des atrocités des exactions de la vengeance prend toujours naissance dans le cœur de l'homme meurtri. Alors pour ôter l'esprit de danger des conflits militaro-politiques, les rebellions de la guerre avant toutes les conséquences, il est très urgent et constamment de dialoguer afin d'enlever l'esprit d'agression et reconstruire la conscience nationale.

III.2 THEORIE FONCTIONNALISTE

Concernant notre sujet de thèse, nous avons jugé nécessaire également de toucher la théorie fonctionnaliste qui cadre bien avec notre travail de recherche. En effet, plusieurs analyses sociologiques démontrent que cette théorie repose sur quelques principes de base de la société dans laquelle, vivent les individus et qu'il est nécessaire de chercher à les comprendre, et enfin les analyser au bénéfice de la société contemporaine. Selon Emile Durkheim (1917), cette théorie fonctionnaliste doit maintenir la cohésion sociale afin de bien fonctionner.

III.2.1 Son rôle

En effet, le rôle de cette théorie actuellement est assuré par les institutions sociales qui ont pour mission de former la société dans laquelle nous vivons. Car elles exercent

effectivement un rôle non négligeable, structurant sur la pensée et les comportements antisociaux des individus. Nous remarquons beaucoup de mauvaises conduites, de mauvais comportements dans les relations interpersonnelles, quelques fois qui sont à l'origine des discordes, des désaccords, finalement qui découlent sur les transgressions de bonnes règles qui régissent la société. C'est le cas actuellement de ce qui se passe en général dans les sociétés africaines et en particulier la société Centrafricaine en perte de repère et de la cohésion sociale. Aussi le fonctionnalisme accorde un rôle essentiel aux institutions dans l'existence de la vie sociale.

III.2.2 Etat de cohésion sociale

Par rapport à l'état de cohésion sociale, il n'est jamais parfaitement atteint son programme puisque beaucoup de problème surgissent et persistent sans arrêt dans la société. Par exemple le problème de violence en milieu scolaire centrafricain est récurrent avec ses effets négatifs sur les élèves, parents d'élèves et enseignants. Selon BANYAMBO et al (2008), la violence en milieu scolaire centrafricain précisément est un fléau, un mal profond qui gangrène les institutions telles que l'école qu'il faut chercher à trouver une solution adéquate. En effet, l'école en tant que institution est un lieu, un endroit approprié destiné à éduquer, instruire et enfin former les apprenants, qui reflèteront de bons citoyens, capables de travailler en parfaite harmonie avec les autres afin de développer leur pays. Il faut comprendre que « la violence appelle la violence » mais si c'est dans une société organisée et bien structurée, on ne peut pas prétendre tout régler par la violence. Car, il y a des normes, des règles qui définissent le bon fonctionnement des institutions telles que l'école l'Université, etc. ... À travers l'école, on apprend aux enfants à ne pas répondre automatiquement par la violence mais par le dialogue, pour renforcer la cohésion sociale qui débouchera sur une paix durable au sein de la société toute entière. Si les problèmes ne seraient pas vite déceler pour trouver des solutions, alors ce qui engendraient d'autres petits problèmes sociaux graves avec des conséquences sur la paisible population. Ceux-ci pourraient aussi provoquer des dysfonctionnements des institutions censées, formées des individus pour un lendemain meilleur. Sur ce, les institutions devront alors constamment se réajuster afin de régler autant que possible les problèmes sociaux par exemple l'inégalité sociale, la corruption, le harcèlement sexuel en milieu scolaire, etc... Et ainsi préserver l'unité nationale qui est considérée comme le socle du développement du pays et également, la paix durable, et la cohésion sociale.

III.2.3 L'utilité des institutions sociales

Dans le cadre de notre travail portant sur l'encrage théorique qui revêt un caractère très important, le fonctionnalisme vise à appréhender l'univers dans lequel les individus vivent. Il recherche également à préserver surtout la cohésion sociale qui n'est pas à négliger. Sans la théorie fonctionnaliste, les individus n'auront pas cette chance de dialoguer franchement entre eux. Pour cela, l'apport des institutions sociales est très utile dans la société. Si effectivement il y a des difficultés sociales, alors il faut qu'une institution par exemple le Médiateur en Centrafrique devrait apporter sa pierre à l'édifice national à travers un dialogue franc, inclusif, réunissant toutes les couches de la société toute entière afin d'apaiser les tensions sociales, aboutissant à une solution définitive.

En effet, le fonctionnalisme n'est pas seulement une théorie sociologique permettant de comprendre le fonctionnement global d'une société telle que la société centrafricaine. Il est également un cadre d'analyse de différents problèmes sociaux, qui existent dans cette société gangrénée par la pauvreté grandissante, l'insécurité dans certaines zones rurales aux alentours de Bangui la délinquance juvénile, le banditisme, le vagabondage sexuel. Selon la perspective fonctionnaliste, l'analyse d'un problème social se fait par le biais de ces quelques interrogations par exemple quel est le problème social préoccupant ? Alors pour répondre à un problème, il faut d'emblée analyser et identifier avant de soumettre à l'étude. En effet, un problème tel qu'il soit est un phénomène ou une situation telle que le vol à mains armées, le vol des motos ou voitures, etc. ... actuellement dans la ville de Bangui avec ses conséquences négatives sur la société.

Mais finalement d'où vient par exemple le problème ? Puisqu'un problème social n'a jamais été solutionnée, par ce qu'il n'est pas bien identifié et cerné pour afin être traité. Alors cela ne peut qu'engendrer d'autres problèmes sociaux avec des effets négatifs sur l'ensemble de la société. Car en réalité, il n'a jamais eu une cause unique, ainsi il faut identifier l'ensemble des institutions qui sont responsables dans la société. Mais il faut savoir aussi que dans cette théorie fonctionnaliste, ce ne sont pas tous les individus qui créent les problèmes mais le fait que les institutions peuvent les inciter à changer de comportement sous forme de problématique. De tout ce qui précède, comment régler le problème social ? Pour enfin régler un problème social, il serait très important de rétablir tout d'abord le problème d'intégration sociale. Ainsi les institutions sociales sont obligées de s'impliquer d'avantage pour modifier les valeurs ou les modèles de comportements antisociaux des individus.

III.2.4 bouleversement des institutions : cas de l'école KOUDOUKOU et GBAYA DOMBIA

Les institutions ne peuvent véritablement pas assurer leurs fonctions d'intégration sociale et également de contrôle social de manière adéquate, lors qu'elles connaissent certains bouleversements. Prenons les cas des quelques écoles fondamentales de la ville de Bangui telles que : École KOUDOUKOU et école GBAYA-DOMBIA. En effet, ces deux écoles ont de sérieux problèmes pour assumer pleinement leurs rôles en tant qu'institutions. Nous remarquons dans ces écoles que la plus part des élèves, ont tellement subis les exactions des chocs, des sévices corporels, des traumatismes psychologiques, etc... à cause des événements malheureux que le pays a vécu à un moment récent. Les élèves qui étaient dans les mêmes établissements se voyaient en chien de faïence. Ils étaient purement et simplement divisés de telle sorte qu'un grand climat de méfiance régnait parmi eux. Alors les écoles ont le droit et devoir de tout faire pour inculquer des règles de bonnes conduites, afin d'aboutir à une véritable intégration sociale parmi les individus. Si les problèmes sociaux résultent de l'incapacité des institutions à convaincre les personnes, à se conformer aux valeurs, aux modèles de comportements ou aux buts socialement acceptables, c'est que l'intégration sociale a subis un cuisant échec.

III.3 LA QUESTION DE L'EDUCATION POST-CONFLIT EN CENTRAFRIQUE

Comme nous l'avons toujours souligné, le système éducatif Centrafricain est un héritage du système éducatif français depuis la colonisation. Pour le moment, les partenaires techniques et financiers du dit système, tiennent coûte que coûte développer ce secteur de l'éducation considéré comme le socle du développement durable de l'humanité. Ainsi donc, un nouveau système est mis en place en tenant compte des besoins réels du pays. En effet, nul n'est censé ignorer que la crise militaro-politique est avant tout une crise de mentalité prélogique, alors il faut mettre un accent particulier sur ce secteur de l'éducation afin de créer un climat véritable, capital humain qui sera le seul moyen de redécollage économique et social du pays

III.3.1 DEFINITIONS DES VARIABLES

III.3.1.1 Les finalités éducatives

Les finalités éducatives dans le contexte actuel est une politique éducative définie pour faire intégrer l'individu dans la société où il vit. Car, l'école qui est l'endroit choisit pour éduquer, former et instruire doit préparer la nouvelle génération consciente d'aujourd'hui. L'enseignement au niveau de l'école servira à cette jeunesse d'avenir d'élites responsables, capables de relever les défis qui se pointent à l'horizon, pour un développement durable de l'homme. Les finalités éducatives, c'est en quelque sorte aussi les objectifs que l'éducation nationale voulait atteindre. Par exemple à la fin de l'année scolaire, l'élève doit être capable d'écrire correctement le français qui est la langue d'apprentissage de parler couramment et de calculer. Dans la vie courante, les mathématiques lui serviront à faire la comptabilité pour bien se gérer. Donc, le rôle que l'école joue par rapport aux finalités éducatives est très important. Car nous devons nous interroger par exemple sur quel type d'hommes formés et pour quelle société ? Alors, l'école ne doit pas se contenter à éduquer, former et instruire mais les finalités éducatives c'est qu'après ces études que ces hommes et filles trouvent un emploi adéquat par rapport aux réalités socio-économiques, culturelles, artistiques et politiques de leur pays. En effet, les finalités éducatives visent à transformer l'homme pour devenir responsable, cadre compétent pour le développement de son pays.

Par exemple, l'éducation est une activité humaine qui ne peut s'exercer autrement dit se réaliser sans savoir là où on va. Une politique éducative sans finalité est, ressemble à un aveugle. Autrement dit une politique éducative qui n'a pas d'avenir de la nouvelle génération. En effet, il est important de déterminer avant tout les finalités de l'action éducative. Ainsi donc, les finalités éducatives en tant que politique éducative définie vise à améliorer les conditions d'existences de tous ceux qui ont été à l'école pour être de bons citoyens, responsables afin de développer leur pays.

III.3.1.2 Le programme scolaire adapté

Le mot programme vient du programme latin Origine du verbe currere latin, qui veut dire la course. Car, il fait référence au cours, le chemin, le mode de vie ou les activités que mènent une personne ou un groupe de personnes, (Gordon, cite Ferraco 2005, p54) , selon le dictionnaire Aurelio de la langue portugaise Ferreira (1986 p, 512) est un programme défini comme « partie d'un cours littéraire les questions d'un cours ».

Selon Zotti (2008) le terme a été utilisé pour caractériser un plan d'études structuré en 1963, Oxford/dictionnaryingles. Il est important de savoir que le programme scolaire ne peut être conçu de manière fragmentaire avec, de façon traditionnelle. Il devrait faire l'objet d'une

longue réflexion afin de créer les conditions de possibilités de connaissances aux apprenants à la recherche de la couverture et de répondre aux différentes réalités sociales existantes de façon significative démocratique, inclusive, éthique et morale. Le programme est la transformation non seulement en ce qui concerne changer de direction mais chercher de nouvelles alternatives, de nouvelles pistes de nouveaux objectifs et de nouvelles réalisations adaptées aux réalités. Le programme ici est en fait modifier ce qui est révolu par exemple, un ancien programme à un enseignement qualitatif et l'apprentissage. Dans l'élaboration d'un programme, on fait toujours allusion à une tradition sélective, la vision d'un groupe. Au fait, il est produit par les crises des conflits, les tensions et évidemment les engagements qui organisent et désorganisent un peuple politique et économique (Apille, 2000 p53). Le programme est la voie que mène un élève durant toute sa vie scolaire par rapport aux contenus appropriés sur les activités scolaires.

Sacristains et Gomez (1998, p.125) stipule que : « l'éducation est une voie pour les étudiants/eux et le programme est son contenu, guide vos projets pour l'éducation »

Dans les établissements scolaires, le programme devrait jouer un rôle éducatif, formateur, social et culturel. Il est important de rappeler que les données ont changé, c'est pourquoi on a inséré dans le domaine de l'éducation le terme a plusieurs définitions à travers l'histoire de l'éducation. Un peu plus tard, le programme prendra une autre signification qui comprend non seulement des connaissances académiques, mais aussi les expériences d'apprentissage. Ainsi, le programme scolaire implique également la construction et l'amélioration nécessaire au développement du sujet. Selon Moreira et Candau (2008, p.18), l'adaptation d'un programme scolaire favorise la compréhension des différences dans le secteur de l'éducation où il est analysé que les écoles où cherchent à acquérir de telle, adaptations scolaires sont des écoles capables de respecter la multiplicité des sujets qui la composent en salle.

Le mot programme scolaire adapté ici, est en quelque sorte un ensemble des acquis des connaissances pour atteindre les objectifs pédagogiques fixés. En effet, un programme scolaire adapté est l'ensemble des matières, disciplines retenues et adaptables aux réalités locales du pays. En outre, un programme scolaire adapté est un chemin tracé à suivre, autrement dit un axe important dans la réalisation des objectifs établis dans l'école qui doit être repensées analysés conçus et planifiés collectivement dans la poursuite afin d'obtenir en enseignement/apprentissage constructif. Ainsi, nous pensons que le programme scolaire adapté doit être conçu pour répondre aux besoins réels de la société. Il doit également couvrir la diversité culturelle, sociale de chaque élève sur le plan cognitif et émotionnel.

III.3.1.4 Types de méthode pédagogique

Il existe plusieurs méthodes pédagogiques. Mais nous n'allons pas nous attarder à citer tous. Disons tout simplement que le plus souvent une méthode pédagogique instaure des relations professeur/élèves ou élèves/élèves, ou encore savoir/élèves qui sont particulières et distinctives des autres. En effet, les méthodes d'enseignement ou style d'enseignement font partie de la méthode pédagogique et ont toujours pour objectif d'être rentables efficaces. L'enseignant ou encore le pédagogue qui est un technicien du terrain se demandera évidemment sur quelles stratégies d'enseignements à adopter pour transmettre les connaissances à ses élèves.

En d'autres termes, une méthode pédagogique est une technique pédagogique permettant à l'enseignant de bien enseigner. Parmi ces méthodes pédagogiques à utiliser, elles vont se caractériser et se différencier le plus souvent les unes des autres par les différentes relations qu'elles instaurent entre le professeur et les apprenants. Car, les méthodes et les techniques ne valent que ce qui vaut son utilisateur (TEGUEDERE). Autrement dit, une méthode n'est pas mauvaise en soi, elle est efficace si celui qui en fait usage a des talents et la maîtrise. Par exemple la pédagogie par objectifs qui stipule « Il s'agit pour les enseignants de préciser les objectifs qu'ils cherchent à faire atteindre aux élèves et à définir des objectifs à choisir des méthodes appropriées pour atteindre les objectifs opérationnels fixés et en prévoir l'évaluation pertinente » (Bloom et de Landshare). Disons que cette méthode de structuration des contenus propose aux enseignants de définir les objectifs pédagogiques en termes de comportements observables de l'élève de manière à évaluer par rapport à l'efficacité de l'action.

III.3.1.5 Les qualités de l'enseignant

Tous les pays du monde n'ont pas la même conception de ce que veut dire la qualité. Les différents acteurs de l'éducation et organisation ont aussi leur propre définition. Pourtant, ils s'accordent souvent sur trois grands principes : le besoin de pertinence, d'équité, sur le plan de l'accès et des résultats ainsi que d'un véritable respect des droits individuels.

Un bon enseignant doit avoir les qualités requises. C'est-à-dire il doit parvenir à créer constamment un équilibre entre ces qualités essentielles, la maîtrise de soi et de ses matières à enseigner des compétences didactiques et pédagogiques, la capacité de construire une relation avec les élèves et leurs familles, surtout avoir confiance dans le potentiel des élèves à progresser. Pour intéresser les élèves, leur inspirer confiance il faut un minimum des qualités intellectuelles et des savoir académiques. L'enseignant qui est aussi un universitaire doit beaucoup se cultiver pour répondre à n'importe quelle question posée par élèves. Lors de son

enseignement/apprentissage, il doit prouver aux élèves qu'il maîtrise bien sa leçon et non de balbutier devant eux. Pour cela, il doit beaucoup consacrer son temps à son métier. Car c'est un métier qui s'apprend, mais ne s'improvise pas. On a besoin d'une solide formation et l'aide des collègues chevronnés et expérimentés.

En effet, la qualité de l'enseignement constitue un des piliers des systèmes éducatifs. Il y a dix qualités d'un bon enseignant qui sont les suivantes :

➤ **Objectif : réussite**

Pour réussir, l'élève doit-être régulier à l'école et constamment suivre les conseils pratiques de l'enseignement.

➤ **Dynamisme**

En classe, l'enseignant est le maître de sa classe. Il doit avoir l'œil sur tout le monde et porter une attention particulière à chacun de ses élèves. Il doit choisir un temps de porter mains fortes à ses élèves de manière personnalisée pour rattraper leur retard.

➤ **Gestion de la classe**

La gestion de la classe doit être convenable. Car, il existe plusieurs facteurs sociaux / familiaux qui ont un impact sur le comportement des élèves perturbateurs. Pour cela, il doit être à l'écoute de ses élèves. Mais, l'indiscipline peut être aussi causée par un enseignant lui-même.

➤ **Formation continue**

Tout enseignant doit toujours continuer à avancer dans les études, ou la formation continue. Au fil du temps, il aura des difficultés dans l'exercice de son métier.

➤ **Valorisation**

De nos jours, avec l'évolution des mœurs, l'éducation doit se valoriser. Car il faut valoriser le métier d'enseignant. Ce dernier ne doit pas seulement à se cantonner d'occuper uniquement ses élèves et de sa classe avant de rentrer tranquillement à la maison.

➤ **Conseiller**

L'enseignant est le reflet de la société. Il peut être un bon conseiller et un modèle pour ses élèves. Selon le pédagogue Ravind Gajeelee, l'enseignant peut agir comme un médiateur pour les élèves qui rencontrent des problèmes familiaux. Dans certaines situations, il est la personne la mieux placée pour solutionner certaines situations délicates.

➤ **Former**

Chaque enseignant doit subir une formation continue qui sera axée sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

➤ **Patience**

Dans le domaine de l'enseignement, la patience est un outil de savoir. Elle est la marque de l'enseignant expérimenté qui a mûri, avec son métier. Face aux crises des troubles souvent délibérés, souvent il garde son calme, ce qui inspire respect et admiration.

➤ **Écoute**

Il est toujours à l'écoute. Car enseigner c'est communiquer. L'écoute fait partie intégrante de la stratégie de communication BasheerT, précise que celui qui n'est pas disposé à écouter ne peut communiquer avec succès. L'écoute permet à tout enseignant d'auto évaluer sa pédagogie et de transmettre les connaissances aux apprenants. Ainsi, La qualité de l'écoute est très importante pour l'enseignant.

➤ **Respect**

Le respect est mutuel et se cultive. Car, il se mérite également on ne peut être respecté si on ne se respecte même pas. Pour cela, le respect à un enseignant par rapport au rôle qu'il joue à l'école et dans la société est très apprécié. Le respect se construit toujours par de gestes, des mots parfois anodins comme « bonjour » et « merci

III.3.1.6 La qualité du recrutement des élèves et enseignants

Le recrutement ici est une étape plus ou moins difficile, qui consiste à sélectionner des personnes en entrant nouvellement dans la profession de l'enseignant. Ce recrutement ne porte pas seulement sur les personnes, mais aussi sur les enfants en âge d'aller l'école ou qui veulent fréquenter dans d'autres établissements scolaires. Mais le problème qui se pose ici, c'est la difficile question surtout du niveau des personnes qui veulent exercer le métier d'enseignant.

Bien que la qualité du recrutement de l'enseignant dépende de nombreuses variables dont les relations sont parfois difficiles au niveau de la formation professionnelle, de l'attitude et investissement personnel réel de l'enseignant etc... Alors les relations entre l'efficacité de l'enseignant et le niveau que la qualité de sa formation existe. En effet, il y a plusieurs étapes qui sont importantes à la production des enseignants, détenteurs d'un certain minimum de connaissance. Car la sélection des candidats au métier doit obéir à certaines démarches qui prouvent qu'ils auront la maîtrise et la connaissance de la langue à enseigner.

Disons aussi que le recrutement qui est une étape importante à la sélection des enseignants, qui ont un bon profil doit se faire dans l'intérêt des élèves et enseignants.

Dans des contextes où l'expansion du système scolaire est si rapide, il est aussi essentiel de mesurer les capacités des centres de formations et les coûts supplémentaires générés par ce recrutement.

Comme nous l'avons souligné ci-haut, le recrutement par rapport à sa qualité, est une démarche d'adaptation entre les besoins réels et l'offre. C'est un processus par lequel on fait appel aux candidats potentiels à un poste de travail dans une entreprise ou d'une organisation. Par exemple au niveau de l'éducation, le recrutement est très important. Il s'agit d'une planification en amont pour le recrutement des enseignants qualifiés au sein des établissements scolaires. En effet, certaines étapes doivent être considérées, c'est-à-dire la détection des besoins, la détermination des profils requis, la sélection et le recrutement.

Par rapport aux profils des futurs enseignants, l'attention est beaucoup plus portée du côté académique. Car, un minimum de niveau requis pour être enseignant est souvent douteux. Au niveau de la sélection, le plus commode face à un recrutement massif, est le concours sur le contenu. C'est après ces étapes énumérées qu'on peut maintenant commencer le recrutement des enseignants dont la qualité des relations du comportement, l'attitude nécessaire ne sont pas à négliger pour développer une qualité de l'enseignement. N'oublions pas aussi que le recrutement peut se faire à trois niveaux ; niveau national, niveau régional et niveau de l'établissement scolaire par le directeur de l'établissement.

III.3.1.7 Les types d'évaluation

Les évaluations sont d'abord les différents tests que l'enseignant fait pour jauger le niveau des acquis des élèves. En effet, il existe plusieurs types d'évaluations des apprentissages. Car, l'évaluation des apprentissages est un élément indispensable de tout plan sectoriel pour l'éducation.

Il y a d'abord :

- Tests examens

Ces tests c'est-à-dire interrogations, orales ou écrites (les devoirs sur table) peuvent être formatifs ou sommatifs en fonction de la manière dont les résultats de l'évaluation sont utilisés et à quel moment indiqué. Tout d'abord, l'enseignant commence par les tests formatifs qui sont diagnostiqués pour savoir si la leçon enseignée est comprise par les élèves, s'assurer évidemment du bon déroulement de son enseignement. Dans ce cas contraire, il faut toute foi apporter des modifications ou changer de méthode pédagogique appropriée pour sa leçon. Mais n'oublions pas aussi que ces évaluations formatives peuvent subir également des formes diverses par exemple des devoirs à la maison, des projets ou des exposés.

Par conséquent les évaluations sommatives sont toutefois faites à la fin du semestre ou de l'année pour déterminer les résultats scolaires.

- Évaluations sommatives

Elles peuvent aussi être utilisées pour avoir des informations sûres et nettes sur l'efficacité d'un programme d'enseignement. En principe, les examens publics servent tout simplement à se rendre compte si l'élève a un bon niveau d'instructions. Au cours de ses études pour le faire admettre en classe supérieure. Les résultats des examens de fin d'année démontrent bien si les écoles respectent le programme établi par le département en charge de l'éducation nationale et si les enseignants ont très bien exercé leur métier d'enseignant à leurs cours.

- Évaluations à grande échelle

Les évaluations dont on fait allusion sont d'abord nationales régionales et internationales à grande échelle. Elles servent à évaluer surtout les résultats obtenus dans un système éducatif par le biais des instruments qui apportent des éléments sur les niveaux de réussite des élèves dans les domaines d'apprentissage spécifiques. En outre, les évaluations nationales également peuvent être utilisées afin de permettre l'analyse du dit système parmi les pays. Concernant les évaluations régionales et internationales (évaluations transnationales) d'office peuvent faire l'objet d'une évaluation comparative entre les pays. Car, elles évaluent généralement un échantillon statistiquement représentatif des élèves. En effet, les résultats de ce type d'évaluation permettent de comprendre comment les élèves peuvent sans difficulté dans ce système et favorisent aussi l'explication pourquoi quelques élèves obtiennent de bons résultats par rapport aux autres. En outre, l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU) a identifié neuf évaluations transnationales des apprentissages qui respectent également les critères de mesure de l'indicateur de l'objectif de développement durable.

- Évaluations internationales à grande échelle

En effet, le programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) avait également mené une recherche par l'organisation de coopération et développement économiques (OCDE). Le programme c'est-à-dire (PISA) teste les acquis et compétences des élèves d'au moins de 15 ans environ. Les tests PISA évaluent l'aptitude des élèves à appliquer leurs connaissances à des situations de la vie réelle. Ensuite des informations contextuelles sont collectées à l'aide des questionnaires.

III.4 CLARIFICATION DES CONCEPTS

Dans le cadre de notre étude, il serait très important de définir certains mots clés qui portent à confusion afin de faciliter une bonne compréhension à nos lecteurs. Selon Durkheim (1977) : « la première démarche du sociologue consiste avant tout à définir les choses dont il

traite afin que l'on sache bien de quoi il est question ».Éducation, selon STUART Mil cité par TREMBLAY (2000) : le mot éducation a été parfois employé dans un sens très étendu pour désigner l'ensemble des influences que la nature ou les hommes peuvent exercer soit sur notre intelligence soit sur notre volonté. Dans son acception la plus large elle comprend même les effets immédiats indirects produits sur le caractère et sur les facultés de l'homme par des choses dont le but est tout différent ; par les lois par les formes du gouvernement les arts industriels et même par es faits physiques indépendants de la volonté de l'homme tels le climat de sol et la position locale ; mais cette définition comprend des faits tout à fait disparates et que l'on ne peut pas réunir sous un même vocable sans exposer à des confusions

D'une manière étymologique le mot éducation vient du mot latin "éducare" signifie élever les animaux domestiques, les animaux et également s'occuper des mineurs dans le domaine du savoir, savoir-faire et savoir-être. En effet, elle est l'action d'amener quelqu'un à quitter son état initial ou primitif à l'état nature ou civilise. Autrement dit quelqu'un qui se trouve avec ses tares, ses défauts, ses mauvais comportements et adopter un comportement raisonnable et sociable afin de devenir un bon citoyen ; comme nous l'avons fait remarquer plus haut si nous prenons l'exemple d'une éducation rigide comparée au dressage des enfants qui consiste à transmettre également les connaissances quel que soit le degré de cette éducation, le but c'est tout simplement de modeler l'homme de le façonner pour son meilleur devenir. Toujours dans le cadre du dressage, les bœufs peuvent être dressés pour les travaux champêtres et encore l'ami intime de l'homme ou son compagnon direct peut également subir un dressage pour la surveillance, les empêches et même pour la chasse ou feu de brousse. Cela se passe beaucoup dans les campagnes surtout dans la société traditionnelle centrafricaine.

➤ **Selon MIALARET (1974) :**

« L'éducation c'est agir sur lui de telle sorte qu'à la fin du processus, il soit autant que faire se peut à l'image qu'on s'est faite de l'homme éduqué ». En effet, l'action de l'éducation sur les hommes en général et sur un enfant est en quelque sorte un déclenchement de processus qui pèse sur la personne en question. Les résultats de cette action éducative autrement dit de ce processus entamé fait de l'homme ou de l'enfant une personne bien éduquée et bien instruite. Si nous reprenons encore Durkheim (1911) « l'éducation transmise par une personne bien éduquée ou un adulte considérée comme une action sur un enfant ou bien par une génération adulte à une génération future pour leur évolution est très importante. Il faut comprendre que l'action exercée sur le jeune depuis sa conception continue selon les différentes étapes de son

évolution jusqu'à la maturité ... ». Par conséquent l'éducation reçue depuis la naissance si elle est bonne produira des effets positifs dans la vie de l'individu à tous les niveaux. Elle lui servira également de leçons d'avenir pour surmonter les difficultés qu'il rencontrera sur son avenir ou sur son parcours. Cela signifie qu'il peut faire la part des choses c'est-à-dire discerner le bien et du mal par rapport à sa position sociale. C'est effectivement ce que LOWE (1984) disait que : « c'est une communication planifiée et suivie qui suscite l'apprentissage ».

Mais sachons que l'éducation dépend du milieu où on la transmet. Pour cela, on parle de l'éducation à la vie familiale c'est-à-dire qui se transmet au cercle familial autrement dit dans la famille basée plus sur le père et la mère. En effet, dans les sociétés initiatiques africaines à travers le camp en brousse, on apprend aux initiés la chasse, la pêche, habileté etc. Cette forme d'éducation prépare le jeune à affronter la vie par les cornes. Le jeune doit comprendre que la vie de sa famille ou son ménage dépend de l'application des règles ou secrets de cette initiation. Par exemple pour faire la chasse, il doit respecter et mettre en pratique certains consignes ou secrets qu'on lui a transmis pour tuer les gibiers afin de nourrir sa fiancée ou sa famille.

En outre, l'éducation civique ou éducation morale actuellement prépare l'enfant à respecter les règles, qui régissent la société dans laquelle il vit et les édifices publics c'est-à-dire les biens publics tels que les maisons administratives, les immeubles, les établissements scolaires et universitaires, les hôpitaux, les marchés publics etc... à travers celles-ci, il doit nécessairement connaître ses droits et devoirs vis-à-vis de l'État ou de ses chefs hiérarchiques pour celui qui travaille. Par conséquent, l'homme en général accomplit ses devoirs civiques sans ambages, payer ses taxes et impôts, douanes, exprimer son suffrage universel concernant les élections, participer et animer la vie de la cité. Par rapport à tous ceux-ci, il faut une connaissance objective des lois et règlements pour vivre comme un bon citoyen. Car il est dit que personne n'ignore la loi qui fait partie de l'éducation civique dans les sociétés dites civilisées actuelles. Par le biais de l'éducation à la citoyenneté pour le cas centrafricain à l'école, on inculque aux enfants les bonnes règles ou habitants qui régissent la vie sociale actuelle divisée par les conflits militaro-politiques sur les règles telles que les droits de l'homme, la justice, le pardon, la tolérance, la cohésion sociale, le dialogue intellectuel, l'honnêteté, l'intégrité, la paix, la patrie etc... Toutes les valeurs nationales citées ci-haut doivent être transmises ou inculquées aux enfants pour devenir un homme nouveau avec une neutralité logique et rationnelle afin de relever les défis qui s'imposent à la RCA.

S'agissant de l'éducation religieuse elle transmet des connaissances bibliques à l'enfant sur la base des valeurs religieuses et facilite l'acceptation d'autres religions. Cette éducation

religieuse prône le pardon, l'amour, la tolérance, la non-violence dans n'importe quel milieu. A cause de la guerre civile, la société divisée doit désormais être unie sur la base du pardon même si on est touché ou victime. En effet, l'éducation religieuse dispensée à l'école à travers l'instruction religieuse, vise la formation intellectuelle des enfants pour un lendemain meilleur. La plus part de ceux qui ont subi une éducation religieuse sont différents par rapport aux autres, même dans les milieux confessionnels ou milieux publics leurs façons de faire sont également différents des autres. Car on constate que ce sont des gens qui sont compréhensifs et respectueux acceptent facilement le pardon du mal qu'ils ont subi. Mais il faut savoir que la prise en charge de certains programmes religieux dans les nouveaux programmes actuellement pose problème. Ils feront l'objet tôt ou tard d'une réflexion, afin d'insérer ces programmes par rapport aux réalités culturelles.

D'autre part, l'éducation spécialisée consiste ici à s'occuper véritablement de la prise en charge des enfants, qui en difficultés physiques ou mentales retirés de leurs familles pour raison judiciaire. Les centres de rééducation psychosociale s'occupent de ses cas ou bien les prennent en charge, en leur apportant des soins médicaux surtout pour les handicapés moteurs ou physiques. Il faut comprendre aussi que la rééducation ici, est également une éducation spécialisée qui consiste à donner une éducation spécifique, spéciale et surveillée à un enfant qui a subi une éducation bâclée au départ. Mais nous ne pouvons pas oublier aussi l'éducation parallèle ou éducation extrascolaire dans la rue ou d'autres lieux mais pas à l'école qui est l'endroit indiqué. Les enfants avant, pendant et après les conflits, reçoivent une éducation qui les transforme. En ce sens qu'ils deviennent belliqueux, arrogants, irrespectueux, impolis et mêmes prêts à agresser, soit en armes ou en mains nues si possible à tuer les personnes bien assises pour leurs biens sans regret. Dans la plus part du temps, ces enfants ne sont jamais à l'écoute des grandes personnes, ils font ce qui leur viennent tout simplement de la tête avec des écarts de langage des coiffures grossières, des gestes obscènes, des habits qui laissent voir leurs bas ventres ou d'autres parties du corps, le vol, la débauche, le vandalisme etc...

N'oublions pas aussi qu'il y a l'éducation informelle et l'éducation formelle. Quant à l'éducation supplémentaire est celle qu'un enfant ou un individu reçoit de plus sur la première qu'il avait déjà acquis durant des étapes dans sa vie quotidienne aux connaissances reçues à l'école. C'est pour dire qu'en plus de l'éducation scolaire à travers les conseils pédagogiques et les disciplines telles que le français, mathématique et éveil. Il complète encore son éducation avec d'autres formes d'éducation.

S'agissant de l'éducation scolaire ou formelle reçue à l'école, dominée par l'instruction et la formation à la vie pratique, elle est généralement caractérisée par des instructions

officielles contenant tous les programmes, horaires, méthodes à appliquer. C'est à travers cette forme d'éducation, que l'enfant manipule la langue française ou anglaise, démontre ou résout les problèmes mathématiquement de la vie courante, enfin comprendre par exemple les sciences telles que la leçon des choses, la géographie, l'histoire, l'agriculture qui font partie de l'éveil, chose importante, c'est que de nos jours on distingue deux types d'éducation. Il s'agit tout d'abord de : l'éducation traditionnelle et enfin de l'éducation moderne ou éducation scolaire notre espoir qui est beaucoup plus basée sur le savoir, savoir-faire et le savoir-être. Avant tout, l'éducation moderne ou nouvelle dont l'initiateur fut Adolphe FERRIERE. Il y a une opposition entre les deux types d'éducation. Selon l'inspirateur, l'éducation est incontournable. Il mettait un accent particulier sur le rôle joué par la personne qui transmet ou le détenteur du savoir. Car ici c'est l'enfant qui est l'artisan de cette éducation, parce qu'elle prend en compte les intérêts, la volonté, toutes les activités et sur âge. Mais avec l'éducation scolaire, c'est plutôt l'enfant qui est l'artisan de sa propre éducation et le maître ici joue simplement le rôle de guide, de conseiller. C'est l'enfant plus qui découvre, agit et s'instruit dans ce qu'on appelle 'l'école nouvelle notre espoir'.

Au regard de tout ce précède, l'éducation selon Durkheim en tant qu'action ou processus exercé sur un individu a finalement beaucoup de définitions ou approches notionnelles. Par exemple René Hubert (1965) dans son document de pédagogie générale fait allusion à Mialaret (1969) et d'autres que « l'éducation d'un côté à une vue individualiste et de l'autre côté vue sociale ». Selon Aldous Huxley : « l'éducation sert à élever de jeunes êtres humains en vue de la liberté, de la justice et de la paix ». En d'autres termes les enfants doivent se sentir libre pour aller à l'école, sans inquiétude si on se réfère au contexte des enfants en situation des conflits en Centrafrique. Ils sont privés de leur droit à l'éducation, ils sont victimes de l'injustice et n'ont pas la paix du cœur pour bien vaquer à leurs occupations, s'amuser, se promener etc... Alors pour Herbert, l'éducation consiste à « former l'individu pour lui-même en éveillant en lui la multiplicité des intérêts ». Dans le Dictionnaire Forestière : « l'éducation est en quelque sorte les soins qu'on prend d'élever et de nourrir les enfants... ». Toujours dans le contexte Centrafricain. D'après l'étymologie de l'éducation, il ressort enfin de compte que l'éducation se base beaucoup sur le développement des capacités que l'homme détient par rapport à sa nature humaine et de l'autre côté l'insistance sur le bien-être social de l'individu. Ainsi, l'instruction qui dérive de la latine instruction vient du verbe "instruere" va également dans le sens d'éducation.

Selon le Petit Robert : « l’instruction est l’action d’enrichir et de former le jeune ». Car le terme instruction renferme également une partie du mot éducation. Mais il faut savoir que ces deux concepts ne sont jamais diamétralement opposés. En effet, ils visent le même but qui est de transmettre les connaissances sur le plan savoir, savoir-faire et savoir-être.

III.4.1 Concept de l’éducation en Centrafrique

Dans le contexte post-conflit l’éducation, reste et demeure toujours très utile pour les enfants en situation d’après la guerre civile en Centrafrique. L’éducation actuellement fait partie des priorités des nouvelles autorités du pays qui sort tout doucement de ses évènements alarmants. Car c’est l’éducation qui devrait permettre aux nouveaux dirigeants du pays de modeler, de transformer les mentalités barbares des jeunes non scolarisés, de se rendre compte de leurs manquements graves, de leurs mauvais comportements et de l’état d’analphabétisme trop poussé dans lequel ils se trouvent. Selon Durkheim en se référant à sa pensée une bonne éducation permettra à ces enfants traumatisés, mutilés d’être rééduqués afin de devenir de bon citoyen. C’est l’éducation qui permettra aux jeunes de faire face à certaines difficultés qui constituent un handicap pour leur avenir, car ils devront s’adapter, s’accommoder aux bonnes mœurs de la société afin de devenir tôt ou tard de très bons responsables pour la famille ou pour le pays. Pour cela, l’école est le seul lieu indiqué où on apprend aux enfants par exemple enrôlés de force dans les bandes armées ou autodéfenses, les notions de pardon, de tolérance, respect des personnes âgées, la cohésion sociale etc... c’est justement en cela on dit que l’éducation exerce une action sur les hommes, elle les transforme pour être des bons responsables de demain.

III.4.2 Éducation de base ou familiale

En Centrafrique en générale l’éducation commence tout d’abord dans le cercle familial. Ce sont les parents surtout le père qui est le premier responsable de la famille qui s’occupe de l’éducation de l’enfant. Si c’est une fille, c’est la femme qui est seconde après le père qui s’occupe de l’éducation de sa fille. Les secrets ou sagesse sont transmis au jeune garçon depuis sa croissance pour préparer son avenir. La jeune fille bénéficie également de la même chose du côté de la mère. Tout se passe uniquement au niveau familial. Deuxième c’est l’éducation scolaire à travers l’école qui prend le relèvement à travers les savoirs, savoir-faire et savoirs-êtres qui ne font que compléter ce qu’ils ont reçu à la base. Sachons que dans le

contexte centrafricain, l'enfant n'a pas de droit sur les personnes âgées mais dépend seulement de ces grandes personnes, en respectant leurs instructions et ordres. Alors, si l'enfant depuis la base c'est-à-dire à la maison est mal éduqué, il appartient à l'école à travers les enseignants de transformer par exemple les mentalités belliqueuses, leur inculquer les vertus de tolérance, de pardon, de cohésion sociale, d'amour du prochain dans un contexte post-conflit.

III.4.3 Éducation scolaire

Il y a un grand effort déployé dans l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique. Car l'avenir de la future génération est hypothétique. Dans le contexte que nous vivons, nous constatons qu'il y a un grand changement dans les comportements des enfants et principalement ceux de l'inspection fondamentale 1 de Bangui. Les enfants véritablement n'ont pas d'éducation en tant que telle, compte tenu des événements malheureux qu'ils aient vécu. L'éducation scolaire en Centrafrique en général et au fondamentale de Bangui en particulier est disposée de façonner, autrement dit d'éduquer ses enfants en situation de post-conflit. A travers l'école qui est l'espoir de toute une génération on apprend à lire, à compter et à comprendre les bonnes règles sociales afin de devenir un bon citoyen. Malgré que les enfants apprennent les nouvelles connaissances dans une langue étrangère, cela leur permettra d'analyser et comprendre certaines situations qui pourraient être à l'origine des tensions dans la société et enfin de prévenir certains conflits avec des conséquences incalculables sur la paisible population. En effet, l'éducation scolaire est perçue par le centrafricain en général comme étant très importante. Car elle permet à l'enfant de trouver un emploi équitable pour assumer sa responsabilité et son autonomie financière.

III.5 LE CONCEPT ENFANT

Concernant le concept, il est trop large. Car l'idée transmise à travers cette définition et l'ensemble des textes de protection de l'enfance, est qu'il est un être protégé. A l'heure actuelle, il doit être pris en charge globalement parce que c'est un être humain qui a sa personnalité, son tempérament, son goût et sa volonté. N'oublions pas aussi que l'enfant jouit également de ses droits dont il y a le droit à l'éducation. Selon le dictionnaire de l'enseignement en Afrique, l'enfant désigne l'être humain depuis sa naissance jusqu'au moment où il est apte à la reproduction. Il est un être différent de l'adulte, qui passe d'un stade à un autre, va devenir un adulte par mutations successives. Donc, nous dirons enfin qu'un enfant est un être humain dans

sa période de développement, en pleine croissance située entre la naissance et la puberté. Car, c'est un adulte en devenir comme nous l'avons dit plus haut. Et ce qui le caractérise, c'est son innocence, sa vulnérabilité, sa jeunesse, sa force intérieure à vouloir bien faire. Cependant, la Convention Internationale relative aux Droits de l'enfant en 1989, définit de manière plus précise le terme « enfant » comme : « Tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est attestée plutôt en vertu de la législation qui lui est applicable ».

III.5.1 Les caractéristiques de l'enfant

L'enfant est un être simple, mais aussi cela signifie qu'il faut faire le beau et le mauvais temps. Par rapport à son caractère, l'enfant est toujours changeant en ce sens qu'il peut donner la mort à son prochain comme du jeu sans penser aux conséquences qui peuvent en découler. Exemple par rapport à son âge mineur, il peut commettre des actes incontrôlés qui dépassent l'entendement humain. En outre, il peut créer une situation problème plus ou moins grave qui ne reflète pas son âge, sa physionomie, plus encore compliquer la vie à une personne.

C'est en cela qu'un auteur en la personne de ROUSSEAU, J (1762) qui dit « l'enfant est un adulte en immature ». En tant que personne humaine, il est toujours animé par l'esprit de curiosité, la découverte et le jeu. Il est en même temps imitateur de certaines choses ou certains actes, c'est cela qu'on le compare à un perroquet. L'enfant a également cette capacité de se souvenir sans erreur, relater certains faits qui s'étaient produits depuis longtemps. Il est capable de tromper, de mentir selon sa volonté.

III.5.2 Concept selon la CDE

L'enfant fut longtemps considéré comme un adulte par rapport à ses actes qu'il pose, son jugement, sa faculté de discernement, sa responsabilité etc... Selon Martin Chenu(1989) : « la discontinuité entre les différents instruments de protection fait obstacle à l'affirmation d'une règle coutumière internationale définissant l'enfant comme tout être de moins de dix-huit ans ». En effet, la définition de la notion de l'enfant dans la CDE, donne surtout préséances aux législations nationales sur la convention Internationale et semble donner toute latitude aux états parties d'opposer des majorités différentes du seuil des dix-huit ans. La conséquence d'une notion à géométrie variable dont la détermination est laissée à la discrimination, et à l'interprétation des États qui peuvent la modifier par voie de législation ou référant aux traditions coutumières ». En outre, on utilise sans les différencier les termes

« enfants », « mineur », « adolescent », lesquels même s'ils ne signifient pas qu'il existe plusieurs notions de l'enfant, renvoient quand même à des conditions distinctes de vulnérabilité. On aurait donc pu s'attendre à ce que les rédacteurs de la CDE , adoptée en 1989 , fixent le seuil de cette maturité en transcendant des divergences entre les législations nationales , pour une définition consensuelle de l'enfant à l'acceptation universelle , afin de répondre réellement à son besoin de protection. En effet, « comment protéger un sujet dont on ne connaît pas les contours et les qualités ? Ceux-ci découleraient d'une bonne définition de départ ».

Au moment de la signature de Convention selon la Colombie, il aurait été préférable de retenir systématiquement, l'âge de dix-huit ans qui correspond aux principes et normes en vigueur dans plusieurs pays et régions. Finalement au lieu d'être un fait indéniable et indiscutable, la notion de l'enfant a été « le fruit de compromis dus à des négociations approfondies où il a été question de tenir compte de systèmes juridiques, politiques et culturels, relatifs à l'âge ». Alors que le seuil de dix-huit ans aurait été la dernière limite d'une condition spéciale de vulnérabilité et du besoin de protection spécifique.

III.5.3 L'utilisation de différents termes 'ENFANT'

On utilise sans ambages les termes par exemple « enfant », « mineur », « adolescent » lesquels même s'ils ne signifient pas qu'il existe plusieurs notions de l'enfant renvoient quand même à des conditions distinctes de vulnérabilité. On aurait donc pu s'attendre à ce que les rédacteurs de la CDE adoptée (1989) fixent le seuil de cette maturité en transcendant les divergences entre les législations nationales pour une définition consensuelle de l'enfant à acceptation universelle afin de répondre réellement à son besoin de protection. En effet, comment différent protéger un sujet sont ou ne connaît pas les contours et les qualités. Ceux-ci découleraient d'une tonne de définition au départ ». Au moment de la situation de la convention selon la Colombie, il aurait été préférable de retenir systématiquement l'âge de dix-huit ans qui correspond aux principes et normes en vigueur dans plusieurs pays et régions du monde. Finalement au lieu d'être un fait indéniable et indiscutable la notion de l'enfant a été question de tenir compte de systèmes juridiques politiques et culturels relatifs à l'âge. Alors que le seuil de dix-huit ans » aurait été la dernière et du besoin de protection spécifique.

III.5.4 Enfant dans le contexte social présent

A priori la conception de l'enfant dans le contexte actuel, est controversée à tel point que les réalités de la société dans laquelle il vit sont très compliquées et ambiguës. Car la notion de l'enfant ici, devrait être comprise par rapport à une approche universelle. En effet, la conception de l'enfant dans sa totalité ne comporte pas les mêmes réalités que nous vivons maintenant. En tenant compte de son évolution physique où sa maturité, on se rend compte que l'enfant est simple, sans complexe de part son attitude sur son comportement, son langage, sa façon de faire. C'est à partir de là qu'on s'interrogea sur la véritable capacité juridique plus tard qui fera l'objet d'un sujet de droit. Mais à travers certains documents lus, l'enfant n'était pas véritablement considéré comme une personne qu'il faille protéger. Car dans la Grèce Antique et également à Rome la célèbre théorie de la *patria protestas* n'attachait pas assez d'importance à l'enfant considéré comme incapable et qui ne devrait pas surtout être une personne libre à part entière. D'ailleurs selon Aristote, l'enfant est égale à un animal. Il le compara à un animal. Selon lui : « l'âme de l'enfant ne diffère pas pour ainsi dire à celle des bêtes sauvages ». Abordant dans le même ordre d'idées mais retouchant un peu la théorie *patriaprotestas*. Cela ne se justifie pas à priori par le lien parent en fait mais par le besoin de discipline inhérent, à tout enfant sans exception. Pour cela disait-il : « la liberté et la complaisance ne peuvent pas être bonnes pour des enfants. Comme ils manquent de jugement ils ont besoin de direction et de discipline ».

De tout ce qui précède, les différentes conceptions portant sur l'enfant ne sont pas niées. Actuellement, les réalités sociales ne sont pas les mêmes. Car plus on a tendance à mettre l'accent sur l'universalité de l'enfance. Donc les conceptions de l'enfant diffèrent d'une société à une autre. Par exemple, la culture occidentale met beaucoup l'accent sur la vulnérabilité de l'enfant et sur sa protection de la part des adultes ou des personnes âgées.

Tandis que la conception africaine a tendance à se baser sur les tâches ou la contribution de l'enfant dans le sens de sa responsabilité, vis-à-vis de ses parents ou de la société dans laquelle il vit. Sachons également que depuis les temps passés jusqu'à nos jours, l'enfant qu'était au service de tout le village n'est pas encore oublié par certains et d'autres. Ce mode de vie n'a pas encore été totalement disparu même dans les sociétés musulmanes. L'enfant ne doit pas refuser les ordres, les directives mais doit obéissance aveugle et respect à ses parents ou aux personnes âgées dans n'importe quelle situation de la vie courante. Enfin, nous devons comprendre que, quel que soit la notion arrêtée, l'enfant demeure toujours tel malgré son milieu social. En effet, son immaturité, son adolescence, son comportement, sa vulnérabilité, son incapacité de responsable, doit nous amener à nous interroger sur sa complexité et sa simplicité, qui fait l'objet de sujet des droits de l'enfant.

III.6 CONCEPT POST-CONFLIT

Avant de définir le concept qui est composé, définissons d'abord conflit.

III.6.1 Qu'est-ce qu'un conflit ?

Selon Gouzou (2006) : « un conflit est une situation sociale dans laquelle même au moins deux ou plusieurs acteurs, personnes en présence poursuivent un même but, c'est-à-dire des objectifs incompatibles ». Si on parle de situation sociale on fait allusion à, certains nombres d'interrelation par exemple l'attraction. En effet, le concept conflit selon l'auteur, est conforme de trois composantes à savoir : problème, parties et processus qui sont en interrelation entre elles.

En outre, nous dirons également qu'un conflit est une lutte armée, un désaccord entre deux ou plusieurs personnes pour des intérêts égoïstes ou partisans. En plus, un conflit peut être également une manifestation d'une différence ou d'un antagonisme. Alors cela peut être néfaste et engendre des conséquences incalculables, d'ordre sécuritaire, humanitaire, politique et sociale. En effet, dans le droit humanitaire, le concept des conflits armés non internationaux internationalisés, s'appellent conflits armés internes qui s'internationalisent à la suite de l'intervention directe ou indirecte d'un État tiers ou d'une organisation internationale, c'est le cas en Centrafrique avec l'intervention de la MICOPAX, MISCA, FOMAC, MINURCAT, France SANGARIS, EUFOR et MINUSCA. Les conflits non internationaux par exemple regroupent à leur sein, les conflits armés non internationaux d'un degré très élevé sont menés par des groupes de rebelles armés, qui ont pour but d'exploiter les ressources minières du pays de dresser des barrières illégales, les escroqueries à leurs profits, c'est l'exemple de ce qui se passe en Centrafrique.

III.6.2 Des conflits non armés

Il n'y a pas seulement de conflit armé. Car il y a aussi le conflit verbal qui a ses conséquences sur la personnalité de quelqu'un. En effet, le conflit verbal est une incompréhension qui pourrait déboucher, sur la bagarre ou une véritable violence physique entre une ou plusieurs comme nous l'avons dit ci-haut. Dans d'autres cas, on parle également du conflit de compétence entre une personne bien instruite, bien formée, dotée d'une capacité intellectuelle. Par rapport aux qualités non acquises ou inférieures de quelqu'un en poste ou

encore son niveau scolaire, alors il peut y naître un conflit de compétence. En outre, on parle aussi de conflit de génération par exemple sur le plan des Nouvelles Technologies de l'Information et la Communication. Tantôt c'est l'ancienne génération qui rejette la nouvelle génération, faute de conscience professionnelle d'incompétence de non-respect aux chefs hiérarchiques et vice versa. Alors, cela engendre des conflits de compétence aux lieux de service. En définitive, ce premier chapitre nous a permis de bien comprendre la problématique de l'étude de notre sujet de recherche.

III.6.3 Bref aperçu du système éducatif centrafricain

Le système éducatif centrafricain comprend des niveaux qui sont les suivants :

- Le préscolaire, le Fondamental 1 (F1), le Fondamental 2 (F2), l'enseignement Secondaire Général, Technique et Professionnel (SGTP), et en fin l'enseignement Supérieur. Car l'État a seulement une seule Université depuis le temps de l'ex empereur Bokassa 1^{er}, qui permet à l'enseignement supérieur de dispenser des cours et dans les Instituts Supérieurs privés. S'agissant du premier niveau qui concerne le préscolaire, sa durée est seulement de deux (2) ans. L'enseignement fondamental (F1) quant à lui, dure à peu près six ans (6) et sera sanctionné par le Certificat Élémentaire au Fondamental 1 (CEF1). L'enseignement fondamental 2 (F2) pour lui, dure seulement quatre ans (4) et sera également sanctionné par le brevet de collègue (BC) au niveau du premier cycle secondaire, c'est-à-dire de la seconde en Terminal qui sera sanctionné par l'obtention du baccalauréat. L'entrée à l'Université de Bangui sera conditionnée par le baccalauréat, c'est-à-dire l'enseignement Supérieur. Quant aux écoles de formation professionnelle telles que : ENI et ENS (École Normale des Instituteurs et École Normale Supérieure), qui dépendent de la Fonction Publique Centrafricaine et certains établissements privés. Concernant ces deux écoles de formation professionnelle, l'entrée est conditionnée par un concours avant d'accéder. Mais sachons que le secteur de la formation professionnelle n'est pas tellement rentable et adéquat, car il reste encore à l'état embryonnaire.

III.6.4 Organisation

Tout le monde sait que le système éducatif Centrafricain est calqué sur le modèle français, héritage de la colonisation. C'est la langue française, langue officielle en Centrafrique qui permet aux enseignants de transmettre les connaissances, autrement dit la langue qui sert à apprendre le français, les mathématiques, et éveil ainsi donc à connaître d'autres savoirs et savoirs-être, etc... En effet, le français est la langue d'apprentissage à tous les niveaux d'étude et de formation. Le Sango qui est la langue nationale reconnue comme la deuxième langue officielle par la loi est de fois utilisée dans l'enseignement, pour clarifier certaines connaissances aux apprenants. En outre, le système éducatif centrafricain comprend deux secteurs : public et privé. Le privé se subdivise en plusieurs secteurs. C'est-à-dire : privé laïc, privé confessionnel catholique (avec des Ecoles Catholiques Associées en Centrafrique (ECAC). Le privé confessionnel protestant et privé confessionnel musulman font partie du groupe cité ci-haut. C'est toujours l'État par voie législative ou réglementaire qui définit le fonctionnement de l'enseignement en Centrafrique. C'est lui qui arrête les programmes d'enseignement, fixe également les conditions d'ouverture et de fonctionnement des établissements publics et privés. Enfin, c'est l'État qui est effectivement la principale institution organisatrice du système éducatif Centrafricain.

III.6.5 Quelques orientations de la politique éducative

Depuis plusieurs décennies le système éducatif Centrafricain a connu un dysfonctionnement terrible, à cause des crises cycliques que le pays avait vécu. Vu l'ampleur de ces événements malheureux, la Centrafrique par le biais de son Département en charge de l'éducation se lance dans une réflexion profonde afin de chercher des voies et moyens, en tenant compte de certains paramètres telles que la démographie nationale et définit quelques orientations actuelles de la politique éducative nationale. D'ailleurs, les années blanches (1990, 1991, 1992) ont un impact grave sur le système éducatif Centrafricain. En effet, le niveau d'instruction des élèves a considérablement baissé. Ainsi donc, on parle de baisse de niveau avec ses conséquences surtout le cursus scolaire des élèves. Pour cela : « tous les enfants des deux sexes quel que soit leur milieu de résidence, sont scolarisés et accèdent à un enseignement primaire complet de qualité d'ici 2020 ». En effet, l'adoption de la loi 97/014 du 10 décembre 1997 portant orientation de l'éducation constitue l'élément clés des grandes orientations qui ont été prises enfin de stopper la décente aux enfers du système. Car cette loi d'orientation de l'éducation de 1997, a donné un plus à l'organisation et au fonctionnement du système éducatif Centrafricain en mettant un accent particulier sur deux points suivants :

- Volonté politique affirmée de décentralisation de la gestion et de régionalisation des formations.
- Multiplication des filières dans l'intérêt particulier pour les formations pratiques choisies. Par rapport au passé, il est préférable qu'il soit une étroite collaboration entre les niveaux d'enseignement pour le futur. Car une synergie en principe devra être bien appuyée et organisée au sein d'une coordination.

III.6.6 Situation de l'école avant et après les conflits

III.6.6.1 Situation de l'école avant les conflits

La situation de l'école avant le déclenchement des différentes crises militaro-politiques en Centrafrique semblait être bonne avant même les années blanches de 1990, 1991, 1992. L'effectif des élèves dans l'ensemble était quand même abordable. Autrement dit, le ratio élèves/maître était satisfaisant 1/89 et même ratio élèves / table-bancs 4/1. L'enseignement se déroulait dans de très bonne condition. Les écoles ne souffraient pas tellement des matériels didactiques. Il faut savoir aussi que ce sont les plus méritants qui passaient en classe supérieure ou obtiennent leurs Certificats d'Étude Primaire et Élémentaire (CEPE) ou CEF1 (Certificat d'Étude au Fondamental 1) au cours moyen deuxième année (CM2) et décrochaient aussi leur concours d'entrée en 6^{ème}.

Avant, il n'existait pratiquement pas de corruption en milieu scolaire même pas aussi de violences au sein des écoles. Car, la discipline est tellement de rigueur à tel point qu'un élève ne peut oser très mal se comporter. Mais sachons qu'avant 2012, les Inspections Académiques qui avaient un faible taux de scolarisation pour les filles, sont les Inspections du Nord et du Sud-Est. Malgré des multiples efforts déployés par le gouvernement et les partenaires du système éducatif Centrafricain, la situation éducative n'a pas tellement changé. En effet, avant la crise il y a environ 750 000 enfants en âge d'aller à l'école dont l'âge varie entre (6-11ans) et 662 000 enfants étaient inscrits au primaire 0 ; 57% des enfants qui fréquentaient l'école sont des garçons. Le taux net d'accès à l'école primaire (2005-2011) était de 71% (81% pour les garçons et 61% pour les filles). L'accès à l'école demeure encore trop faible en Centrafrique. Par ailleurs, le taux brut de scolarisation reste encore très inférieur par rapport aux pays de la

sous-région CEMAC concernant le primaire ou le fondamental 1. En Centrafrique dans le contexte d'avant la crise, il y a environ 9150 enseignants dont presque la moitié des maîtres-parents et enseignants contractuels (47,5%) 0. Et parmi cet effectif global au fondamental 1 ou seulement 16,25% des femmes. Le ratio élèves / salle de classe en 2011-2012 étant de 81/1. Car, durant l'année 2011 aucune école n'a pas d'électricité et pire encore pas de latrines. D'ailleurs, les enquêtes de PASEC light 2007 avait déjà fait mention de cette situation scolaire grave. Enfin ce secteur de l'éducation n'est pas suffisamment appuyé financièrement.

III.6.6.2 Situation de l'école après les conflits

Avant même le déclenchement de ce conflit militaro-politique, la situation scolaire en générale ne semblait guère améliorée. Au milieu de l'année 2014 beaucoup des écoles étaient fermées à cause de l'insécurité grandissante, des exactions, des occupations des bâtiments scolaires en QG (quartier général) des anti-balaka ou rebelles. Sur toute l'étendue du territoire centrafricain en mi-février, 65% des écoles en 2014, étaient totalement fermées. D'ailleurs 37% des enfants qui étaient inscrits en 2012-2013, ne seraient plus inscrits en 2014, (). Cependant en fin 2014 la situation semblait s'améliorer peu à peu à cause des efforts déployés pour le retour au calme. La plus part des écoles (56%) ont rouvert leurs portes surtout le territoire. Les examens de passage étaient organisés. Au total 705 écoles primaires étaient ouvertes dont 42 à Bangui. Au début 2015, malgré l'insécurité persistante les activités scolaires ont repris également dans d'autres zones académiques sous l'influence de la rébellion.

III.6.7 L'efficacité du système interne de l'éducation scolaire

Dans l'efficacité du dit système, on note un fort taux de redoublement des élèves. D'ailleurs un enfant sur trois est un redoublant. Sur toute l'étendue du territoire, on compte 30% de taux de redoublement par rapport aux autres pays de la région (pays francophones) la Centrafrique occupe le 2^{ème} rang avec un taux très élevé. D'ailleurs les connaissances des élèves qui ont fini le cycle primaire dans les années 1980 favorisaient seulement 62% des personnes qui deviennent lettrées.

III.6.7. 1 L'efficacité du service éducatif

Dans n'importe quel système d'éducation, il ne suffit pas d'envoyer un enfant à l'école mais il faut également chercher à améliorer tout d'abord ces conditions d'apprentissage. Car le contexte dans lequel l'enfant apprend, est nouveau surtout qu'il ne se trouve pas dans sa famille et ne parle pas couramment la langue française qui est une langue d'apprentissage à l'école. Encore, il découvre de nouvelles connaissances qui sont parfois difficiles à assimiler. En effet, on peut par exemple accepter le système qui est caractérisé par un taux élevé de redoublement, c'est une situation extrêmement difficile qu'il faut chercher à remédier. Ainsi dans une classe en Centrafrique un enseignant dispense des cours à plus de 90 élèves dont une trentaine est des redoublants. Pour cela, il serait souhaitable qu'on réduise ce fort taux de redoublement pour permettre une bonne amélioration du résultat en fin d'année scolaire. Par conséquent, la faiblesse de la capacité d'accueil dépend de la qualité des services offerts car les ressources allouées à l'éducation sont en baisse. Aussi les dépenses publiques pour l'éducation représentaient 65% surtout au fondamental 1 en 1980 mais en 2005 elles étaient en baisse (49%).

III.6.8 Accès à une éducation de qualité en situation post-conflit

Pendant plusieurs décennies, les crises militaro-politiques ont sérieusement affaibli le système éducatif Centrafricain, qui était depuis longtemps fragile. En effet, l'accès à l'école reste et demeure encore une problématique pour les enfants en Centrafrique, compte tenu de la pauvreté grandissante dans le pays. Car certains parents n'arrivent même pas à faire accéder leurs enfants à l'école faute de moyens financiers. Pour cela, il est très nécessaire de renforcer l'accès à l'éducation des enfants. Après les crises que le pays avait connues, la situation de l'éducation doit être améliorée. En effet, le Département en charge de l'éducation devrait mettre un accent particulier sur le maintien des enfants à l'école, ensuite améliorer la qualité de l'Éducation qui n'est pas bonne par le biais de la fréquentation des enfants contre la violence en milieu scolaire, et également de leur bien-être. Ainsi, l'école dépend de l'avenir de l'enfant. Alors pour faciliter tout cela, il faut une politique éducative doit être définie afin de favoriser un bon recrutement. Le Département devrait beaucoup se baser sur les enfants exclus du système éducatif, c'est-à-dire les filles, les enfants soldats, les enfants déplacés y compris les enfants de rue, sans oublier ceux qui travaillent sous l'influence de la rébellion dans les mines. Au préscolaire par exemple, seulement 26% des enfants de cette tranche d'âge ont accès à l'éducation en 2016. D'ici 2021, les enfants en âge d'aller à l'école et les adolescents exclus du système éducatif, accéderont à un service éducatif inclusif de qualité. Aussi les enfants ciblés

pendant les situations d'urgence par le secteur, devront avoir accès à l'éducation de qualité dans un environnement sûr d'apprentissage. Une chose est vraie, c'est que dans certaines situations, bons, nombres de problèmes limitent également l'accès à l'éducation. Car il faut comprendre que l'accès ne se limite pas seulement en une prise en charge mais la qualité de l'éducation qu'on transmet, peut poser également problème. Il se pourrait aussi que le bâtiment dans lequel les enfants étudient, n'est pas favorable pour leur permettre d'avoir accès à l'éducation de qualité.

III.6.8.1 Accès à une éducation de qualité (Post-conflit)

Il faut aussi prévoir que les données actuellement disponibles ne permettent pas d'estimer avec exactitude les taux accès aux différents cycles d'enseignements en âge d'aller à l'école en Centrafrique. En effet, on note également une forte déperdition entre les cycles concernant les taux d'accès et d'achèvement du cycle primaire, c'est-à-dire le fondamental 1.

Tableau 2: Taux brut d'admission par grade, 2018-2019

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Primaire	0.77	0.76	0.78	0.78

Source : IAB Bangui

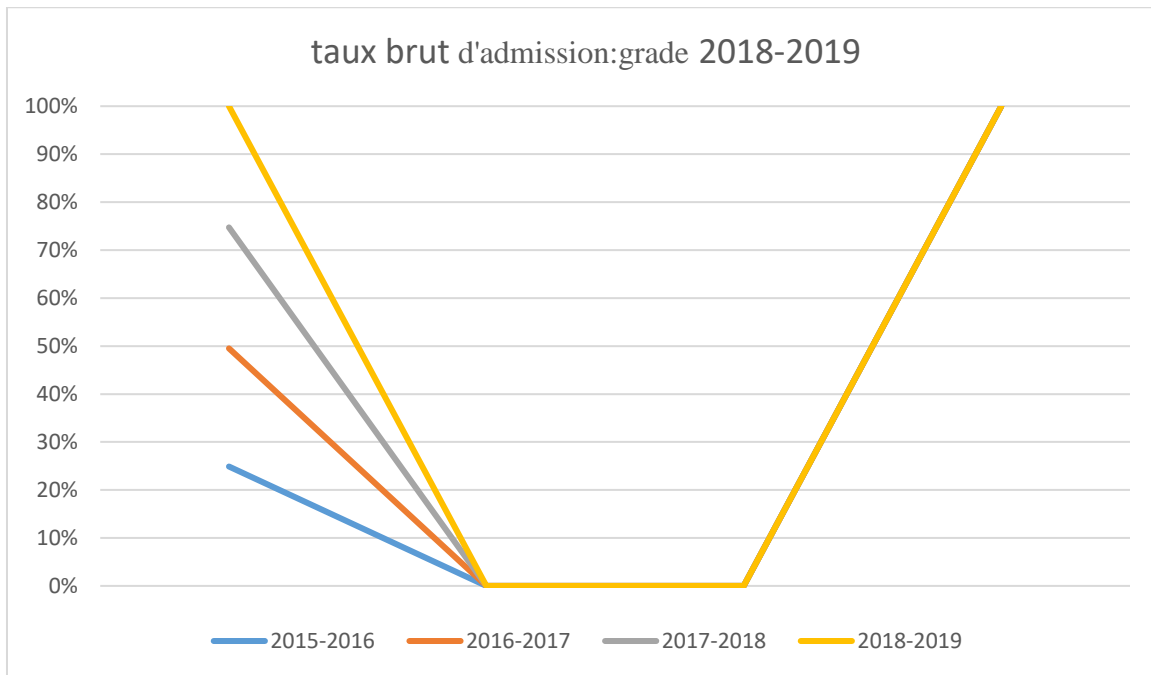


Figure 6 : Taux brut d’admission par grade 2018-2019

Source : SIGE 2018-2019

Les TBA (Taux Brut d’Admission), pour les 1ères et dernières années de chaque cycle en Centrafrique, correspondent effectivement aux taux d’accès et d’achèvement mais font apparaître également un fort taux d’achèvement de déperdition au primaire, c’est-à-dire au fondamental 1 de 59%. L’accès à l’éducation post-conflit dans tous les cycles d’enseignement demeure encore trop faible. En 2018 le TBS au primaire était de 115%, supérieur même avant 2012.

III.6.8.2 Amélioration de la qualité de l’éducation post-conflit

L’amélioration de la qualité de l’éducation ici, prend plus du temps réel consacré aux enseignements. Les services chargés pour l’élaboration des calendriers scolaires dans les différentes Inspections Académiques, devront être en parfaite collaboration pour bien respecter surtout les calendriers scolaires sur toute l’étendue du territoire. Aussi la RTS (Radio-Télévision Scolaire et les autres stations de radio (privée) et la radio-Centrafrique, devront unir leurs efforts pour diffuser le calendrier scolaire. En plus de cela, des affectations des personnels enseignants et administratifs aussi que les différents chefs d’établissements, devront aussi être largement diffusées sur ses différentes ondes des stations-radios.



Photo 3 : écoliers en plein apprentissage

Source : Rengué Olivier

III.6.8.3 Obstacles à l'amélioration de la qualité de l'éducation

Plusieurs facteurs par exemple influencent l'amélioration de la qualité de l'éducation, avant même le déclenchement de la crise en Centrafrique. D'abord, l'éducation publique par rapport à l'éducation privée connaît trop de problèmes. En effet, tout le monde sait que la qualité de l'éducation publique a beaucoup baissé. Car beaucoup de facteurs sont à l'origine parmi lesquels on note la situation salariale et la qualité de l'enseignant, la pauvreté généralisée, la corruption, mauvaise politique pour l'amélioration des conditions difficiles des enseignants, etc... Nous asseyons de citer quelques-uns qui ne facilitent pas une éducation de qualité avant et après la crise. Notons également que l'amélioration de la qualité de l'éducation, dépend aussi du matériel scolaire adéquat permettant aux enfants de bien apprendre à lire, compter et écrire correctement à l'école. Car la qualité de l'éducation transmise aux jeunes Centrafricains n'est pas riche, elle reste encore trop pauvre.

III.6.8.4 Les conditions sociales difficiles et le profil des enseignants

La situation sociale des enseignants qui transmettent le savoir, le savoir-faire et le savoir-être aux enfants n'est pas normale. Ils sont mal payés par rapport aux enseignants du supérieur. L'éducation de base qui concerne beaucoup le fondamental 1 en Centrafrique, compte la majorité des enseignants du fondamental 1. D'abord, le niveau de l'éducation de ces enseignants laisse sérieusement à désirer. Surtout, les maître-parents ou agents-parents qui n'ont pas un bon niveau requis, prêtent beaucoup moins fortes au système éducatif Centrafricain, faute d'enseignants qualifiés. Parmi ces enseignants qualifiés ressortissants de l'unique École Normale d'Instituteurs de Bambari au Centre-Est du pays et les Centres Pédagogiques Régionaux, certains ne font pas un bon travail pédagogique, c'est plus tôt un pilotage à vue, qui ne fait qu'embrouiller les enfants. En outre, le mauvais niveau de formation des enseignants et leurs bas salaires, ont un impact grave sur la qualité de l'éducation transmise aux jeunes âmes de la Centrafrique en générale et de l'Inspection fondamentale 1 de Bangui en particulier. Pour cela, la fonction de l'enseignant est systématiquement défavorisée avec des conséquences sur les enseignements. Dans ce contexte actuel de situation post-conflit, beaucoup d'enseignants du fondamental 1 sont admis aux différents concours d'entrée à l'École Normale Supérieure de Bangui. Car les conditions sociales du fondamental 1 sont trop précaires et difficiles. Les enseignants de ce niveau n'ont pratiquement pas de valeur et ne bénéficient d'aucun avantage équitable par rapport à leurs indemnités, de technicité. Car l'admission à un concours professionnel, surtout à l'École Normale Supérieure après avoir finis leur formation professionnelle, donne droit à une nette amélioration des conditions sociales et de travail. Ainsi, plusieurs écoles sont dépourvues d'Instituteurs qualifiés si bien que les enfants sont abandonnés à leur triste sort. Pour l'année académique 2019, 50% des Instituteurs de l'Inspection fondamentale 1 de Bangui, étaient admis au concours d'entrée à l'ENS de Bangui.

III.6.8.5 Le profil des enseignants

Compte tenu de la pauvreté grandissante dans le pays, beaucoup de centrafricains ne vivent pas bien. Il n'y a qu'une classe des personnes qui vivent mieux par rapport aux basses classes. Pour cela, les répercussions se font sentir dans plusieurs niveaux de vie de la population. Disons que le métier d'enseignant n'est pas une contrainte de soi. Autrement dit, pour devenir un enseignant qualifié, il faut avoir la vocation et non par nécessité. Car, il faut aussi avoir un profil d'un enseignant pour faire ce genre de travail. Mais la situation sociale alarmante du pays, fait que ceux qui optent pour l'enseignement ne sont pas bien indiqués, pire encore non pas assez de bagages intellectuels pour acquérir des connaissances. Et après avoir subi la formation

initiale, transmettront du savoir, savoir-faire et savoir-être aux enfants. Certains ne sont pas aussi physiquement en bonne santé mais cherchent à se faire intégrer dans ce corps, et ensuite mettront tout en œuvre pour atteindre leurs objectifs. Donc en fin de compte, ce sont les enfants qui perdent. Un enseignant tout d'abord doit avoir trois qualités : morales, intellectuelles et physiques. Mais si on n'a pas ces différentes qualités plus encore on n'est handicapé avec un faible niveau d'instruction, alors c'est sûr et certain, on ne peut prétendre donner une éducation scolaire de qualité.

III.6.8.6 Prise en charge des chaos subis par les enfants dans leurs scolarités

Nous savons que la plus part des enfants ont subi des chaos psychologiques. Et ceux-ci, ont un impact sur leur scolarité. Pour cela, ces enfants devront en principe bénéficier d'un appui psycho-social pour leur permettre de bien fréquenter l'école. Car certains enfants gardent par devers eux encore les séquelles de ces moments difficiles. On observe encore des conflits très belliqueux, violents et quelque fois, ils sont encore à l'origine du banditisme organisé pouvant entraîner la mort. Après ses conflits militaro-politiques, si on améliore la qualité de l'éducation, cela contribuerait aux bonnes conditions sociales des individus et en plus favoriserait l'augmentation économique nationale, et en apporterait également le bien-être par exemple dans le domaine de la planification familiale. L'amélioration de la qualité pourrait aussi réduire, par exemple le taux élevé du VIH/SIDA (6%) en Centrafrique. En effet, la qualité de l'enseignement dispensé aux enfants et la qualité de ce qu'ils apprennent en période post-conflit, ont un impact important sur leurs résultats obtenus à la fin d'année scolaire. La qualité des connaissances qu'on dispense aux enfants, doit être fonction des bâtiments créés des ressources. Car les ressources humaines surtout sont les enseignants formés et qualifiés pour améliorer la qualité de l'éducation.

III.6.8.7 Problème d'offre

Concernant l'offre, nous pensons qu'il y a problème en ce sens que la mauvaise qualité, tout d'abord des enseignants non qualifiés, recrutés dans le système a un impact grave sur le non-respect du temps d'apprentissage. En effet, le nombre très élevé des enseignants non qualifiés c'est-à-dire les maîtres-parents posent problème. Comme ce sont les parents qui prennent en charge ces maîtres-parents, alors cela influence négativement sur le résultat des

enfants. Par exemple, un maître-parent qui enseigne dans deux niveaux à la fois, ne fait qu'aggraver la situation difficile du dit système. En effet, l'offre éducative sera beaucoup plus adaptée aux besoins des différentes catégories d'enfants, d'adolescents et même les filles. Certains facteurs également, peuvent influencer sur le parcours scolaire de l'élève. Par exemple un élève qui est inscrit à l'école quelques années après pour de multiples raisons avant de finir ses derniers niveaux (CM 2), abandonne les cours.

III.6.8.8 Problème de la demande

S'agissant de la demande scolaire, plusieurs raisons ont été évoquées parmi lesquelles nous relaterons quelques-unes par rapport à notre constat réel. Tout d'abord, la pauvreté grandissante dans le pays ne permet pas à tous les parents de s'occuper convenablement de leurs enfants. Car en principe on dit que l'école est gratuite en Centrafrique mais dans la pratique ce n'est pas ce qu'on vit. Beaucoup des parents se trouvaient dans l'incapacité financière de payer les frais de fourniture et des redevances scolaires. Ainsi, certains enfants sont obligés d'abandonner les études. Plus l'enfant grandit et plus les frais de scolarité deviennent chers. Autrement dit les charges augmentent alors il y a risques d'abandons prématurés. En cette période de post-conflit, c'était la peur grandissante à cause des exécutions de toute part, des pillages, des destructions et occupation des bâtiments scolaires qui poussent les enfants à l'abandon prématuré. Mais il est très important de souligner qu'en matière de rétention scolaire l'abandon scolaire concerne que les enfants qui avaient déjà l'accès à l'école. Si les parents pensent qu'ils ont tellement des difficultés financières et trouvent un prétexte selon lequel les dépenses scolaires les dépassent, alors qu'ils ne sont pas sûrs d'en profiter de l'école, exposent nécessairement l'enfant au redoublement et après cela va déboucher à l'abandon. Aussi on comprendra rapidement qu'il y ait une baisse de demande.

En définitive, les manquements importants concernant l'accès à la rétention en Centrafrique pays post-conflit, relèvent à la fois des problèmes de l'offre éducative et de la demande des parents. Ainsi, la faiblesse de la demande des parents contribue à renforcer le problème des abandons prématurés à l'heure actuelle.

III.6.8.9 Condition du temps d'apprentissage

Les conditions du temps d'apprentissage sont beaucoup plus basées sur les horaires et les effectifs destinés aux enseignants. Car le respect et l'application des emplois du temps,

permettront aux enseignants et enseignés de bien travailler. Actuellement, l'enseignement par la radio (installée à Bambari et à Bangui) en cette période post-conflit, permet également d'améliorer les difficiles conditions du temps d'apprentissage des enfants. Dans certains pays de la zone CEMAC, les méthodes, les procédés et techniques pédagogiques utilisés servent aux intérêts des enfants. Car une place importante est accordée à l'enseignement dans un rôle passif.



Photo 4 : Un maître entrain d'enseigner

Source : Rengué Olivier

III.6.8.10 Équité dans l'enseignement post-conflit

« Toute personne a droit à l'éducation. Car elle doit être gratuite au moins ce sens qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental ». Après la crise en Centrafrique par exemple les enfants en âge d'aller à l'école ou qui ont des difficultés pour reprendre le chemin de l'école devront être inscrits. Il n'y a pas de différence entre les enfants. Qu'il s'agisse des garçons ou des filles, l'éducation est un droit qui ne concerne pas seulement les garçons. D'ailleurs, un accent doit être mis sur la scolarisation des filles en période post-conflit. Car elles ne sont pas condamnées seulement aux travaux domestiques, à s'occuper uniquement de leurs propres foyers ou aux travaux champêtres, etc...

III.6.8.11 Favoriser l'accès à l'éducation des filles

Pour effectivement favoriser l'éducation des filles, il faut d'abord tracer certaines pistes à suivre déjà existantes entre les partenaires éducatifs financiers internationaux. Nous savons qu'en Centrafrique en général et l'Inspection Fondamentale 1 en particulier, beaucoup des filles n'ont pas tellement accès à l'école. Surtout, à l'époque post-conflit elles faisaient l'objet de stigmatisation, de discrimination et subissaient des sévices corporels, des harcèlements sexuels, des enlèvements forcés par les bandes armées, etc... Pour certaines pistes tracées telles que l'intensification, des efforts fournis pour combattre contre les violences basées sur le genre en milieu scolaire. En effet, l'accès à l'école pour les enfants sans discrimination serait très bénéfique. Il faut aussi encourager la scolarisation des filles en leur octroyant des fournitures scolaires, sanitaires, des bourses d'étude surtout dans les filières scientifiques.

Tableau 3: Ratio filles-garçons par niveau d'enseignement

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Précolaire	1,03	1,03	1,30	1,05
Primaire	0,77	0,76	0,78	0,78

Source : SIGE 2018-2019

Par rapport à ce tableau, nous constatons que le nombre des filles et des garçons est inférieur à 1 pour tous les niveaux d'enseignement sauf le préscolaire. Nous constatons qu'en 2018-2019, on a noté moins des filles c'est-à-dire 08 filles pour 10 garçons scolarisés au primaire.

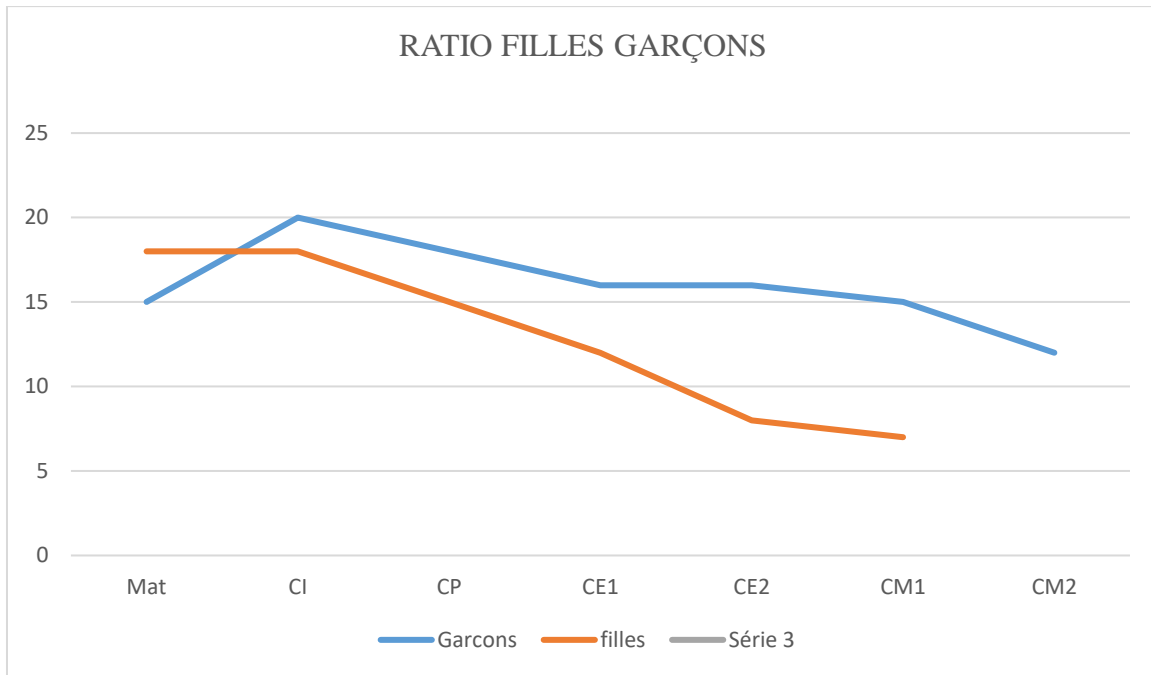


Figure 7 : Ratio filles garçons par niveau en 2018-2019

Les données par niveau montrent que la scolarisation des filles est inférieure à celle des garçons dès l'entrée au CI. Le ratio filles-garçons de 0,81 en 2018-2019. Car ce ratio est en décroissance au cycle primaire pour atteindre la classe de CM 2. Comparativement à celle des pays d'Afrique subsaharienne l'absence de parité entre les sexes obtenus à partir du ratio des taux d'achèvement par cycle, classe la Centrafrique très loin avec à peine plus de 0,5 pour chaque cycle. Pour cela, la Centrafrique se classe loin derrière et n'ose atteindre les Objectifs du Développement Durable et également ne peut atteindre ces objectifs d'ici 2030 : « D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent sur un pied d'égalité un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile ».

Il faut comprendre que pendant ces conflits militaro-politiques, les filles surtout n'avaient pas tellement accès à une éducation de qualité. Alors, elles étaient utilisées à d'autres fins. Mais en cette période post conflit, il serait très souhaitable de favoriser le retour de

plusieurs filles à l'école car actuellement, c'est le concept de genre qui est d'actualité. L'éducation des filles au même titre que les garçons, offrirait de meilleurs rendements économiques et sociaux au pays. Par exemple l'éducation des femmes en cette période post-conflit est associée à des naissances plus tardives à des taux de fécondité plus faibles, à de meilleurs soins prénataux et à une mortalité infantile plus faible.

III.7 CONTRIBUTION DES PARTENAIRES EDUCATIFS INTERNATIONAUX POUR LE RETOUR A L'ECOLE : Cas de l'UNICEF.

Durant ces dernières décennies, les crises militaro-politiques ont durablement affecté tout le système éducatif Centrafricain. Ces conflits et violences à répétition qui sévissaient en Centrafrique, ont provoqué des dysfonctionnements sur le Département en charge de l'éducation.

III.7.1 Contribution de l'UNICEF à l'éducation nationale

En partenariat au Département en charge de l'Éducation nationale, l'UNICEF apporte sa modeste contribution à ce département, afin de faciliter un retour massif des enfants à l'école à travers sa stratégie mise en place, en commun accord avec le Ministère de tutelle. Mais avant cela, en 2015-2016, on constate qu'il y a seulement 55% des enfants qui vont à l'école dont (51% des filles et 48% des garçons). Beaucoup de bâtiments scolaires sont détruits et transformés en quartiers généraux des auto-défenses et autres bandits. La qualité même des services éducatifs est très mauvaise. En effet,, on note un enseignant sur deux n'a pas les qualifications requises et se voit obliger d'enseigner plus de 90 élèves. La proportion même du redoublement est fortement élevée au fondamental 1 avec un taux de 24%. En outre, le taux même d'achèvement au fondamental 1 est d'environ 48% en 2016, soit 54% pour les garçons et 46% pour les filles.

Au vu de tout ce qui précède, l'UNICEF apporte sa contribution sur trois (3) axes d'intervention de la composante Éducation du RCPCA (2017-2021) et celui du palier 2 c'est-à-dire le Bien-être social et équité de l'UNICEF (2018-2021), qui comporte sur l'amélioration de l'accès et de l'équité, l'amélioration de la qualité de l'éducation tout en mettant l'accent particulier sur la paix, à la citoyenneté et la cohésion sociale, le renforcement de la planification, la bonne gouvernance et le financement du secteur éducatif. L'engagement du gouvernement Centrafricain dans le secteur éducatif par le biais d'un plan de relèvement et de la consolidation

de la paix en RCA, constitue une occasion pour l'UNICEF d'apporter sa contribution pour la levée des obstacles, liés aux disparités d'accès, au maintien des enfants vulnérables à l'école,, et aux acquisitions du savoir lire, écrire et calculer et celles relatives à la vie courante.

III.7.2 L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'URGENCE PAR L'UNICEF (2015-2017)

Face à cet état de chose, l'UNICEF a élaboré un plan de transition d'urgence pour appuyer l'éducation. Sur ces fonds personnels, des activités d'urgence étaient menées dans les camps des déplacés internes à Bangui, et dans les zones touchées par les crises. Par exemple, l'établissement d'espace Temporaire d'Apprentissage et de Protection des enfants (ETAPE). En effet, ce sont des endroits d'enseignement sécurisés et temporaires au profit des enfants en situation scolaire difficile.

L'UNICEF fourni des activités scolaires et récréatives aux enfants.

- La formation des encadreurs et des animateurs des ETAPES surtout pour les enfants de 3 à 5 ans dans le domaine de préparation à l'école, la pédagogie, le soutien psycho-social, l'éducation à la paix, etc...
- La distribution des kits scolaires et récréatifs dans les ETAPES.

D'autres part, l'UNICEF contribue dans le domaine de construction ; réhabilitation des écoles, la réouverture des écoles, la formation des enseignants, des APE, des cours de rattrapage et le paiement des primes de motivations pour les enseignants motivés. En effet, l'UNICEF a soutenu le retour à l'école de 115 000 élèves et a également maintenu 875 enseignants restés dans les écoles enfin accéléré le retour de 560 d'autres enseignants. De tout ce qui précède, l'UNICEF a aussi amélioré accompagnement et le suivi des enseignants via la formation de 125 chefs de secteurs et 13 chefs de circonscription scolaire dans 7 Préfectures et Bangui.



Photo 5 : Un bâtiment de l'école Koudoukou

Source : Rengué Olivier

III.7.3 Plan d'urgence élaboré par PUSEB (BM)

Par rapport à la question de l'éducation post-conflit en Centrafrique, certains organismes internationaux telle que la BM (Banque Mondiale), partenaire éducatif privilégié a également élaboré un plan d'urgence, afin d'apporter sa contribution dans ce secteur éducatif, pour le bien-être des enfants en situation scolaire difficile, après ces différents conflits militaro-politiques qui ont affecté le pays. Pour cela, un projet d'urgence était mis en place dénommé « PUSEB » de soutenir l'éducation de base post-conflit depuis 2018. En effet, ce Projet d'Urgence de Soutien à l'Éducation de Base, vise tout d'abord à améliorer la qualité de l'éducation de base, favoriser l'accès équitable entre filles et garçons, à l'école. En effet, l'éducation de base à travers ce plan d'urgence constitue le fondement, la base des deux cycles d'enseignement en Centrafrique, c'est-à-dire le cycle secondaire et le cycle supérieur. Car dans

le cycle secondaire, nous avons le collège et le lycée ensuite le cycle supérieur qui est l'Université, après avoir obtenu un baccalauréat.

III.7.4 Éducation alternative

Cette forme d'éducation, est également incluse dans le plan d'urgence élaboré par ledit projet (PUSEB). Nous constatons que beaucoup d'enfants sont purement et simplement privés d'éducation scolaire, à cause des crises ou conflits, qui ont sérieusement affecté le secteur éducatif Centrafricain en général et le fondamental 1 de Bangui en particulier. D'ailleurs, les enfants enrôlés dans les groupes armés, les enfants de rue (Godobé), les déplacés internes, etc... devront bénéficier d'une éducation spéciale ou alternative, selon le plan d'urgence établie par la Banque Mondiale. Ainsi donc, un programme élaboré, accéléré, est mis en place afin d'appuyer l'éducation post-conflit en Centrafrique. Ce programme doit d'abord favoriser le recrutement des enfants dont l'âge varie entre 12 ans et 15 ans pour être formé. Car certains niveaux devraient également être fusionnés selon ce qui était établi. Par exemple, CI-CP devient niveau 1, CE1-CE2 devient niveau 2, enfin CM1 CM2 devient niveau 3 et cela durera 3 ans. Ces enfants après avoir passé le troisième niveau passeront le concours d'entrée en 6^{ème} pour aller au collège.

Nous signalons également qu'un comité technique national de la cellule d'urgence du Département de l'Éducation Nationale, les cadres de l'École Normale d'Instituteurs (ENI), des Centres Pédagogiques Régionaux (CPR) de l'Institut National de Recherche et d'Animation Pédagogique (INRAP) y compris les Inspections Académiques (IA), a été mise sur pied, afin de définir l'éducation accélérée dans le contexte centrafricain et veiller au développement et à l'application du curriculum condensé sur les trois niveaux du primaire (F1).

III.7.5 Autres activités d'urgence

Le PUSEB (Projet d'Urgence au Soutien de l'Éducation de Base) financé par la Banque Mondiale, n'a pas seulement pour objectif l'accès à une éducation de qualité mais également le renforcement de base, capacité de gestion du secteur éducatif pour une durée de 5 ans. D'autres activités concernent aussi la construction et la réhabilitation des infrastructures scolaires, et l'augmentation des salles de classe surtout au niveau du fondamental 1. Car il y a

peu des salles de classe pour les enfants en situation post-conflit. En effet, les déplacés internes sont tellement nombreux à Bangui à cause de l'insécurité dans les zones de provinces. Alors, la paix et la sécurité leur donnent l'assurance de reprendre les études mais le problème des salles de classe se pose encore. C'est ainsi que le PUSEB, a jugé également nécessaire de tenir compte de cette situation.

N'oublions pas aussi que le projet s'occupe de la formation d'environ 6000 enseignants d'ici 2023, afin de résorber le problème de déficit d'enseignants qualifiés au fondamental 1 en Centrafrique, après les conflits militaro-politiques dans le pays. En outre, la formation des cadres du Ministère dans le cadre du management de l'éducation, n'est pas aussi exclue des objectifs fixés par le dit projet. En effet, le projet posera la première pierre de la construction d'un Institut National de Formation des Formateurs, dans un proche avenir dans le Nord du pays, précisément à 7 Km de la ville de Bossangoa. Mais toujours dans ce domaine d'infrastructures scolaires, quatre (4) nouvelles écoles de formation seraient prévues, selon un plan du Département en charge de l'Éducation Nationale. En effet, ces IFPE devront en principe inclure une section pour la formation des enseignants de préscolaire. Car ils pourront tout de même aussi se pencher sur la formation continue des enseignants vacataires (du fondamental 1).

III.7.6 Disponibilité des salles des classes au fondamental 1.

Compte tenu de la faible densité de la population, les mauvais états des voies de communication, le fort taux d'analphabétisme, la RCA vient de sortir des crises récurrentes (crises militaro-politiques), les bonnes conditions d'accès à l'éducation se posent avec acuité dans ce pays. Car offrir l'accès à une éducation de qualité, digne de son nom aux enfants du fondamental 1 (primaire), n'est pas facile à l'heure actuelle. En effet, c'est un défi majeur de la politique éducative à relever. Par rapport au cycle primaire (fondamental 1), les unités d'observation du SIGE (Système d'Information de Gestion de l'Éducation), sont les « écoles de direction » et non les écoles géophysiques. Disons que les salles de classes sont comptabilisées par chaque école de direction. Ainsi, les nombres des salles des classes dénombrées à partir du SIGE.

Tableau 4 : Ecoles géophysiques et salles de classes de F1 (deux écoles de direction)

		NOMBRE	POURCENTAGE
Écoles	RCA hs Bangui	137	5%
	Bangui	21	12%
	Total	158	5%
Salles de classes	RCA hs Bangui	779	8%
	Bangui	427	21%
	Total	1206	10%
Élèves	RCA hs Bangui	181.977	18%
	Bangui	63415	38%
	Total	245.392	21%

Source : SIGE 2018-2019, calculs des auteurs

Cent cinquante et huit (158) écoles géophysiques, habitent trois cent seize (316) écoles de direction ont été identifiés. Ces écoles géophysiques comprennent mille deux cent six (1206) salles des classes sur les douze mille deux cents (12 200) (soit 10%) dénombrées dans le SIGE. Autrement dit le nombre total de salles de classes de primaire dénombrées dans le système.

Tableau 5: Nombre et type de salles de classes pour le cycle primaire (F1)

	Total	Total RCA		Secteur public			Secteur privé		
		RCA hs Bangui	Bangui	Total RCA hs Bangui	Bangui		Total RCA hs Bangui	Bangui	
Total	12.200	10.104	2006	92%	8282	1004	2914	1912	1002
En bon état	77%	73%	97%	73%	70%	95%	91%	87%	98%
Types de salles									
En dur	41%	37%	62%	39%	35%	65%	49%	44%	59%
Semi dur	35%	36%	31%	34%	34%	28%	40%	43%	34%
Hangar	24%	27%	7%	28%	30%	7%	11%	13%	7%

Source : SIGE 2018-2019

Parmi les 12.200 salles des classes choisies qui accueillent les enfants du fondamental 1, 77% soit 9383 sont répertoriées comme bon état soit 97% de celles de l'IAB (Inspection Académique de Bangui) et 73% hors Bangui. 41% de la totalité sont construites en dur et 35% en semi dur mais près d'un quart soit 24% en simple hangars.

Tableau 6 : Nombre d'élèves du cycle primaire (F1) par salle de classe.

Total RCA	Secteur public	Secteur privé
RCA hs Bangui	Total RCA hs Bangui	Total RCA hs Bangui
Bangui	Bangui	Bangui
Par salle 96 98 84	106 106 107	63 65 61
Par salle bon état 125 134 87	146 151 113	70 75 62

Source : SIGE 2018-2019

Pour ce tableau, on n'aura qu'une salle de classe disponible pour 96 élèves de primaire (F1) en Centrafrique. Car nous constatons que, ce chiffre est supérieur dans le secteur public soit une salle pour 106 élèves par contre dans le secteur privé 63 élèves. Concernant les salles en bon état, elles sont prises en charge ainsi seulement une salle de classe pour 125 élèves est disponible en RCA. Soit une salle pour 146 élèves dans le secteur public.

III.7.7 Programme d'éducation accélérée

Au regard des réalités socio-éducatives Centrafricaines, le pays vient de sortir de différentes crises militaro-politiques qui a un impact grave sur tous les secteurs productifs du pays. En effet, les partenaires éducatifs et financiers en accord avec le Département de l'Éducation Nationale, avaient mis en place des programmes d'Éducation Accélérée pour aider de nombreux enfants et adolescents, qui ont des difficultés de scolarisation à causes des fermetures des écoles consécutives à la crise politique, est sécuritaire à partir de 2013. Le PEA (Programme d'Éducation Accélérée) par rapport au programme définit favorise l'accès à l'éducation des enfants de certaines catégories défavorisées, des enfants traumatisés trop âgés non scolarisés, ainsi que des jeunes déscolarisés dont l'éducation a été stoppée à cause de la pauvreté excessive, la marginalisation, les conflits et les troubles sociaux, Car l'objectif du

PEA , est d'appliqué une méthode d'apprentissage en adéquation avec leur maturité cognitive. Les activités du PEA ont démarré à Bangui avec la formation de 35 enseignants, l'identification des enfants et adolescents bénéficiaires y compris l'identification également des centres pour le PEA.

III.7.8 Construction et réhabilitation des salles de classe au fondamental 1(f1)

III.8 REINSERTION DES ENFANTS ENRÔLES DANS LES CONFLITS

Tout d'abord, l'enrôlement des enfants dans les groupes et forces armées en tant qu'enfant soldats, demeure encore un grave défi à relever en Centrafrique. Ainsi la vulnérabilité des enfants, des déplacés internes a abouti à leur exploitation sous plusieurs formes par des forces internationales. En effet, l'exacerbation de la pauvreté endémique à travers les conflits militaro-politiques, a également eu un impact grave sur la majorité des jeunes filles. De même, quelques garçons étaient aussi recrutés dans les groupes non conventionnels.

III.8.1 Réinsertion socio-économique.

La réinsertion socio-économique des enfants enrôlés dans les conflits armés à l'heure actuelle est très importante. Surtout que les enfants ne sont pas totalement à la fin de leur gouffre. Car, cette réinsertion doit d'abord tenir compte des besoins réels de la communauté dans laquelle où vivent ses enfants sans discrimination ethnique. Selon Nguilé, (F). (2006) chef de Département de la formation à l'ENS (École Normale Supérieure) de Bangui : « Le pays en situation post-conflit est caractérisé par un appauvrissement généralisé de la situation socio-économique ». Face à cette extrême pauvreté, l'UNESCO depuis 2005 était obligée d'organiser des formations dans le domaine de la formation afin de soulager un peu le système éducatif, qui était en état de déconfiture compte tenu de cette situation difficile. Dès 2015, certaines ONG internationales commençaient à mettre en place quelques projets, surtout communautaires de réinsertion socio-économique, destiné aussi à des groupes d'enfants vulnérables, c'est-à-dire pas uniquement les enfants soldats. En effet, la mise en place des projets visant un développement économique inclusif, représente une perspective potentiellement positive, en vue d'instaurer la paix durable et la stabilité au sein de leur communauté respective. Par exemple, dans l'un de ces projets ce sont les enfants eux-mêmes qui choisissent par rapport à leurs goûts tels que le commerce, l'élevage, la maçonnerie, etc...

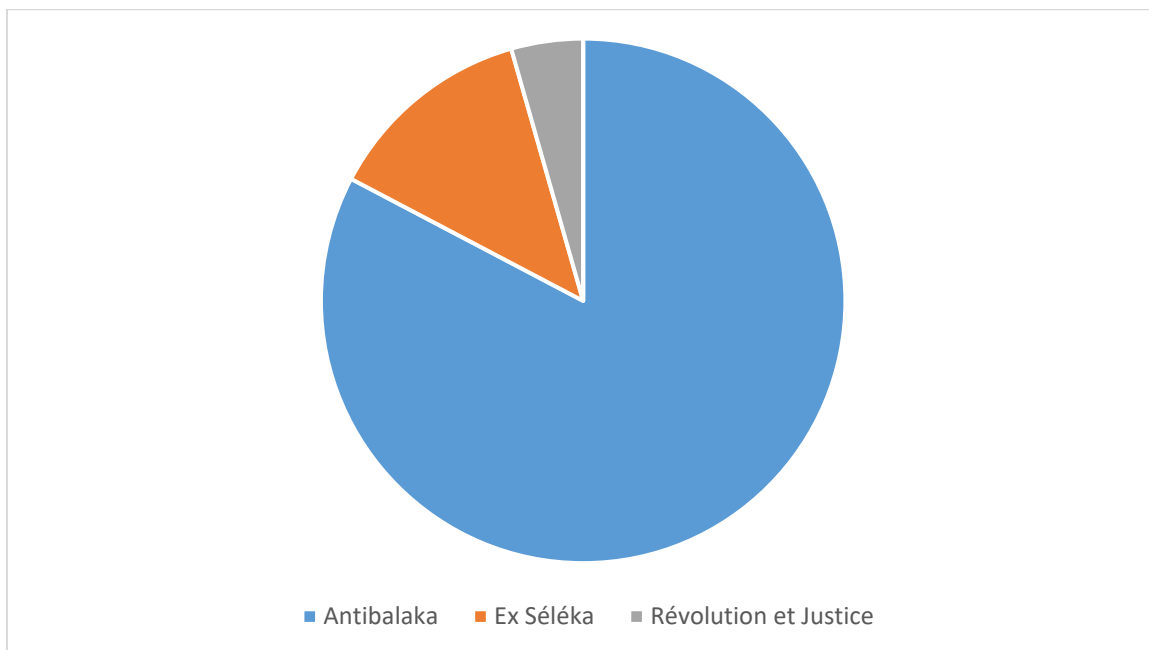


Figure 8 : Statistiques pour les 7005 enfants enrôlés démobilisés et réinsérés de Janvier 2014 à Mars 2016

Source : UNICEF, RCA, 2016

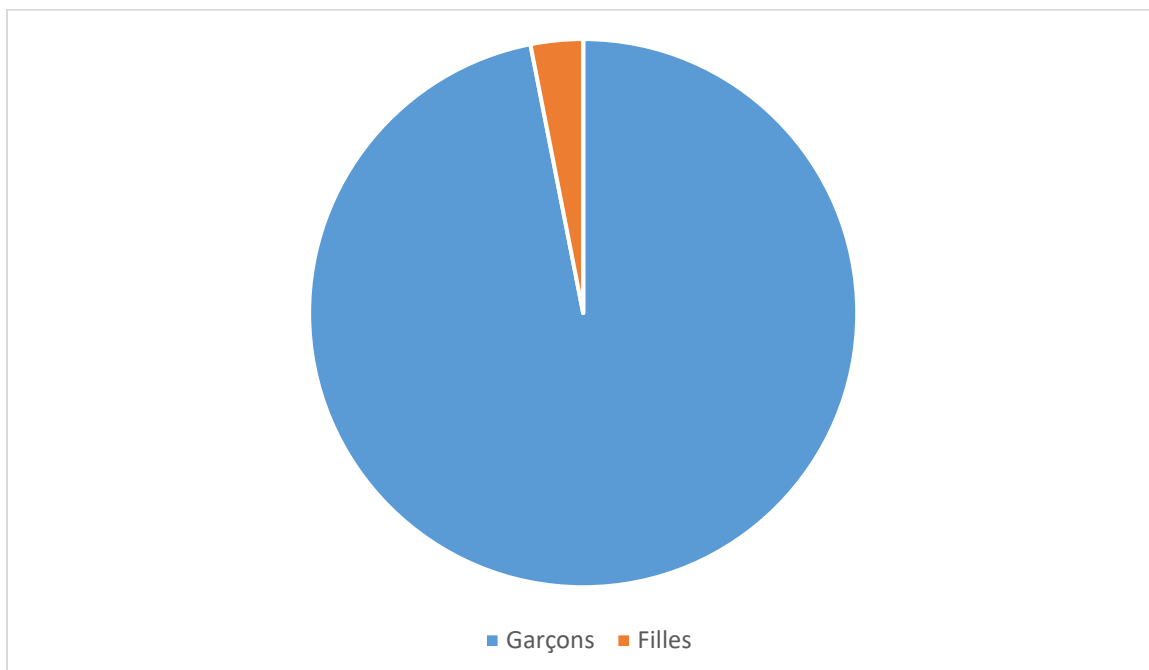


Figure 9 : Sexe enfants démobilisés et réinsérés

Source : UNICEF, RCA, 2016

III.8.2 Réinsertion à base communautaire

S'agissant de la réinsertion à base communautaire, une stratégie est mise en place, qui a pour objectif de travailler avec tous les membres de la communauté. Car il s'agit de les impliquer tous, aux différentes activités de réinsertion socio-économique des enfants-soldats et prévenir dans l'avenir un risque de nouveau recrutement des enfants. En effet, ces activités en question consistent avant tout d'identifier, les enfants victimes des exactions, des sévices, de maltraitements et autres mauvais traitements inhumains.

Enfin de compte, cette stratégie vise à renforcer la paix tant recherchée, la cohésion sociale, la réconciliation nationale parmi les communautés Centrafricaines très divisées actuellement. Nous disons également qu'avant cette stratégie, un travail d'amont, a été déjà fait, en ce sens que les enfants-soldats devront être cantonnés dans un camp spécial, ou gardés dans un centre de réception pour la circonstance et surtout les adultes. En effet, cela ne devra pas beaucoup prendre du temps. Ces enfants-soldats ne devront pas aussi cohabiter ensemble avec les Autorités militaires pour ne pas que les gens ne soient pas désagréablement surpris de leurs comportements. Autrement dit, si les responsables ne font pas attention ces enfants-soldats pourront être encore récupérés pour d'autres fins utiles. Ainsi donc, ces centres devront toujours faire l'objet d'un contrôle minutieux et continu pour éviter la stigmatisation, la discrimination, la ségrégation, etc...

III.8.3 prise en compte des enfants traumatisés

III.8.3.1 Soutien psychosocial

Une aide psychosociale pouvait permettre de beaucoup prêter mains fortes aux enfants enrôlés dans les conflits militaro-politiques, à revenir à la vie civile. Disons clairement, ce soutien psychosocial est en quelque sorte un appui direct, surtout aux élèves d'une manière générale, à oublier les séquelles, les chocs subis, les traumatismes psychologiques pendant les événements douloureux et tragiques vécus. Il faut aussi comprendre que dans la plus part du temps, ce soutien fait beaucoup plus partie des programmes d'éducation post-conflit en Centrafrique en générale et dans l'Inspection fondamentale¹ de Bangui en particulier. N'oublions pas aussi que, ce ne sont pas seuls les élèves qui sont traumatisés, mais également les enseignants ont été victimes des traumatismes pendant ces conflits militaro-politiques.

Au regard de tout ce qui précède, la réintégration, la réinsertion socio-économique des enfants enrôlés surtout les élèves, devraient beaucoup s'appesantir sur la réinsertion de la famille et le soutien psychologique, l'éducation d'urgence et les opportunités économiques. Le

soutien psychosocial, appuyer par le système éducation, apporte de l'aide aux enfants –soldats à se réintégrer dans la vie civile ou bien de garder leurs étiquettes, des enfants-soldats et valorisés par leurs communautés et leurs familles. En effet, ce processus engagé concernant le soutien psychosocial, vise tout d'abord à donner une garantie aux enfants-soldats la possibilité d'exercer leurs droits parmi lesquels l'éducation formelle et extra-scolaire, l'unité de la famille et le droit à la protection contre le danger.

Dans cet état de chose, l'UNICEF par exemple ne cesse d'apporter de l'aide éducative aux enfants en situation difficile. Car, cette aide n'est autre chose que des fournitures éducatives et en plus s'occuper de la formation des enseignants pour être au même niveau avec les autres malgré cette période de crise militaro-politique. Les enfants ne peuvent pas être abandonnés à leur triste sort sous prétexte de l'insécurité grandissante et chronique durant ces moments difficiles. Car, ils ont droit à l'éducation, c'est pourquoi les organismes internationaux, qui sont dans le système des Nations-Unies sont obligés de tenir leurs engagements internationaux lors des grandes réunions internationales pour apporter leurs soutiens psychosociaux et éducatives aux enfants-soldats.

Disons aussi que l'UNICEF à travers ses efforts fournis en faveur de l'accès à l'éducation post-conflit, a atteint 23% des enfants visés mais malheureusement, il y a seulement 6% des enfants cibles qui ont bénéficié d'une éducation de qualité. Une chose importante à ne pas oublier, c'est que pendant cette période de crise nous remarquons que beaucoup des parents qui ont vécu et connu ces événements douloureux et tragiques, n'ont vraiment pas l'intention de laisser leurs enfants aller à l'école. Malgré qu'ils attachent beaucoup de prix à l'institution étatique, qui représente l'avenir, l'espoir des enfants. Ils n'acceptent pas que leurs progénitures s'aventurent dans les établissements scolaires pour ne pas perdre leur vie. Car, l'insécurité est trop grandissante et chronique. Il suffit d'un rien ou d'une trahison orchestrée pour être victime d'enlèvements ou de tortures corporelles pouvant conduire à la mort.

D'ailleurs, les enfants sont même optimistes qu'un jour, les conflits finiront et que les portes des écoles s'ouvriront. Il ne faut pas ignorer que pendant ces moments difficiles, la coordination du cluster éducation a choisi un endroit propice et protégé, pour prendre en charge les enfants dans l'Inspection de Bangui. Car les enfants étaient tellement traumatisés, qu'ils gardaient par devers eux des traumatismes cervicaux, qui sont à l'origine des chocs subis, des frustrations, autrement-dit des viols au vu et au su de tout le monde. Tous ceci restent encore gravés dans leurs mémoires. Compte tenu du pic élevé des violences aveugles, beaucoup

d'écoles ont été pillées et vandalisées, sabotées et occupées par les groupes armés, les auto-défenses, les enfants soldats ne pouvaient pas fréquenter les établissements scolaires. Quelque fois, élèves et enseignants étaient considérés comme des victimes à abattre. Si bien que l'UNICEF est obligé d'apporter des besoins pressants en matière d'éducation en créant des salles de classe accueillant et desservant plus de 25 000 enfants âgés de 3 à 18 ans sur les plus grandes sites des déplacés internes.

III.8.3.2 Soutien transitoire

S'agissant du soutien transitoire, nous avons constaté que l'UNICEF en synergie avec le Ministère des affaires sociales appuyée par les partenaires internationaux, ont beaucoup œuvré dans ce sens. Autrement dit, le recours auprès des familles respectives d'accueil concernant cette prise en charge qui est temporaire aux enfants-soldats traumatisés, devrait mettre en place un mécanisme c'est-à-dire une stratégie pouvant rétablir ses enfants dans leurs environnements ambiants.

En effet, cette stratégie est moins coûteuse en cette période de post-conflit. En outre, elle ne permet pas un bon suivi des enfants qui ne vont pas dans les centres le jour, et qui de ce fait restent vulnérables au recrutement. Par rapport aux réalités sur le terrain, cette stratégie de prise en charge a besoin d'être encore renforcée. Disons aussi que, tous ses groupes armés pour le moment ont encore un lourd poids socio-économique, qui n'a pas encore trouvé de solutions adéquates. On constate même actuellement que certaines ONG de protection des enfants, cherchent à tout prix à gérer certains projets de réinsertion économique, dans lesquels on retrouve des programmes de formation professionnelle, de petits métiers tels que la maçonnerie, la soudure, l'électricité, la mécanique générale, etc... et des activités génératrices de revenus tels que le commerce, l'élevage, le jardinage, etc... En principe, nous pensons qu'une éducation surtout inclusive qui est accessible à tous les enfants en âge d'aller à l'école, devrait être très favorable pour ces enfants, autrement dit une aide importante pour leur bien-être psychosocial, favorable au processus de cohésion sociale.

III.9 DISPOSITIF DE FORMATION DES ENCADREURS

Depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, le système éducatif Centrafricain, est toujours considéré comme un héritage de l'ancienne puissance coloniale. Mais quelques années plus tard, le système est sérieusement mis à mal par des crises militaro-politiques récurrentes. Abordant la question des dispositions de formation, tout d'abord un dispositif de formation se limitait toujours aux infrastructures scolaires, telles que les équipements scolaires, les bâtiments, les livres, les tables-bancs, salles de classes, etc... qui permettront aux enfants de bien apprendre dans un environnement sain, ambiant et propice. Il faut savoir que depuis son accession à l'indépendance, la Centrafrique jusqu'à présent ne dispose qu'une seule École Normale Supérieure qui s'occupe, de la formation des professeurs du premier cycle et du second cycle, située à Bangui avec une faible capacité d'accueil. Ensuite l'unique École Normale d'Instituteurs qui forme les Instituteurs du pays, est située à 400 km de Bangui, c'est-à-dire à Bambari dans le centre-est du pays. A la lumière de ces dispositifs de formation, en RCA beaucoup reste encore à faire. En cette période post-conflit, nous pensons qu'il est important de prendre des dispositifs de formation pour encadrer les enfants en âge d'aller à l'école, qui sont sérieusement traumatisés durant ces moments difficiles.

En effet, des projets de créations d'autres Écoles Normales d'Instituteurs à Bangui, à Bouar et Bossangoa sont en cours, afin de résorber un peu le problème de déficit en personnel enseignant qualifié. Il faut connaître également que les dispositifs concernant les programmes de formation des encadreurs en situation d'urgence sont très nécessaires . Pour cela, un certain dispositif ou un nombre des moyens des procédures ou démarches pédagogiques à suivre devraient être adoptés afin d'atteindre un but. En définitive, un dispositif de formation des encadreurs qui est en quelque sorte une planification, et qui exige une préparation minutieuse à court moyen et à long terme pour l'avenir des enfants en Centrafrique. En outre, les dispositifs académiques, administratifs d'une manière générale et les relations avec les partenaires éducatifs particulièrement, planifient les activités de formation en répartissant les contenus et programmes d'enseignement aux enfants en situation post-conflit. Par rapport à ces dispositifs, actuellement la Banque Mondiale à travers le PUSEB a élaboré un programme de formation, des enseignants qualifiés, surtout l'éducation de base environ 6000 jusqu'en 2023. Beaucoup d'activités seront réalisées dans le domaine des infrastructures scolaires et renforcement des capacités d'accueil concernant les salles de classe.

Comme nous le savons tous, cette crise militaro-politique qui a débuté depuis 2012 en province et en Décembre 2013 à Bangui, a tellement des impacts négatifs sur tous les domaines

socio-éducatifs, socio-économiques, politiques, culturels etc... aucun domaine n'est épargné, les tissus sociaux sont déchirés à cause de la violence aveugle et de l'esprit de vengeance. Face à cet état de chose, les comportements des enfants ne reflétaient plus les valeurs culturelles Centrafricaines pleines de très bonnes règles sociales. En effet, l'éducation de base qui était le fondement de la nation centrafricaine, n'était plus ce qu'elle était. Les jeux violents se sont propagés un peu partout dans les établissements scolaires et dans les quartiers, au sein des familles respectives. Alors, comment mettre fin à cette spirale de violences aveugles, la haine foncière, les contres valeurs culturelles dans la manière de faire et d'agir des enfants en situation post-conflit en Centrafrique en général et à l'Inspection fondamentale 1 de Bangui en particulier ?

En effet, les enfants qui ont subi des atrocités, gardent encore les séquelles et affichent aujourd'hui des changements de mentalité. Ainsi de nos jours, l'éducation des enfants en situation post-conflit, doit être l'affaire de tout le monde et non l'affaire de l'Etat seule. Car, elle doit donc être démocratique. Pour que chaque société atteigne son développement durable et harmonieux, l'État doit montrer son entière disponibilité pour l'éducation scolaire, en mettant un accent particulier sur la formation, dans le domaine de la citoyenneté, de l'instruction civique, de l'inter culturalité, des droits humains et de la cohésion sociale. En définitive, cette première partie nous permet d'avoir une vue synoptique par rapport au tableau d'opérationnalisation des hypothèses formulées.

Tableau 7 : Tableau synoptique

Variables de l'étude	Indicateurs	Modalités
----------------------	-------------	-----------

- Finalités éducatives	Visibles	Favorables
- Programme scolaire adapté	Concrète	Favorables
- Types méthode adapté	Concrètes	Favorables
- Qualité de l'enseignement	Visible	Défavorables
- Qualité du recrutement	Visible	Favorables
- Types d'évaluations	Concrètes	Favorables

CONCLUSION :

Concernant cette deuxième partie dans nos travaux de recherche, il y a toujours des mots clés qui portent à confusion et nécessitent une clarification afin de permettre aux lecteurs de bien cerner le contenu.

De nos jours, le problème de l'éducation est d'actualité. Nul ne peut démontrer le contraire. Car, nous devons vivre dans un monde éduqué, civilisé et développé. En effet, l'éducation depuis toujours est le fondement du développement durable d'un pays. Pour cela, beaucoup de chercheurs, de savants, des spécialistes en éducation, n'ont pas un point de vue univoque qu'on pourrait le penser. Malgré les différents concepts donnés, tous visent le développement humain et durable de l'être humain. En outre, l'urgence de l'éducation par rapport à la situation des enfants en Centrafrique n'est pas à négliger. Cependant, il faut tout faire pour rechercher des pistes et voies afin d'inculquer le savoir, le savoir-faire, le savoir-être et le savoir agir à ces derniers. En effet, chaque être humain a une manière de réagir et son devenir dépend d'une part de l'éducation de base qu'il reçoit et d'autre part de l'influence de la société dans laquelle il vit.

Ainsi, après avoir fini le cadre théorique, il est aussi nécessaire d'aborder le cadre méthodologique de notre sujet d'étude.

DEUXIEME PARTIE :
CADRE MÉTHODOLOGIQUE
Et
OPÉRATOIRE

INTRODUCTION :

Le problème de l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique, ne concerne pas seulement le gouvernement. Car ; il est l'affaire de tout le monde. Si on veut effectivement avoir une éducation de qualité pour transmettre les connaissances à nos enfants

en perte de repères, nous devons tous laisser nos querelles stériles et chercher, des voies et moyens, appuyé par la communauté Internationale, afin de relever le système éducatif Centrafricain qui est très malade. Par ailleurs, l'éducation actuellement depuis l'adoption de la loi d'orientation (1997), constitue l'élément principale des grandes précisions prises, afin de mettre fin aux difficultés du dit système éducatif. Ainsi pour mieux aborder cette troisième partie de notre travail portant sur le cadre méthodologique et opératoire, il est important de rappeler à nos lecteurs, que c'est une partie trop technique et pratique par rapport aux données recueillies sur le terrain pendant les enquêtes. Pour cela, certaines méthodologies nous ont permis d'aborder avant tout la délimitation de notre zone d'étude, adopter les types de recherches et les méthodes d'analyse de recherche qui nous ont aidé à la présentation, analyse et interprétation des résultats recueillies auprès de nos enquêtés sur le terrain. Enfin, le dernier chapitre est beaucoup plus basé sur les vœux et les recommandations fortes adressés aux concernés et au Gouvernement pour déboucher à la conclusion générale travail.

CHAPITRE IV : METHODOLOGIE DE L'ETUDE

IV.1 DÉLIMITATION DU CHAMP D'ÉTUDE

La délimitation d'un champ d'étude est une activité qui consiste à circonscrire le terrain d'étude, à fixer les limites, le lieu d'étude ou de la recherche. Cette délimitation du champ d'étude donne la possibilité au chercheur de bien cadrer sa zone d'étude en vue d'une bonne

recherche et d'une bonne interprétation. Pour ce faire, nous parlerons avant tout de la situation géographique.

IV.2 SITUATION GÉOGRAPHIQUE

La situation géographique concerne l'Inspection Fondamentale 1 de Bangui ou la circonscription Scolaire de Bangui1, qui gère deux écoles géophysiques par rapport à notre étude. Il s'agit des écoles KOUDOUKOU (filles et garçons) et école GBAYA DOMBIA (filles et garçons), situées dans l'Ouest de Bangui en plein centre du Km 5 ou zone 5 à majorité Musulmane. Avant la crise militaro-politique, le bureau de l'Inspection fondamentale 1 de Bangui où la Circonscription Scolaire de Bangui 1 était logé dans l'enceinte de l'école KOUDOUKOU, juste en face du siège de la croix rouge Centrafricaine sur l'avenue KOUDOUKOU au KM 5.

À cause de ces crises militaro-politiques que le pays avait connu depuis ces cinq (5) dernières années, actuellement l'Inspection académique au fondamental 1 de Bangui communément appelée Circonscription Scolaire de Bangui 1, est déplacée et logée à l'école Notre Dame de Bangui dans le 4^{ème} arrondissement de Bangui entre la PAM (Programme Alimentaire mondial) à l'Ouest vers le croisement de la réconciliation nationale, le marché Miskine et l'avenue des martyres menant vers l'aéroport de Bangui et la paroisse Notre Dame de Bangui sur l'avenue KOUDOUKOU en face des 36 villas dans le 4^{ème} arrondissement. Elle est limitée à l'Est par le lycée Barthélemy BOGANDA, Président Fondateur de la République Centrafricaine, l'Assemblée Nationale et le grand quartier des chrétiens Boy-Rabe. Elle est également à cheval sur la Circonscription Scolaire de Bangui 3. Au Nord, elle est limitée par l'école Saint François et les grands quartiers nord (Gobongo, Fouh) à la sortie Nord de Bangui. Au Sud, elle est limitrophe au lycée Centre Protestante pour la Jeunesse, le siège national du HCR menant vers l'Inspection Académique de Bangui, la DEC (Direction des Examens et Concours), le CPR de Bangui, les écoles 36 villas, École Normale Supérieure de Bangui, le lycée d'Application de l'ENS. Enfin l'Inspection fondamentale 1 de Bangui est divisée en quatre secteurs (4) scolaires et couvre finalement une superficie de 130 487, 85 m².

IV.2.1 Population de l'étude

La population d'enquête de notre étude est l'ensemble des éléments définis à l'avance sur lesquels le chercheur mène ses investigations. Car notre population ainsi est composée des élèves, des enseignants et Directeurs d'écoles, des parents d'élèves, des Autorités Educatives.

En effet, cette population cible regroupe les enquêtes cités ci-haut qui constituent les individus de la population Centrafricaine ou de la zone du Km 5 dans le quartier musulman à l'Ouest de Bangui.

Tableau 8 : Situation des écoles par secteur scolaire

SECTEURS SCOLAIRES	ÉCOLES	STATUTS	NATURE
secteur scolaire n° 1	koudoukou g a	publique	cycle complet
	koudoukou g b	-----//-----	-----//-----
	koudoukou f 1	-----//-----	-----//-----
	koudoukou f 2	-----//-----	-----//-----
	gbaya-dombia g	-----//-----	-----//-----
	gbaya-dombia f	-----//-----	-----//-----

Source : IAB

Cette situation fait allusion à celle des écoles par secteur aux écoles géophysiques par Directions et au classement de ces écoles selon leur importance.

Tableau 9 : Ecoles Géophysiques/directions

SECTEURS SCOLAIRES	STATUTS	ÉCOLES GÉOPHYSIQUES	ÉCOLES/ DIRECTIONS
secteur scolaire n° 1	publique	koudoukou	koudoukou garçons 1 koudoukou garçons 2 koudoukou filles 1 koudoukou filles 2
		gbaya-dombia	gbaya-dombia garçons gbaya-dombia filles

Source : IAB



Photo 6 : Inspection du Fondamentale 1 de Bangui

Source : Rengue olivier

IV.2.2 Échantillonnage

L'échantillonnage reste de nos jours un outil de recherche opérationnel et sociologique et en Sciences de l'Éducation. Il permet de déterminer ce qu'on appelle l'échantillon, qui est l'ensemble d'individus extraits d'une population plus large appelée population mère ou population de référence. En outre, c'est aussi un ensemble d'individus sur qui des observations seront réalisées afin de généraliser les résultats sur l'ensemble premier.

En effet, il doit contenir toutes les caractéristiques de la population mère pour être représentatif.

IV.2.3 Détermination de la taille de l'échantillon

Par rapport à notre sujet d'étude, pour être près des réalités concrètes, fiables et vécues, nous avons jugé mieux d'opter l'échantillonnage stratifié pondéré ou proportionné. Car ce type d'échantillonnage intègre, nécessite la division de la population mère non seulement en strates, mais aussi en sous strates à partir desquelles va être tiré échantillon représentatif. En effet, notre population mère ou population totale ici, est composée de 1220 personnes ou individus. Faute de moyens sûrs adéquats et appropriés par rapport à notre sujet de recherche autrement dit notre zone d'étude, règne un climat de méfiance, d'insécurité grandissante et

persistante, impactant sur la scolarité des enfants. Alors, nous ne sommes pas véritablement en mesure d'enquêter tous nos enquêtés. C'est pour cela que nous avons jugé mieux interroger seulement dix pour cent (10%) de la population totale ou population mère. Ainsi donc, cela nous amène à multiplier la population mère par dix (10) puis diviser par cent (100) pour obtenir un échantillon représentatif, d'une taille de cent vingt-deux (122) individus ou enquêtés.

$$\frac{1220 \times 10}{100} = 122 \text{ personnes à interroger.}$$

Tableau 10 : des quatre (4) échantillons

N°	Catégorie échantillon	Échantillon prévu	Échantillon touché	%
01	Élèves	80	77	98,71%
02	Enseignants	22	20	90,90%
03	Parents d'élèves	10	10	100%
04	Autorités Éducatives	10	10	100%
Total	04	122	117	95,90%

IV.3 MÉTHODE DE RECHERCHE

Dans tous travaux de recherche, il est toujours nécessaire de définir les méthodes qui nous permettront de bien mener nos recherches. Il s'agit de, de définir les techniques à utiliser pour les collectes des données fiables et sûres de nos recherches. D'ailleurs, plusieurs autres auteurs ont défini les techniques utilisées pour les collectes des données. Selon Loubet, J F (2000) : « *les techniques sont les procédés de recherche qui serviront à mettre en œuvre concrètement et à réaliser les opérations, aux différentes méthodes de la recherche* ». En outre, les instruments de recherche des données de notre sujet de thèse sont également des techniques et des procédés opératoires rigoureux bien définis, transmissibles, susceptibles d'être appliqués aux genres de problèmes éducatifs et phénomènes sociaux.

En effet, chaque méthode présente également un degré de satisfaction de validité dans les opérations de prises d'informations. D'une manière générale, les instruments de recherche des données, qui nous ont permis à recueillir des données sont constitués de tout d'abord de la recherche documentaire, l'entretien, le questionnaire et l'observation.

IV.3.1 Recherche documentaire

Pour bien mener nos travaux de recherche, nous avons fait des analyses de quelques documents relatifs à notre sujet de thèse. Nous avons recensé quelques écrits, revues, mémoires et thèses, articles, etc. qui traitent de près ou de loin notre sujet de recherche. La fréquentation des quelques rares bibliothèques et centres, nous ont également permis de réunir quelques idées utiles non seulement pour la recension des écrits ou revues de la littérature mais aussi pour préparer nos questionnaires. À travers nos recherches dans notre zone d'étude même si nous constatons que quelques groupes armées ou autodéfenses protègent l'école font la promotion par contre d'autres négligent et vont même jusqu'à attaquer physiquement certains enseignants et écoliers, détruisent certains centres de réinsertion sociale. Les Groupes Armés Non Etatiques (GANE) en principe ne doivent pas empêcher le bon fonctionnement des écoles mais plutôt la protéger car, le droit à l'éducation est reconnu par les Nation Unies, l'Union Africaine. En effet, le droit humanitaire rend obligatoire la poursuite de l'éducation dans les zones de conflits. Car la quatrième convention de Genève par exemple oblige la puissance occupante à faciliter le bon fonctionnement des Institutions consacrées à l'éducation dans les zones occupées... et insistés sur le cas de certaines catégories des jeunes touchés par le conflit pour que les parties au conflit s'assurent que leur éducation soit facilitée en toute circonstance.

D'une manière générale, certains États à titre d'exemple sont tellement fragilisés à cause de la GAVE qui occupe une partie du territoire, empêchant l'accès à l'éducation des enfants avec des conséquences incommensurables sur l'avenir des jeunes. L'éducation est un domaine dans lequel les groupes armés ou rebellions devront respecter et protéger. Les conflits militaro-politiques constituent un handicap majeur pour l'éducation des enfants en Centrafrique en général et dans les écoles KOUDOUKOU et GBAY-DOMBIA en particulier dans la zone du Km 5 à l'Ouest de Bangui. Ces soi-disant auto-défenses dans cette zone du PK 5, sont un facteur paralysant l'éducation des enfants l'appauvrissement des familles et une augmentation de l'insécurité des installations et des personnels enseignants détruisant également les infrastructures scolaires et éducatives, entravent l'assistance humanitaire notamment l'approvisionnement en matériel éducatif d'urgence. A titre d'exemple par rapport à notre sujet

de recherche, l'ONG internationale SAVE the Children estime que la majorité des jeunes déplacés dans l'Est de la RDC (République Démocratique du Congo), n'ont aucun accès à une éducation formelle ou informelle depuis 1998. Les rebellions ou groupe armés ont tellement exacerbé leurs difficultés d'accès à l'éducation détruisant systématiquement les infrastructures scolaires. Bien souvent, ils utilisent les tables bancs comme bois de chauffage et occupent selon leur durée les écoles. Au Liban par exemple, le HEZBOLLAH est à la fois un groupe armé non étatique et un acteur politique contrôlant un nombre de municipalités dans le Sud du pays. Car ils entretiennent une unité Education en assurant le fonctionnement d'un certain nombre d'écoles primaires et secondaires, desservant ainsi près de 14000 élèves principalement des Shiites. Ici, nous diront sincèrement que les conflits militaro-politiques ne favorisent pas une véritable éducation de base. Car les conflits armés internes ne constituent pas un obstacle à l'Éducation Pour Tous. Les pays touchés par les conflits militaro-politiques, prennent toujours un grand retard par rapport aux autres.

IV.3.2 Entretien

L'entretien est tout d'abord une conversation avec quelques enquêtés. Par définition l'entretien est une situation d'interaction essentiellement verbale entre deux personnes ou plus en contact direct avec un objectif préalablement visé. En d'autres termes, l'entretien vise essentiellement à recueillir les données ayant trait aux opinions, aux attitudes, aux connaissances. En effet, pour Madame GRAWITZ (1992) « *L'entretien est un procédé d'investigation scientifique utilisant un processus de communication verbale pour recueillir des informations en rapport avec le but fixé* ». L'entretien constitue une technique de collecte des données sur un thème de recherche donné. Selon LOUBET, J L (2000) « *L'entretien est défini comme un type de relation interpersonnelle que le chercheur organise avec les personnes dont il attend des informations en rapport avec le phénomène qu'il étudie* ».

GRAWITZ (M) (1992) dira encore que : le terme entretien correspond mieux à la notion anglaise d'interview. Dans le langage courant, l'interview revêt un caractère important et un aspect journalistique souvent spectaculaire. Alors que l'entretien conserve un caractère sérieux et confidentiel. L'élément qui nous intéresse plus est constitué par le fait qu'il s'agisse dans les deux cas d'un tête-à-tête est d'un rapport oral entre deux personnes dont l'une transmet à l'autre des informations. Si nous avons choisi cet instrument d'enquête, c'est pour avoir un contact direct avec les enquêtés (élèves, enseignants, parents d'élèves, autorités éducatives) en vue de mieux analyser et comprendre les problèmes d'éducation des enfants en situation post-conflit

dans notre zone d'étude. Mais pour cette étude, nous avons choisi l'entretien semi-direct qui consiste à s'entretenir en prenant note avec les enquêtés, en leur posant des questions bien précises qu'ils auront à répondre.

IV.3.3 Observations

Contrairement à la science de nature (physique, biologie etc.) où l'on observe grâce à des instruments de mesure (baromètre, microscope, télescope etc.), l'observation dans les sciences sociales présente des particularités. Il s'agit tout simplement d'observer un fait par exemple les destructions des matériels didactiques des écoles KOUDOUKOU et GBAYA – DOMBIA, des enrôlements forcés des jeunes écoliers dans les groupes armés qui sont des moments de l'histoire d'une population du 3^{ème} arrondissement d u Km 5. Or, la manière dont les sociétés humaines organisent et manifestent leurs existences sociales, recouvre des significations. Car une simple observation exploratoire n'est pas suffisante. Elle ne permet pas d'apercevoir la réalité sociale dans toute sa globalité. Disons aussi que l'observation est l'une des techniques utilisées dans la phase expérimentale. En effet, le but de l'observation ici est de recueillir des données relatives à notre sujet de recherche pour bien analyser. De ce fait, il existe plusieurs types d'observation. Mais l'observation appropriée à notre travail est celle dite « participante ». C'est une observation qui implique une intégration de l'observateur dans le milieu qu'il veut étudier, tout en ne perdant pas sa mission première et de tout en gardant sa neutralité en tant que chercheur. En outre, l'observation participante lorsqu'elle est bien menée permet de rassembler une richesse d'informations. Pour ce faire, la meilleure démarche du chercheur consiste à écouter attentivement les enquêtés en difficulté avant de procéder à la collecte des données.

IV.3.4 Questionnaire

Généralement le questionnaire est un document comprenant une série de questions posées de façon méthodique, en vue de recueillir des informations fiables auprès des enquêtés. Car il est la traduction en question des objectifs et hypothèses d'une étude. En effet, le questionnaire est comme des textes composés par un nombre plus ou moins élevé de questions, présentées par écrit ou sujet et portant sur ses opinions, ses sentiments et ses intérêts. Car le questionnaire doit être rédigé dans un langage simple, claire et ne doit pas influencer les enquêtés, pour que les objectifs de la démarche soient atteints. Le questionnaire selon

GAUTHIER, B. (1984) « un instrument de mise en forme de l'information fondée sur l'observation des réponses à un ensemble de questions posées à un échantillon d'une population ».

Par ailleurs, la définition proposée par QUIVY et al (1993) semble être la plus complète. Pour eux : « l'enquête par questionnaire consiste à poser à un ensemble de répondants, le plus souvent représentatif d'une population, une série de questions relatives à leur situation sociale, à leur attitude à l'égard d'opinions ou d'enjeux humains et sociaux, à leurs attentes, à leurs niveaux de connaissance ou de conscience d'un événement ou d'un problème ou encore sur tout autre qui intéresse les chercheurs ». Afin de recueillir le maximum de réponses sur notre sujet de thèse, nous avons estimé que les questions fermées vont aider les enquêtés à répondre sans trop de d'effort de mémoire. De plus, elles facilitent le dépouillement. Mais puisqu'elles ne peuvent pas parfois suggérer des opinions non spontanées chez les enquêtés, nous avons prévu des questions ouvertes pour un équilibre. La méthode des questionnaires est certainement une des plus difficiles et des plus laborieuses. Mais elle offre l'avantage d'être pratique.

IV.3.5 Distribution du questionnaire et du guide d'entretien

La distribution du questionnaire et du guide d'entretien est une technique, un procédé qui permet au chercheur de répartir ces questionnaires et guides d'entretien aux enquêtés. C'est une méthode simple qui aidera le chercheur après collecte, de se rendre compte si effectivement ses objectifs sont atteints, ses questions de recherche et hypothèses sont confirmées. La distribution de ces documents est également une des étapes les plus importantes, pour la réalisation des travaux de recherche. Pour ce fait, l'attitude, le comportement, le savoir-être du chercheur ne doit pas constituer un frein entre les enquêtés et lui. En effet, le guide d'entretien doit toujours être précédé d'une lettre introductive bien rédigée et claire, permettant aux enquêtés de bien comprendre l'importance du document en question. Cette distribution se fait manuellement mais aussi par le biais d'une personne qualifiée et disponible.

IV.3.6 Dépouillement des fiches d'enquête

Le dépouillement est une opération qui consiste à compter les réponses de nos questionnaires. Car il nous permet également de répartir les caractères distinctifs items, en un certain nombre de classes d'ensemble préalablement choisies. Les modalités de dépouillement de nos questionnaires, ne sont pas particulières. Surtout que l'usage des méthodes d'enquête

s'est largement rependu en psychologie et en sociologie. En effet la plupart des variables sont en rapport avec notre sujet de thèse, à savoir la répartition des enquêtés par sexe, âge, profession, niveau d'instruction, établissement, grade, concernant notre travail, nous avons adopté le dépouillement manuel compte tenu du climat d'insécurité, qui règne encore dans notre zone d'étude. Car il existe plusieurs méthodes de dépouillement. Aussi nous adoptons ce type de dépouillement parce qu'il est adaptable à nos enquêtés. Car, l'échantillon ne dépasse pas deux cent (200) personnes. Nous allons effectuer ce dépouillement dans des TN spéciaux qui nous permettrons de bien compter. Car chaque réponse sera concrétisée sur le TN. Ici la méthode choisie nous offre la possibilité de faire une analyse en tenant compte des catégories ou par sexe. Aussi dans ce dépouillement nous ferons une distinction entre les questions ouvertes et les questions fermées.

IV.4 MÉTHODE D'ANALYSE

Au cours de cette étude, nous utiliserons quatre (4) méthodes pour mieux réaliser notre travail. Il s'agit de la :

- Méthode comparative
- Méthode qualitative
- Méthode quantitative
- Méthode historique

Selon LOUBET (J, L) (200) « *La méthode de recherche est la seule marche rationnelle de l'esprit pour arriver à la connaissance ou à la démonstration de la vérité* ».

IV.4.1 Méthode comparative

Pour GRAWITZ, (1996) « *L'absence de possibilité d'expérimentation fait de la comparaison l'unique moyen, permettant au sociologue d'analyser le donné concret d'en dégager les éléments constants, abstraits et généraux lorsqu'il abordera l'explication sociologique* ». Concernant notre sujet de recherche nous avons adopté la méthode comparative, pour comparer les problèmes éducatifs surtout pour notre zone d'étude en période post-conflit à d'autres pays qui ont connu également des crises militaro-politiques à l'heure actuelle, en vue de dégager quelques éléments de ressemblance et de dissemblance par rapport à notre sujet d'étude. En outre, elle semble également être adoptée à notre sujet d'étude, puis qu'elle nous permet aussi de passer en revue comment la prise en compte se passe au niveau des ONG

internationales, concernant les enfants enrôlés de force dans les groupes armés ou groupe soit disant « autodéfense ». Sur ce, nous passons à la méthode suivante.

IV.4.2 Méthode qualitative

S'agissant de la méthode qualitative, les données constituent par rapport à notre sujet d'étude, des réponses aux questions ouvertes et des comptes rendus d'entretiens menés auprès des enquêtés. Car, la méthode qualitative nous a été très utile dans l'analyse des données recueillies par observation participante, l'entretien non directif, questions ouvertes dans le questionnaire. En effet, cette méthode nous facilite dans le traitement des données difficilement quantifiables entre autres les résultats des questions ouvertes, aussi que ceux de l'entretien comme nous l'avons indiqué ci-haut. Maintenant nous abordons la méthode suivante.

IV.4.3 Méthode quantitative

Selon GRAWITZ, M (1996) « *Les items fermés se prêtent facilement à une analyse quantitative. Celle-ci s'intéresse à la fréquence des thèmes, mots, symboles, retenus dans une communication* ». En effet, cette méthode nous a aidé également à analyser les données quantifiables, tout en le représentant sous formes des tableaux et de graphiques, en vue de leur donner un sens significatif.

IV.4.4 Méthode historique

Par rapport à cette méthode, GRAWITZ, M (1996) dit : « *L'histoire est la seule concurrente de la sociologie, dans l'étude des phénomènes sociaux totaux en marche* ». En effet, cette méthode nous a permis de faire une analyse du système éducatif en général et, en particulier tout en révélant son évolution dans le temps. Elle nous permet également de connaître l'historique de la crise militaro-politique en RCA, avec des conséquences graves sur l'éducation des enfants en situation post-conflit de nos jours. En outre, cette méthode nous aide aussi à nous rappeler des efforts déployés par les Gouvernements et les Communautés Internationales par rapport au droit à l'éducation des enfants en RCA après les conflits. Car, cette approche nous permet de mesurer également les écarts ou divergences, qu'il y a dans la prise en charge des enfants soldats c'est-à-dire leur réinsertion dans la vie sociale après tout ce qu'ils ont vécu, subit ou fait pendant des moments difficiles.

IV.5 DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Dans tous travaux de recherche, les difficultés rencontrées ne manquent jamais. Car toute œuvre humaine n'est jamais parfaite. Il n'y a que le fils de l'Homme qui est blanc comme la neige. C'est-à-dire sans fautes ou erreurs. Tout ce qu'il fait d'habitude ne comporte pas d'imperfections. Mais pour les créatures humaines, autrement dit les hommes en particulier, il y a toujours des erreurs, des imperfections. Concernant notre sujet de recherche, nous tenons à vous signaler que les difficultés nous ont beaucoup marqué. Car, elles sont d'abord d'ordre matériel, financier, moral et psychologique et enfin d'ordre sécuritaire. En tout cas, c'est avec beaucoup de courage que nous nous sommes engagés sur cette voie de recherche.

IV.5.1 Difficultés d'ordre moral

Le choix de notre sujet de thèse n'est pas du tout facile. Nous devons nous inscrire en année de thèse mais dans une Université étrangère précisément à Yaoundé 1 du Cameroun. À l'Université de Bangui, il n'y a pas d'année de thèse pour notre filière en Sciences de l'Éducation. Alors, il faut chercher à s'inscrire dans une Université étrangère. Notre choix est porté sur l'Université Yaoundé 1, qui est dans un pays voisin de notre pays et à cause du travail fourni et sérieux dont on voit les fruits à travers nos compatriotes qui reviennent au pays après leurs études supérieures.

Sur ce, nous avons commencé à réunir les pièces à fournir d'abord pour la pré-inscription en thèse. Mais avant cela, nous nous sommes rapprochés d'un éminent Professeur des Sciences de l'Éducation pour lui demander s'il peut accepter de nous diriger en thèse malgré ses lourdes tâches administratives, finalement a bien voulu nous suivre jusqu'à la finalisation. En effet, notre sujet de thèse a été reformulé grâce à la clairvoyance, l'expérience professionnelle, la compétence de notre Directeur des travaux. Mais le problème qui se pose c'est que nous sommes au pays (Centrafrique), il a fallu la bonne volonté et la disponibilité de notre Directeur pour être en possession du sujet reformulé. Évidemment nous avons été courageux compte tenu de l'éloignement pour prendre le sujet reformulé. Car, à un moment donné, il se posait des problèmes de connexion internet, pour envoyer les messages et recevoir également les instructions de notre Directeur des Travaux. Finalement le sujet a été arrêté, alors nous commençons à travailler. Comme nous avons une famille au pays, les problèmes familiaux ne manquent pas aussi de nous perturber, mais notre objectif c'est de finaliser notre travail de recherche. Mais en fin de compte nous nous sommes décidés de surmonter ces difficultés d'ordre moral.

IV.5.2 Difficultés d'ordre financier

Mener des travaux de recherche en thèse nécessite énormément des moyens surtout financiers. Car, on ne peut jamais mener des travaux de recherche doctorale sans appuis financier. La tâche n'est pas du tout facile à un moment où la rébellion a un impact financier grave sur le pays. Aucun secteur socio-éducatif, économique, politique, sécuritaire, etc. n'est épargné. Pour cela, l'État a de sérieux problèmes financiers pour prendre en charge par exemple les doctorants, pour la finalisation de leurs travaux. Par rapport à cette période, l'argent était devenu très rare.

Alors, dans ces conditions de conflits généralisés où l'insécurité sévissait et gagnait du terrain un peu partout, c'est là où nous nous sommes engagés de mener nos travaux de recherche avec nos propres moyens financiers. Comme nous l'avons souligné ci-haut, les déplacements de Bangui à Yaoundé pour rencontrer notre Directeur de thèse ou participer au séminaire doctoral y compris la durée de notre séjour au Cameroun nécessitent effectivement de l'argent. L'acquittement de nos droits Universitaires, les frais de laboratoire et d'autres choses, demande un appui financier. La prise en charge de notre famille pendant cette période de crise militaro-politique nécessite également de l'argent. Car la famille doit subsister même avec le peu d'argent que nous détenons pour nous permettre de mener nos recherches. Cette famille meurtrie par les chocs psychologiques de ces crises militaro-politiques a également droit à la survie, assistance, santé et un minimum d'éducation pendant ces moments difficiles. Mais la disponibilité financière constitue le nœud du problème qui nous a empêché d'accélérer notre travail de recherche dans le temps indiqué.

Concernant les difficultés matérielles, nous avons suffisamment connu beaucoup de difficultés. Car les conditions matérielles de recherche d'une manière générale en Centrafrique ne sont guère propices. En outre, les circonstances dans lesquelles nous menons nos recherches ne sont pas faciles ou améliorées par rapport à cette guerre civile, qui affecte tous les secteurs du développement du pays. Par exemple, l'énergie constitue un frein pour bien mener une recherche. Chaque une ou deux heures de temps, on note un délestage d'électricité, avec ces conséquences sur les différents travaux dans n'importe quel domaine. Alors, cela ne nous honore pas. Car, l'utilisation des appareils numériques, la connexion internet, la recherche dans les banques des données ou aller au cyber ne sont toujours pas choses faciles. De fois, on souffre énormément de pénurie de papiers pour la prise de note afin d'accélérer le rythme de nos recherches. Pire encore, nous ne pouvons pas compter sur X ou Y pour nous venir en aide. La

parole qui sort de la bouche des compatriotes ou connaissances, c'est « c'est dure du courage ! ». Même si la personne a un petit moyen mais ce n'est pas facile de vous venir en aide. Elle préfère te dire seulement : « du courage il faut te battre ».

En outre, la machine avec laquelle nous travaillons à un moment donné, nous a lâché et nous met dans une situation difficile. Ainsi nous avons encore accusé quelques retards par rapport à l'évolution de nos travaux. Autres choses, la saisie de nos travaux quelque fois nous met mal à l'aise. Certains mots bien écrits en manuscrits sont encore mal saisis et nous causent préjudices. Ce qui fait que de temps en temps, certaines phrases ou mots par rapport à la police de la saisie, font l'objet de rectification pour une meilleure compréhension. Nous sachons qu'effectivement qu'il y a beaucoup de difficultés et que nous avons pris notre courage de les surmonter.

IV.5.3 Difficultés d'ordre sécuritaire

Dans un contexte post-conflit où l'argent, la nourriture se font rares, les difficultés sécuritaires ne sont pas épargnées. Il se pose un sérieux problème d'insécurité dans la ville de Bangui en général. La difficulté de libre circulation des biens et des personnes à cause des rebelles et autodéfenses, n'ont guère facilité notre travail, dont la rédaction a connu un retard considérable. Tout d'abord, le fait de nous rendre sur notre zone d'étude n'est pas chose facile. Car il suffit d'un rien pour qu'un autodéfense ou élément incontrôlé vous crée des problèmes, finalement qui pourraient provoquer votre élimination physique. D'ailleurs, à un moment indiqué, nous ne pouvons pas prendre des photos de notre zone d'étude à cause de l'insécurité provoquée par les autodéfenses du PK 5 ou zone 5. Ainsi, les « va-et-vient » depuis Bangui en Centrafrique jusqu'à l'Université Yaoundé 1 au Cameroun surtout par voie routière sont très risquants. Car, il y a des éléments incontrôlés qui menacent, rançonnent et quelque fois commettent des exactions et tuent. De fois, on n'est bloqué pendant des jours voir même des semaines pour faire pression afin d'obtenir gain de cause de la part de X ou Y avant de libérer les voyageurs. Alors, dans ces conditions d'insécurité grave, nous n'avons pas le choix. Nous sommes obligés de contourner ces difficultés pour nous rendre à Yaoundé au Cameroun avec nos risques et périls à cause de nos travaux de recherche. Malgré tout, nous sommes toujours engagés à mener, à terminer nos recherches espérant qu'à une période il y aura la paix et la sécurité.

IV.5.4 Difficultés temporelles

Cette recherche que nous sommes en train de mener doit respecter en principe les normes académiques. Un chronogramme autrement dit un temps bien indiqué et déterminé pour aboutir à sa finalisation. Alors, nous éprouvons également de sérieuses difficultés surtout dans les rendez-vous qui ne se réalisent pas dans les temps fixés. Car, nous éprouvons également beaucoup de problèmes dans la restitution des questionnaires auprès des enquêtés surtout des autorités pédagogique-administratives et certains parents d'élèves, animés de mauvais esprits prétextant qu'ils n'ont pas de temps à perdre. Car ils préfèrent s'occuper d'autres choses, que de répondre aux questionnaires qui ne font que les rappeler des mauvais souvenirs. Pour cela, il faut adopter une diplomatie pour les convaincre à répondre et les remettre. Toutes ces gymnastiques ne font que retarder la rédaction de nos travaux. En dépit de ces difficultés, nous tenons à les surmonter jusqu'à l'aboutissement de nos travaux de thèse. N'oublions pas aussi qu'à partir de Mars 2019, nous avons connu une période de confinement qui a duré presque quatre (4) mois. C'était justement la pandémie COVID 19 qui ne nous permettait pas de nous déplacer au moment opportun à Yaoundé afin de bénéficier des conditions favorables de réalisation de nos travaux.

CHAPITRE V :

PRESENTATION, ANALYSE DES RESULTATS

V.1 PRÉSENTATION CRITIQUE DES RÉSULTATS

Concernant notre enquête, pour une meilleure compréhension de notre analyse et interprétation des résultats recueillis auprès de nos enquêtés, nous avons jugé mieux de retenir seulement quatre (04) catégories d'échantillon.

- Élèves
- Enseignants
- Parents d'élèves

- Autorités éducatives

En effet, la collecte de ces données n'a pas été du tout facile pour notre travail de thèse. Car, nous avons aussi adopté une méthode simple, qui consiste à présenter le tableau de dépouillement des réponses recueillies auprès de nos enquêtés. Nous signalons à nos lecteurs, que chaque analyse est de fois précédée d'un tableau statistique des réponses fournies, tout en respectant l'ordre établi dans les questionnaires.

Tableau 11 : Répartition des réponses recueillies après le dépouillement de quatre (04) échantillons

N°	CENTRE D'INTÉRÊTS	ÉCHANTILLONS PRÉVUS	ÉCHANTILLONS TOUCHÉS	POURCENTAGE (%)
01	Élèves	80	77	96,25
02	Enseignants	22	20	90,90
03	Parents d'élèves	10	10	100
04	Autorités Éducatives	10	10	100
TOTAL	04	122	117	95,90

Dans ce tableau indiqué ci-dessus, nous constatons que les résultats obtenus sont acceptables. En effet, ils nous montrent effectivement que malgré les conditions sécuritaires précaires et de multiples difficultés rencontrées sur le terrain, la plupart de nos enquêtés ont répondu aux questionnaires que nous leur avons distribué. Pour en conclure, nous disons que sur un échantillon prévu de cent vingt-deux (122) questionnaires, seulement cent dix-sept (117) nous sont parvenus en dépit de ces multiples difficultés d'ordre financier, matériel, sécuritaire, temporel et moral.

V.2 ANALYSE DES RÉPONSES RECUEILLIES AUPRÈS DES ÉLÈVES

Dans cette section portant sur les élèves, il est question ici de tenir compte de leurs réponses qui nous serviront d'informations fiables à analyser et interpréter.

Première analyse (question N°8) : « *Est-ce que tu es content d'aller à l'école ?* »

Tableau 12 : opinions des enquêtés par rapport à la question posée

RÉPONSES	X	%
Oui	67	87
Non	10	13
Abstention	00	00
TOTAL	77	100

Il ressort de ce tableau indiqué ci-dessus que :

- Sur les 77 enquêtés, la majorité des élèves c'est-à-dire 67 interrogés soit 87% affirme qu'ils sont contents d'aller à l'école dans le but d'apprendre à parler correctement français, de savoir comment résoudre les problèmes de la vie courante, lorsque le besoin se fait sentir. Aussi, certains savent que l'école représente l'avenir de demain, c'est-à-dire l'école transmet le savoir, savoir-faire et le savoir-être, pour un développement durable de la société toute entière. L'école nous aide également à devenir un bon citoyen de demain pour être responsable afin tout d'abord de prêter mains fortes à sa famille, et ensuite à son pays pour son relèvement après les crises militaro-politiques récurrentes. L'enfant qui n'est pas content d'aller à l'école, est très dangereux, parce qu'elle lui offre une opportunité de découvrir le monde extérieur, de faire une bonne analyse des situations-problèmes et surtout d'être en parfaite harmonie avec les autres dans le respect mutuel au sein de leur communauté. En effet, l'une des causes de ces longues crises militaro-politiques que le pays avait subi, c'est parce que le taux d'analphabétisme était très élevé. La plupart des enfants en âge d'aller à l'école, ne sont même pas scolarisés. Ainsi, beaucoup de jeunes sont enrôlés dans les groupes armés, détruisant les

bâtiments scolaires et ne sachant pas faire la différence entre le bien et le mal, entre le passé et le présent pour projeter un avenir meilleur.

- Par contre, 10 élèves soit 13%, disent qu'ils ne sont pas contents d'aller à l'école pour plusieurs raisons. Disons que l'une des raisons, les conditions sociales difficiles ne leurs sont pas favorables, si bien qu'ils jugent inutile de fréquenter l'école. Pour eux, l'école est considérée comme une perte de temps qui n'a pas d'importance. Elle est plutôt noire parce qu'ils ne gagnent aucun intérêt dedans. Actuellement, l'école constitue une souffrance grave qui ne leur rapporte rien en compensation. C'est pourquoi, ils préfèrent se faire enrôler volontairement dans les groupes armés ou auto-défense afin de se protéger contre les menaces des bandits et autres exactions commises par les éléments incontrôlés. Par ailleurs, l'enrôlement forcé est une possibilité ou un moyen de gagner rapidement leur vie en cette période de crise militaro-politique.

En conclusion, nous dirons que la majorité des élèves (87%), sont contents d'aller à l'école, parce qu'elle représente leur avenir de demain malgré les multiples raisons sécuritaires et autres problèmes.

Deuxième analyse (question N°9) « *Que représente l'école pour toi ?* »

Tableau 13 : Réponses de la part des élèves

ACTIVITÉS	X	%
Mon avenir	42	55
Rien	08	10,38
Développe le pays	08	10,38
La paix dans le pays	12	16

Forme et éduque les bons citoyens	07	09,09
TOTAL	77	100

1° Mon avenir (55%)

Il ressort de ce tableau ci-dessus, la majorité des enquêtés soit 55% affirme que l'école représente leur avenir. L'école en Centrafrique en général revêt une importance capitale. L'enfant qui n'est pas scolarisé, est considéré comme celui qui n'a pas d'avenir. Il a moins de chance de réussir sa vie socio-professionnelle. Autrement dit, il est souvent mal aimé, quelque fois rejeté par ses propres parents ou d'autres personnes. Il est souvent considéré comme un nullard, un éternel assisté, quelqu'un sur qui personne ne peut compter dessus.

Même au sein du cercle familial, on explique aux uns et autres que l'école garantit l'avenir de l'enfant pour un lendemain meilleur. C'est pourquoi, qu'il est important de scolariser l'enfant pour devenir un bon citoyen, capable de se prendre en charge, de s'occuper convenablement de sa famille et assumer sa responsabilité vis-à-vis des uns et des autres vivant dans leurs communautés respectives. En effet, l'éducation scolaire est un atout considérable pour l'enfant qui est scolarisé, surtout en cette période post-conflit. Disons également que l'école représente pour l'enfant une opportunité de réussite dans son milieu social.

Mais reconnaissons tous que les conflits militaro-politiques, les catastrophes naturelles telles que les incendies, les inondations, les pluies diluviennes exagérées constituent des obstacles majeurs à l'éducation des enfants. Par exemple, s'il pleut pendant quelques jours sûrement les enfants n'iront pas à l'école pour apprendre. Ils seront retenus par leurs parents à la maison pour leur sécurité. Alors, nous pouvons dire que c'est leur avenir qui est en train d'être hypothéqué. Autrement-dit, l'école qui représente leur avenir de demain est mise à mal.

Pendant les périodes de calamités ou des conflits, ce sont en principe les enfants qui sont tellement touchées, en ce sens que l'enfant qui ne connaît pas encore bien la vie est désorienté et déboussolé par rapport à son avenir. Alors, à ce niveau, l'avenir de l'enfant est menacé surtout qu'à cause de ces multiples crises militaro-politiques, son avenir est incertain. Or, l'école représente son avenir. Par exemple, sur les 245 millions de personnes déplacées internes en raison des conflits dans le monde, environ 50% sont des enfants qui sont des personnes vulnérables, qu'il faut protéger quel que soit les périodes. Qu'il s'agisse des

personnes déplacées ou des réfugiées, que ce soit en raison de la guerre, des troubles sociaux en milieu urbain, semi-urbain ou rural, la vulnérabilité d'un enfant aux exactions, aux abus est très élevé en périodes de crise. Alors, ce sont les parents qui peinent à cause de l'avenir de leurs enfants qui est hypothéqué.

Avec l'avenir incertain, la peur, le stress, le manque d'accès à l'éducation constituent un blocage à l'évolution, autrement-dit à la réussite socio-professionnelle de l'enfant. C'est pourquoi l'école représente bien l'avenir de l'enfant.

2° Rien (10,38%)

Par rapport au constat que nous avons fait, une forte minorité d'élèves soit 10,38% n'attache pas d'importance à l'école. Pour eux, l'école ne représente rien et n'a pas d'avenir en cette période post-conflit en Centrafrique. Même ceux qui n'ont pas été sur les bancs de l'école, s'en sortent bien dans la vie. Surtout que les groupes armés, les auto-défenses, l'enrôlement volontaire, les braquages à l'heure actuelle, sont aussi un moyen de gagner leur vie que de perdre le temps inutilement à l'école. Il y a trop de souffrances et de contraintes qui ne leur permettent pas de continuer.

Selon certains enfants, même s'ils ne vont pas à l'école mais la terre constitue une richesse inépuisable depuis la création du monde. C'est un trésor très riche où tout est caché dedans. Alors il n'y a pas de raison de beaucoup compter sur l'école. Car c'est une perte de temps inutile, au lieu d'aller faire les travaux champêtres afin d'en tirer profit ou bénéfice pour la survie de tout le monde. Cependant, certains parents expliquent à leurs enfants que la seule voie de réussite dans la vie n'est pas nécessairement l'école. Le champ, le commerce informel sont aussi quelques sources de réussite dans la vie. Et pourtant l'éducation scolaire à travers l'école, est un moyen de réussite socio-professionnelle, de retour à la vie normale pour les enfants par exemple enrôlés de force ou volontairement dans les groupes armés, de renoncer aux armes, aux pillages, aux destructions des biens meubles et immeubles, aux vols à mains armées. Car l'école est une issue honorable et correcte de pouvoir bénéficier à une réinsertion sociale pour un lendemain meilleur.

Certains pensent que l'école ne représente rien pour eux. D'ailleurs, ceux qui veulent beaucoup aller, ont moins de chance pour réussir dans la vie. Il y a plusieurs moyens de réussir dans la vie. C'est vrai, pour d'autres, elle représente leur avenir, leur espoir, mais on peut réussir

dans la vie sans poursuivre les études. Il n'est pas dit que tous ceux ou celles qui réussissent dans la vie socio-professionnelle, passent nécessairement par l'école. Par exemple les grands fermiers, les grands cultivateurs ne sont pas forcément passés par les études supérieures, pour devenir des milliardaires ou des hommes d'affaires. D'ailleurs, il n'y a pas d'âge pour les études, étant même déjà majeur on peut toutefois suivre des cours privées pour lire les indications par exemple des médicaments, compter les chiffres, tout juste pour s'en servir en cas de besoin et non pour devenir des cadres compétents ou savants.

3° Développe le pays (10,38%)

Il ressort ici que, 08 enquêtés soit 10,38% confirment bel et bien que l'école ouvre la voie du développement d'un pays à travers la formation des cadres compétents. Cette forte minorité connaît l'importance de l'école en situation post-conflit en Centrafrique en général, et dans les communautés du troisième arrondissement du Km 5 de Bangui en particulier. C'est à travers effectivement l'école que nous pouvons nous rendre compte de nos erreurs, qui nous ont poussé à la vengeance aveugle, au déchirement de la cohésion sociale et à commettre plusieurs exactions sur nos prochains. Au fait, sans éducation scolaire, on ne peut amorcer un développement durable d'un pays. Car il serait souhaitable d'analyser les grands problèmes, qui font obstacle à l'éducation scolaire des enfants post-conflit en général et dans l'Inspection fondamentale I de Bangui en particulier. Pour le cas actuel en Centrafrique, si aujourd'hui on parle de quelques élites intellectuelles dans le pays qui font des analyses objectives sur certains points brûlant de la société centrafricaine, c'est parce qu'ils ont été à l'école et ont suivi un très bon cursus scolaire pour tenir de très bons raisonnements. L'unique Université de Bangui à travers ses enseignements, a beaucoup contribué à la formation des cadres du pays.

4° La paix dans le pays (16%)

Pour ce cas précis, la paix dans la société traditionnelle africaine en générale et même moderne en particulier se cherche pour se préserver. Tout le monde veut aspirer à la paix pour développer le pays. Pour cela, une faible minorité, soit 16% de nos enquêtés, affirme que la paix comme on a l'habitude de le dire, n'a pas de prix. Si on prend le cas de la Centrafrique en général, Bangui et certaines villes n'ont pas connu la paix, à une époque récente à cause des crises militaro-politiques, si bien que l'éducation des enfants est dangereusement hypothéquée. Alors s'il n'y a pas la paix dans le pays comment les enfants pourront fréquenter librement les

écoles ? D'office, c'est l'avenir de la génération future qui est menacé. Pour cela, l'éducation des enfants en situation post-conflit est un moyen qui leur permettra de prôner la paix un peu partout, gage du développement harmonieux du pays. L'école transmet le savoir, le savoir-faire, le savoir-être aux enfants pour faire la paix afin de favoriser de manière constructive la cohésion sociale parmi les communautés existantes en Centrafrique. Sur ce, le problème de la paix dans le pays interpelle tout le monde. Nul n'est censé ignorer que sans la paix, on ne peut avoir des cadres compétents comme nous l'avons signifié ci-haut, pour amorcer un développement durable du pays. Par ailleurs, l'enfant qui est l'acteur principal de son développement harmonieux, de son avenir, doit nécessairement vivre dans la paix, la joie, la tolérance, le pardon afin de bien acquérir les connaissances transmises à l'école. Autrement dit, c'est sur lui que se repose l'éducation.

Par rapport aux conséquences des conflits militaro-politiques qui ont affectés sérieusement tous les tissus socio-économiques, éducatifs et politiques du pays, en 2016 les nouvelles autorités du pays ont formulé une demande d'aide auprès de l'Union Européenne, des Nations-Unies et des partenaires financiers internationaux (Banque Mondiale) pour évaluer les besoins afin de procéder au relèvement et à la consolidation de la paix (RCPA) qui sera très bénéfique pour tout le monde. Pour cela, il sera important d'appuyer la réduction de la violence aveugle par un programme de désarmement et de réintégration des enfants-soldats associés aux groupes armés.

La crise récente qui vient de prendre fin (2006) a finalement provoqué la division entre les communautés existantes. Le système des chefferies traditionnelles c'est-à-dire les chefs de village n'ont plus leur raison d'être. Les communautés ne s'entendent plus mais étaient comme des belligérants, des ennemis. Sur le plan administratif, beaucoup de cadres de l'Etat, des fonctionnaires refusent de regagner leurs postes d'affectation à cause de l'insécurité et le manque de la cohésion sociale (UNOCHA 2016).

Le système éducatif centrafricain a été dysfonctionné pendant quelques années. Les acteurs éducatifs qui sont les enfants et les enseignants étaient dans l'embarras et ne savaient quoi faire. On remarquait clairement qu'il n'y a pas de paix parmi eux mais c'est la peur et la nervosité qui animaient ces derniers. Alors, dans cet état de chose, comment pouvons-nous parler de paix à travers l'école dans le pays ?

Si les enfants et les enseignants vont à l'école, c'est parce qu'il y a la paix dans le cœur de tout un chacun et dans le pays en général. Donc, l'école fonctionne correctement dans le cas où il y a la paix. Sans cette vertu qu'est la paix, on peut parler d'école. La poussée des violences aveugles n'a pas rendu service aux élèves et enseignants. Par conséquent, la crise de 2015 a accentué l'inégalité des sexes sur le plan de l'accès à l'éducation et a favorisé la vulnérabilité des filles à l'exploitation et aux abus sexuels (UNOCHA 2016).

A travers ces conflits militaro-politiques, on constate un manque de cohésion sociale parmi les populations qui vivaient entretemps dans la paix et la bonne compréhension. Car, le passé colonial du pays a démontré que la violence de son histoire politique et les dysfonctionnements des institutions entravent depuis fort longtemps la cohésion sociale et l'unité nationale en Centrafrique. Donc, nous pouvons conclure que la paix, la sécurité et la réconciliation sont intimement liées et contribuent à la construction définitive de la cohésion sociale, gage du développement durable du pays. Enfin, l'école et la paix vont de pair. Sans la paix et la sécurité, il n'y aura pas d'école dans le pays.

5° Forme et éduque les bons citoyens (09,09%)

Sur les 07 personnes interrogées soit 09,09%, ceux-ci disent que l'école de nos jours en Centrafrique en général forme et éduque malgré la qualité douteuse de l'éducation donnée aux enfants en situation post-conflit. Le but ici c'est de façonner les enfants après les traumatismes subis, les chocs psychologiques vécus pendant les événements durs et tragiques que le pays avait connu pour devenir des bons citoyens. Disons que l'école n'est pas une institution dont on peut négliger son importance, car elle permet à toute personne de s'instruire, de se former afin d'être sociable dans la vie. En effet, l'éducation au plan national et international, est le point de décollage économique, culturel, politique d'un pays. Cependant, l'enfant qui n'est pas scolarisé a toujours des problèmes de comportement vis-à-vis des autres. Autrement dit, sa manière de vivre, de faire, de se comporter, n'est pas appréciée par les autres, qui respectent les règles qui régissent la société. Alors cet enfant peut être considéré comme un enfant « mal éduqué ou non civilisé », qui n'a pas d'avenir. Dans ce cas, un tel enfant ne peut pas devenir un bon citoyen afin de prêter main-forte à son pays.

Nous dirons aussi que par rapport au contexte actuel, l'éducation malgré sa forme, est en quelque sorte un service rendu à la génération future, autrement dit, aux jeunes enfants

animés de l'esprit belliqueux, de bien se comporter dans son milieu ambiant, pour devenir un enfant bien éduqué au bénéfice de son pays. Au regard de ce qui précède, l'éducation post-conflit vise seulement l'émancipation du centrafricain, parce qu'il a vécu dans une situation difficile. En effet, les traces sont encore visibles surtout qu'elles sont d'ordre psychologique, sanitaire, sociologique, physique, etc...

Troisième analyse (Question n° 10) : « *Sais-tu lire et écrire correctement ?* »

Tableau 14 : Réponses des élèves par rapport à la question posée

RÉPONSES	X	%
Oui	22	29
Non	55	71
Abstention	00	00
TOTAL	77	100

Il ressort de ce tableau que :

- Sur 77 enquêtés, 22 interrogés, soit 29% savent lire et écrire correctement en français, ceux-là n'ont pas assez de difficultés d'expression en français. Cela sous-entend qu'ils sont suivis par leurs parents à la maison, non seulement ils sont probablement issus d'une famille aisée, qui a les moyens de la prise en charge et en même temps du suivi scolaire. Malgré ces difficultés, les familles aisées qui connaissent l'importance de l'école, ne se sont jamais découragées pour s'occuper de leurs enfants. Cependant, l'école représente l'avenir de leurs enfants. Lorsqu'ils ne vivront plus sur cette terre, c'est à partir de ce moment-là que leurs progénitures comprendront finalement que l'école est très importante. À travers les connaissances acquises sur les bancs, cela leur permettra de connaître l'Homme, de se connaître et de bien analyser les situations problèmes afin d'en proposer les solutions idoines qui aboutiront au rétablissement d'une paix durable parmi les communautés. En effet, savoir lire et écrire, amène l'enfant à découvrir et à connaître ce qui se passe sur d'autres horizons. Par exemple, le cas des écrivains, des romanciers, des scientifiques, etc... Malgré ces moments difficiles que le pays a vécus, certains enfants de temps en temps, jettent un coup d'œil dans les journaux, dans les

romans ou dans les livres, pendant une période d'accalmie parce qu'on leur a expliqué l'importance et l'utilité de l'école.

Par contre, 55 interrogés soit 71 % ne savent pas lire et écrire, peut-être par manque des moyens financiers pour se procurer des manuels de lecture, l'effectif pléthorique en période post-conflit ou causes diverses etc. Mais honnêtement, le taux d'analphabétisme qui était très élevé en Centrafrique, 60% avant la crise s'étaient encore augmenté pendant cette période post-conflit. Un effort est en train d'être fait pour scolariser ceux qui sont en âge d'aller à l'école et lutter contre la déscolarisation des enfants. D'ailleurs, un plan d'urgence était mis en place pour ramener ces enfants à l'école. Par ailleurs, le Département en charge de l'éducation nationale en partenariat avec la banque mondiale, par l'intermédiaire du projet PUSEB, s'est lancé dans ce secteur éducatif pour instruire, former et éduquer les futurs cadres centrafricains.

En conclusion, nous constatons que la majorité des élèves ne savent pas bien lire et écrire le français, pour des multiples raisons. En effet, beaucoup s'expriment seulement en langue nationale le Sango, qui est parlé sur toute l'étendue du territoire centrafricain. Par contre, une faible minorité issu d'une famille aisée, c'est-dire éclairée et éduquée, parle un peu français.

Quatrième analyse (Question N°11) : « *Est-ce que c'est bon de ne pas aller à l'école ?* »

Tableau 15 : Opinions des élèves

RÉPONSES	X	%
Oui	32	41
Non	43	56
Abstention	02	03

TOTAL	77	100
-------	----	-----

Au vu de ce tableau indiqué ci-dessus, une forte minorité c'est-à-dire 32 enquêtés soit 41%, pensent que c'est mieux de rester que d'aller à l'école pour de multiples raisons. Pour ceux-là, fréquenter l'école à pareil moment est un risque, autrement dit ce n'est pas important car les évènements douloureux et tragiques que le pays a vécu depuis plusieurs décennies, ont eu un impact négatif grave sur le bon fonctionnement des écoles. Par ailleurs, le droit même à l'éducation n'était même pas respecté, si bien que beaucoup de parents sont découragés. Même les enfants gardaient encore par devers eux, les séquelles des exactions subies, des chocs psychologiques, des destructions des bâtiments scolaires qu'ils ont vécu pendant ces durs moments de crise.

Au regard de tout cela, une forte minorité n'avait pas envie de continuer à fréquenter l'école, alors c'est mieux de faire autres choses que de perdre son temps inutilement. Pour eux, l'école n'a pas d'avenir car elle est noire et ne représente rien. Donc c'est mieux qu'ils vaquent à d'autres occupations. D'ailleurs sans elle, ils vont toujours se débrouiller pour gagner leur vie. Autrement dit, l'école n'est pas seulement l'unique voie de réussite socio-professionnelle.

Contrairement aux premiers enquêtés, 43 interrogés soit 56% affirment que c'est bon d'aller à l'école. Au fait, elle représente l'avenir de demain. C'est à travers elle que l'enfant pourra avoir des connaissances théoriques et pratiques, pour devenir tôt ou tard un très bon citoyen de l'avenir. Sans elle, la formation intellectuelle de l'enfant sera bâclée et n'atteindra pas son objectif. En effet, refuser à l'enfant de ne pas fréquenter l'école, c'est méconnaître le droit à l'éducation qui fait partie des grands principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1949). C'est bon d'aller à l'école afin de bénéficier de nouvelles connaissances, pour un développement intégral de l'Homme. Sans l'éducation scolaire, comment peut-on faciliter le retour à une paix durable, qui pourrait favoriser la cohésion sociale dans notre communauté du troisième arrondissement du Km 5 ? À travers une forte sensibilisation à l'école en prenant des exemples de la vie courante, on pourra retrouver la paix. En outre, ce n'est pas parce que les moments sont difficiles qu'on est découragé de fréquenter l'école. Les enfants devront toujours avoir envie de la fréquenter en toute sécurité et liberté. Par ailleurs, l'éducation reste et demeure une arme efficace pour lutter contre le sous-développement d'un pays. C'est à travers elle que l'enfant gagnera sa vie et deviendra un bon citoyen malgré les obstacles.

D'autre part, deux (02) enquêtés soit 03% n'ont pas fait connaître leurs points de vue, autrement dit leurs opinions pour des raisons dont on ignore. Peut-être, ils n'ont pas bien compris la question et préfèrent ne rien dire pour ne pas donner de fausses réponses. Selon eux, la meilleure méthode c'est de se taire pour ne pas tromper les lecteurs.

Cinquième analyse (Question N°12) : « *Est-ce que tu es allé à l'école sans difficultés pendant les crises?* »

Tableau 16 : Réponses des élèves

RÉPONSES	X	%
Oui	20	26
Non	54	70
Abstention	03	04
TOTAL	77	100

Par rapport à ce tableau indiqué ci-dessus, sur les 77 enquêtés interrogés :

- Vingt (20) enquêtés, soit 26% ont affirmé qu'ils étaient allés à l'école pendant ces crises militaro-politiques sans inquiétude. Malgré ces moments difficiles, ils ont pris leur courage pour aller quand même à l'école. Quand bien même les horaires ne sont pas respectés mais de temps en temps, ils partent dans le but de faire cours. Même si leur effectif laisse à désirer, pourvu qu'ils soient présents dans la cours ou à côté des salles de classes lorsqu'il y a un peu de tranquillité. De fois, un ou deux enseignants présents, les enfants manifestent l'envie de travailler mais c'est le problème d'insécurité qui se pose. Honnêtement, les élèves qui prennent leur risque d'aller à l'école sont très moins nombreux et ne mettent pas assez de temps à l'école, pour éviter des surprises désagréables de la part des auto-défenses. Il arrive parfois que les

parents interdisent aux enfants d'aller à l'école à cause des exactions commises par les auto-défenses. Mais ces enfants contournent la maison pour aller à l'école à leur risque et péril sans matériel didactique, tout simplement par pure curiosité. Au fil du temps, on assiste à la détérioration des équipements scolaires, aux vandalismes et aux vols perpétrés par les délinquants.

- Par contre, cinquante-quatre (54) interrogés soit 70%, préfèrent ne pas aller à l'école pendant ce moment de crise parce qu'il y a trop de risque. Non seulement, les conditions sécuritaires ne sont pas remplies. Ainsi, ces élèves préfèrent rester auprès de leurs parents à la maison pour éviter les surprises désagréables et tragiques. Selon eux, les enseignants et les élèves sont des cibles visées pendant ces moments des troubles militaro-politiques. Si effectivement les conditions étaient réunies, cela ne leur poserait aucun problème. Car les bâtiments scolaires sont utilisés comme quartier général des auto-défenses. Pire encore, ces hommes sans foi ni lois, négligent le droit à l'éducation des enfants pendant ces moments des crises militaro-politiques. Alors, face à cet état des faits, la majorité des enfants n'a pas envie de fréquenter les cours, de peur d'être capturé et enrôlé dans les groupes armés. En effet, la privation de l'éducation aux enfants en situation post-conflit, est un grand danger, un frein à l'épanouissement de la jeunesse centrafricaine en général et celle du troisième arrondissement en particulier. Par ailleurs, enseignants et élèves comme nous l'avons souligné ci-haut, sont pris en otage par les hors la loi. Pour cela, l'avenir des enfants est carrément hypothéqué. Face à ces énormes difficultés, les élèves n'ont pas le courage d'aller à l'école pendant ces crises récurrentes. Ils préfèrent tout d'abord observer avant de retourner à l'école. Beaucoup d'élèves affirment qu'il y a trop de risques.

- En fin, trois (03) élèves soit 04% s'abstiennent de toute réponse. Ils préfèrent ne rien dire parce qu'ils n'ont pas bien compris la question posée.

En conclusion, la majorité des élèves ne sont pas allés à l'école parce que les conditions sécuritaires sont trop dangereuses. Alors les quelques élèves qui ont pris leur courage de fréquenter l'école, minimisent les dangers qu'ils encourent.

Sixième analyse (Question N°13) : « *Selon toi, comment appelle-t-on un enfant qui ne va pas à l'école ?* »

Tableau 17 : Réponses des élèves

RÉPONSES	X	%
Un enfant perdu	22	29
Qui n'a pas le droit scolaire	20	26
Un mauvais citoyen	13	17
Un enfant dangereux	11	14
Un mal éduqué	11	14
Abstention	00	00
TOTAL	77	100

Au regard de ce tableau indiqué ci-dessus, sur les soixante-dix-sept (77) élèves interrogés :

1° Un enfant perdu (29%)

- Vingt-deux (22) élèves soit 29% affirment qu'on appelle un enfant qui ne va pas à l'école, un enfant perdu. En ce sens qu'il ne sait pas exactement ce qu'il fait dans son milieu environnant. Tous les actes quelques fois qu'il pose appelés actes manqués, il ne saura se rendre compte des conséquences négatives dans la vie. C'est en quelque sorte un enfant sur qui personne ne compte. Autrement dit, les parents ne lui attachent aucune importance. Par ailleurs, sa présence au sein de la famille n'a aucun effet positif sur les membres, tout simplement parce qu'il n'est pas scolarisé. Donc, c'est un enfant perdu qui n'a pas sa place proprement dite dans la société. Son rôle ici peut-être consiste à décharger les commissions si le besoin se fait sentir. Il n'a aucun droit et obligation sur les gens lorsqu'il se sent léser.

Selon nos constats sur le terrain, beaucoup de jeunes disent qu'un enfant qui ne fréquente pas l'école est considéré comme un parasite. Autrement-dit une bouche de plus. C'est-à-dire c'est quelqu'un qui mange seulement inutilement mais n'a pas d'avenir. On ne peut même pas compter sur lui. Dans la société centrafricaine, des enfants comme tel n'ont pas droit à rouspéter ou tenir tête à leurs parents. Ils n'ont même aucun droit. Leur rôle c'est de remplir les commissions à n'importe qu'elle personne. D'ailleurs, il n'est pas respecté par d'autres personnes.

Or, s'il allait à l'école il devrait en principe connaître ses droits et devoirs. Mais malheureusement il est comme un aveugle qui ne voit pas le trou ou le danger qui se trouve devant lui. C'est pourquoi un passage biblique dit que « faute de connaissance mon peuple périt ». Donc cet enfant qui ne bénéficie pas de l'éducation scolaire est mal aimé dans les milieux intellectuels. De fois, il est transformé en objet de rire. Mais sachons qu'un enfant qui ne va pas à l'école, effectivement est un enfant perdu. La plupart de ces cambrioleurs, des délinquants, des drogués, des bandits, prêts à détruire les biens et meubles des personnes, sont des enfants qui n'ont jamais été à l'école. Car, ils sont prêts à commettre des forfaits sans arrière pensées. D'ailleurs, leurs manières de faire de se comporter laissent à désirer. En les voyant, automatiquement on peut les comparer à des hors la loi. Donc, un enfant qui va à l'école devrait être différent de celui qui n'a jamais été à l'école.

2° Qui n'a pas le droit scolaire (26%)

- Par contre, vingt (20 élèves interrogés soit 26%, disent que l'enfant qui ne va pas à l'école n'a pas de droit scolaire. En ce sens que l'éducation des enfants avant, pendant et après les crises militaro-politiques, est un droit fondamental. C'est également une priorité du gouvernement. Mais si l'enfant ne part pas à l'école, alors c'est un manquement grave. C'est un danger pour les enfants en général et de l'Inspection fondamentale I de Bangui en particulier. Disons aussi que l'enfant à travers l'école, découvre le monde extérieur et acquiert d'autres connaissances pour son épanouissement dans la vie. Alors, comment celui qui ne va pas à l'école peut jouir de son droit scolaire ? Pour cela, il ne bénéficiera pas de son droit scolaire et sera considéré par les autres comme un analphabète, qui ne pourra contribuer au développement harmonieux de son pays. Si on dit que le droit à l'éducation des enfants en situation post-conflit est un droit inaliénable, c'est-à-dire il est reconnu par les gouvernants et les hors la loi tels que les auto-défenses, les rebelles, etc. Il faut le respecter. Pire encore, un enfant qui n'a pas de droit scolaire est considéré comme un aveugle. Car le monde dans lequel nous vivons maintenant, est un monde très développé et évolué. Surtout aussi que nous sommes à l'ère des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Un enfant qui sait bien lire, écrire et parler en français est différent, même traité autrement que celui qui n'a jamais été à l'école. Disons qu'il est considéré et dispose d'un droit reconnu comme nous l'avons dit ci-haut, et possède également d'un statut social plus élevé dans son milieu environnemental. A travers l'éducation subie à l'école, il deviendra un responsable, que

tout le monde lui devra respect et obéissance. Sachons que dans la société centrafricaine en général, les parents peuvent espérer sur toi lorsque tu fréquente l'école et que tu travailles bien. Alors, tout le monde a l'espoir sur toi. De toutes les façons, tu jouis déjà d'un privilège, d'un atout non comparable à celui qui est ensemble avec toi dans la famille mais, qui n'est pas scolarisé.

Les parents ne pourront même pas te refuser de l'aide, parce que tu es leur espoir sur qui ils comptent. La façon dont l'enfant qui est encore à l'école n'est pas comparable. Autrement-dit, il bénéficie de tous les avantages familiaux. Car, ils savent que l'éducation que tu subies, te permets de trouver un emploi propice après avoir fini les études ; te prendre en charge et s'occuper de tes parents qui t'ont apporté de l'aide pendant ton éducation scolaire. Mais dans le cas contraire, si tu n'as jamais été à l'école pour devenir de très bons cadres compétents, des responsables, tu ne jouis pas d'un job, statut social et ne détient pas le droit scolaire, parce que tu n'as jamais été à l'école. Celui qui ne va pas à l'école est considéré comme un analphabète total et est également trop médiocre aux yeux de la famille.

Il se sent très mal à l'aise en face de ses frères et amis qui vont à l'école. Une remarque c'est que les enfants qui sont scolarisés habituellement, sont très différents des autres par rapport à leurs comportements, leurs manières de faire. Car, ils sont généralement trop respectueux de leurs parents, et des enseignants.

3° Un mauvais citoyen (17%)

- Pour d'autres par exemple, sur les treize (13) interrogés soit 17%, affirment plutôt qu'un enfant qui ne va pas à l'école, est aussi considéré comme un mauvais citoyen. Autrement dit, ces genres d'enfants qui ne font pratiquement rien dans le quartier ou la ville, sont très dangereux dans leur milieu ambiant. En effet, ils constituent un danger public pour la population. En outre, ils peuvent être à l'origine de plusieurs dégâts matériels, corporels, etc. Si ces enfants fréquentaient l'école, cela leur permettrait d'échapper à beaucoup de choses nuisibles. Par ailleurs, l'école qui est une institution permet aux enfants de faire la différence entre ce qui est bon de ce qui est mauvais par rapport aux effets négatifs de certains comportements dans la société. Dans les sociétés modernes, les gens se conforment aux règles qui régissent le bon fonctionnement de l'environnement social. Les personnes qui vont à l'encontre de ces règles, sont toutefois passibles de peine. Autrement dit, elles sont punies par les lois qui sont en vigueur. C'est le même cas pour l'enfant qui ne respecte pas les lois de son

pays, et également considéré comme un mauvais citoyen, qui ne favorisera pas le retour de la paix et une véritable cohésion sociale parmi les communautés par exemple du troisième arrondissement du Km 5. Par rapport à cela, il faut sensibiliser les enfants sur l'utilité, l'importance de l'éducation scolaire des enfants en situation post-conflit.

Depuis plusieurs décennies, nous constatons que la mentalité centrafricaine a totalement changé et pourtant c'est un peuple pacifique imprégné de bonnes vertus sociales. Mais ces différentes crises récurrentes, que le pays a vécu et connu, avec ses conséquences négatives sur les populations, on remarque qu'il y a un changement dans le domaine comportemental. La cohabitation sociale qui caractérisait ce peuple n'existait pratiquement plus. D'ailleurs, les jeunes ont totalement perdu leurs repères ancestraux. Autrement-dit, les valeurs traditionnelles par exemple la solidarité parmi les populations existantes ou au sein des familles, le patriotisme n'a plus de sens, de valeur. Elles avaient toutes disparues. Actuellement il n'y a plus de respect pour les autorités traditionnelles, les grandes personnes. Ce qui reste maintenant et qui est visible à l'œil nu, c'est la violence aveugle, le banditisme, le braquage etc...

Par rapport à cet état de chose, nous constatons qu'une nouvelle forme d'école, de mode de vie s'impose. Les jeunes n'écoutent plus les conseils des grandes personnes. Alors, très rapidement il y a un conflit de compétence à tous les niveaux sociaux, qui prend le dessus. Comment peut-on parler d'un bon citoyen dans la cité ? Aucunement pas, ce sont la plupart des mauvais citoyens. Or, Nelson Mandela déclarait « l'éducation est l'arme la plus puissante que l'on peut utiliser pour changer le monde actuel », les jeunes qui détruisent les écoles, pillent, viols, tuent, sont des mauvais citoyens. Les bons citoyens ne peuvent se comporter de la sorte. Ils sont toujours respectueux des lois et règlements qui régissent la société. Car, ils mémorisent et appliquent les règles de l'éducation à la citoyenneté à l'école.

4° Un enfant dangereux (14%)

- D'autre part, onze (11) interrogés, soit 14% sur les 77 enquêtés, considèrent un enfant qui ne part pas à l'école, un enfant dangereux car, cet enfant est capable de provoquer tout genre de danger. Pour cela, il n'hésitera pas à commettre des exactions, des crimes, des viols sur les paisibles populations. C'est en cela qu'on le considère comme un enfant dangereux. Aussi, nous pensons qu'ils pourront être transformés ou rééduqués par le biais de l'école pour devenir des très bons citoyens, capables de favoriser la construction significative de la cohésion sociale parmi les communautés existantes principalement dans le troisième arrondissement du Km 5.

À travers l'école, ils sauront que le chemin qu'ils empruntent actuellement, est miné d'embûches et c'est un danger grave qui ne pourra pas faciliter la paix et l'unité nationale. C'est l'école qui pourra leur permettre d'abandonner par exemple l'utilisation illégale des armes, qui ne font que compliquer leur vie. Aussi, ils pourront bénéficier du programme de réinsertion sociale et accepter volontairement le retour à la vie normale au sein de leurs familles respectives. Par ailleurs, l'enfant qui ne part pas à l'école ne doit souffrir d'aucune chose, or c'est une illusion. Au contraire, l'école dans la constitution centrafricaine de 2015, c'est un droit reconnu par tout le monde. C'est pourquoi, elle doit être protégée et non détruite ou vandalisée. Tous les enfants en âge d'aller à l'école effectivement, devront être inscrits sans difficulté. L'inscription devrait être gratuite et démocratique. Pour cela, les gouvernants et autres partenaires internationaux comme la Banque Mondiale, UNESCO, UNICEF, ont beaucoup apporté leur contribution pour appuyer l'école centrafricaine en générale et les écoles de l'Inspection fondamentale I de Bangui en particulier.

Il est aussi important de reconnaître que l'éducation exerce une action bénéfique et nécessaire sur l'homme. C'est à travers l'éducation à l'école que les enfants par exemple savent bien se comporter à l'égard des autres et des grandes personnes. Sans l'éducation, il sera difficile que l'homme se comporte correctement. D'ailleurs, les comportements de certains enfants non scolarisés font l'objet le plus souvent de plainte dans les milieux sociaux. C'est à l'école que l'enseignant explique aux enfants le rôle prépondérant, joué par la raison qui est la faculté qui nous permet de distinguer le vrai du faux, de bien se comporter par rapport aux actes que nous posons. Comme disait Descartes « la raison gouverne le monde ».

Autrement dit, cette raison qui n'est autre que notre bon sens, nous permet de mieux vivre dans notre milieu social. Mais si un enfant qui ne se comporte pas bien dans son cercle familial est un danger pour sa famille. Le fait de voler certains objets de valeur pour la famille ou encore escroquer de l'argent, qui appartient à autrui est considéré comme un enfant dangereux. Car il est capable d'orchestrer de graves dégâts dans la famille et ailleurs si l'occasion se présente. Les enfants qui profitent de l'insécurité chronique et grandissante pour voler par exemple les matériels didactiques de l'école, sont des enfants dangereux qu'il faut s'en méfier. Dans la société centrafricaine, ils ne sont pas différents des sorciers qui n'ont pas pitié des gens. Car nous pensons que c'est à l'école qu'un enfant dangereux pouvait être éduqué et formé pour devenir un très bon citoyen.

C'est pour cela que les enseignants, malgré les conditions de travail difficiles influencent la possibilité de l'enfant de suivre une éducation scolaire. Ceci paraît évident mais, il s'agit ici d'un défi majeur pour l'éducation des enfants en situation post conflit de la Centrafrique.

5° Un enfant mal éduqué (14%)

- Onze (11) interrogés soit 14% également appellent un enfant qui ne fréquente pas l'école comme un mal éduqué. Nous savons par exemple dans le pays, l'éducation commence dans le cercle familial. C'est pourquoi, il est important d'inscrire les enfants à l'école afin que les enseignants complètent cette éducation de base. En effet, l'enfant qui se comporte autrement dans son milieu est automatiquement traité de mal éduqué. Car l'école pour l'enfant représente l'espoir de toute une génération future et consciente. Pour cela, il deviendra responsable et assumera les charges de sa famille. Il démontrera également ses capacités sur le plan de savoir, savoir-faire, savoir-être afin de développer son pays qui est en situation post-conflit. Dans le contexte actuel centrafricain, l'éducation commence comme nous l'avons indiqué ci-haut dans le milieu familial. Pour cela, un enfant par exemple n'a pas droit à gronder sur son père ou sa mère. Au contraire, il a seulement le droit de respecter tous les ordres qui lui sont dictés, non seulement par ses propres parents mais aussi par les grandes personnes. Ainsi, il profitera de la bénédiction de tout le monde, y compris ses aïeux selon la tradition socio-anthropologique centrafricaine. Par contre, celui qui ne respecte pas les instructions ou ordres des parents, est d'office maudit et considéré comme un enfant mal éduqué qui n'a pas d'avenir. Pire encore, s'il n'est pas scolarisé, alors il est simplement à la merci de la nature.

Par ailleurs, un enfant mal éduqué n'a pas le temps d'écouter les conseils prodigués par les grandes personnes ou bien ne respecte pas ses aînés ou les personnes âgées. Il fait ce qui lui semble bon c'est-à-dire ce qui lui vient à la tête. Naturellement un enfant mal éduqué est un enfant difficile, qui n'est même pas sociable envers les autres. Nous pouvons dire aussi qu'il est dangereux pour la société parce que les actes quelques fois qu'ils posent ont des conséquences graves sur les relations interpersonnelles et touchent parfois l'amour propre des gens. Si nous nous rappelons des moments difficiles des conflits que le pays a vécu, les enfants mal éduqués ont beaucoup causé du tort à leurs compatriotes, ils étaient les tous premiers à se moquer des personnes âgées qui fuyaient les conflits militaro-politiques pour se mettre à l'abri.

Au lieu de leur prêter mains fortes, ils étaient ceux qui venaient encore les terroriser pour les dépouiller de leurs bagages.

Par rapport à de tels comportements, comment ils pourront recevoir la bénédiction de ces personnes âgées qui incarnent la sagesse ancestrale africaine ? Car un enfant qui est mal éduqué est celui comme nous l'avons fait signifier, n'a pas d'avenir socio-professionnel afin de s'occuper de sa famille. Et pourtant, c'est l'enfant qui devrait beaucoup apporter de l'aide aux grandes personnes en difficultés et d'autres activités, telles que les travaux champêtres, la surveillance des biens meubles et immeubles. Mais malheureusement, nous sommes désolés de constater à l'œil nu pendant les conflits militaro-politiques, qu'ils sont à l'origine des déplacements forcés de certaines personnes. Et après ils reviennent pour casser les portes et fenêtres afin de voler tout ce qui se trouve dans les maisons. Car, un enfant mal éduqué est celui qui a abandonné les études pour suivre les groupes des jeunes appelés communément en Centrafrique « Godobés » c'est-à-dire les enfants de la rue.

Ceux-là sont des dangereux pour la société. En effet, ils sont capables de tout, Autrement dit, ils peuvent faire le beau et le mauvais temps dans leurs milieux ambiants. Malgré les services qu'ils rendent mais, ils constituent un danger pour tout le monde. Certaines personnes mal intentionnées pourront les manipuler avec de l'argent pour atteindre leurs objectifs cachés, et même provoquer l'insécurité ou même provoquer la mort de quelqu'un. Car pour eux, c'est l'argent qui compte pour subvenir à leurs besoins.

En définitive, beaucoup d'élèves disent que celui qui ne va pas à l'école est considéré comme un enfant perdu, qui n'a pas d'avenir. Pour cela, les parents ne sont pas sûrs de sa réussite socio-professionnelle. Actuellement l'éducation est en quelque sorte le levier du développement de tout pays. C'est pourquoi, certains pays accordent plus de budget à l'éducation pour la formation des cadres compétents et qualifiés pour leur développement. Car on ne peut pas parler pour le moment du décollage économique, social, politique, éducatif, culturel d'un pays sans éducation. Autrement dit, elle est une arme utilisée contre la pauvreté grandissante. Si l'enfant est mal éduqué à la maison, il appartient aux enseignants à l'école par exemple d'appliquer des méthodes spécifiques pour le transformer, à devenir un bon citoyen de demain afin d'apporter sa modeste contribution au développement de son pays.

Septième analyse (Question N°14) : « *Est-ce bon de priver un enfant d'aller à l'école ?* »

Tableau 18 : Points de vue des élèves par rapport à la question posée

<u>RÉPONSES</u>	<u>X</u>	<u>%</u>
Oui	08	23
Non	56	73
Abstention	03	04
TOTAL	77	100

Au regard de ce tableau ici présent sur les 77 élèves interrogés :

- Huit (08) enquêtés soit 23% affirment que c'est bon de priver un enfant d'aller à l'école en cette période de crise militaro-politique. Tout d'abord, le droit à l'école n'est même pas respecté par les auto-défenses et les rebelles. En effet, l'école n'a aucune importance aux yeux de ces hors la loi mais c'est seulement leurs intérêts. Le reste ce n'est pas leurs problèmes. D'ailleurs, ils ne veulent même pas que les enfants partent à l'école pendant ces moments difficiles. D'autre part, ces enfants soldats qui commettent des exactions se retournent encore contre les enfants qui viennent à l'école. Face à cet état de chose, le droit à l'éducation est carrément bafoué et foulé au sol par ces hommes sans loi. Donc, le droit à l'éducation des enfants n'existe pratiquement pas pendant cette période des crises militaro-politiques.
- Par contre, 56 interrogés soit 73% confirment bel et bien la privation des enfants de l'école. Car, ces enfants ont l'âge d'être inscrits mais leurs enfants trouvent inutiles de ne pas le faire à cause de l'insécurité grandissante. S'il y avait sécurité, on ne pourrait pas priver les enfants d'aller à l'école. Car, c'est un droit qui est reconnu par la charte des Déclarations Universelles des Droits de l'Homme et la Charte Africaine. Ce n'est pas normal que les enfants soient privés de leur droit d'aller à l'école pendant cette période difficile. Mais s'ils refusent de laisser les enfants partir à l'école, c'est par mesure de sécurité.
- Trois (03) enquêtés soit 04% ont préféré se taire parce qu'ils n'ont pas bien compris la question posée.

En conclusion, nous constatons que la majorité des enquêtés soit 73% , ont affirmé que ce n'est pas bon de priver les enfants en âge d'aller à l'école à cause des conflits militaro-

politiques. Pourtant, le droit à l'éducation est reconnu par la Charte Africaine des Enfants et du Bien-être (1990). C'est pourquoi, quel que soit les circonstances difficiles, on doit respecter le droit à l'éducation des enfants.

Huitième analyse (Question N°15) : « *Pendant les crises, est-ce que votre école est bien protégée ?* »

Tableau 19 : Réponses des élèves

RÉPONSES	X	%
Oui	12	16
Non	65	84
Abstention	00	00
TOTAL	77	100

Par rapport à ce tableau ici présent sur les 77 interrogés :

- Douze (12^e) enquêtés soit 16% affirment que pendant ces crises, l'école est bien protégée par les parents d'élèves qui sont à côté avec leur risque et péril. Elle n'avait pas connu des destructions avancées, et vols des matériels didactiques. Peut-être, ces écoles n'ont pas été visitées par les auto-défenses en cette période d'insécurité grandissante. En ce temps-là, les parents s'étaient organisés pour protéger leurs établissements scolaires afin de donner l'espoir à leurs enfants. Pendant ces moments, certains enseignants et écoliers profitaient de cette protection des parents pour aller travailler à l'école. Donc, il n'y avait pas assez d'obstacles majeurs qui puissent nuire au fonctionnement des cours. En outre, les élèves qui habitaient aux alentours des établissements étaient enrôlés de force dans les auto-défenses, et ce sont eux qui protégeaient le plus leurs établissements en contre partie des efforts fournis.
- Par contre, 65 interrogés soit 84% affirment que les écoles ne sont même pas protégées depuis le début de la crise jusqu'à maintenant. Au départ, il est interdit de prendre de risque de mettre pieds à l'école sous peine des représailles. Une équipe a été mise en place pour endormir

la conscience éclairée des parents, élèves et enseignants afin qu'ils ne s'y aventurent pas . On leur fait croire que les écoles étaient protégées, hors en réalité elles ne l'étaient même pas. Par ailleurs, certains élèves ressortissants de ces écoles, habitant à coté qui facilitaient les destructions, le vandalisme et le vol des table-bancs pour leur servir d'efforts de guerre. Pour cela, certaines classes sont systématiquement transformées en salles des décisions pour leurs opérations de braquage à mains armées ou enlèvement des personnes suspectées et dépôt des biens saisis pour partager. En effet, si ces établissements scolaires étaient protégés, on ne devrait pas voir des égratignures, des traces de sang sur les murs. C'est très flagrant et pourtant, l'école est une institution qui rend service à tout le monde, autrement dit à tous les enfants en âge d'aller à l'école.

En conclusion, la majorité des élèves confirme que l'école dans laquelle ils apprenaient, n'est même pas protégée à cause du climat sécuritaire. Même si on fait semblant de la protéger mais en réalité elle n'a connu aucune protection efficace. C'est ainsi qu'elle se trouvait dans un état délabré.

Neuvième analyse (Question N°16): « *Mais pourquoi de temps en temps les enfants refusent d'aller à l'école ?* »

Tableau 20 : Réponses des élèves

RÉPONSES	X	%
Pas de soutien	19	25
Maladie	10	13
La guerre	25	32
L'insécurité	23	30
TOTAL	77	100

Au vu de ce tableau ici présent, sur les 77 interrogés :

1° Pas de soutien (25%)

- Dix-neuf (19) enquêtés soit 25%, disent que les enfants de temps en temps refusent d'aller à l'école parce qu'ils n'ont pas de soutien financier, matériel et moral. Ils sont issus d'une famille démunie, dépourvue de tout moyen pour s'occuper de leurs études. Lorsqu'ils ne mangent pas bien, c'est vraiment difficile de fréquenter l'école. C'est l'une des causes qui expliquent pourquoi les enfants refusent de temps en temps d'aller à l'école. Les absences chroniques n'étaient pas aussi ignorées, compte tenu des situations sociales difficiles que traversent les parents. Pour cela, les parents n'ont pas assez d'argent pour acheter les livres afin de bien faciliter l'acquisition des connaissances. De temps en temps, ils refusent effectivement d'aller à l'école parce qu'ils ont honte devant leurs amis qui se moquent d'eux. Donc, ne pouvant pas supporter, ils préfèrent rester à la maison ou bien faire l'école parallèle, ou buissonnière pour compenser leurs manquements.

De tout ce qui précède, les parents n'ont pas assez d'argent pour soutenir convenablement leurs enfants à l'école. De nos jours, l'école est égale à l'argent, c'est pourquoi dire que les parents qui inscrivent leurs enfants à l'école devront les soutenir financièrement, matériellement et leur payer des tenues scolaires. Surtout que les règlements intérieurs demandent aux parents de payer l'écolage scolaire et leurs tenues. Alors, un parent qui est démunis, s'il n'a pas les moyens financiers ne pourra pas faire face à ses exigences scolaires. Ce qui rend l'éducation maintenant plus coûteuse. Même du côté de l'école publique, ce n'est pas seulement du côté des établissements privés, malgré la gratuité de l'école, il faut nécessairement un soutien surtout financier pour permettre à l'enfant de poursuivre les études.

Par conséquent, les moyens financiers ou les frais de scolarité pour l'enseignement privé sont exorbitants par rapport à l'enseignement public. Donc pour l'enseignement privé c'est beaucoup plus les riches, c'est-à-dire ceux qui ont les moyens qui pourront inscrire leurs enfants. Même dans les établissements publics, il arrive de fois, les enfants eux-mêmes abandonnent les cours pour d'autres raisons. Par exemple, un élève qui est dans une famille aisée et qui est soutenu par ses parents, fait l'orgueil, l'auto grossissement en face même de l'enseignant et ses proches amis. A la récréation, il fait sortir des billets de banque pour acheter aux uns et aux autres, de fois, il donne l'argent ou lui remet une bouteille de jus bien gardée

dans son sac. Alors, l'autre élève dépourvu de soutien se voit frustrer. Surtout qu'il est mal habillé par rapport à son collègue. Tout cela peut amener l'enfant à cesser les études, lorsqu'il va demander à ses parents de lui acheter tel ou tel objet ou bien lui remettre ne fût-ce que l'argent de transport, et un peu pour acheter du pain à la récréation comme son collègue qui est bien soutenu par ses parents, cela n'aura pas gain de cause et c'est l'incapacité de ses parents qui va le décourager à fréquenter les cours.

2° Maladie (13%)

- Pour d'autres, les causes sont différentes et multiples. Dix (10) interrogés soit 13% affirment qu'ils ne fréquentent pas souvent l'école, parce que temps en temps ils tombent malades et les parents qui n'ont pas suffisamment d'argent pour s'occuper d'eux, préfèrent tout d'abord la décoction des plantes afin de sauver sa santé. Pendant ce temps, les autres font normalement cours, c'est lorsque les parents reçoivent un peu d'argent pour les soigner à l'hôpital, qu'ils pourront maintenant espérer reprendre le chemin de l'école après la guérison.

Par exemple, les maladies opportunistes comme le paludisme, la fièvre, les maux de ventre, sont quelques fois à l'origine de l'abandon scolaire. Autrement dit, les enfants peuvent profiter de telles maladies occasionnelles pour refuser d'aller à l'école. Et n'oublions pas que cela aura des répercussions sur ses résultats scolaires. En ce sens que, durant les examens finaux, l'enfant refuse d'aller composer sous prétexte de la fièvre. Alors comment pourra-t-il espérer être déclaré admis en classe supérieure ? Il arrive que l'enfant de temps en temps fasse le faux malade en pleine évaluation formative. Pendant la délibération, les enseignants ne perdront pas beaucoup de temps sur de pareils cas. Il risque d'être déclaré échoué sans opposition.

De fois, ce sont les parents qui sont trompés par leurs enfants et finalement ils tombent dans le piège en disant : « ça ne fait rien, il est malade. Car il est jeune et pourra reprendre l'année prochaine », de tels propos n'honorent pas les enfants qui s'amuse avec leur avenir de demain. Pire encore avec cette pandémie mondiale, parents et élèves s'entendent de ne pas laisser les enfants fréquenter l'école sous risque de se faire contaminer par le virus de COVID 19 ; Si même l'enfant prend son courage d'aller à l'école, ce sont plutôt les parents qui s'opposent malgré le port de masque.

3° La guerre (32%)

- Par contre, 25 interrogés soit 32% disent que les enfants de temps en temps, refusent d'aller à l'école parce qu'il y a la guerre qui leur font peur. C'est-à-dire, les conflits militaro-politiques qui ont sérieusement affecté le système éducatif centrafricain en général et l'Inspection fondamentale I de Bangui en particulier, sont une réalité et non une illusion pour les enfants. Les écoles qui étaient vandalisées, pillées, leur faisaient tellement peur. Aussi, les traces des balles, des obus, sur les murs ne donnaient pas franchement envie de fréquenter l'école. Au vu et su de tout le monde, le climat qui régnait pendant cette période de crise militaro-politique selon les enfants, ne leur permettait pas aussi d'aller régulièrement à l'école. C'est pourquoi, de temps en temps ils fuient. Disons aussi qu'à cause de violence aveugle, les enlèvements forcés, les chocs psychologiques subis, ce n'est pas facile que les enfants fréquentent l'école. Pour cela, il faut attendre un moment donné pour voir l'intensité des tirs ou canons, avant de décider s'il faut aller ou pas à l'école. D'ailleurs, il faut s'entourer de toutes les garanties pour aller à l'école.

Par conséquent, la guerre n'est pas bonne et ne favorise pas une bonne éducation des enfants. Mais concernant la Centrafrique, c'est plutôt les conflits militaro-politiques qui ont apporté de profonds disfonctionnements dans le système éducatif centrafricain avec des conséquences graves sur le cursus scolaire des enfants. De telles situations tragiques ne pourront encourager régulièrement les enfants à fréquenter les écoles...Si on voit certaines écoles délabrées, vandalisées, pillées et transformées en quartiers généraux, cela n'encourage pas les parents géniteurs d'accepter à leurs enfants de fréquenter les cours.

D'ailleurs, traverser certaines cours des écoles est trop dangereux pour les populations. Le pic des violences, des tueries par-ci par-là, des innocents, et autres exactions commises sur les paisibles populations aux yeux des enfants et des parents, font qu'ils refusent d'aller à l'école également pour connaître le même sort des autres, qui ont périés dans les conflits militaro-politiques ou dans la guerre, qui se déroule sous d'autres cieux. En principe, l'école ne peut que se dérouler sans difficultés et sans problèmes si la sécurité et la protection des enfants et des enseignants sont assurés. Mais, c'est le contraire qu'on vit, en ce sens qu'il y a une insécurité envahissante et chronique, si bien que les acteurs (enfants et enseignants) ne pourront pas se permettre de fréquenter l'école. En effet, tant que les conditions sécuritaires ne sont pas améliorées, les enfants ne pourront jamais aller à l'école. A pareil moment d'insécurité, c'est

partir à la boucherie, c'est creuser sa propre tombe. Voilà quelques raisons qui font que les enfants ne pourront pas tenter de partir à l'école, de peur d'être victime de la guerre.

Alors, pour résoudre ce problème de la guerre ou des conflits militaro-politiques qui empêchent les enfants et enseignants d'aller à l'école, les groupes armés, les auto-défenses devraient déposer leurs armes et s'engager sur la voie de la cohésion sociale afin de mettre fin à l'impunité zéro, le fait de rendre les armes découragerait les belligérants à se battre et dans ce cas, enfants et enseignants pourront aller paisiblement à l'école travailler en toute sécurité.

4° L'insécurité (30%)

- En outre, 23 interrogés soit 30%, confirment qu'ils ne fréquentent pas assez l'école à cause de l'insécurité grandissante, et pourtant l'école est un endroit qui transmet les connaissances aux enfants dans un lieu calme et sécurisé. Mais s'il y a insécurité, c'est déjà un danger pour les enfants et enseignants, qui ne pourront pas aller travailler. Même les parents d'élèves n'accepteront pas de laisser aller leurs enfants à l'école. Autrement dit, ils iront à la boucherie humaine. Durant ces moments d'insécurité, beaucoup d'enfants sont privés de leur droit scolaire. À cause des hostilités, des enlèvements forcés qui sont monnaies courantes, si bien que les enfants apeurés ne pourront pas aller à l'école. Devant une telle situation d'insécurité grandissante et chronique, les enseignants ne seront pas également épargnés parce qu'ils font corps avec les élèves.

L'insécurité envahissante provoquée par ces conflits militaro-politiques, constitue un frein, un obstacle grave à l'éducation des enfants. Elle s'est considérablement généralisée dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui en particulier et dans le pays en général. Des exactions, des sévices corporelles, des brutalités, des tortures physiques et morales, étaient exercées sur les enfants et certains enseignants rancuniers. En outre, les femmes qui sont des sexes faibles n'étaient même pas épargnées de ces violences aveugles, et pourtant elles sont des personnes vulnérables. Autres choses, les filles par exemple étaient violées, les étudiants battus de fois jusqu'à ce que mort s'en suive. Quelques enseignantes et professeurs n'étaient pas aussi à l'écart de ces de viols. Avec ces crises que nous avons connu, tout le monde a peur, stressé à cause du degré élevé de la violence, de l'insécurité, qui ne favorise pas l'enseignement apprentissage aux enfants.

En définitive, les enfants, de temps en temps refusent d'aller à l'école parce qu'il y a insécurité chronique et grandissante .Car, le climat scolaire n'est pas favorable pour les enseignements. Disons que l'école qui est un endroit calme pour éduquer, former et instruire les enfants, ne peut pas bien accomplir sa mission. Alors, devant cette situation d'insécurité, les enfants ne pourront pas fréquenter les cours.

Dixième analyse (Question N°17) : « *Que représente l'école dans votre famille ?* »

Tableau 21 : Points de vue des élèves

RÉPONSES	X	%
Notre avenir	31	40
Notre espoir	22	29
Rien	04	05
La paix	20	26
TOTAL	77	100

Par rapport à ce tableau indiqué ci-dessus, sur les 77 interrogés :

1° Notre avenir (40%)

- Trente un (31) enquêtés soit 40%, répondent que personne ne peut nier le rôle quand bien même important,, que l'école en tant qu'institution publique, joue dans le développement d'un pays. Autrement dit, c'est par le biais de l'école que les enfants deviennent de très bons responsables, bons citoyens dans la vie. C'est pourquoi, on parle du droit à l'éducation des enfants pour leur épanouissement. En effet, l'école pour certains dans la famille, représente l'avenir de l'enfant. C'est pour cette raison que les parents inscrivent leurs enfants à l'école. De fois, ils leur prodiguent des conseils pratiques sur l'importance de cette institution, son importance dans la famille et ensuite, leur signifier clairement que s'ils tiennent bon à l'école, ils deviendront des cadres compétents, biens formés pour aider leur pays, et résoudre aussi certaines situations problèmes dans les communautés. Sans l'école effectivement, l'enfant n'aura pas d'avenir. C'est lorsqu'il terminera un bon cursus scolaire et universitaire, qu'il rentrera dans la vie active afin d'assumer ses responsabilités vis à vis de ses parents et également

participer au développement de son pays. Donc, elle représente surtout dans cette famille Centrafricaine une voie sûre de réussite pour prendre en charge les siens.

Comme nous l'avons signifié, l'école est très importante pour la nouvelle génération centrafricaine. Le Département en charge de l'Education doit veiller sur le bon fonctionnement de l'école. Malgré les crises militaro-politiques qui ont provoqué de profonds bouleversements dans le système éducatif centrafricain, l'éducation scolaire est un droit reconnu par tout le monde. Les Nouvelles Autorités devront comprendre que l'éducation est incontournable. Pour cela, elles doivent accorder à chaque enfant centrafricain son droit à l'éducation, y compris les enfants déplacés pour raison des conflits. Car c'est leur avenir.

L'éducation permet à l'enfant de gagner sa vie et de garantir son avenir de demain. C'est pourquoi, le Département de l'Education Nationale doit la rendre obligatoire, surtout les enfants dont l'âge est compris entre 6 et 15ans. Car, l'article 3 de la constitution centrafricaine (2015) accorde une place de choix au droit à l'éducation. L'éducation est bien placée pour service à la famille. Autrement dit, les enfants qui ont bien suivi une éducation scolaire, devront à leur tour s'occuper correctement de leurs parents. Quand ils étaient enfants, ce sont leurs familles qui s'occupaient d'eux. Comme ils sont responsables, c'est à eux maintenant de soutenir leurs familles respectives à titre de reconnaissance. Donc, l'école représente honnêtement l'avenir d'un enfant.

Beaucoup d'enfants qui brillent à l'école sont aimés par leurs parents, parce que tôt ou tard ils réussiront après leurs études à l'école, et ils prendront en charge leurs familles. Supposons que parmi plusieurs parents démunis et dépourvus de moyens, un enfant qui suit les cours malgré les multiples difficultés à l'école réussit finalement. Donc, c'est lui seul qui s'occupera de ses parents. Car, il représente l'avenir de toute une famille. Si les parents ont inscrit les enfants, à l'école c'est justement pour qu'ils soient éduqués, instruits et formés pour réussir dans leur vie socio-professionnelle. Au fait, l'apprentissage aussi permet de construire l'avenir.

2° Notre espoir (29%)

- D'autre part, 22 interrogés soit 29% disent que dans la famille centrafricaine, l'école représente l'espoir de toute une génération future. Car, on pourrait aussi dire qu'elle est en quelque sorte l'espoir de toute une grande famille sur lequel on compte. Par exemple, dans une

famille élargie, un membre de la famille bien éduqué, formé et instruit à l'école qui réussit, représente l'espoir de la famille. S'il est très intelligent et apprécié par ses amis, ses parents et ses enseignants alors, on pourra dire que la famille a de l'espoir de mener une vie meilleure, parce qu'il s'occupera bien d'eux. Il fera la fierté de ses enseignants et même de tout le monde par rapport à ses qualités intellectuelles. Dans d'autres milieux, certains enfants font également la gloire, l'honneur de leurs quartiers, arrondissements, villages, parce que c'est la seule personne qui est éclairée et avancée dans les études. Décidemment, tout le monde fonde l'espoir sur lui. Pour certaines personnes, l'école dans la famille n'a aucun sens, autrement dit, aucun espoir. Comme elles se battent quotidiennement pour leur survie, alors elles n'attachent aucune importance ou rôle que joue l'école dans la vie de l'enfant. C'est une erreur grave. Car la vie de l'enfant, s'il n'est pas scolarisé ou s'il n'a pas repris les études, n'est pas franchement assurée. Parce que d'un moment à l'autre, tout ce qu'il fera dans l'informel finira brusquement et il deviendra dangereux pour la société. Donc, l'école doit servir d'un pont ou un moyen à l'enfant de fixer ses objectifs de réussite socio-professionnelle dans la vie. Ainsi, elle reste toujours et demeure l'espoir d'un enfant dans son cercle familial.

Dans la société centrafricaine, l'éducation revêt un caractère très important. Mais c'est le concept éducation qui est mal perçue par certains compatriotes. Sans l'éducation scolaire, les enfants seront très intolérables et incontrôlables dans leurs milieux sociaux. C'est grâce à l'école par exemple que les familles pourront tirer les bénéfices de leur soutien aux enfants, durant leurs cursus scolaires. C'est vrai que beaucoup de parents déclarent que l'école représente l'avenir, l'espoir de toute la famille. D'autres osent dire que notre seul espoir dans la famille est notre frère ou notre sœur très avancé dans les études. En effet, les jeunes centrafricains aiment beaucoup discuter à propos des réussites scolaires. La plupart des enfants aiment fréquenter l'école, parce qu'ils connaissent l'importance. Ils savent que sans l'école, ils ne pourront rien faire, ils n'auront pas de poids au sein de leurs familles. C'est pourquoi certains enfants, malgré les difficultés vont régulièrement à l'école parce que selon eux, c'est leur dernier espoir et pour toute la famille.

Aussi, dans certaines familles centrafricaines les parents encouragent les élèves à poursuivre les études. Par exemple un responsable de la famille ne veut pas que l'enfant reste inutilement à la maison pour attendre seulement midi et partager le repas avec les autres. Sa place c'est l'école, car il représentera l'espoir de la famille.

3° Rien (5%)

- Par contre 04 élèves soit 05%, affirment bel et bien que l'école dans leurs familles respectives ne représente rien pour eux. Par conséquent, ils ne voient même pas l'importance et ne connaissent véritablement pas, le rôle qu'elle joue actuellement au sein de leur famille en cette période post-conflit. Selon eux, sans l'école ils seront toujours actifs, autrement dit, ils feront quelques choses pour se prendre en charge, que d'aller voler et enfin se retrouver en prison. Car, c'est plutôt une souffrance aveugle et forcée d'aller à l'école qui ne servira à rien. Ainsi, ils préfèrent autres choses parce que l'école est purement noire et n'est pas bénéfique pour eux. Mais ils oublient que c'est grâce à l'école que le monde évolue. Donc, l'école représente toujours une réussite socio-professionnelle, l'espoir, l'avenir d'un enfant, qui sera assuré et également contribuera efficacement au développement harmonieux de son pays. Dire que l'école ne représente rien pour eux, c'est de l'ignorance intellectuelle. Au contraire, l'école est très utile dans la vie de tout un chacun. C'est pourquoi, certaines législations par exemple centrafricaines, prônent la gratuité, la démocratisation et la scolarisation des filles.

Il n'y a que ceux qui n'ont pas été à l'école qui pensent qu'elle n'a pas d'importance, parce qu'ils ne réfléchissent pas assez. Selon eux, l'école ne représente rien. Mais ils oublient que celui qui ne fréquente pas l'école peut être comparé à un animal, qui est dirigé par son instinct et non par la raison. Dans la pratique quotidienne, on remarque bien que leur manière de faire et d'agir est toujours différente des autres. Car, ils n'inspirent pas confiance. S'il y a beaucoup d'exactions, des tueries, des règlements de compte, des vols et des viols, c'est sûrement des types des gens comme ceux-là qui sont soupçonnés. Parce qu'ils sont toujours animés de l'esprit de mal et de vengeance. Ils n'ont même pas pitié des autres.

Or, s'ils étaient scolarisés, les connaissances qu'ils ont apprises à l'école par exemple à travers l'éducation à la citoyenneté, devraient beaucoup leur servir de leçon, et ils ne pourront pas se comporter de la sorte. Alors, ces genres de personnes effectivement pensent que l'école n'a pas de sens, qu'elle ne représente rien. Sans elle, ils continueront toujours à vivre. Autrement dit, l'école ne peut résoudre tous leurs problèmes. Au contraire, ce sont la plupart de ceux qui ont été à l'école c'est-à-dire les intellectuels qui ternissent le non du pays, qui provoquent et font venir les bandits pour déclencher les hostilités, semer la division parmi les paisibles populations.

4° La paix (26%)

- Enfin, sur les 77 interrogés, 20 élèves soit 26% affirment sans ambages que sans une bonne éducation, il n'y aura jamais de paix durable dans la famille et au sein du troisième arrondissement de Bangui. En outre, elle favorise le retour définitif de la cohésion sociale et surtout sur le territoire national. Les conseils pratiques que les enseignants donnent aux élèves à l'école, ont favorisé également la construction significative de la cohésion sociale dans leurs familles respectives, et parmi les communautés du troisième arrondissement du Km 5. Les conseils étaient beaucoup plus tirés des leçons de l'éducation à la citoyenneté et à l'interculturalité des faits éducatifs. Aussi, avec les nouvelles mutations socio-politiques actuelles, les enfants vont bien se comporter vis-à-vis de leurs parents et dans leurs environnements sociaux. En effet, l'école contribuerait beaucoup plus pour ramener la paix et la cohésion sociale longtemps déchirée dans le pays. Car de nos jours, les enfants sont tellement agressifs, violents, désobéissants, et sont presque prêts à agresser telle ou telle personne, pour une histoire qui n'a pas de sens. Donc, c'est l'école effectivement qui transformera ces enfants pour bien se comporter dans la vie. C'est vrai sous d'autres cieux, c'est la guerre et autres choses mais avec l'école, c'est la culture de la paix, de la tolérance, du pardon pour favoriser la cohésion sociale parmi les communautés. S'il n'y a pas de paix dans la famille centrafricaine, il n'y aura pas d'entente entre les parents et parmi les communautés, car elle favorisera un bon climat des affaires qui va amorcer le développement du pays.

Nous pensons que des efforts sont en train d'être fait sur le plan national de relèvement et de consolidation de la paix. D'ailleurs, le récent dialogue républicain organisé par les Nouvelles Autorités du pays à Bangui, prouvent bien que les centrafricains veulent restaurer définitivement la paix dans le pays, pour amorcer véritablement le redécollage du pays post-conflit. S'il y aura rétablissement définitif de la paix sur toute l'étendue du territoire national, cela permettra aux paisibles populations de vaquer à leurs différentes occupations. Malgré certaines zones d'insécurité dans le pays précisément à Bangui (braquage, banditisme, vols des panneaux solaires, kidnapping), le gouvernement s'engage à réformer le secteur de la sécurité pour faciliter la circulation des biens et des personnes. Cela aidera beaucoup les compatriotes à aller au travail, les enfants pourront continuer à fréquenter les établissements scolaires et l'université sans peur ou sans inquiétude. Si par exemple, l'Etat continue à maintenir le couvre-feu jusqu'aujourd'hui, évidemment c'est pour contrôler, identifier et enfin traquer les malfrats et les hors la loi afin de laisser les gens circuler librement comme nous l'avons dit ci-haut.

Devant cette situation d'insécurité, le gouvernement décide finalement de procéder à l'identification des priorités et besoins pour le relèvement et la consolidation de la paix, en accord avec les partenaires techniques et financiers de la Banque Mondiale, de la MINUSCA et de l'Union Européenne à travers l'EUTM. La vision actuelle par exemple pour les Nouvelles Autorités du pays enfin apaisée, c'est de poursuivre le dialogue permanent entre les compatriotes, autrement dit les populations afin de poser les véritables jalons visibles, qui aboutiront à la cohésion sociale, une paix solide, l'initiation de relèvement et le développement durable du pays post-conflit. Donc l'école égale restauration effective et définitive de la paix sur toute l'étendue du territoire national.

En conclusion, la majorité affirme que l'école représente l'espoir, l'avenir de demain. Il suffit tout simplement de suivre les études de l'enfant à l'école, alors on se rendra compte qu'il a des capacités intellectuelles et morales, qui pourront être bénéfique à la famille. C'est pourquoi, certains pensent que l'école représente l'espoir de toute une génération future, et favorise également de manière significative la cohésion sociale parmi les communautés.

Onzième analyse (Question N°18) « *Penses-tu sincèrement que l'école en période post-conflit peut ramener la paix définitive ?* »

Tableau 22 : Opinions des élèves sur le retour définitif de la paix

RÉPONSES	X	%
Oui	62	81
Non	15	19
Abstention	00	00
TOTAL	77	100

Au regard de ce tableau ici présent, nous pensons que la question N°18 posée est identique à la question N°17 de la dixième analyse.

- Sur les 77 interrogés, la majorité des enquêtés c'est-à-dire 62 élèves soit 81% confirment que, malgré cette période post-conflit, peut contribuer favorablement au retour définitif de la paix dans la famille et un peu partout. En effet, après une forte sensibilisation des ONG et des conseils pratiques donnés par les enseignants à l'école, en s'appuyant sur des exemples concrets de la vie quotidienne, on pourra ramener la paix définitive gage de la cohésion sociale parmi toutes les communautés existantes en Centrafrique en général et dans le troisième arrondissement en particulier. En principe, l'école devra beaucoup s'investir pour ramener cette paix perdue parmi les paisibles populations en Centrafrique.

- Par contre, 15 élèves soit 19% disent clairement qu'en cette période post-conflit, l'école ne parviendra pas à ramener une paix définitive parmi les communautés vivantes en Centrafrique. Pour eux, ce sont les confessions religieuses qui pourront favoriser le retour de la paix afin de rétablir la cohésion sociale perdue parmi les populations.

En conclusion, la majorité des enquêtés affirme que seule l'école en période post-conflits peut valablement ramener la paix définitive parmi les communautés. Par contre, une faible minorité émet beaucoup de doute pour un retour définitif de paix.

Douzième analyse (Question N°19) : « *Est-ce que les auto-défenses te laissent aller à l'école ?* »

Tableau 23 : Réponses des élèves par rapport aux comportements des auto-défenses

RÉPONSES	X	%
Oui	02	03
Non	72	93
Abstention	03	04
TOTAL	77	100

Par rapport à ce tableau indiqué ici sur les 77 interrogés :

- Deux (02) enquêtés soit 03% affirment que les auto-défenses leur laissent le temps d'aller à l'école. Ils acceptent quand même à ces enfants d'aller à l'école, parce que certains parmi eux connaissent l'importance de l'école. Même si quelques-uns n'ont pas la voix prépondérante pour laisser les enfants partir à l'école, de temps en temps, ils les encouragent à fréquenter l'école. Car, ils les rassurent de les protéger en cas de besoin. Par contre, sur les 77 interrogés, 72 enquêtés soit 93% refusent catégoriquement aux enfants d'aller à l'école pour raison d'insécurité. Selon eux, la vie d'une personne humaine est sacrée. Car, l'école est toujours présente dans tous les milieux sociaux et pour suivre les enseignements/apprentissages ainsi les enfants doivent être sécurisés. Mais comme les balles sifflent encore, c'est un danger qui ne permet pas un très bon déroulement des cours. Par ailleurs, ces auto-défenses prennent l'école comme leur quartier général. C'est pourquoi ; les enfants ont tellement peur pour aller apprendre. Et pourtant, certains connaissent bien qu'elle est un endroit spécialement indiqué, qui sert à transmettre des connaissances aux enfants afin d'assurer leur avenir. Quelques-uns parmi eux qui bricolent un peu le français, la langue de communication, comprennent bien l'importance de l'école. Alors, le fait d'interdire aux enfants pendant ces moments difficiles de fréquenter les cours à l'école, constitue une entorse au développement harmonieux de ces enfants. Autrement dit, c'est un obstacle majeur, une faute grave à l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique en général et dans le troisième arrondissement du Km 5 en particulier. Certains enfants qui persistent pour aller à l'école, sont parfois tirés dessus, d'autres sont capturés, torturés et libérés sous caution d'une forte somme d'argent.

- Aussi, trois (03) interrogés soit 04% se sont abstenus de toutes réponses et préfèrent ne rien dire. Peut-être, ils n'ont pas bien compris la question posée.

En conclusion, la majorité des interrogés affirment que les auto-défenses ne veulent pas laisser le maximum de temps aux enfants pour aller à l'école, parce que c'est la période de conflit militaro-politique où règne l'insécurité grandissante, le désordre, un peu partout. Donc, le droit à l'éducation est bafoué et foulé au sol par les auto-défenses, qui dictent leurs lois et empêchent enseignants et élèves de vaquer librement à leurs occupations.

Treizième analyse (Question N°20) : « *Mais pourquoi l'école est-elle occupée par les bandits ou auto-défenses ?* »

- Par rapport à cette question N° 20, nous disons que pendant cette période de crise militaro-politique en Centrafrique en général et dans l'inspection fondamentale I de Bangui en

particulier, l'école qui est une institution publique, considérée comme un endroit bien choisi pour éduquer, former et instruire les enfants afin de devenir tôt ou tard des cadres responsables de demain, finalement était occupée par les bandits, les hors la loi autrement dit les auto-défenses. Ils occupaient de force ces bâtiments scolaires pour leurs fins utiles. En outre, ils interdisaient formellement aux élèves et enseignants de ne pas mettre pieds dans la concession scolaire sous peine des représailles. En plus, ils disaient ouvertement qu'ils n'hésiteraient pas à tirer sur tous ceux qui tenteraient de s'aventurer au sein de l'école. Sachant très bien que l'école est l'unique voie de réussite scolaire pour les enfants. Car ce n'est pas un endroit où on doit appliquer la violence mais un lieu choisi à protéger pour la vie scolaire des enfants. Le fait d'occuper de force cette institution, constitue une entrave pour l'avenir des enfants. Autrement dit, c'est un danger très grave avec des conséquences incalculables au droit à l'éducation des enfants, reconnu dans la Charte Africaine du Droit et du Bien-être des enfants (1990). Les auto-défenses occupaient l'école, parce qu'ils ne voulaient pas laisser les enfants libres pour apprendre. Comme ils ont choisi uniquement cet endroit qui est l'école, ils profitent de l'occasion pour utiliser les table-bancs en guise de bois de chauffe, pour leurs fins utiles (tueries, viols, lieux de prise des décisions, stockage des biens et meubles, des particuliers, etc...). Donc, aucun parent d'élèves ne pouvait se permettre d'aller à l'école parce que les auto- défenses considèrent cet endroit comme leur quartier général.

Quatorzième analyse (Question N°21) : « *Est-ce que quelques-uns de tes amis sont parmi les auto- défenses ?* »

Tableau 24 : Réponses des élèves concernant l'insertion de certains de leurs amis

RÉPONSES	X	%
Oui	21	27
Non	45	59
Abstention	11	14
TOTAL	77	100

Au vu de ce tableau indiqué ci-dessus, sur les 77 interrogés :

- Vingt un (21) enquêtés soit 27%, confirment que quelques-uns de leurs amis à l'école se trouvent parmi les auto-défenses. Mais, ils se posent beaucoup de questions sur leur enrôlement parmi ces auto-défenses. Ils ont tellement peur de leurs propres amis de l'école, qui sont considérés comme des enfants-soldats, des bandits, prêts à faire le mal à n'importe quelle personne, qui tenterait de pénétrer dans leurs camps ou quartiers généraux au sein de l'école. Disons aussi que pendant une période d'accalmie, ce sont leurs propres amis d'écoles quelques fois qui reviennent pour les intimider en classe ou proférer des menaces de mort, des injures contre l'enseignant. De fois, ils profitent de cette opportunité pour régler leurs comptes, sur la base de haine ou de rancœur. Alors, ils font irruption dans certaines salles de classe, soit pour demander de force l'argent ou exiger la fermeture des salles de classe, profitant de cette opportunité afin de brutaliser, menacer à mort l'enseignant, en exerçant une force physique sur lui et sur certains collègues de classe. Sachant très bien que l'école, qui est un endroit de transmission du savoir, savoir-faire et savoir-être aux enfants pour leur avenir de demain, ils font semblant de méconnaître l'importance que revêt cette institution publique. En tout cas, ces enfants incontrôlés dictent leurs lois aux uns et autres. Quelques fois, ils peuvent sur place pour prouver leurs actes de bravoures, commettre des viols, des crimes devant leurs collègues de classe.

- Par contre, 45 interrogés soit 59% affirment que la majorité de leurs amis ne sont pas parmi les groupes auto-défenses. À cause de cette insécurité grandissante et chronique au sein de l'école, enseignants et écoliers sont des cibles, des éléments incontrôlés qui sont les auto-défenses. En effet, ils préfèrent rester chez eux pour éviter les règlements de compte, les enlèvements forcés, les exactions, les viols commis sur les filles, etc... Par ailleurs, ils souhaitent vivre en cachette ou fuir en attendant que la situation s'améliore. C'est vrai que dans cette société centrafricaine en général, parents, enfants et enseignants, accordent beaucoup d'importance à l'éducation scolaire. En principe, cette éducation scolaire devait être une occasion pour ramener surtout les enfants, qui se sont fait enrôler de force dans les groupes armés ou parmi les siens. Nous constatons également que la plupart des enfants ne sont pas intégrés dans ces groupes d'auto-défenses, parce qu'ils savent que l'école est leur avenir. Car un jour, les conflits militaro-politiques finiront et la paix se rétablira définitivement, pour permettre aux enfants et aux enseignants de reprendre le chemin de l'école. Et pourtant, nul n'est censé ignorer l'importance de l'éducation scolaire, c'est pourquoi, il ne faut pas chercher à détourner les enfants de leur objectif qui est la réussite scolaire.

- Par rapport à cette question N°21, onze 11 interrogés soit 14% , ont préféré se taire parce qu'ils n'ont pas bien cerné la question posée et encore, ils sont dépourvus des idées. Comme la situation scolaire n'est pas bonne, ils préfèrent plutôt garder silence, et s'abstenir de toute réponse à la question posée.

En conclusion, nous dirons que sur les 77 interrogés, la majorité affirme que la plupart de leurs amis de l'école, ne font pas partie des groupes d'auto-défenses, parce qu'ils connaissent très bien l'importance de l'éducation scolaire pendant cette période de crise militaro-politique en Centrafrique. Par contre, une faible minorité reconnaît que certains de leurs amis collaborent étroitement avec les auto-défenses.

Quinzième analyse (Question N°22) : « *Selon toi, qu'est-ce que tu dis ?* »

Tableau 25 : Opinions des élèves par rapport à l'enrôlement de leurs amis

RÉPONSES	X	%
Bon	05	06
Mauvais	72	94
Abstention	00	00
TOTAL	77	100

Par rapport à cette question N°22 posée sur les 77 interrogés :

- Cinq (05) élèves soit 06% affirment que c'est bon. Autrement dit, une minorité affirme par rapport à cette question posée, qu'il n'y a pas assez de problèmes graves pour nos amis qui se trouvent parmi ces auto-défenses. Selon eux, s'ils sont là-bas, c'est pour nous protéger ainsi que notre école. Ils sont en quelque sorte nos défenseurs parmi les auto-défenses. Car les autres sont fiers de voir leurs amis œuvrer parmi ces éléments incontrôlés. Tellement qu'ils sont contents, ne se rendent pas compte de l'état dangereux dans lequel se trouvent leurs amis. Le fait de les voir manipuler les armes, pousse certains à les imiter, à tenir également ces armes

pour terroriser et commettre des actes délictueux. Même quand ils se retrouvent parmi certains parents, amis et connaissances au quartier, ils ne font que parler de leurs amis qui manipulent les armes au sein des groupes incontrôlés. Quelque fois, ils considèrent certains amis incorporés parmi les auto-défenses comme leurs idoles dont ils ne peuvent facilement s'en passer malgré les sages conseils prodigués par les parents, amis et connaissances. Ces genres d'enfants osent même défier leurs propres parents ,en leur disant ouvertement, qu'ils ne se laisseront pas dominer, et parfois profèrent même des menaces de mort à toute personne qui tenterait de les ramener à la normale, tout en leur faisant croire que l'école est l'espoir, l'avenir de demain pour tout le monde.

- Par contre, 72 enquêtés soit 94% pensent que c'est très mauvais d'être parmi les éléments incontrôlés. Car ils sont considérés comme de mauvais citoyens, nuisibles et dangereux pour la population. En effet, leur manière de faire et d'agir ne peut favoriser le retour définitif de la paix et le rétablissement de la cohésion sociale parmi les communautés. C'est très dangereux pour les enfants qui intègrent les groupes d'autodéfenses, afin de détruire leurs patrimoines scolaires sur ordre de leurs chefs. Alors, c'est très mauvais d'œuvrer au côté des auto-défenses pour se retourner contre ses propres amis, parents et connaissances.

En définitive, la majorité affirme que ce n'est pas bon d'être parmi les groupes d'auto-défenses étant encore à l'école. C'est très mauvais, car la voie de réussite scolaire est l'école qui est bien indiquée, pour inculquer des connaissances aux enfants afin de devenir de bons citoyens de demain.

Seizième analyse (Question N°23) : « *Après les crises, est ce que certains ont regagné l'école ?* »

Tableau 26 : Réponses des élèves par rapport au retour de quelques-uns à l'école.

Réponses	X	%
Oui	56	73
Non	11	14
Abstention	10	13
Total	77	100

Au vu de ce tableau indiqué ci-dessus sur les 77 interrogés, 56 enquêtés soit 73%, confirment que la majorité des élèves sont retournés à l'école pour poursuivre leurs études. Ceux-là ont vite compris que l'école est leur espoir, leur avenir. Sans l'école, ils seront condamnés à rester dans la basse classe, dépendant des autres qui sont mieux. Autrement dit, l'école reste et demeure l'unique voie de réussite dans la vie active. Malgré ces périodes de crises militaro-politiques, certains parents et organisations nationales et internationales n'ont pas lâché les enfants.

De temps en temps, ils organisent des cours de soutien pour appuyer les enfants à ne pas se décourager. Si certains de fois viennent vérifier, si les enseignants sont présents, c'est parce qu'ils savent que c'est leur avenir qui est en train d'être hypothéqué, par ces crises à répétition en Centrafrique en général et dans le 3^e arrondissement du km 5 en particulier. Car, en effet certains dispositifs étaient même pris en faveur des élèves pour faciliter leur retour à l'école. Par exemple l'UNICEF, la Banque Mondiale et d'autres organismes internationaux, qui sont des partenaires techniques privilégiés du système éducatif Centrafricain, ont sérieusement usé de leur poids pour aider les enfants et les enseignants à reprendre les cours pendant ces moments difficiles. Ainsi un accent particulier étant mis sur la formation des milliers d'enseignants, la réhabilitation de quelques bâtiments scolaires, la distribution des kits-scolaires ou des fournitures scolaires, l'organisation des cours de rattrapage, etc. pour faciliter le retour à l'école.

Dans l'Inspection fondamentale I de Bangui, certains élèves ont finalement regagné les cours, grâce à l'intervention de la PAM à travers la distribution des repas aux enfants, qui leur permettront de tenir et prendre le courage, de continuer à suivre les cours. Malgré cela, il arrive de fois que les enfants fuient encore, parce qu'il y'a insécurité qui est toujours provoquée, par ces mêmes éléments incontrôlés c'est-à-dire les auto-défenses, qui considèrent les écoles comme leurs quartiers généraux.

Par contre 11 interrogés soit 14% pensent que certains élèves refusent de regagner le chemin de l'école, à cause de la recrudescence de l'insécurité grandissante et de l'occupation de leurs écoles par les auto-défenses. Car beaucoup d'élèves et enseignants sont considérés comme des cibles des éléments incontrôlés. Donc, ils ont tellement peur de vite regagner les cours. En effet, certains enfants comme nous l'avons souligné ci-haut, préfèrent rester chez eux, en entendant l'amélioration de la situation sécuritaire à l'école. Les faits vécus par ces enfants ne leur donnent pas envie de vite regagner de chemin de l'école. Par exemple le fait d'utiliser

des tableau-blancs de l'école comme bois de chauffe, les enlèvements forcés et les viols des jeunes filles, restent encore graver dans l'esprit des enfants. Autrement dit, c'est en quelque sorte un choc psychologique que les enfants ont subi et ne sont pas prêts à oublier. Or, ces crises à répétition avaient eu un impact très négatif et grave sur le système éducation centrafricain. Et pourtant tout le monde sais que l'éducation est très importante surtout dans la société Centrafricaine. D'autre part ,10 enquêtés soit 13%, n'ont pas donné leurs points de vue sur la question posée, peut-être pensent-ils que la question n'a pas sa raison d'être et préfèrent se taire de peur se tromper de réponse subjective.

En conclusion la majorité des interrogés affirme que certains élèves ont regagné l'école, malgré les conditions sécuritaires déplorables. Car ils pensent qu'elle est très importante pour leur avenir. Sans l'école, il n'y aura même pas un retour à la paix définitive afin de déboucher également sur un retour définitif et à l'école. En effet, les centrafricains attachent beaucoup d'importance à l'éducation scolaire de leurs enfants. C'est pourquoi, tantôt ils font comprendre à leurs progénitures que l'école est leur espoir, leur avenir de demain.

Dix- septième analyse (Question N°24):« *Mais pendant les crises, est ce qu'on te respecte à l'école ?* »

Tableau 27 : Réponses des élèves par rapport au respect à l'école

Réponses	X	%
Oui	12	16
Non	65	84
Abstention	00	00
Total	77	100

Par rapport à ce tableau indiqué ci-dessus sur les 77 interrogés ; 12 enquêtés soit 16% disent qu'ils sont respectés par les auto-défenses. Pour ceux-là, il se pourrait que parmi ces éléments incontrôlés, ils ont leurs complices c'est-à-dire des auto-défenses avec qui, ils collaborent étroitement en leurs fournissant des renseignements nécessaires. Donc pour ceux-là, ils ne sont jamais inquiétés pour aller à l'école. De fois, les irruptions que font ces auto-

défenses, ils ne sont même pas gênés et encore au vu et au su de tout le monde. Ils partagent quelques butins de guerre avec eux. Ils sont sollicités pour des services rendus auprès des auto-défenses sans peur. Ainsi, ils sont de fois respectés par leurs complices à l'école. Mais sachant clairement pendant ces moments de crise militaro-politique, la plupart des élèves qui sont respectés jouissent d'une certaine complicité avec les bandits. En principe, ces élèves sont dangereux, en ce sens qu'ils font la trahison et donnent en même temps des fausses informations aux éléments incontrôlés. Ils sont capables de trahir leurs maîtres aux auto-défenses pour leurs propres causes sans arrière pensées.

Par contre 65 interrogés soit 84% affirment que les enfants ne sont pas respectés pendant les crises militaro-politiques à l'école. D'ailleurs, la plus part des auto-défenses agissent comme s'ils n'ont jamais été à l'école. Ils ne reconnaissent même pas le droit à l'éducation. Donc, respecter les enfants en cette période n'a pas d'importance. Et pourtant l'éducation scolaire est –un droit reconnu par tout le monde. Car sans l'éducation sous toutes ses formes, l'avenir n'est rien. Dans le contexte actuel, les centrafricains attachent beaucoup d'importance à l'éducation, surtout les intellectuels. Actuellement, elle est le pilier du relèvement de la RCA dans tous les domaines. Ainsi, les enfants systématiquement ont droit à l'éducation scolaire. En effet ; ils doivent aussi être respectés et encadrés dans l'exercice de leur apprentissage scolaire. Ces enfants qui risquent leurs vies pour aller à l'école pendant ces moments des crises, en principe doivent être respectés. Car, c'est leur avenir qui est menacé. Les auto-défenses constituent un handicap majeur à leur éducation et c'est très dangereux pour le développement d'un pays. Quel que soit la situation sociale de chaque enfant scolarisé, il doit être respecté non pas seulement en temps normal mais aussi en période de crise militaro-politique. En effet ; le non-respect des enfants scolarisés pendant ces moments de crise, constitue également l'un des grands obstacles, les problèmes qui font blocage en Centrafrique. Donc, ces différents problèmes dont on vient de suggérer, devront nous interpeller tous. Car, cela devrait inciter à approfondir nos analyses, afin de déboucher sur des solutions adéquates aux réalités socio-éducatives Centrafricaines. En outre, l'enfant est considéré comme l'acteur principal de l'éducation au niveau de l'école. Le maître qui transmet les connaissances aux enfants, a droit au respect. Car, le respect est mutuel entre toutes personnes civilisées.

En conclusion, sur les 77 interrogés, la majorité confirme que les enfants ne sont même pas respectés pendant ces crises militaro-politiques. Et pourtant ces enfants jouissent d'un droit à l'éducation, qui est reconnu par tout le monde. Le respect ici dont

on fait allusion, c'est de le protéger en cette période de crise ou encore en face d'un danger, parce que c'est un futur cadre de demain. Donc, il a droit au respect, à la protection pour un lendemain meilleur. Mais le non-respect à l'enfant à l'école pendant ces moments de crise constitue un manquement grave, une ignorance de ceux qui connaissent bien le droit à l'éducation scolaire. Pour cela, l'enfant doit être respecté, protégé, surveillé à l'école pendant les crises. Car c'est un futur cadre, compétent de demain.

Dix-huitième analyse (Question N°25) : « *Quel est ton sentiment pendant et après les crises ?* ».

Tableau 28 : Réponses des élèves à propos de leur sentiment après les crises.

Réponses	X	%
Peur	12	16
Traumatisme	09	11
Fuite	10	13
Malheur	10	13
Espoir	11	14
Privation du droit scolaire	12	16
Chocs psychologiques	13	17
Total 7	77	100

Concernant ce tableau indiqué ci-dessus, sur les 77 interrogés : 12 enquêtés soit 16%,

1-Peur (16%) : Douze (12) enquêtés soit 16% affirment que pendant ces moments des crises militaro-politiques que le pays avait connu, avec des flambées de violence qui ont sérieusement affecté tout le système éducatif Centrafricain. Une faible majorité des enfants disent qu'ils ont tellement peur. Par rapport au pic de la violence aveugle, ces enfants témoignent qu'ils n'ont vraiment pas de temps pour aller à l'école pendant ces événements. En effet, les balles qui sifflaient dans toutes les directions ne leur permettaient pas de risquer leurs vies pour fréquenter l'école. Par conséquent ; cette insécurité était très dangereuse, il n'y avait aucune protection physique pour les enseignants et écoliers. Ainsi, c'est un grand sentiment de peur qui nous envahissait. Durant ces moments difficiles, on assistait à des évènements, des déportations, des tueries où on voyait des traces de sang sur les murs des bâtiments scolaires. Certaines exactions et sévices se commettraient autour même des bâtiments scolaires, au vu et au su de tout le monde. Alors, cela nous faisait tellement peur, si bien qu'on est obligé de s'enfermer dans la maison sous la vigilance de nos parents.

Après ces conflits, nous ressentons un sentiment d'espoir. En effet ; ces crises finiront un jour pour nous laisser le temps d'aller à l'école apprendre nos leçons. Par ailleurs, nous avons la ferme conviction qu'après les négociations avec les auto-défenses, ceux-ci finiront par accepter le dialogue et laisseront libre les enfants de reprendre le chemin de l'école, Ainsi, tout le monde vaquerait à ses obligations régaliennes. Car il y'a un temps pour toute chose. Il arrivera certainement que la communauté internationale, les gouvernants et les partenaires éducatifs se réuniront au tour de la table avec les auto-défenses, pour trouver des solutions propices afin de laisser les enfants libres, reprendre le chemin de l'école. En effet, l'éducation est un droit reconnu par tout le monde et ne doit pas constituer un obstacle pour les enfants en situation post-conflit.

Mais elle doit être un moyen permettant à tout enfant de se développer, pour devenir de bons citoyens dans son pays. L'école qui est un endroit propice et pour transmettre le savoir, le savoir-faire et le savoir être aux enfants, doit être bien protégée, afin de permettre aux acteurs de bien assimiler les connaissances. Mais si les balles

sifflent de partout, alors les enfants ne seront pas tranquilles pour acquérir des connaissances, parce qu'ils seront sérieusement apeurés à cause de l'insécurité provoquée par les auto-défenses, les bandits ou rebelles.

2^{ème} traumatisme (11%).

Il ressort de ce tableau que 09 élèves soit 11%, confirment qu'ils sont tellement traumatisés pendant ces crises militaro-politiques. En effet ; ils ont vécu des choses terribles et horribles, et qu'ils ne sont pas maintenant prêts à oublier. Par exemple, les tueries, les exactions et les viols des femmes etc. L'école qui est un droit où on apprend aux enfants les bonnes règles de la vie sociale, n'est pas un lieu qui est transformé en boucherie humaine ou en quartier général pour régler les comptes. Dans cet état de chose, un enfant qui n'est pas habitué à voir les exactions ; les tueries, est traumatisé, devant une telle situation ne va pas vite oublier. Or à l'école, l'enfant n'a pas appris de telle manière de faire. En effet, l'éducation ne fait que transmettre de très bonnes habitudes aux enfants pour bien vivre dans la société. Disons aussi que les conséquences de ces exactions, de ces tueries que les enfants ont vécu, ont un impact grave dans la société.

Face à cette situation secondaire dégradante, les enfants sont tellement traumatisés. Personne ne peut en démontrer le contraire de ce que les enfants ont vécu pendant et après les moments difficiles. En outre, ils ont bel et bien souffert dans leurs propres chairs. Car, l'horreur, les tueries, les enlèvements les ont obligés de quitter de force, leur environnement scolaire et ambiant qui est l'école, restent graver dans leurs esprits. Beaucoup, effectivement sont traumatisés parce que certains de leurs amis ou voisins, sont enrôlés et déportés ailleurs. Quelques-uns mêmes ne vivaient plus, parce qu'ils étaient tombés sous leurs yeux par balles ou par suite des balles perdues. Alors, tout cela pour les enfants est considéré comme un traumatisme grave.

3 Fuite (13%) :

Sur les 77 interrogés, 10 enquêtés soit 13 % disent que compte tenu de l'intensité des crises militaro-politiques, on a tellement peur et aussi traumatisé par rapport aux exactions commises par les hors la loi, si bien qu'on est obligé de prendre la poudre d'escampette pour se

réfugier en un lieu sûr. Tellement que le pic de la violence est grave, selon les enquêtes il n'y a pas d'autres alternatives. À ce niveau, il ne faut pas beaucoup hésiter mais chercher seulement à fuir hors du lieu des violences aveugles, pour éviter des représailles ou règlements de compte. Il arrive de fois, on prend l'essentiel et on laisse tout le reste à la merci des bandits. Pourvu qu'on sauve sa peau et les enfants. De tout ce qui précède, la situation de l'éducation étant compromise et hypothéquée en Centrafrique. C'est pourquoi ces crises récurrentes, ont provoqué le déplacement massif de la population. Les enfants ne pouvaient pas fréquenter dans ces conditions, si bien que tout le monde préfère aller à l'abri pour se cacher ou regagner les camps des déplacés, appelés autrement « ledger », protégés par les forces de la MINUSCA. Ainsi, c'est un sentiment de peur qui a fait que les parents et les élèves ont préféré fuir leurs milieux scolaires et sociaux pour se réfugier ailleurs à cause de cette insécurité grandissante.

4 Malheur (13%) :

S'agissant de ce point portant sur le sentiment du malheur, sur les 77 interrogés, 10 enquêtés soit 13% confirment qu'ils éprouvent un sentiment de malheur par rapport à la question posée. Car, ils étaient très malheureux, très choqués et tristes de vivre ces événements douloureux pendant ces moments difficiles. Compte tenu de l'effet dévastateur de ces crises à répétition, ils ne pourraient pas se déplacer pour fréquenter leurs écoles parce que les balles sifflaient de tout côté. Les bandes armées et auto-défenses faisaient leurs lois. Dans ce contexte si difficile, il était impossible de mettre pieds à l'école. Car, c'est très malheureux, l'avenir est très menacé, les enfants et les parents sont dans une profonde tristesse. C'est un constat réel et vécu durant ces quelques années des conflits militaro-politiques. En effet, ces conflits militaro-politiques furent marqués par un niveau de violence extrême. Certains établissements scolaires, pillés, vandalisés étaient occupés par les auto-défenses. C'est très malheureux, Car pendant et après ces événements, les enfants gardaient toujours des mauvais souvenirs en tête, certains n'ont même plus envie de reprendre le chemin de l'école à cause de ces crises à répétition. Le fait déjà de se lancer dans le commerce informel pour se prendre en charge, ils n'ont plus le temps de retourner à l'école parce qu'il n'y a pas d'avenir. Autrement dit, l'école n'a plus maintenant sa raison d'être parce que c'est transformé en quartier général des auto-défenses. Pour cela, ils préfèrent s'orienter ailleurs pour tenter de gagner leur vie. Dans la société Centrafricaine, le sentiment de malheur que les enfants éprouvent ici, c'est comme s'ils étaient effectivement à la place mortuaire. Ils ont comparé ces moments difficiles à une période de malheur qui s'abat sur eux, parce qu'ils gardent encore par devers eux ces mauvais souvenirs,

quelque fois qui font couler les larmes aux yeux. Si certains versent les larmes, c'est parce qu'ils se rappellent encore d'un moment soit tragique ou triste, entraînant la disparition physique d'un être cher.

5^e privation du droit scolaire (16%) :

Pour ce cas précis, sur les 77 interrogés, 12 enquêtés soit 16% disent que pendant ces crises militaro-politiques, ils étaient privés et frustrés de leur droit scolaire. Parce que l'éducation scolaire est une obligation et un droit pour tous les enfants, qui ont l'âge d'aller à l'école. Même si nous sommes en périodes de crises ou des troubles, les enfants ne devront pas être privés de leur scolarité. Car les institutions internationales, les gouvernants, les auto-défenses ou rebelles reconnaissent qu'il existe un droit à l'éducation scolaire des enfants. Sans l'éducation l'homme n'est rien sur cette planète terre. Autrement dit, on se comporterait exactement comme un animal qui n'a pas de raisonnement, sans un esprit d'analyse problèmes, etc. Alors, c'est à travers l'école que l'homme en général acquiert les connaissances pour bien se comporter dans sa communauté. En effet ; nous constatons bien que pendant et après ces événements douloureux, c'est-à-dire les conflits militaro-politiques, le droit à l'éducation des enfants a été sérieusement négligé quelque enfants ont été privées de leur droit scolaire et c'est très malheureux.

Or, l'éducation dans son essence est la mise en œuvre des moyens propres, à favoriser autrement dit, à assurer le développement intégrale de l'être humain dans son environnement social. L'enfant pendant et après ces crises ne doit pas faire l'objet de privation du droit scolaire. Car cela constituerait un blocage à son épanouissement. Un enfant de n'importe quel milieu ou n'importe quelle région du monde doit profiter de l'éducation scolaire. C'est un droit fondamental reconnu dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948) et dans la Charte Africaine des Droits de l'Enfant et du bien-être (1990). Dans le contexte Centrafricain, l'éducation n'est obligatoire et gratuite, car c'est également un droit reconnu par l'état Centrafricain, pour cela il fait de l'éducation l'une de ses priorités pour sa politique de développement durable. Ainsi dans le cadre de nouveaux enjeux de la coopération internationale, la question de l'éducation est toujours posée et revient à tout moment, parce qu'elle est très capitale et interpelle tout le monde. Donc, il n'y a pas de raison pour priver les enfants de leur droit à l'éducation ; car c'est l'éducation qui transforme l'homme, le modèle le façonne, le forme pour devenir un bon citoyen de demain.

La privation des enfants de leurs droits à l'éducation sous prétexte que c'est le conflit militaro-politique et qu'il y'a insécurité, enfants et enseignants sont privés de l'école, n'est pas bonne. En effet, les conséquences sur la génération futures sont trop graves et ne font que reculer le pays en arrière. Autrement dit, s'il n'y a pas d'éducation, il n'y aura aussi pas de développement harmonieux d'un pays. Par exemple à l'école la sensibilisation, les conseils pratiques donnés par les enseignants aux enfants soldats ;; de laisser les armes de ne pas vandaliser les bâtiments scolaires ; de ne plus piller les écoles et participer aux vols à mains armées, n'honorent pas la jeunesse qui est l'espoir de demain. Car cela ne servirait à rien mais engendrerait des conflits et insécurité autour des écoles et ouvrirait également la porte à d'autres conflits.

6^e espoirs (14%) :

Par rapport à cette question posée, 11 enquêtés soit 14 % sur les 77 interrogés affirment que pendant ces moments des troubles, ils ont toujours de l'espoir, en ce sens que tôt ou tard les crises, trouveront une solution adéquate et les écoles rouvriront. Les enfants commenceront aussi à reprendre le chemin de l'école, car il y'a un début et une fin. C'est-à-dire qu'il y aura un temps de faire la guerre et de dialogue ou négociation, qui aboutira à une paix durable, favorable à la construction de la cohésion sociale parmi les communautés. Ensuite les enfants reprendront le chemin de l'école.

Donc, nous gardons toujours l'espoir malgré ces périodes de conflit militaro-politiques à répétition. Le temps des conflits est révolu autrement dit dépassé. Nous devons avoir l'espoir en 'l'avenir, pour reconstruire le pays et chercher des voies et moyens à améliorer la situation post-conflit de l'éducation des enfants. Car l'école est notre espoir de demain. Retourner à l'école, c'est garantir un lendemain meilleur et relever les défis qui s, imposent au développement de notre pays. S'il n'y a pas éducation, il n'y aura aussi pas d'évolution du pays. Donc, c'est à travers l'école que nous espérons avoir des futurs cadres compétents de demain. Ainsi, l'école pendant et après ces conflits militaro-politiques reste et demeure, l'espoir de l'avenir. Car c'est par le biais de l'école que les mentalités prélogiques changeront et laisseront la place aux nouveaux idéaux de paix, de cohésion sociale, de justice et d'amour etc...

7^e chocs psychologiques (17%) :

Pour ce cas précis ; sur les 77 interrogés 13 enquêtés soit 17 % ont affirmé qu'ils ont sérieusement subis des chocs psychologiques graves par rapport à ces crises militaro-politiques, qui ont impacté négativement sur tout le système éducatif Centrafricain. Les tueries, les sévices corporels, les exactions, les viols, les enlèvements forcés, etc. sont monnaies courantes. Les violences subies par les parties et les autres, étaient atroces si bien que les enfants ne se retrouvaient même pas. Les enseignants et les enfants étaient très angoissés. Quand ils voyaient les traces de sang sur les murs et même dans la classe, alors c'est un choc psychologique qu'ils subissaient.

Par rapport au niveau de violence qui sévissait, ils se disaient très ahuris et perdus. Pour eux, l'école devrait être protégée et conservée pour le bien-être des enfants. Car c'est un endroit où on transmet les connaissances aux enfants pour devenir des cadres compétents de demain. Les tables-blancs brûlés ou qui servaient de bois de chauffe, mettaient les enfants dans un sentiment mitigé dont ils ne se retrouvaient même pas. Ainsi, ils considéraient ces états de chose comme un choc psychologique inoubliable.

Autrement dit, les enfants sont devant un grave danger qui joue sur leur psychologie, et ne seront pas prêts à oublier ce qu'ils ont vécu pendant ces moments de crise militaro-politiques. Le sentiment qui se dégage de ce qui précède, c'est qu'ils sont privés de leur développement cognitif, social et effectivement psychologique en même temps de leur droit à l'éducation. Car ces événements douloureux ont laissé des cicatrices indélébiles dans la vie de ces enfants. En effet, ces chocs psychologiques ont également laissé des séquelles sous de forme des répercussions terribles dans leurs têtes, par exemple dans ces crises à répétition, on constate que certains enseignants et élèves, ont été également victimes. Car ils sont pris en étau par ses hors la loi ou ses auto-défenses n'ont même pas un sentiment de la personne. Les enfants qui ont assisté à l'assassinat par exemple d'un de leurs, n'oublieront pas encore ces moments tragiques. En effet, ceux-ci restent et demeurent encore ancrés dans leurs mémoires parce que c'est considéré comme un choc grave et psychologique.

En outre, c'est en quelque sorte un traumatisme qu'ils ont subi et ne sont pas encore prêts de les oublier. Car il suffit d'un rien du tout, l'enfant se rappelle de l'événement douloureux tragique qui revient de temps en temps, dans son mémoire difficile à oublier. Donc en définitive de tout ce précède, par rapport à ces périodes des crises militaro-politiques, les événements tragiques et douloureux que ces enfants ont subi, ressentait exactement comme des chocs psychologiques difficiles à oublier.

Dix-neuvième analyse (Question N°26) : « *Est ce qu'il y a de l'espoir pour un retour effectif et total à l'école maintenant ?* ».

Tableau 29 : Réponses des élèves à propos d'un retour effectif et total à l'école.

Réponses	X	%
Oui	63	82
Non	12	15
Abstention	02	03
total	77%	100

Concernant ce tableau indique ci-dessus sur les 77 interrogés ; 63 personnes soit 82 % affirment qu'il y'a de l'espoir pour un retour effectif et total à l'école maintenant malgré les pics des violences aveugles, que les écoles en général et en particulier au fondamentale¹ de Bangui qui ont subis. La majorité de ces enquêtés est très optimiste pour ce retour effectif et total à l'école. Quel que soit les difficultés, les enfants reprendront le chemin de l'école, qui était bloqué par ses éléments incontrôlés et bandits, qui méconnaissent le droit à l'éducation scolaire des enfants. Par rapport à ces crises récurrentes, le retour à l'école est synonyme d'un retour à une véritable paix, débouchant sur la cohésion sociale parmi la population scolarisable Centrafricaine en générale. En effet, ce retour à l'école est en quelque sorte un retour à une paix définitive. Pour ce fait, ce retour de la paix définitive favorisera nécessairement le retour d'une paix définitive entre les enfants et les enseignants. À l'école, rassurer les enseignants de prendre leur temps pour sensibiliser et analyser les grands problèmes, qui sont à l'origine des crises militaro-politiques aux enfants et enfin d'accepter les vertus tels le pardon, la justice, la

compréhension et l'acceptation des uns et des autres dans un groupe afin d'aboutir à une cohésion sociale. En effet, c'est à l'école que les enseignants devront profiter pour montrer l'importance, l'utilité de l'éducation scolaire aux enfants afin d'éviter les idées belliqueuses parmi eux.

En outre, les organismes internationaux tels que la Banque Mondiale, L'UNICEF, etc... le gouvernement à travers le Département en charge de l'éducation nationale, les partenaires éducatifs nationaux tels que les APE (Association des Parents Élèves), ont beaucoup déployé des efforts pour favoriser un retour effectif et définitif à l'école malgré ces moments difficiles. Selon eux, l'école qui est une Institution Publique ne doit pas être détruite et empêchée de transmettre les connaissances aux enfants, qui sont des futurs cadres compétents du pays post-conflit comme la Centrafrique. Pire encore, l'éducation est un droit inaliénable et ne doit souffrir d'aucune fallacieuse privation. Pour cela, l'école doit toujours continuer à fonctionner par rapport à ses objectifs visés, c'est-à-dire éduquer, former et instruire. Espérer retourner à l'école est une bonne chose. Car l'éducation des enfants à ces moments difficiles demande beaucoup du courage. Comme nous l'avons souligné ci-haut, le gouvernement doit tout faire pour travailler en synergie avec les partenaires techniques financiers et éducatifs du dit système, adapter aux réalités socio-éducatives et culturelles Centrafricaines, afin de faciliter ce retour effectif et sûr des enfants à l'école pour leur bien-être social de l'avenir. Mais par rapport à cet état de chose, ce ne sont pas tous les enfants qui vont espérer retourner à l'école pour plusieurs raisons. D'ailleurs, pendant ces périodes des crises militaro-politiques, les conditions sécuritaires étaient très dégradantes. Les acteurs principaux étaient bel et bien les enfants et les enseignants que sont les vraies cibles dans les établissements scolaires. D'abord, ils étaient victimes des exactions, des atrocités, des sévices corporels et autres violations des droits humains. Ce ne sont pas tous les enfants qui espèrent retourner à l'école, parce qu'ils ont subi des traumatismes psychologiques, et aussi changé de domicile.

Ils étaient devenus des déplacés internes et se nourrissaient seulement avec les produits PAM, dormaient sous des tentes. Alors, ils n'ont aucun espoir de reprendre les cours. Car d'un moment à l'autre, les auto-défenses reviendront encore sur leurs traces pour commettre des exactions. Par rapport à cela, il n'y a pas d'espoir de reprise effective et normale des cours à l'école. Pire encore, on organise des cours de soutien au sein des camps pour aider certains enfants, qui n'ont pas la chance de reprendre normalement les apprentissages. L'occupation de certaines écoles par les éléments incontrôlés, constitue un obstacle majeur à la reprise effective et normale des cours à l'école. Si bien que ces enfants restent pessimistes par rapport à l'espoir

de reprise des enseignements dans les établissements scolaires. Tellement que le pic des violences étaient très élevé, on pensait qu'aucun parent ne pourrait se hasarder pour laisser son enfant partir à l'école. Car, c'était l'angoisse à cause de l'insécurité grandissante, qui gagnait presque tous les établissements scolaires et quartiers environnants. Vu l'état de chose, le droit à l'éducation scolaire des enfants est foulé au sol.

En définitive par rapport à cette question N°26, la majorité affirme que malgré ces moments difficiles, il y'a toujours de l'espoir pour la reprise effective et définitive des cours. Car des tentatives devraient être faites pour cette reprise totale.

V.3 ANALYSE DES RÉPONSES RECUEILLIES AUPRÈS DES ENSEIGNANTS

Concernant cette section qui porte sur les enseignants, nous tiendront compte de leurs réponses ou points de vue afin d'analyser et interpréter les résultats.

Première analyse (Question N°13) « *En quelle année êtes-vous intégré dans la Fonction Publique Centrafricaine ?* ».

Par rapport à cette question, les réponses ne sont pas identiques, c'est-à-dire elles ne sont les mêmes. Car elles sont diverses et variées sur les 22 enseignants interrogés, nous constatons que la plupart n'a pas beaucoup duré dans l'exercice de leur fonction. Cela sous-entend qu'ils sont encore très jeunes dans leur fonction. Autrement dit, ils ont vite embrassé cette carrière enseignante. Donc, il leur faut encore sérieusement du temps pour avoir des expériences professionnelles. En outre, une forte immobilité d'enseignants soit 20 % affirment qu'ils viennent d'être intégrés récemment dans la Fonction Publique Centrafricaine, car ils n'ont pas encore tellement duré dans des écoles. De fois, les relations interpersonnelles avec les autres collègues du même établissement scolaire posent problème à cause des points de vue divergents.

Notons aussi que certain enseignants dont on les compte au bout de doigts sont des anciens enseignant dans la fonction enseignante. Pour ceux-là, il ne leur reste pas assez de temps pour faire valoir leurs droits à la retraite. En conclusion, nous pensons que la plupart n'ont pas été intégré au-delà de 30 ans dans ces écoles géophysiques. Ce sont effectivement de nouveaux intégrés dans la fonction publique qui exercent leur métier d'enseignant dans ces écoles. Donc, il leur faut encore beaucoup de temps pour acquérir des expériences professionnelles dans ce domaine d'enseignement.

Deuxième analyse (Question N°14) ; « *Depuis combien de temps travaillez-vous dans votre école ?* »

Cette question est un peu en rapport avec la première question N°13 de la première analyse pour cette section enseignante. C'est par rapport au développement actuel que nous avons estimé que la plupart de ces enseignants n'ont pas beaucoup duré dans leurs écoles. En observant également le tableau pédagogique-administratif, nous nous rendons compte qu'ils sont encore trop jeunes et viennent d'embrasser cette carrière enseignante. Certains n'ont pas encore passé 4 ans dans ces établissements scolaires. Donc, le temps passé dans leur écoles ne dépassent pas encore 05 ans de fonction.

Une faible minorité, c'est-à-dire qui ne dépasse pas encore quatre (04) enseignants ont quand même duré dans ces établissements scolaires. Nous pensons peut être que ceux-là n'ont pas voulu se déplacer pour d'autres raisons, nous ignorons peut-être seule l'Inspection du fondamentale 1, connaît les motifs pour les garder dans leurs écoles. Mais en définitive, nous dirons que la majorité de ces enseignants n'ont pas encore véritablement passé plus de cinq (05) ans dans leurs écoles.

Si la majorité de ces enseignants ont préféré passer plus de temps sur place dans leur établissement respectif, c'est parce qu'il y a des problèmes par exemple d'ordre sécuritaire, financier et autres. Par conséquent, la paix définitive, la sécurité et la réconciliation nationale ne sont pas encore totalement rétablies sur toute l'étendue du territoire national. Pour bien travailler à l'école, la sécurité en principe des enfants et des enseignants devront être assurée. Car, ces enseignants préfèrent rester dans leurs établissements, parce qu'ils se sentent quand même en sécurité pour travailler. En cas de quoi, ils pourront rapidement fuir pour se cacher en toute sécurité. Non seulement, ils sont quand même bien connus dans le milieu qu'ils travaillent, c'est pourquoi ils souhaitent rester.

D'ailleurs, beaucoup parmi eux habitent non loin de leurs écoles et viennent pour la plupart du temps à pieds. Alors, ils pensent que c'est un atout pour eux, surtout que la paix définitive n'est pas rétablie. Donc, il serait nécessaire de rester tout près de l'école pour prendre des dispositions de sa propre sécurité s'il arrive quelque chose, ils n'auront pas assez de difficultés pour se mettre à l'abri, soit chez un parent d'élèves, proche de l'école ou quelque part dans le quartier, compte tenu du degré de la violence.

Troisième analyse (Question N°15) : « *Dans quel(s) milieu(x) proviennent la plupart de vos élèves* ».

Tableau 30 : Opinions des enseignants par rapport à la provenance de leurs élèves.

Réponses	X	%
Milieu riche	03	15
Milieu pauvre	04	20
Milieu paysan	02	10
Milieu moyen	09	45
Abstention	02	10
Total	20	100

Pour ce tableau indiqué ci-dessus sur les 20 interrogés par rapport aux provenances de leurs élèves :

1/ Milieu riche (15%):

Trois (03) interrogés soit 15% disent que la plupart de leurs élèves proviennent du milieu riche. On entend par ce milieu, les rares familles qui disposent des moyens suffisants sur plan financier, qui ont aussi des moyens roulants tels que voiture, moto etc. Ils s'occupent bien de leurs enfants et dorment dans de très bonnes maisons. Autrement dit, ils s'occupent bien de leur scolarité à la fin, ils attendent seulement de bons résultats aux examens de la fin d'année.

Compte tenu du niveau de vie des Centrafricains, malgré leurs énormes richesses que le pays regorge, la pauvreté est tellement grandissante dans la population. Si bien que la majorité de la population n'a pas assez des moyens pour s'occuper correctement de la scolarité de leurs enfants. Ce qui fait que c'est une frange de la population surtout aisée, riche qui peuvent appuyer leurs enfants à l'école. C'est vrai qu'en Centrafrique on dit que l'école est gratuite. Mais dans la pratique si les parents n'ont pas d'argent pour s'occuper de la scolarité de leurs enfants, ils ne pourront rien faire. Car si vous voulez que vos enfants réussissent, il faut sérieusement investir de l'argent. Et encore, il faut être dans une classe des gens qui ont des moyens suffisants. Ainsi donc, le milieu riche concerne les commerçants, les fonctionnaires, qui prennent en main le problème scolaire de leurs enfants sans ambages et sans difficultés.

2/ Milieu pauvre (20%) :

Par contre 04 interrogés soit 20 % répondent que la majorité des élèves provient du milieu pauvre. Car leurs parents sont très pauvres et presque dépourvus des moyens suffisants, et adéquats pour s'occuper de leurs enfants à l'école. Le niveau de vie de certaines familles a relativement baissé, compte tenu de ces multiples crises militaro-politiques que le pays avait vécu. Car elles avaient provoqué de très profonds dysfonctionnements dans le système éducatif Centrafricain. Plusieurs familles étaient tombées dans la souffrance et la pauvreté. Les maigres moyens de survie étaient dilapidés, volés, pillés, si bien qu'on constate une pauvreté grandissante dans les populations. Face à cet état de chose, quelques familles, n'ont pas de moyens financiers pour s'occuper véritablement de la scolarité de leurs enfants. D'ailleurs, ils n'avaient pratiquement pas assez de matériels didactiques pour suivre les cours à l'école. Si les enfants proviennent des milieux pauvres, cela sous-entend que leur scolarité connaîtra beaucoup de difficulté. Ainsi donc, la chance même de réussite scolaire est trop moindre. Par rapport à cela, la pauvreté ne peut pas permettre à l'enfant de bien progresser et réussir dans ces études.

3/ Milieu paysan (10%) :

Pour ce cas précis sur les 20 interrogés, 02 enquêtés soit 10% seulement proviennent du milieu paysan. C'est-à-dire un milieu où leurs principales sources de revenu est l'agriculture. Disons que ce ne sont pas tous les enfants qui proviennent de ce milieu qui négligent l'école.

D'ailleurs, certains enfants issus de ce milieu s'en sortent bien. Autrement dit, il existe également des parents, paysans qui s'occupent de la scolarité de leurs enfants malgré leurs maigres moyens. Si le parent par exemple, est lettré et qu'il connaît bien l'importance de l'éducation scolaire, il ne pourra pas négliger la scolarisation de son enfant, parce qu'il pense que tôt ou tard son enfant réussira et sauvera l'honneur de la famille. Car à travers l'éducation, il deviendra un cadre compétent et responsable pour contribuer au développement durable de son pays et subvenir efficacement aux besoins de sa famille. Ces revenus de l'agriculture sont en quelque sorte un moyen suffisant, permettant à cet enfant de faire face à ses difficultés scolaires. En effet, les parents planifieront leurs revenus pour aider l'enfant à poursuivre ces études afin de réussir dans la vie.

4/ Milieu moyen (45%) :

Par contre sur les 20 interrogés, 09 enquêtés soit 45% répondent que la plupart des élèves proviennent du milieu moyen. On entend par ce milieu moyen, ceux qui travaillent dans les usines, les entreprises, les commerçants, les fonctionnaires du secteur public et privée. Autrement dit que ces catégories de personnes disposent d'un minimum de moyen pour prendre en charge la scolarité de leurs enfants à l'école. Car ceux-là, font partie de la classe moyenne. Ils ne sont pas tellement riches ni pauvres mais disposent quand même des moyens pour s'occuper de la scolarité de leurs enfants. Dans ces catégories de personne, si nous prenons par exemple le cas d'un enseignant qui fait partie des fonctionnaires, c'est leur devoir et leur droit de continuer à soutenir la scolarité de leurs enfants.

5/ Abstention (10%) :

Enfin 02 interrogés sur les 20 enquêtés, n'ont pas fait connaître leurs opinions. Par ailleurs, ils n'ont pas simplement répondu à la question posée, peut-être parce qu'elle n'a pas été comprise. Alors, ils ont préféré s'abstenir de toute réponse à cette question. En conclusion nous disons que par rapport à la question posée, la plupart des élèves proviennent du milieu moyen composé effectivement des entrepreneurs, commerçants, des fonctionnaires etc...

Quatrième analyse (Question N°16) « Les écoles sont-elles à cycle complet ? »

Concernant cette question de N°16 tous les enseignants c'est-à-dire les 20 interrogés soit 100% affirment que les écoles fonctionnent à cycle complet. Autrement dit les cours marchent convenablement depuis la classe de CI ou encore le cours d'initiation jusqu'en classe du CM c'est-à-dire au niveau des cours moyens (première et deuxième année). En conclusion, tous les enseignants confirment que les écoles fonctionnent à cycle complet.

Cinquième analyse_(Question N°17%) : « *Quelles catégories d'enseignants trouve-t-on dans ces écoles ?* ».

Par rapport à cette question N°17 il existe plusieurs catégories d'enseignants qui travaillent dans ces écoles.

Tableau 31 : Réponses des enseignants concernant les catégories.

Réponses	X	%
Maitre parents	02	10
Instituteurs adjoints	04	20
Instituteurs contractuels	02	10
Instituteurs adjoints contractuels	10	50
Instituteurs	02	10
Total	20	100

En scrutant ce tableau indiqué ci-dessus sur les 20 interrogés qui ont répondu à la question N°17 posée.

1- Maître Parents :

Deux (02) interrogés soit 10% disent qu'il y'a une faible minorité d'enseignants appelé maître-parents, qui prêtent mains fortes au système éducatif Centrafricain. En effet, cette catégorie d'enseignant n'ont pas suivi une formation initiale soit en pédagogie et déontologie professionnelle pour pouvoir transmettre des connaissances aux enfants. Ce sont leurs propres

connaissances et leur curiosité qui les amènent à enseigner les enfants par manque d'enseignants.

À ce niveau, nous ne devons pas faire allusion à la qualité de l'éducation transmise. Tout d'abord, ce sont des gens qui ont le premier cycle du primaire c'est-à-dire le fondamental 1 ou la fin du second cycle, sanctionné par le baccalauréat où ils n'ont pas obtenu le Bac mais par rapport à leur disponibilité, ou encore comme ils maîtrisent un peu le français parlé et écrit, souhaitent enseigner parce qu'il y'a un déficit en personnel enseignant. Malgré tout, ces catégories d'enseignants sont prises en charge par les parents d'élèves, pour leur permettre de subsister afin de continuer à combler ce vide en personnel enseignant mais sachons également que de temps en temps, ils sont conviés à prendre part à des séminaires de formation, aux recyclages, aux animations pédagogiques pour améliorer leurs méthodes d'enseignement-apprentissage.

Comme nous l'avons dit ci-haut, ces maître-parents sont également présents et nombreux, dans toutes les écoles du pays et même dans les zones excentrées ou plus éloignées. Selon les statistiques scolaires en 2011 puis de 2012, il a été révélé que l'effectif des maîtres parents dans les écoles, ne diminuaient pas encore. D'ailleurs, les conflits que le pays avait vécu depuis 2013, ont encore favorisé le rôle et l'importance des maîtres parents. Car, les tests menés par certains organismes internationaux tels que **CLUSTER ÉDUCATION**, prouvent bien que des maîtres parents sont très utiles et continuent toujours à travailler aux côtés des communautés, qui s'occupent d'eux. Ces maîtres parents communautaires sont en quelque sorte dans les écoles comme une ressource humaine très appréciable pour le système éducatif.

2- Instituteurs-adjoints (20%) :

Concernant cette catégorie sur les 20 enseignants interrogés, 04 seulement soit 20% répondent qu'il existe un petit nombre d'enseignants appelé instituteurs-adjoints qui ont également reçu une formation initiale dans les Centres Pédagogiques Régionaux dans les huit (08) Inspections Académiques. Vu l'importance des maîtres-parents, aussi la demande croissante de l'éducation et le niveau très élevé du ratio élèves/enseignant, le Département en charge de l'Education avec les partenaires éducatifs internationaux, il était question de revoir ce problème des maître-parents, pour mettre une stratégie en place afin de remplacer progressivement ceux-ci, par des maîtres d'enseignants qui sont aujourd'hui appelés comme

des Instituteurs-Adjoints. Ces catégories d'enseignants formées, prêtent également mains fortes au système éducatif Centrafricain.

3- Instituteurs contractuels (10%)

Toujours dans le même ordre d'idées, une faible minorité d'enseignants appelés Instituteurs-contractuels soit 10%, travaillent aussi dans les établissements scolaires pour appuyer le dit système déjà impacté par les crises récurrentes, que le pays avait connu. Ce sont des enseignants qui sont bien formés et finalement qui sont soumis à des contrats. En effet, cet engagement du Département de l'éducation Nationale, avait commencé en fin 2017 auprès de L'UE (Union Européenne), avant que celle-ci n'accepte de les prendre en charge financièrement la première tranche. Cependant, elle avait débuté sa formation en janvier 2016 et sera prise en charge effective par le Ministère de l'Éducation dès la rentrée scolaire 2018-2019. Ces catégories d'Instituteurs Contractuels seront plus tard observés / Évalués au moins trois fois au cours de l'année scolaire par leurs évaluateurs, c'est-à-dire les formateurs des CPR (Centres Pédagogiques Régionaux). Disons aussi que ces enseignants contractuels sont intégrés dans la fonction publique à la longue. Car le contrat tripartite signé a connu un cuisant échec, faute de la non implication des responsables pédagogiques dans ce contrat, Alors pour ce faire, les chefs secteurs devront être impliqués dans la gestion de ce contrat pour faire fonctionner convenablement le système éducatif centrafricain

4- Instituteurs Adjoints Contractuels (50%)

La catégorie de ces enseignants n'est pas à négliger. Ainsi, sur les 20 enquêtés, 10 enseignants soit (50 %).

Pour cette catégorie d'enseignants sur, les 20 enquêtés 10 interrogées soit 50% travaillent dans ces écoles, autrement dit c'est la majorité des enseignants. Ceux-là sont ressortissants de l'unique École Normale d'Instituteurs du pays qui se trouve au centre à peu près à 380 km de là capitale, les autres sont formés dans les différents académiques du pays. Donc ces Instituteurs Adjoints Contractuels un peu partout sont très nombreux. Plus encore, ce sont de nouveaux enseignants qui viennent d'embrasser la carrière et tous soumis à un Régime de contrat de deux (02) ans avant d'être intégrés dans la fonction Publique Centrafricaine. Car ils travaillent dans tous les cycles des établissements scolaires c'est-à-dire de CI au CM2, la plupart sont seulement titulaires d'un diplôme appelé Brevet du Collège (BC). Mais parmi eux, certains sont quand même avancés dans leur cursus scolaire et secondaire. Par contre 02 interrogés soit 10 %

seulement travaillent dans les écoles. Il n'y a pas assez d'Instituteurs qualifiés, chevronnés, expérimentés, ressortissants de l'unique École Normale d'Instituteurs à Bambari qui se trouve dans le centre-Est du pays, comme nous l'avons dit ci-haut. D'ailleurs, leur nombre actuellement est très insuffisant.

En conclusion, sur les 20 enquêtés concernant la question N°17 ce sont les Instituteurs Adjoints contractuels, qui sont plus nombreux par rapport aux autres catégories. Ils ont occupé presque tous les cycles de l'enseignement. Mais nous pensons qu'ils sont toujours suivis par le Directeur d'École et quelques anciens enseignants, dans l'exercice de leurs fonctions pour bien transmettre les connaissances aux élèves. Aussi les autres catégories sont obligatoirement soumis à participer aux séances d'animation pédagogique, aux séminaires et aux recyclages pour bien se perfectionner.

Sixième analyse (Question N°18): « *Est-ce-que le ratio maître/ élèves est respecté ?* »

Tableau 32 : Réponses des enquêtés concernant le ratio maître /élèves

Réponses	X	%
Oui	03	15
Non	15	75
Abstention	02	10
Total	20	100

Au regard de ce tableau indiqué ci-dessus, sur les 20 enquêtés 03 interrogés soit 15% disent que le ratio Maître/Élèves est respecté selon leur vision. Peut-être, ils ont fait ce constat seulement dans l'enseignement privé ou les nombres des élèves sont limités. Encore, ce ne sont pas tout ce monde qui inscrit leurs enfants au privé. Dans la plus part du temps ce sont ceux qui ont les moyens suffisants qui inscrivent leurs enfants dans ces établissements. Alors le ratio Maître/Élèves est signifiant et normal. Ce n'est pas le cas du côté des établissements publics où les élèves sont tellement nombreux. L'effectif est trop pléthorique, et cela ne favoriserait pas une vraie éducation de qualité proprement dite. Par ailleurs, ce ratio est respecté comme nous

l'avons dit en privé et favorise un très bon apprentissage des connaissances. Surtout les enseignants se sentent à l'aise et ont le courage de bien enseigner.

Par contre 15 enquêtés soit 75% ne sont pas du tout d'accord à cette thèse qui soutient le respect du ratio Maître/Élèves. Pour eux, il n'y a pas même pas de respect de ce ratio. L'effectif des élèves est très pléthorique. Les enseignants même se plaignent parce qu'ils n'arrivent pas à circuler parmi les rangées pour contrôler efficacement les élèves. Si bien qu'il y'a beaucoup de problèmes pédagogiques. En plus, les résultats à la fin de l'année scolaire sont toujours catastrophiques. Car les raisons sont multiples et variées. Pour que les enseignants travaillent correctement il, faut réduire le ratio maitres/ élèves c'est-à-dire le ratio doit être signifiant, favorable pour lui permettre de bien enseigner ces leçons. Mais malheureusement, l'effectif écrasant des élèves ne lui permet pas de bien travailler en classe. À un moment récent, des scenarios étaient mis en place, c'est-à-dire diviser la classe en deux groupes, soit groupe A ou groupe B, afin de permettre aux enfants de bien acquérir les connaissances. Mais en réalité, c'est trop épuisant et ce scénario n'est même pas pris en charge par le Département de l'Éducation Nationale. Ainsi, nous disons clairement que le ratio Maitre/Élèves n'est même pas respecté, parce que le nombre est très pléthorique et ne facilite pas encore un bon enseignement/apprentissage. Par contre deux (02) enquêtés soit 10%, ont refusent délibérément de donner leurs opinions. Peut-être ils n'ont pas de réponses à donner parce que la question posée n'est pas comprise.

Mais en conclusion, une forte minorité affirme que le ratio Maitre/Élèves est respecté surtout dans les établissements privés où le nombre est raisonnable, et permet à l'enseignant de bien transmettre le savoir, savoir-faire, et le savoir être aux enfants en situation post-conflit. Par-contre, la majorité rejette cette thèse du respect de ratio maitre/élèves. Car l'effectif pléthorique ne favorise pas un bon enseignement/apprentissage aux enfants. Et en fin, une minorité refuse de donner leurs points de vue sur la question posée.

Septième Analyse (Question N°19) : « *En tant qu'enseignant, que pensez-vous de l'éducation scolaire des enfants en période de crise ?* »

Pour cette question N°19, la plupart des enquêtés pensent qu'il était très important de bien comprendre le sens de l'éducation par rapport à l'éducation occidentale. En effet, nous pensons que l'éducation traditionnelle africaine est diamétralement opposée à l'éducation occidentale. Dans le cas centrafricain, il faut comprendre que pour bien transmettre des connaissances à

l'enfant, ce n'est pas n'importe qu'elle personne mais c'est plutôt des gens qui sont âgées, douées de sagesse ou des responsables douées de bonnes vertus par exemple la rigueur, l'honnêteté, le pardon, le discernement, la compréhension, qui puissent éduquer. Car il faut connaître qu'il n'existe pas de droit pour l'enfant dans la société centrafricaine mais, seulement des obligations. En ce sens que l'enfant n'a pas le droit de rouspéter à un ordre ou faire sa loi. Il a droit à tout faire si on lui demande par exemple d'aller au champ, à la pêche etc... Il n'a pas le droit de refuser. De nos jours, sur le plan scolaire, ce n'est pas l'enfant qui décide de se faire scolariser, mais c'est plutôt les parents qui décident de l'inscrire à l'école.

Du côté de l'éducation moderne, les enfants ont leurs droits. D'ailleurs, à un certain âge ils réclament leurs droits. Par exemple, le droit à l'éducation scolaire doit être respecté. Autrement dit, l'école est obligatoire pour tout enfant en âge d'aller à l'école. Car, le droit à l'éducation fait partie des droits reconnus dans la déclaration des Droits de l'Homme. C'est pourquoi le droit à l'éducation scolaire des enfants doit être protégé en période des conflits ou des guerres. En outre, les enfants et les enseignants ne devront pas faire l'objet de privation de leur droit scolaire en période de crise militaro-politique ou de troubles sociaux.

En définitive, la majorité des enquêtés déclare que l'éducation traditionnelle africaine est différente de l'éducation moderne, qui est reconnue par tout le monde et dans n'importe quel région du monde.

Huitième Analyse (Question N°20) : « *Est-ce que les élèves en période de crise ont-ils le droit à l'éducation ?* ».

Tableau 33 : Réponses des enquêtés à propos du droit à l'éducation

Réponses	X	%
Oui	13	65
Non	05	25
Abstention	02	10
Total	20	100

Par rapport à ce tableau indiqué ci-dessus, sur les 20 interrogés : 13 enquêtés soit 65% affirment que les élèves en période de crise, des conflits armés, des crises socio-politiques, doivent être respectés. Ils sont des éléments neutres qu'on ne devrait pas les considérer comme cibles à abattre par les belligérants, les rebelles ou les auto-défenses. En principe, ils ne devront pas faire l'objet de privation de leur droit à l'éducation, qui est aussi reconnu par la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'enfant (1990). L'article 11 stipule en ces termes que : « la Charte garantie le droit à l'éducation des enfants ». Malgré qu'il y'a la guerre, les factions rebelles, les groupes armés ; etc. ne devront pas faire obstacle au droit à l'éducation des enfants, qui leur donne la pleine obligation de vaquer à leurs activités scolaires. Le fait de les priver de leur droit scolaire, constitue un délit grave, qui devrait être pénalement sanctionné. Ceux qui font la guerre, ont aussi leurs enfants qui fréquentent l'école. Car elle est l'avenir de demain de tous ces enfants scolarisés. Ils connaissent également l'importance de l'éducation scolaire, qui ne devrait pas être bloquée à cause des guerres, des conflits armés, des rebellions, etc. on n'apprend pas à faire la guerre aux enfants à l'école, aussi à se diviser dans leurs communautés respectives. Mais on leur apprend les bonnes règles de la vie en société comme, la cohésion sociale, le savoir-vivre, le respect des droits humains. Car l'éducation est la clé de voûte de toute réussite socio-professionnelle, gage du développement durable d'un pays.

Contrairement aux précédents, une faible minorité c'est-à-dire 05 enquêtés soit 25% ne confirment pas la première thèse. Pour ceux-là, le droit à l'éducation des enfants n'existe même pas pendant la période de crise militaro-politique, conflits armés, des rébellions etc. l'insécurité grandissante, les exactions qui sévissaient par-ci par-là, ne permettaient même pas aux enfants d'aller à l'école. Par ailleurs, lorsque les balles sifflaient de tout coté, personne ne peut se déplacer pour vaquer à ces occupations quotidiennes. Alors, les enfants qui sont des mineurs ne pourront même pas prendre de risque d'aller à l'école. Pour cela, leurs parents ne pourront même pas aussi accepter à ce qu'ils partent à l'école. Pour eux, c'est très dangereux car les enseignants ne pourront pas aussi prendre le risque de venir à l'école travailler, de peur qu'ils perdent également leurs peaux. Par rapport à cette situation, la plupart des écoles fermeront leurs portes pour ne pas sacrifier, les enfants en attendant que la paix revienne.

En outre, deux(02) enquêtés soit 10%, n'ont pas fait savoir leurs points de vues sur la question posée. Car ils jugent cette question inutile et ne comprennent même pas le sens. En conclusion la majorité affirme que le droit à l'éducation des enfants devrait être respecté. Pour

cela, ils sont des personnes neutres qui cherchent seulement savoir, savoir-faire et savoir-être. C'est pourquoi Mandela affirmait que : « l'éducation est l'arme la plus efficace pour lutter contre le sous-développement d'un pays ». Par contre une faible minorité pense que pendant la période des guerres, des conflits, des troubles socio-politico-militaires, le droit à l'éducation des enfants n'existent pratiquement pas. Ainsi ils sont considérés comme des cibles à abattre.

Neuvième Analyse (Question N°21) « *Quelle est l'importance de l'éducation des enfants en situation post-conflit dans l'Inspection Fondamentale 1 de Bangui ?* ».

Concernant cette question N°21, tout Centrafricains en général et l'Inspection Fondamentale 1 de Bangui en particulier, attache beaucoup d'importance à l'éducation des enfants en situation post-conflit. Les parents savent pertinemment que l'enfant, qui a l'âge d'aller à l'école, ne peut pas rester inutilement à la maison pour s'amuser et vaquer à d'autres occupations familiales. D'ailleurs, le gouvernement à travers le Ministère de l'éducation Nationale attache beaucoup de prix à l'éducation des enfants même en situation post-conflit. En effet, si on n'inscrit pas les enfants à l'école et pire encore en situation de post-conflit, c'est une erreur grave qu'on commet. Autrement dit , c'est hypothéquer l'avenir de l'enfant. Tôt ou tard l'enfant non scolarisé sera considéré comme une menace de la paix civile et cohésion sociale dans sa société. Tous les habitants du troisième arrondissement du km5, par exemple devront avoir l'obligation d'inscrire leurs enfants qui ont l'âge scolaire. Mais s'ils ne font rien pour ces enfants, ils regretteront. À la longue, ils constitueront une menace grave qui pèsera lourdement comme une épée de Damoclès suspendue sur chaque membre de la communauté vivante. En principe, c'est l'école à travers les enseignants qui font des efforts dans le sens de transmission des connaissances, aux enfants à l'école afin de compléter leur éducation de base. Par ailleurs, l'école leur transmet ces nouvelles connaissances comme nous l'avons souligné afin de leurs permettre de découvrir de nouveaux horizons. Lorsqu'ils deviendront des cadres compétents, après avoir persévéré dans les études, ils auront une bonne situation. Et c'est grâce à l'école qu'ils sont devenus des responsables, des cadres qualifiés pour apporter leur contribution au développement de leur pays. Ils s'occuperont efficacement aux besoins de leurs propres familles. C'est en cela qu'on dira que l'école est l'avenir de l'enfant ou d'une génération toute entière.

Disons aussi que l'éducation des enfants en situation post-conflit, est très nécessaire pour la génération future, afin de transformer leur mentalité prélogique et belliqueuse au sein

de l'Inspection fondamentale 1 de Bangui. Si la plupart des enfants dans le troisième arrondissement du KM5 de Bangui était scolarisé, nous aurions pu éviter beaucoup des cas de dérapage, des divisions parmi la population, des exactions commises par-ci et par-là sur des paisibles populations, qui veulent tout simplement aspirer à la paix et à la cohésion sociale. Même si certains ne comprennent pas l'importance de l'éducation dans l'Inspection fondamentale 1 de Bangui, mais c'est au moment où un jour ils se retrouveront devant une situation problème, qu'ils sauront que l'école est trop importante. Par conséquent, quelques-uns oseront même dire que : « si je savais !!! Or c'est déjà trop tard ». Mieux vaut tard que jamais, l'inspection fondamentale 1 de Bangui a bien inséré l'alphabétisation dans son programme d'enseignement, pour rattraper ceux qui au départ négligeaient l'importance de l'école. Sur ce, nous diront que l'éducation dans cette Inspection de Bangui 1, demeure toujours incontournable pour ceux qui veulent changer de mode de vie, de comportement afin de mieux vivre dans une parfaite cohésion sociale.

Dixième Analyse (Question N°22) « *Que pensez-vous des enfants enrôlés dans la crise ?* ».

S'agissant de cette question N°22, la quasi-totalité des enfants disent que ce n'est pas bon d'enrôler des enfants dans la guerre, des conflits armés, des crises socio-politiques à répétition, comme c'est le cas en Centrafrique. En principe, la place des enfants se trouve à l'école et non dans les conflits pour servir de chair à canon. Ces enfants qui sont enrôlés, sont très dangereux pour la société et des autres. Car leurs manières de faire laissent beaucoup à désirer. Ce sont des enfants quelque fois qui commettent des forfaits, par exemple dans les conflits militaro-politiques en Centrafrique, n'ont pas le choix à faire et même parfois tuent sans arrière-pensées.

Ils sont toujours capables de titrer sur tout ce qui bouge devant eux sans hésitation. Pour cela, nous pensons qu'il est nécessaire de laisser enrôler les enfants dans les conflits. C'est mieux de mettre en place un programme de démobilisation et réinsertion sociale pour leur retour à la vie normale dans la société. C'est l'unique voie de sortie des enfants enrôlés dans les crises. Une prise en charge psycho-sociale devait être bénéfique pour ces enfants. Car ils ont besoin d'être rééduqués à nouveau pour être réintégrés dans la vie sociale. Aussi, ils ne devront pas faire l'objet de discrimination sociale pour ne pas les contraindre à nouveau de se faire enrôler ou intégrer d'autres groupes des bandits, afin de terroriser les gens et braquer les paisibles populations. Donc, nous pensons qu'en réalité les enfants enrôlés dans les conflits, les

crises militaro-politiques devront être récupérées pour intégrer le programme de la réinsertion socio-économique pour mener une nouvelle vie après la formation qu’ils auront à suivre, soit dans le domaine de mécanique générale, électricité, commerce, élevage de porc ou de groupe bétail, etc. Certains peuvent même selon leur choix se faire incorporer à nouveau dans les forces des défenses intérieures ou dans l’armée nationale.

Onzième Analyse (Question N°23) : « Êtes-vous d’accord que l’éducation scolaire en temps de crise soit un droit ? »

Tableau 34 : Réponses des enseignants

Réponses	X	%
Oui	08	40
Non	11	55
Abstention	01	05
Total	20	100

Au regard de ce tableau indiqué ci-dessus sur les 20 enquêtés :

08 interrogés soit 40% affirment qu’ils sont d’accord que l’éducation en temps de crise, soit reconnue comme un droit. Selon eux, le droit scolaire quel que soit les circonstances ne doit souffrir d’aucun problème majeur. Les enfants ne devraient pas être privés de leur droit scolaire. Car, l’éducation concerne tout le monde quel que soit les différentes formes. L’enfant ne doit pas faire l’objet de privation de son droit à l’éducation scolaire. Par ailleurs, c’est un droit inaliénable et est reconnu dans les Déclarations Universelles des Droits de l’Homme (1949).

Contrairement aux premières opinions des enquêtés, la majorité c’est-à-dire 11 enquêtés soit 55% déclarent qu’ils ne sont pas du tout d’accord que l’éducation scolaire en temps de crise soit considérée comme un droit. Tout d’abord, dans la société Centrafricaine en générale, l’enfant quel que soit son âge n’a pas de droit mais seulement des obligations à l’égard de ces parents et des grandes personnes. En temps normal ou pendant des moments difficiles, ce sont

les parents qui décident de la scolarité de l'enfant. Autrement dit, c'est le père qui est avant tout responsable numéro 1 de famille qui s'en charge. À défaut du père c'est la mère, deuxième responsable de la famille qui décide de l'inscription de l'enfant à l'école ou les proche parents, tels que l'oncle paternel, la tante maternelle, etc. Donc, si on voit bien en temps de crise, c'est très dangereux d'aller inscrire l'enfant à l'école. D'ailleurs, les conditions sécuritaires ne sont pas bien remplies. Malgré que le droit à l'éducation scolaire soit reconnu officiellement par les instances internationales et nationales, on néglige quelque fois le droit à l'éducation pour des intérêts égoïstes. Ceux qui font la guerre connaissent bien qu'il existe le droit à l'éducation des enfants. Mais ce n'est pas leur problème car, ils sont les tous premiers à boycotter l'éducation scolaire. Ainsi, on ne pas oser dire qu'en temps de crise l'éducation n'est pas un droit reconnu. Pourtant, l'école qui est un endroit choisi et propice à l'enseignement / apprentissage des enfants pour leur avenir, quelque fois est transformée en quartier général des seigneurs de guerre. À partir de là, nous ne pouvons pas affirmer que l'éducation scolaire soit un droit. Comme nous l'avons souligné ci-haut, les conditions d'études ne permettaient pas aux enfants et enseignants, de bien travailler à l'école. À cet effet, on ne peut pas parler d'un droit à l'éducation sans pouvoir le reconnaître, le respecter. Car la vie de tout un chacun en dépend. 01 enquêté soit 05% n'a pas fait connaître son point de vue sur la question posée. Pour lui, cette question n'a aucune importance particulière. Peut-être, l'enquêté a volontairement refusé de répondre à la question posée.

En conclusion, nous disons que dans un premier temps une forte minorité soit 40% des enquêtés reconnaissent qu'il existe un droit pour l'éducation scolaire en tout temps. Car ceux qui font la guerre savent très bien que le droit à l'éducation est reconnu par tout le monde. Ce n'est pas parce qu'il y'a les conflits que ses droits soient bafoués, négligés, ignorés et foulés au sol. Par contre, une forte majorité pense que pendant des moments difficiles, des conflits, des crises militaro-politiques, le droit à l'éducation n'est pas applicable à cause de ces guerres. En effet, il serait trop dangereux pendant que les canons tonnent, les balles sifflent et d'autres exactions commises par les belligérants. Alors, durant ces périodes, comment les enfants et les enseignants vont travailler à l'école ? C'est un grand risque et péril qu'ils peuvent courir. Donc à pareil moment, l'éducation scolaire ne peut être considérée comme un droit reconnu par tous. Par ailleurs, un enquêté préfère se taire par rapport à la question posée. Peut-être il n'a pas compris la question.

Douzième Analyse (Question N°24): « *Pourquoi dit-on que l'éducation scolaire est l'avenir des enfants ?* »

Concernant cette question N°24, presque la majorité des enquêtés déclare que l'éducation c'est l'avenir prometteur de l'enfant qui aime l'école. Car c'est à l'école que l'enfant apprend et acquiert les connaissances pour son évolution future. Par ailleurs, celui qui ne va pas à l'école dans le quartier est considéré comme un nuisible, un parasite. Autrement dit, c'est quelqu'un sur lequel la famille ou son pays ne peut même pas compter dessus. En effet, l'école égale avenir de l'enfant. C'est pourquoi tous les grands Dirigeants du monde mettent un accent particulier sur l'école, qui est l'avenir, notre espoir pour le développement durable. C'est vrai pour certaines personnes, sans l'école l'enfant peut réussir dans la vie mais la chance de cette réussite n'est pas tellement grande. Car dans le monde actuel, c'est à travers l'école, que nous avons des meilleurs cadres et compétents, des chercheurs, des médecins, et qui se mettent au service de l'humanité toute entière. Dans la plus part du temps, les enfants qui ne fréquentent pas l'école, sont considérés comme des mal éduqués, des non civilisés. Si quelqu'un commet un acte odieux ou irréfléchi, décidément on le compare à un analphabète. Autrement dit, c'est celui qui n'a aucune connaissance. C'est pourquoi il est conseillé à tous les parents d'inscrire leurs enfants en âge d'aller à l'école, qui reste toujours leur avenir de demain. À l'école les enseignants complètent l'éducation des enfants reçue à la maison.

Car l'éducation de tout temps, a un rôle très important à jouer dans le développement d'un être humain. De tout ce qui précède, l'éducation est en quelque sorte la clé de réussite pour tous les enfants qui vont à l'école. C'est ainsi qu'on doit beaucoup protéger, guider, sensibiliser et éduquer les enfants, pour devenir dans l'avenir de très bons citoyens responsables, capables de contribuer au développement harmonieux de son pays. Tous les enfants qui suivent bien leur cursus scolaire, ont la forte chance de réussir dans la vie. Autrement dit, ces enfants auront un avenir prometteur. Comme nous l'avons indiqué ci-haut, les enfants scolarisés constituent l'espoir de toute une famille ou d'une génération future. À travers cette éducation scolaire, tôt ou tard il deviendra une grande personnalité au sein de sa famille et de son milieu social par rapport à ses compétences.

Malgré cette flambée de violence aveugle sur le pays en général, l'éducation reste toujours très utile pour tous les enfants qui ont accepté de reprendre le chemin de l'école. C'est un atout majeur pour l'avenir des enfants. Donc elle n'est pas à négliger, parce qu'elle est le pilier du développement durable d'un Centrafrique nouveau. Tout enfant en âge d'aller à l'école

ne doit pas faire l'objet d'une privation quelconque, c'est après avoir fini tout le cursus scolaire, qu'on deviendra responsable et cadre compétent, qualifié afin de prêter mains fortes au développement du pays.

En définitive, l'éducation actuelle est mitigée, en ce sens qu'il y'a une éducation qui ne rend pas service aux enfants. Par exemple, l'utilisation abusive des mobiles avec leurs conséquences ne rassure pas l'avenir de l'enfant mais plutôt est source de plusieurs problèmes. Mais seulement l'éducation scolaire est un service rendu à l'enfant pour son avenir.

Treizième analyse (Question N°25) : « *Peut-on dire que le droit à l'éducation post-conflit garantit une éducation gratuite ?* ».

Tableau 35 : Réponses par rapport à la gratuité de l'éducation.

Réponses	X	%
Oui	11	55
Non	09	45
Abstention	00	00
Total	20	100

Pour ce cas précis sur les 20 interrogés, 11 enquêtés soit 55% affirment que dans le contexte Centrafricain actuellement, le droit à l'éducation est très important. Surtout qu'elle fait partie des priorités du gouvernement. On pourrait aussi comprendre que l'une des causes des différentes crises militaro-politiques, qui a impacté négativement sur tous les secteurs en Centrafrique en général et de l'éducation en particulier, c'est la crise de la mentalité. Car l'éducation de tout temps à un rôle très important à jouer dans le développement d'un être humain. En effet l'éducation est en quelque sorte la clé de réussite pour tous les enfants qui sont scolarisés dans le secteur de l'éducation en Centrafrique en général et dans le troisième arrondissement du kilomètre 5 en particulier. C'est la crise de la mentalité et du savoir-faire et savoir-être qui est l'une des causes des difficultés des enfants en situation post-conflit. Si beaucoup étaient instruits, éduqués et formés on ne devrait pas réagir pour de petit problème

d'incompréhension, utiliser la violence aveugle pour détruire, vandaliser les biens meubles et immeubles, tuer sans cause, violer, voler etc. c'est parce que le droit à l'éducation n'est pas respecté dans toute sa globalité .Pour cela, le droit à l'éducation post-conflit doit être un atout majeur et significatif afin de garantir une éducation gratuite .Les programmes d'éducation de base en situation post-conflit, favorisent l'accès et le retour des enfants à l'école gratuitement afin de rattraper leurs retards scolaires. Donc, on peut effectivement affirmer que le droit à l'école post-conflit peut garantir une éducation gratuite et favoriser la cohésion sociale parmi les communautés comme nous le savons tous, la crise du km 5 de Bangui a tellement pesé dans plusieurs familles, .si bien que les familles démunies n'avaient pas les moyens suffisants pour s'occuper de la scolarité de leurs enfants .Mais par rapport à la politique éducative centrafricaine, en principe l'éducation doit être gratuite avant, pendant et après la crise militaro-politique dans cette société centrafricaine en générale. Les gens attachent beaucoup de prix à l'éducation post conflit .En effet, certains disent que c'est parce que leurs enfants n'étaient pas scolarisés pour suivre de bons conseils prodigués par leurs enseignants, qu'ils n'ont aucun respect auprès des personnes âgées et encore ils 'ont aucune règle civique en tête .Car leurs attitudes et comportements restent à désirer .D'autres regrettent pour quoi ils ont abandonné précisément les études au profit des groupes armés et finalement sont assimilés aux malfrats ou bandits .

Par contre, 09 interrogés soit 45% disent que le droit à l'éducation post-conflit ne garantit pas une éducation gratuite aux enfants. Pendant la guerre ou conflit militaro-politique, les belligérants, les acteurs en conflit ne respectent même pas le droit à l'éducation des enfants qui est reconnu par tout le monde .On sait que ce ne sont pas les enseignés ou enseignants qui s'affrontent mais ils sont devenus des cibles, c'est-à-dire des victimes collatéraux des belligérants .Alors, dans ces considérations peut –on affirmer que le droit à l'éducation post-conflit garantit une éducation gratuite ? Les belligérants ou bandes armée savaient très bien que le droit à l'éducation existe, et devait être respecté mais malheureusement ne peut pas favoriser la gratuité de l'école. Si on constate bien que les enfants n'étaient pas libres pour vaquer à leurs occupations scolaires gratuitement, par ce que les parents sont tellement démunis, surtout ceux de la basse classe en situation post-conflit en Centrafrique .Comme ils sont privés de leur droit à l'éducation, finalement ils seront également victimes de l'injustice sociale qui ne favoriserait pas la gratuité de l'école en période post-conflit.

En définitive la majorité des enquêtés , affirme que le droit à l'éducation post-conflit garantit une éducation gratuite .Dans le contexte actuel, parce que le Département en charge de

l'Education, en synergie avec les partenaires techniques et éducatifs internationaux, ont déployé beaucoup d'efforts pour favoriser l'accès et la gratuité de l'éducation surtout pour les filles.

Quatorzième Analyse (Question N°26) « *Selon vous, est-ce-que l'éducation post-conflit est facteur d'un retour définitif de la paix et la cohésion sociale ?* ».

Tableau 36 : Réponses des enquêtés concernant un retour définitif de la paix et la cohésion sociale

Réponses	X	%
Oui	14	70
Non	06	30
Abstention	00	00
Total	20	100

Par rapport à ce tableau indiqué ci-dessous sur les 20 interrogés, 14 enquêtés soit 70% confirment que l'éducation post-conflit est facteur d'un retour définitif et de la cohésion sociale. En effet, après ces conflits militaro-politiques, nous constatons que les enfants par exemple qui ont abandonné les études ou encore qui ont été enrôlés de force dans la rébellion ou les groupes d'auto-défenses du km 5, ont finalement déposé les armes. Beaucoup ont été sensibilisés à l'école pour renoncer au banditisme, aux vols à mains armées, aux pillages, etc. ,...Ainsi, beaucoup également ont bénéficié des programmes de réinsertion sociale pour un avenir meilleur, l'éducation post-conflit et un moyen pour les enfants victimes de la crise militaro-politique, de parvenir à un véritable retour de la paix et la cohésion sociale. Entretemps, le climat n'était pas favorable à cette paix tant recherchée mais maintenant avec cette accalmie, on tend vers une paix durable et sûre. Car, elle favorisera à son tour, la cohésion sociale afin de faciliter l'intégration sociale, de faciliter l'intégration sociale, et l'interculturalité des populations qui étaient divisées pendant ces moments difficiles.

En effet, l'éducation post conflit est un facteur unificateur parmi les populations centrafricaines. Pour cela, ces populations de toutes les couches sociales ne veulent qu'aspirer

à la paix et vivre en parfaite harmonie avec les autres. Ainsi, l'école est le lieu où l'endroit privilégié pour transmettre les bonnes règles qui régissent la société aux enfants, tôt ou tard. De relever les défis qui se pointent à l'horizon au pays post-conflit. Personne ne peut démontrer le contraire des efforts fournis par l'éducation post-conflit, aux uns et aux autres dans le sens d'un retour définitif de la paix et la cohésion sociale. En outre, cette éducation en tant que facteur positif permettra aux enfants traumatisés, violés de se rendre compte du pic de la violence aveugle, pendant ces durs moments des crises militaro-politiques. A travers cette institution sociale qui est l'éducation, ils devront changer leurs comportements, leur mentalité prélogique, leur manière de faire et d'agir, profiter de cette occasion pour bien se comporter dans la société qui n'aspire qu'à la paix et la cohésion sociale. Comme nous l'avons dit, l'éducation post-conflit en tant que facteur déterminant et important, permet de discuter, d'échanger des opinions dans le sens de cultiver le patriotisme et d'éveiller la conscience nationale sur les mauvaises mœurs de la société. En outre, l'éducation post-conflit nous interpelle tous à respecter nos valeurs traditionnelles, les coutumes, etc...

Par contre, 66 % des enquêtés soit 30% affirment que l'éducation post-conflit n'est pas nécessairement facteur déterminant d'un retour effectif et définitif de la paix et la cohésion sociale dans le pays en général et parmi les populations du km 5 en particulier. Malgré les efforts déployés par l'éducation en commun accord avec les ONG internationales et nationales, il y a toujours des tensions sociales qui subsistent. En effet, nous pensons qu'il reste encore parmi ces communautés de km5. Car, certaines communautés ne sont pas encore prêtes à oublier les sévices, les exactions, les viols et tueries qu'elles ont subies pendant ces périodes de crises militaro-politiques dans la zone...

Nous pensons qu'il est encore trop tôt d'oublier les traumatismes vécus aux moments difficiles. Car, c'est mieux de laisser un peu le temps au temps, pour que ces communautés vivent en paix. Nous constatons que malgré les efforts consentis par l'éducation à travers l'école aux enfants, force est de constater toujours qu'il y a un climat de méfiance parmi les populations, chaque communauté vit renfermée sur sa position. Il y a toujours un sentiment de vengeance, qui se dessine sur les visages des enfants à l'école. Au vu de tout ce qui précède, l'éducation post-conflit n'est pas encore prête pour favoriser un retour définitif et efficace de la paix, la cohésion sociale dans le milieu. Ainsi, nous encourageons toujours les ONG internationales et nationales, de continuer à œuvrer pour un retour définitif de la paix et la cohésion sociale, parmi les communautés à travers l'éducation post-conflit, par ce que de nos jours, elle reste et demeure le meilleur moyen qui fait ramener quelqu'un à la raison pour son

développement durable. Sans l'éducation, la vie de l'homme ne vaut absolument rien. En effet, elle est actuellement le facteur catalyseur de la génération consciente en Centrafrique.

En définitive, nous devions quelque soit les maux, qui gangrènent la société centrafricaine, l'éducation post-conflit est un facteur déterminant pour un retour définitif et effectif pour la paix et la cohésion sociale. En dépit de ces difficultés du terrain, l'éducation reste en moyen sur une solution des traumatismes vécus pendant ces moments durs de la crise militaro-politique en Centrafrique en général et dans le 3^e arrondissement en particulier.

Quinzième Analyse (Question N°27) « *Y-a-t-il une ou des possibilités de prise en compte des enfants enrôlés dans la crise ?* »

Tableau 37 : Réponses des enquêtés par rapport aux possibilités de prise en charge des enfants enrôlés

Réponses	X	%
Oui	18	90
Non	02	10
Abstention	00	00
Total	20	100

Au vu de ce tableau indiqué ci-dessus, sur les 20 interrogées 18 enquêtés soit 90% affirment qu'il existe plusieurs possibilités de prise en compte des enfants enrôlés dans la crise militaro-politique en Centrafrique général et dans l'inspection fondamentale de Bangui en particulier. D'ailleurs, l'éducation depuis toujours occupe une place de choix pour le gouvernement et les partenaires du système éducatif Centrafricain. Avant, pendant et après ces crises à répétition, les organismes internationaux tels que la Banque Mondiale L'UNICEF, L'UNESCO, ont beaucoup appuyé le gouvernement, surtout le Département en charge de l'éducation Nationale, pour apporter leur contribution dans la prise en charge des enfants enrôlés dans la crise en Centrafrique. Par exemple, la réinsertion des enfants impliqués dans les conflits et très

appréciée par les communautés. Car, on a cherché d'abord à prendre en compte leurs besoins réels au sein de leur communauté dans laquelle ils vivent.

En effet, la mise en place de certains projets vise un développement économique inclusif pour le bien-être de ses enfants enrôlés. Car dans ces projets, c'est eux-mêmes qui font leurs choix selon leurs préférences. Par exemple, certains choisissent la mécanique, l'élevage, le commerce, etc.

Par conséquent, il y a effectivement d'autres possibilités de réaménagement des dispositifs de formation pour la réinsertion. Par contre 09 interrogés soit 10%. Peut-être ne comprennent pas bien la question, affirment qu'il n'y a pas d'autres possibilités de prise en compte des enfants enrôlés. Pour eux, ils sont hors la loi et doivent tout simplement faire l'objet du rejet par la société dans laquelle ils vivent. Car ils sont dangereux pour la société. En conclusion, sur les 20 interrogés, la majorité affirme qu'il y a des possibilités de prise en compte des enfants enrôlés de la crise.

Seizième analyse (Question N°28) « *Comment le Centrafricain en situation post-conflit perçoit l'éducation scolaire aujourd'hui ?* »

Le Centrafricain lambda aujourd'hui pense que l'éducation est très importante. Personne ne peut nier ces bienfaits sur la société mondiale en générale et la société Centrafricaine en particulier. Malgré ces crises récurrentes que le pays avait vécues et connues, certaines zones étaient épargnées et les enfants ont suivi quand même des cours. Même dans les camps aménagés, certaines ONG internationales ont organisé des cours de rattrapage dans l'intérêt des enfants. Mais nous constatons que dans l'ensemble sur le territoire Centrafricain, le droit à l'éducation des enfants honnêtement n'était pas respecté et pourtant un accent particulier devrait être mis sur l'accès à l'école des enfants, dans ce contexte de conflit militaro-politique. Car ce ne sont pas tous les élèves qui sont responsables de ces conflits. Pour cela, ils ne devront pas faire l'objet de privation au droit scolaire. Dans ces moments des crises militaro-politiques, élèves et enseignants étaient pris comme cibles. Ainsi, quelques-uns étaient tués, violés, déportés et enrôlés dans les groupes d'autodéfenses. Mais il faut comprendre que le Centrafricain actuellement, en situation post-conflit perçoit l'éducation au fond de lui comme une perte de temps, autrement dit quelque chose qui n'a pas d'avenir. En réalité, la vision sur l'éducation de nos jours par le Centrafricain est mitigée, c'est-à-dire que l'opinion est divisée et n'attache pas d'importance à l'éducation par rapport aux comportements des hors la loi, qui

s'enrichissent en peu de temps sur le dos de la population. D'ailleurs, dans certaines familles, quelques enfants honnêtement n'ont pas d'éducation entant que telle, ils sont abandonnés et laissés à la merci de la nature. Alors, ces enfants à la longue, constituent un danger public par rapport aux actes manqués, incontrôlés qu'ils posent. Ces enfants n'ont pas droit à l'éducation mais seulement parfois des obligations de la part de leurs parents.

De tout ce qui précède, nous pensons maintenant qu'avec le retour effectif de la paix, la reprise des cours à l'école et les résultats des examens de passage, beaucoup de parents ont compris que l'éducation scolaire est incontournable et demeure la seule voie qui pourra aider leurs enfants à gagner leur vie, en même temps à contribuer au développement durable de leur pays .Donc, le centrafricain en situation post-conflit perçoit l'éducation scolaire aujourd'hui comme le véritable levier du développement durable du pays post-conflit.

Dix-Septième Analyse (Question N°29) « *Est-ce qu'on peut parler véritablement d'une éducation de qualité donnée aux enfants en situation post-conflit ?* ».

Tableau 38: Réponses des enquêtés par rapport à une véritable éducation de qualité en faveur des enfants en situation post-conflit.

Réponses	X	%
Oui	09	45
Non	10	50
Abstention	01	05
Total	20	100

Par rapport à ce tableau indiqué actuellement sur les 20 interrogés, 09 enquêtés soit 45%affirment effectivement qu'on peut parler d'une éducation de qualité donnée aux enfants en situation post-conflit. Ici, nous devons d'abord comprendre par rapport à l'impact des crises militaro-politiques à répétition, les véritables conditions d'apprentissage n'étaient pas réussies mais certaines ONG internationales, qui sont les partenaires privilégiés du système éducatif centrafricain, ont contribué pour réduire un peu ce dysfonctionnement afin d'améliorer cette qualité d'éducation donnée aux enfants en situation post-conflit .Même si cette qualité

d'éducation ne répond pas à cent pour cent mais vaut mieux faire quelque chose plutôt que rien . Par contre la majorité c'est-à-dire 10 interrogés soit 50%, disent qu'on ne peut pas parler d'une éducation de qualité en situation post-conflit donnée aux enfants. Car, il y a beaucoup à faire pour parvenir à cette véritable éducation de qualité. En effet , parler de la qualité de l'éducation actuellement, il faut que les partenaires éducatifs internationaux apportent efficacement leur contribution , tout d'abord dans l'amélioration de la formation initiale et continue des enseignants .Par exemple, l'adaptation des curricula qui devrait refléter les réalités socio-éducatives centrafricaines, après ces différentes crises militaro-politiques telles que l'éducation à la paix ,l'éducation à l'urgence et à la sécurité ,l'éducation sexuelle et à la parité des genres . Parler d'une véritable éducation de qualité en situation post-conflit, c'est aussi favoriser surtout l'accès à l'école des enfants non scolarisés mais en âge scolaire de toutes les catégories .Ainsi, chercher à démocratiser l'école et également supprimer partiellement ou totalement les frais scolaires d'inscription imposés aux parents d'élèves, il faudra que la charge totale de ces frais incombe au Département de l'éducation pour encourager les parents, à inscrire leurs enfants à l'école. Aussi, il serait très indispensable de construire de nouveaux bâtiments afin d'accroître les capacités d'accueil pour la formation des enseignants et des enseignés .De tout ce qui précède, parler d'une véritable éducation de qualité aux enfants en situation post-conflit, n'est pas encore concrète et pratique. Car, il reste beaucoup à faire pour arriver au niveau d'une véritable éducation de qualité, donnée aux enfants.

Malgré ces quelques efforts fournis de la part de la PUSEB à travers les recyclages organisées, pour l'amélioration des performances des enseignants formés, initialement dans les centres de formation. Nous constatons que beaucoup refusent de regagner leurs postes d'affectation, alors cela ne favoriserait pas une éducation de qualité. D'autres aspects que nous déplorons, c'est qu'il y a un manquement de suivi-évaluation des enseignants formés sur le terrain. Autres choses, l'inadéquation et l'inadaptation des matériels didactiques, la réduction également du ratio livres /enfant, ne permettent pas de donner une véritable éducation de qualité aux enfants en situation post-conflit en Centrafrique en général et dans l'Inspection Fondamentale¹ en particulier. Mais des efforts considérables sont en train d'être faits. Pour cela, les partenaires techniques et financiers du dit système devront doubler leurs efforts au pays.

Dix-huitième analyse (Question N°30) « *Selon-vous quelles mesures peut-on prendre pour faciliter une éducation de qualité à tous les enfants ?* »

Par rapport à cette question, nous pensons qu'elle est en rapport avec la précédente question N°29. Mais nous tenterons d'apporter quelques éléments à cette question N°30. En effet, nous devons comprendre que ces mesures devront d'abord provenir de la part du Département en Charge de l'Éducation. Car ces mesures devront également faire partie de la politique éducative, qui sont insérées parmi les priorités du gouvernement par conséquent l'éducation est l'une des priorités comme nous l'avons dit ci-haut. Disons que l'UNICEF, la banque mondiale, l'UNESCO et autres, ont tellement appuyé le système éducatif centrafricain avant, pendant et après les crises récurrentes que le pays avait connu. Pour l'heure, le PUSEB initié par la Banque Mondiale est l'une des mesures d'urgence prise pour améliorer la qualité de l'éducation transmise aux enfants. Ce projet est un exemple concret et pratique actuellement en action en Centrafrique.

Ces mesures d'urgence prises rentreront dans le cadre de l'éducation post-conflit en Centrafrique afin de favoriser une éducation de qualité aux enfants. A titre de rappel, la Centrafrique vient à peine de sortir des conflits militaro-politiques de son existence, après les bouleversements et les troubles auxquels a provoqué le coup d'état de mars 2013. En outre, les défis auxquels le pays se confronte, sont encore très énormes et considérables. Ainsi, il est urgent de prendre effectivement des mesures urgentes pour aider nos enfants à bénéficier d'une éducation de qualité en période post-conflit. Car, les parents affirment même que la qualité de l'éducation transmise aux enfants, laisse à désirer. Certains enfants ne savent ni parler en français, compter les chiffres et ensuite écrire correctement. Au niveau national précisément, certaines mesures étaient prises par les ONG mais le Département de l'éducation a préféré plutôt concentrer ses efforts sur l'amélioration de l'accès à l'éducation. (OCHA2016C). Cela n'empêche pas que certains facteurs limitant cet accès à l'éducation, fassent l'objet d'une table rase et enfin discuter, par exemple les stratégies actuelles et leurs efficacités. Autrement dit, ces facteurs socio-émotionnels influencent sur l'accès à l'éducation par les parents d'élèves et les enseignants.

En définitive nous dirons que beaucoup des mesures ont été prises pour résoudre le problème d'éducation en Centrafrique en général et dans l'inspection fondamentale de Bangui en particulier. Mais nous ne pouvons pas toutes les énumérer. Car nous citons parmi tant d'autres l'exemple de PUSEB pour concrétiser.

Dix-Neuvième Analyse (Question N°31) « *Pourquoi dit-on que la qualité de l'éducation est trop faible ?* »

Concernant cette question N°31, la qualité de l'éducation donnée aux enfants surtout en situation post-conflit en Centrafrique en général et en particulier dans le fondamental 1 de Bangui est trop faible .Car il reste encore beaucoup à faire malgré les efforts déployés de la part des partenaires éducatifs internationaux, les ONG internationales et nationales etc. Les crises militaro-politiques récurrentes que le pays avait vécu et connu, ont laissé des effets négatifs sur tout le système éducatif centrafricain. Pour le moment, comme nous venons de le dire ci-haut, des efforts durables sont en train d'être faits pour améliorer la qualité de l'éducation, qui est encore trop faible .Pour cela, le nombre insuffisant des enseignants doit être augmenté à travers les recrutements organisés par les différents CPR du pays, et dans l'unique centre de formation initiale de Bambari, qui est l'école normale d'instituteurs située dans le centre-est du pays. Aussi l'effectif pléthorique des élèves dans les salles de classe doit être réduit. N'oublions pas également que le faible taux de fréquentation scolaire des filles doit être augmenté afin de permettre aux filles d'aller à l'école, ensemble avec les garçons sur toute l'étendue du territoire centrafricain et non à Bangui. Par rapport à cela, un accent très particulier doit être mis sur la réhabilitation et la reconstruction des infrastructures scolaires, insuffisantes encore afin de rehausser le faible niveau d'éducation transmise aux enfants en général et dans l'inspection fondamentale 1 de Bangui en particulier.

Au vu de tout ce que nous venons d'énumérer, nous pouvons croire que la qualité effectivement de l'éducation transmise aux enfants, reste encore trop faible, c'est pourquoi il est nécessaire de travailler en collaboration avec les partenaires internationaux tels que l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque Mondiale et autres afin de palier à ce problème de qualité d'éducation, trop faible aux enfants en situation post-conflit en Centrafrique. A partir de 2014 beaucoup d'écoles étaient fermées à cause d'insécurité grandissante, des exactions, des menaces de mort, des enlèvements d'enfants, les bâtiments scolaires étaient encore occupés par les bandits pour leurs fins utiles. Alors, on ne peut prétendre parler d'une éducation de qualité à pareil moment. Disons aussi que compte tenu de la pauvreté grandissante, la plus part des parents ne pouvaient pas inscrire leurs enfants à l'école. Ainsi l'accès à l'école était difficile par faute de moyens financiers.

En outre, plusieurs facteurs impactent sur la qualité de l'éducation. D'ailleurs, tout le monde sait bien que la qualité de l'éducation a beaucoup baissé .Pour cela, il faut chercher à améliorer les conditions sociales difficiles des enseignants .Car des facteurs tels que la situation sociale, la corruption, la mauvaise politique éducative etc... sont des exemples concrets.

Vingtième Analyse (Question N°32) « *Comment peut-on évaluer la qualité de l'éducation après les crises dans le fondamental de Bangui ?* »

L'évaluation de la qualité de l'éducation après les crises, se fera tout d'abord sur le terrain par rapport aux données statistiques scolaires, à travers la formation et surévaluation des enseignants formés et par des différents résultats des examens terminaux et les examens intermédiaires. On évalue également par rapport au taux de fréquentation scolaire et par l'atteinte des programmes d'enseignement (la progression mensuelle), c'est-à-dire le respect des programmes scolaires. En effet, on peut évaluer aussi la qualité de l'éducation en vérifiant si effectivement il n'y a pas de déficit en matériel didactique et le ratio élèves / enseignants est satisfaisant, et se rassurer si la qualité de l'enseignant est bien requise et reflète son profil d'enseignant qualifié afin de bien transmettre le savoir, savoir-faire, savoir-être aux enfants dans une salle de classe bien aérée et non pléthorique. En définitive, plusieurs facteurs entrent en ligne de compte pour l'évaluation de la qualité de l'éducation après les crises dans le fondamental de Bangui. Nous pensons aussi que cette question N°32 est en rapport avec la question précédente N°31.

Vingt et unième Analyse (Question N°33) « *Le faible niveau des enseignants n'influence-t-il pas sur la qualité de l'éducation post-conflit ?* »

Par rapport à cette question N°33, nous disons que le faible niveau des enseignants impacte négativement sur les résultats des apprenants. Autrement dit, un enseignant mal formé qui n'a pas de bon profil donne toujours de mauvais résultat. Tout d'abord, l'éducation de base en Centrafrique en général concerne le fondamental 1. C'est au niveau de l'école que les enseignants qui ont le profil de transmettre les connaissances, de compléter l'éducation de base. Ils devront assurer leur rôle d'éducateur et de formateur aux enfants pour un lendemain meilleur. Mais si le niveau d'instruction de cet enseignant n'est pas bon ou bien s'il n'a pas la qualité d'un enseignant bien formé, alors ça sera très dangereux pour l'avenir des enfants mais également pour le développement du pays. Par ce que c'est à l'école qu'on doit chercher à inculquer de très bonnes règles sociales aux enfants afin de devenir de très bons citoyens de demain. D'autre part, si leurs conditions sociales sont déplorables, c'est à dire s'ils sont mal payés, alors ils ne pourront pas donner le meilleur d'eux-mêmes. Comme nous l'avons dit ci-haut, certains enseignants qui n'ont pas un bon niveau requis, ne feront pas un bon travail mais

plutôt un pilotage à vue qui embrouillera les enfants .En effet, le faible niveau d’instruction et de formation des enseignants, influence négativement sur la qualité de l’éducation post-conflit à l’heure actuelle. Le bas salaire et le faible niveau de vie effectivement ont des conséquences négatives graves sur la qualité de l’éducation donnée aux enfants en Centrafrique et en particulier en fondamental 1 de Bangui .Pour cela il faut revaloriser la fonction enseignante surtout au fondamental 1, afin de permettre une véritable éducation de qualité pour parvenir à de très bons résultats. Le métier d’enseignant n’est pas un hasard .Il faut avoir un profil afin de mieux transmettre les connaissances aux enfants .D’abord un enseignant doit avoir trois qualités (morale, intellectuelle et physique).Mais si un enseignant est handicapé physiquement et pire encore avec un faible niveau intellectuel, comment pourrait-il transmettre ses connaissances aux jeunes âmes. Alors, c’est sûr et certains ce type d’enseignant ne pourra pas prétendre donner une éducation de qualité .Son faible niveau d’instruction, tout d’abord impact sur l’éducation des enfants. Sachons aussi que compte tenu des conditions de vie difficile des enseignants du fondamental 1 en général en Centrafrique. Quelques enseignants étaient admis au concours d’entrée à l’Ecole Normale Supérieure (E.N.S) de Bangui abandonnant les enfants à leur triste sort. Ainsi, la plupart des enseignants qualifiés de Bangui, ont laissé un vide. Autrement dit 50% des instituteurs qualifiés selon les statistiques de l’Inspection Fondamentale 1 de Bangui (2019). Donc, le mauvais niveau ou faible niveau d’un enseignant influe négativement sur la qualité de l’éducation transmise aux enfants. pour cela, l’enseignant doit toujours se cultiver, se recycler, se former et participer aux différentes animations pédagogiques afin de bien transmettre les connaissances sur le plan savoir, savoir-faire, savoir-être aux enfants qui représentent l’avenir du pays .

Vingt-deuxième Analyse (Question N°34) « *Quelles propositions faites-vous par rapport à l’éducation post-conflit en général et dans l’Inspection Fondamentale 1 de Bangui en particulier ?* ».

En effet il serait souhaitable :

- Que le Département de l’Éducation nationale en synergie avec les partenaires éducatifs internationaux, analyse les obstacles liés à l’éducation post-conflit en général et au fondamental 1 en particulier.
- Que les parents d’élèves et enseignants sensibilisent leurs enfants sur l’importance de l’éducation post-conflit en Centrafrique et particulièrement au fondamental 1 de Bangui.

- Que tout le monde respecte le droit à l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique et dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui en particulier.
- Que le Département en charge de l'éducation en accord avec les partenaires éducatifs internationaux, les ONG internationaux, les APE améliorent l'accès à l'éducation post-conflit.
- Qu'on construise des salles de classe pour les préscolaires et le fondamental 1.
- Qu'on améliore la qualité de l'éducation donnée tout en mettant un accent particulier sur la formation initiale et continue des enseignants.
- Que le Département en Charge de l'éducation mette un accent sur l'accès à l'éducation de toutes les catégories d'enfants, surtout l'éducation des filles, des enfants à besoins spécifiques et la suppression totale des frais d'inscription des enfants défavorisés.

V.4 ANALYSE DES RÉPONSES RECUEILLIES AUPRÈS DES PARENTS D'ÉLÈVES

Première analyse (Question N°8) : « *La profession des parents* ».

Concernant la profession des parents sur les 10 interrogés, la majorité de ces enquêtés disent que les parents sont des commerçants parce qu'ils habitent dans le centre commercial, qui est le poumon de l'économie Centrafricaine. S'agissant des taxes et impôts au bénéfice de l'État Centrafricain, il y'a effectivement un effort qui a été fait. Car les deux (02) écoles c'est-à-dire Koudoukou et Gbaya-Dombia, se trouvent dans cette périphérie du centre commercial appelé Km 5 ou PK 5, à majorité musulmane. Mais on note également une forte minorité des fonctionnaires et ouvriers, qui habitent dans ce secteur.

En définitive, on constate que la plupart des parents d'élèves sont des commerçants. Mais, comme l'école est incontournable, ils sont obligés d'inscrire leurs enfants pour acquérir le savoir, savoir-faire et le savoir-être. Autrement dit, ces enfants doivent savoir lire et écrire couramment le français, compter et aussi calculer pour bien gérer leurs affaires afin de garantir un avenir meilleur.

Deuxième analyse (Question N°09) : « *Vos enfants savent tous lire, écrire et compter correctement ?* »

Tableau 39 : Réponses des parents concernant le niveau des connaissances de leurs enfants.

Réponses	X	%
Oui	04	40
Non	06	60
Abstention	00	00
Total	10	100

Au vu de ce tableau indiqué ci-dessus sur les 10 enquêtés : une forte minorité c'est-à-dire soit 04 personnes soit 40% disent que les enfants savent lire, écrire, compter et parler correctement le Français. Pour cette catégorie des personnes, les parents attachent beaucoup d'importance à l'école pour avoir transmis de nouvelles connaissances à leurs enfants. Selon eux, l'école est incontournable comme nous l'avons indiqués et elle permet à leurs enfants des découvrir d'autres horizons, aussi de mieux gérer leurs affaires commerciales. La maîtrise de cette langue étrangère qui est le français, leur donne des facilités de faire des échanges commerciaux au niveau international et national, avec d'autres bailleurs de fonds ou opérateurs économiques privés, afin d'avoir des investissements pour devenir également des meilleurs acteurs économiques pour le développement du pays. Les parents d'élèves commerçants dépensent également de l'argent pour la scolarité de leurs enfants.

Par contre la majorité c'est-à-dire 06 enquêtés soit 60 % affirment que la plupart des enfants ne savent ni lire, écrire, compter et parler couramment en français, parce qu'ils ne sont pas scolarisés. En plus, leurs parents sont issus d'une famille pauvre et n'avaient pas suffisamment les moyens financiers de s'occuper de la scolarisation de leurs enfants. Disons aussi que, ces parents n'attachaient pas d'importance à l'avenir de l'école. Avec les évènements malheur que le pays avait connus, l'avenir scolaire des enfants était sérieusement bouleversé. Ce qui fait que beaucoup des parents d'élèves démunis, n'attache aucune importance comme nous l'avons suggéré ci-haut mais plutôt ils préfèrent seulement les sales besognes ou les travaux champêtres. Certain disent même que, l'école n'est pas le seul chemin de réussite socio-professionnelle dans la vie.

Donc on définitive, la plupart des enquêtés disent que beaucoup de leurs enfants ne savent pas bien lire, écrire, compter et parler correctement le français. Car cette question N°09 est en rapport à la question N°10 adressée aux Autorités Éducatives.

Troisième analyse (Question N°10) : « *Est-ce-que vos enfants vous écoutent bien à la maison ?* ».

Tableau 40 : Réponses des enquêtés par rapport aux comportements des enfants.

Réponses	X	%
Oui	03	30
Non	07	70
Abstention	00	00
Total	10	100

Par rapport à ce tableau indiqué ci-dessus sur les 10 interrogés :

- Trois (03) enquêtes soit 30% affirment que leurs enfants les écoutent bien à la maison malgré les difficultés que nous traversons actuellement. Par rapport aux différentes mutations socio-politique que nous vivons, la sensibilisation, l'éducation et le suivi sont des stratégies, permettant aux enfants de nous écouter car, il faut comprendre que maintenant nous vivons dans un monde de tourbillon et des mouvements socio-politiques, avec les conséquences graves sur l'éducation des enfants en général et dans l'Inspection Fondamentale 1 de Bangui en particulier. En dépit de ces conditions de vie très précaires, les enfants nous font l'honneur de nous écouter. car certains enfants ce maitrisent et mettent en pratique les conseils sages donnés par leurs parents. Par exemple quand on dit aux enfants de ne pas se promener la nuit, au-delà de 19heure à cause de l'état d'urgence ou couvre-feu instauré, alors ils respectent et restent à la maison pour leur sécurité.
- Par contre 07 interrogés soit 70% disent que les enfants maintenant sont trop difficiles à l'éduquer mais cela ne nous empêche pas toujours à prendre les responsabilités de parents d'élèves. D'ailleurs, avec cette Nouvelles Technologie de l'Information et de la

Communication, les enfants se croient libres et autonomes pour naviguer et découvrir d'autres réalités socio-éducatives, artistiques, culturelles, etc. pour certain pays. En outre, pour ces mutations sociales, on constate également qu'il y'a les dépravations des mœurs. Donc, certains modes de vie ou de comportement contraire aux règles régissant la société. Par exemple l'homosexualité est pratiquée par quelques personnes. Sur ce, les conseils donnés par les parents ne sont pas écoutés par ces derniers et font ce qui leur semblent bons. Face à cet état des choses, les parents sont de plus en plus malheureux, nerveux et quelque fois prennent des sanctions sévères à l'encontre de leurs progénitures. Les enfants maintenant par suivisme, deviennent des véritables adversaires ou ennemis de leurs parents, avec des conséquences graves sur leurs avenir. Ainsi pour cette question N°10, la plupart des enfants maintenant a tendance de négliger les conseils des sages a cause du suivisme, des mutations sociales, des mauvaises mœurs de la société en général et dans le fondamental 1 de Bangui en particulier.

Quatrième analyse (Question N°11) « Êtes-vous aussi dans le bureau des A.P.E de votre école ? »

Tableau 41 : Réponses des enquêtés sur la position du bureau des A.P.E (Association des Parents d'Élèves).

Réponses	X	%
Oui	02	20
Non	02	80
Abstention	00	00
Total	10	100

Concernant ce tableau ici présent sur les 10 enquêtés :

- Deux (02) interrogés soit 20%, affirment être dans le bureau des Associations des Parents d'Élèves de leurs écoles. Malgré leurs multiples occupations, ils acceptent de

figurer dans le bureau des APE de l'école, pour suivre et apporter leur modeste contribution à ce dit établissement scolaire. Ce n'est pas tout le monde qui doit se mettre à l'écart.

- À contrario, 08 interrogés soit 80% ne font pas partie du bureau des APE de l'école, à cause des multiples raisons dont on ne peut pas toutes les énumérer. Mais sachons honnêtement, que la majorité ignore le rôle important que joue le bureau des APE dans le bon fonctionnement de l'école. L'apport des têtes bien faites, pourrait contribuer positivement dans le bon déroulement de l'établissement.

En définitive, la majorité des parents d'élèves bien expérimentés, ne font pas partie du bureau des APE de l'école pour de diverses raisons, dont-on ignore les causes profondes ou immédiates.

Cinquième analyse (Question N°12) « *Selon vous, que pensez-vous de l'école en situation post-conflit dans le troisième arrondissement ?* ».

L'école de nos jours en situation post-conflit dans le troisième arrondissement du Km5, revêt un caractère très important. D'ailleurs, l'école qui est une institution étatique, est-un endroit bien indiqué et choisi pour transmettre le savoir, savoir-faire, et le savoir-être aux enfants en situation post-conflit. Tout d'abord parmi toutes les communautés existantes du 3^{ème} arrondissement du km5, elle doit jouer son rôle comme il se doit, en sensibilisant les enfants de différentes confessions religieuses, à vivre en parfaite harmonie afin de renforcer la cohésion sociale, de manière significative au sein de leurs milieux sociaux. A travers l'école, les enfants seront très bien rééduqués après ces moments sombres de l'histoire Centrafricaine en général et dans le 3^{ème} arrondissement du Km5 de Bangui en particulier. Nous pensons que l'école en période post-conflit, doit continuer à éduquer, former et instruire les enfants, qui seront tôt ou tard des hommes capables, de favoriser la cohésion sociale parmi les communautés, pour un lendemain meilleur de la Centrafrique. En effet, l'application de certaines méthodes pédagogiques à l'école, pourra effectivement favoriser le retour de la confiance parmi les enfants divisés, à cause des crises militaro-politiques que le pays a vécu et connu.

Sixième analyse (Question N°13) « *Êtes-vous d'avis que l'école soit l'avenir des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 ?* »

Tableau 42 : Opinions des enquêtés par rapport à l’avis des parents sur l’avenir des enfants.

Réponses	X	%
Oui	07	70
Non	03	30
Abstention	00	00
Total	10	100

Concernant ce tableau indiqué ci-dessus sur les 10 enquêtés ;

- 07 interrogés soit 70%, confirment que l’école est l’avenir des enfants en situation post-conflit dans le troisième arrondissement du km5 de Bangui. En effet, l’école reste et demeure le seul endroit pendant cette période post-conflit, qui pourrait donner l’espoir aux enfants meurtris, mutilés ,traumatisés qui gardent encore de mauvais souvenirs ,de ces moments obscurs et aveugles de cette communauté du 3^e arrondissement du km5.C’est à l’école que les enfants devront se rendre compte que la cohésion sociale, est très importante pour toutes les communautés, qui entre temps en parfaite harmonie et maintenant à cause de ces violences aveugles . Il n’y a plus de solidarité, de cohésion sociale entre les communautés existantes du 3^e arrondissement. Donc, l’école promet un avenir meilleur pour tous ces enfants en situation post-conflit dans ce secteur. À travers cette institution étatique, ils sauront faire la différence entre la manipulation politique et la sensibilisation, basée sur des vertus telles que l’amour, la tolérance, la non-violence, la cohésion sociale, le pardon, etc...ainsi, les enfants de ce secteur du 3^e arrondissement seront enfin de compte des hommes pour une société civilisée et éduquée.
- Par contre 03 interrogés soit 30 % disent que l’école n’est pas nécessairement l’avenir des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5, parce ce que ce ne sont pas tous les enfants qui sont scolarisés pour bénéficier des biens de l’école. Compte tenu des moyens limités de certains parents, l’analphabétisme et le poids des valeurs culturelles, quelques enfants n’ont jamais été à l’école mais préfèrent plutôt le coté informel par rapport à l’éducation de base reçu. Si bien que l’école pour les parents

et leurs enfants, n'a pas d'avenir prometteur. Selon eux, sans l'école ils vivront comme d'habitude avec le peu de moyens dont ils disposent. Mais, il arrive de fois qu'ils souffrent énormément par rapport à leur mode de comportement, leurs façons de vivre, leurs raisonnements, leurs analyses sur certaines situation-problèmes. Ainsi donc, ce n'est pas facile de renforcer la cohésion sociale tant recherchée afin d'aboutir à une paix durable dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.

En définitive, l'école promet un avenir meilleur pour tous. Les enfants situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement de km5 de Bangui devront avoir le courage de reprendre le chemin de l'école. Car c'est leur avenir de demain.

Septième analyse (Question N°14) « *Que dites-vous des enfants abandonné l'école pour être enrôlés dans les groupes armés du km5 ?* »

Au vu de cette question N°14 ici présent, la quasi-totalité des enquêtés disent que ces enfants qui en abandonné volontairement les cours, c'est-à-dire pour intégrer les groupes armés, sont considérés comme des véritable tueurs d'homme. Ils sont comme des machines à tuer. Autrement dit, ils sont prêts à tirer sur tout ce qui bouge sans peur et sans hésitation. D'abord, ces enfants sont dangereux pour leurs propres familles et ensuite constituent un danger public pour la société dans laquelle ils vivent.

Alors, ce qu'il y'a lieu de faire, c'est de chercher à les emmener petit-à-petit à se faire désarmer, pour une réinsertion dans la vie sociale afin de bénéficier également des avantages de démobilisation et réinsertion. Par ailleurs le désarmement de ceux qui acceptent volontairement de déposer les armes, seront réinsérer pour intégrer la vie normale. Le programme de réinsertion tiendra compte de leurs choix. Sur ce, certains seront formés pour les métiers techniques (mécanique, maçonnerie, électricité, commerce...), d'autres iront dans les forces de Défenses intérieures (Police, Gendarmerie), l'Armée Nationale(FACA). Mais notons aussi que, une faible partie accepte volontairement de revenir continuer leurs études. Ainsi donc, un enfant enrôlé dans les groupes armés, peut toutefois être récupéré afin de subir une rééducation et devenir un bon citoyen de demain.

Huitième analyse (Question N°15) « *Que dites-vous d'un enfant qui n'est pas éduqué ?* »

Concernant question N°15, la quasi-totalité des enquêtés répondent qu'un enfant qui n'est pas éduqué est sans ambages, un enfant mal éduqué, mal poli. Autrement dit, c'est un enfant qui

n'a aucun respect pour les personnes âgées, même pour les proches parents. Ces enseignants n'ont aucune importance capitale vis-à-vis de lui. Aussi on remarque un très mauvais comportement à l'égard de tout le monde. Pendant cette période de crise militaro-politique que le pays a connu, la plupart de ces enfants enrôlés volontairement ou par force dans les rébellions ou groupes armés, sont considérés comme des enfants perdus, ratés, qui n'ont pas d'éducation de base. Car leur mode de vie, c'est la violence aveugle, le banditisme, le viol, le vol à mains armées, parce qu'ils détiennent par devers eux des armes. Donc s'ils sont bien éduqués, ils ne pourront pas se comporter comme des bourreaux, des délinquants, autrement dit des hors la loi qui ne mettent pas en pratique les conseils des personnes expérimentées.

Mais malgré l'état d'un enfant mal éduqué c'est-à-dire non civilisé, il peut être récupéré pour une rééducation psycho-sociale. Car nous vivons dans une société bien organisée et hiérarchisée, où tout le monde est appelé à vivre en parfaite cohésion sociale. Donc l'enfant mal éduqué, mal poli, ne doit pas systématiquement faire l'objet d'un rejet définitif de la société dans laquelle il vit. En outre, il peut être façonné, modelé, et transformé afin de devenir un bon citoyen de demain. Nous savons tous que ces crises récurrentes ont eu un impact très négatif sur l'éducation des enfants en Centrafrique en général et ceux du 3^{ème} arrondissement du km 5 de Bangui en particulier.

En effet, personne ne peut démontrer le contraire. On constate un peu partout dans les quartiers les enfants ne faisaient que jouer au football et s'occuper des sales boulots par exemple vendre les sachets de nylon, vendre les beignets préparés à base de haricots afin de se prendre en charge au sein de leurs familles respectives. Donc la plupart des enfants n'avaient plus envie de reprendre les cours à cause de ces crises à répétition.

Neuvième analyse (Question N°16) « *Comment concevez-vous l'éducation dans le cercle familial ou dans la société Centrafricaine ?* »

Pour cette question N°16, presque la totalité des enquêtés disent que dans la société Centrafricaine en général l'éducation, commence tout d'abord au sein de la famille. L'homme dans cette société est le premier responsable de l'éducation de l'enfant, suivie de la femme ou seconde son mari qui est considéré comme le numéro un. Effet, l'homme et la femme décident en commun accord pour l'éducation de leurs enfants. Pour cela, la femme ne doit pas s'opposer à l'éducation reçue par l'enfant. Autrement dit, cela risque de provoquer des têtes et divorces, avec des conséquences incalculables suivies également des malédictions de tous les proches

parents Donc, l'éducation tout d'abord commence dans le cercle familial et sera poursuivie à l'école. En outre, les enseignants ne font que compléter à l'éducation que l'enfant a débuté à la maison au sein de sa propre famille. Mais concernant certaines connaissances, c'est l'école qui transmet et forme pour qu'il devienne dans l'avenir un très bon citoyen de demain, afin de prêter main forte à son pays. L'éducation dans la société Centrafricaine est très importante. Personne ne nie les apports et les avancées de l'éducation car, elle a un impact très positif sur le développement de l'être humain. Mais ce que nous devons aussi comprendre, c'est que dans cette société l'enfant n'a pas les droits mais dispose seulement des obligations vis-à-vis de ses parents ou autres personnes âgées. Car sur le plan scolaire ce sont toujours les parents c'est-à-dire le père ou la mère qui décide de la scolarité des enfants. Dit aussi que dans cette société Centrafricaine en général quelque fois il y'a une relation étroite entre l'éducation et l'initiation. Par exemple dans les camps d'initiation, on confond le savoir qu'on inculque aux jeunes à l'éducation. Or, c'est encore une forme d'éducation informelle qui tend vers le dressage ou les brimades sous prétexte de préparer l'enfant à affronter la vie sur n'importe quel aspect afin d'être digne et respectable. Donc, l'éducation est très importante dans le cercle familial ou encore dans la société Centrafricaine. Car elle dépend en majorité des parents géniteurs. Autrement dit, ce sont les parents qui s'occupent en premier lieu, de l'éducation à la maison jusqu'à l'âge scolaire. Par ailleurs, ils vont l'inscrire à l'école pour laisser la charge aux enseignants de compléter son éducation de base.

Dixième analyse (Question N°17) « *Que pensez-vous sur le concept éducation dans la société Centrafricaine en général et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier ?* ».

Concernant cette question N°17, la majorité des enquêtés disent que le concept de l'éducation dans la société Centrafricaine en général et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier, porte à confusion. Beaucoup ne savent pas que l'éducation a commencé depuis très longtemps jusqu'à nos jours. Pour cela, certains confondent l'éducation proprement dite, à un dressage surtout dans la société traditionnelle Centrafricaine. Or l'éducation selon Rousseau (1762) : « l'éducation est un fait social ». Autrement dit, tout être humain, doit être éduqué, pour bien se comporter dans son milieu social. Pour cela, l'éducation dans ce milieu Centrafricain, c'est en quel sorte une action que les parents géniteurs exercent sur leurs enfants, afin de leur permettre de devenir des hommes responsables, respectés, polis, pour le bien être de tout le monde. C'est pourquoi le gouvernement Centrafricain fait de l'éducation l'une de ces priorités pour sa politique de développement durable. Car, un enfant bien éduqué est un

enfant sur qui on peut compter. Mais, si cet enfant n'est pas éduqué, alors la nation toute entière ne peut compter dessus. En effet, l'éducation dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui, ne doit faire l'objet de boycott ou de privation. Ainsi, tous ces enfants au sein de cet arrondissement doivent également jouir de tous leurs droits humains afin de favoriser la cohésion sociale. Donc le concept éducation dans la société Centrafricaine est définie de tort à travers. Certains définissent l'éducation comme étant une action exercée par les parents sur les enfants. Par contre, d'autres n'attachent pas d'importance à l'éducation. Car pour eux, l'éducation n'a plus de sens faisant allusion à ce qui n'ont jamais été à l'école, et qui s'accaparent des biens d'autrui pour gagner leur vie.

Onzième analyse (Question N°18) « *Quelle est la personne indiquée qui s'occupe bien de l'éducation des enfants en Centrafrique ?* ».

S'agissant de cette question N°18, la quasi-totalité des enquêtés affirme que dans la société centrafricaine en générale et le 3^{ème} arrondissement du km 5 de Bangui en particulier, la personne la mieux indiquée qui s'occupe de l'éducation scolaire des enfants, ce sont : les parents géniteurs, c'est-à-dire le père qui est 1^{er} responsable de la famille, secondé de la femme, c'est-à-dire autrement de l'épouse qui vie sous le même toit avec son mari. Donc, si le mari ne décide pas de l'inscription de l'enfant qui à l'âge d'aller à l'école, c'est plus tôt son épouse qui décide. Mais il y'a une particularité dont nous voudrions bien vous informer. C'est que si le mari est veuf ou célibataire avec des enfants, il va déléguer la charge du suivi de cet enfant soit à un proche parent de confiance, pour s'occuper de la situation scolaire de l'enfant. Mais en définitive, nous dirons tout simplement que la personne indiquée qui s'occupe bien de l'éducation de l'enfant, c'est le père. À défaut de ces multiples occupations, c'est plutôt la mère qui s'en occupe parce qu'elle est constamment avec eux et elle joue également très déterminant dans l'éducation de base qui sera tôt ou tard complétée par les enseignants à l'école.

De tout temps la femme représente l'homme dans les prises de décision ou pendant l'absence du mari lors d'une cérémonie. A cet effet, c'est la femme qui apporte sa modeste contribution dans le sens des conseils. Et après elle rendra seulement compte à son mari qui est le responsable numéro 1 de la famille. Dans certaines situations ou bien autres choses, l'homme prodigue également des conseils à sa femme et aux enfants lorsqu'ils sont fautifs ou posent un acte manqué qui suscite des réactions négatives, contraires aux bonnes mœurs de la société.

Dans le cas précis, la femme est la personne la mieux indiquée qui s'occupe de l'éducation, surtout de base des enfants. Nous disons que cette éducation commence même dans la vie intra-utérine de l'enfant. Pour éduquer l'enfant dans l'avenir à ne pas déranger les autres et rester calme, responsable et attentif à la maison, la femme commence d'abord à se contrôler c'est-à-dire adopte un comportement calme attentive pour contrôler la maisonnée et d'autres choses. Alors, cette forme d'éducation sera inculquée à l'enfant lorsqu'il commencera à grandir. C'est pour dire que tôt ou tard, l'enfant sera la photocopie de sa mère autrement dit, ne se comportera pas différemment de sa mère. Il arrive de fois que l'enfant refuse d'accepter un don en nature ou en monnaie, ou d'autres choses telles que les jouets par exemple, l'enfant regardera d'abord dans les yeux de sa mère pour se rappeler de l'éducation subie parce qu'il a peur d'être grondé ou recevoir des fessées.

Mais, c'est lorsque la femme l'oblige ou l'ordonne de prendre, qu'il s'en servira. Dans le cas contraire, qu'il pleuve ou qu'il neige, l'enfant ne prendra pas. Mais, si on le gronde, il va pleurer et sera très mécontent. Voilà l'éducation transmise par la femme à son enfant. Il faut comprendre que c'est la femme qui est constamment avec les enfants, surtout les tout petits. Par contre, le mari s'occupe d'autres choses et c'est occasionnellement qu'il contribue à l'éducation de base des enfants.

Douzième analyse_(question N°19) « *Est-ce qu'il existe réellement des droits de l'enfant en Centrafrique ?* ».

S'agissant de cette question N°19 la totalité de nos enquêtés disent qu'en Centrafrique ils n'existent pas des droits de l'enfant mais plutôt des devoirs et obligations. Autrement dit, l'enfant en tant qu'être humain, adulte en miniature a le devoir d'obéir à ses parents et aux personnes âgées. Il doit beaucoup de respect à ses supérieurs et à toutes personnes étrangères. Il doit obéissance aveugle à ses parents géniteurs. Ainsi, il sera comblé de toutes les grâces divines et aura toutes les bénédictions des personnes âgées partout là où il se trouve. Car dans cette Centrafricaine en général et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier, l'enfant n'a pas de droit. Même si les politiques parlent d'un soi-disant "Droit de l'enfant ou "droit de la protection de la petite enfance", mais dans la pratique l'enfant en tant que sujet de réflexion dans la société Centrafricaine, n'a pas de droit. Autrement dit, ce sont toujours les parents ou les personnes âgées qui décident à sa place. Il n'a que des obligations et non des droits. Par exemple sur le plan scolaire, on parle du droit à l'éducation mais si les parents ne décident pas de la scolarité de l'enfant, cela ne rime à rien. Il va toujours rester à la maison pour faire seulement la volonté de ces parents.

À ce niveau, le Département en charge de l'éducation, n'a pas l'audace de faire pression sur les parents, d'inscrire ou de suivre leurs enfants à l'école. Par rapport à cet état de chose, nous disons que dans cette société Centrafricaine, les enfants n'ont pas de droit malgré qu'on en parle sur les medias, mais plutôt que des obligations comme nous l'avons souligné ci-haut. En outre, c'est toujours les parents qui décident si oui ou non sera inscrit à l'école. Même s'il a envie d'aller à l'école et que les parents refusent, il ne pourra rien faire, parce qu'il est un être immature, incapable et fragile, dépourvu de tous moyens financiers pour se prendre en charge. Donc il existe seulement des devoirs et obligations de l'enfant en Centrafrique.

Dans la société traditionnelle centrafricaine, tout le monde sais que l'enfant n'a pas des droits en tant que tel sur les parents. D'ailleurs, l'enfant est un être incapable, un mineur et peut être un majeur incapable de respecter seulement les instructions, les ordres donnés par les personnes âgées ou supérieures. Car, l'enfant n'appartient pas seulement à ses parents, autrement dit les parents géniteurs. Par exemple, il exécute les ordres donnés, téléguidés ou dictés par n'importe quelle personne vivante dans son milieu environnant. Cet enfant n'a pas le droit de refuser les directives, les travaux à exécuter pour les uns et les autres. Par ailleurs, l'enfant qui refuse automatiquement subira un châtement corporel, une punition sévère lui servant de leçon de vie. Donc l'enfant ne dispose d'aucun droit parmi tant d'autres. Mais dans la société moderne centrafricaine, c'est l'inverse, car l'enfant dispose des droits et des obligations reconnus par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1949) et la Charte Africaine du Bien-être de l'Enfant (1990).

Cette fois-ci, l'enfant peut se faire entendre, réclamer son droit par le droit à l'éducation (Constitution Centrafricaine, 2015). Il a droit de fréquenter les cours à l'école. On constate même dans certaines familles centrafricaines en particulier, l'enfant âgé de 3 ans réclame à ses parents son inscription à la maternelle, parce qu'il sait que c'est son droit d'aller à l'école. Voyant ses frères et sœurs qui partent chaque matin à l'école, il impose également à ses parents de l'inscrire. De fois, il s'habille comme les autres et se met parmi ses frères pour aller à l'école. Mais, si ses parents lui expliquent qu'il n'est qu'il n'est pas prêt ou qu'il n'a pas encore l'âge de fréquentation scolaire, il manifeste son mécontentement.

En définitive, l'enfant dans la société traditionnelle centrafricaine en particulier et africaine en général n'a pas les droits mais dans les temps modernes il a des droits et des obligations envers ses parents et l'Etat.

Treizième analyse (Question N°20) « *Pensez-vous que l'école favorise le retour d'une paix durable dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du Km5 ?* »

Tableau 43: Réponses des parents sur l'école en tant que facteur du retour à la paix durable au Km5.

Réponses	X	%
Oui	09	90
Non	01	10
Abstention	00	00
Total	10	100

Au vu de ce tableau ci-dessus sur les 10 enquêtés

- Neuf (09) enquêtés soit 90% disent que l'école est bien disposée dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui, pour favoriser le retour définitif d'une paix durable parmi les communautés existantes. Cette paix tant recherchée, ne peut que revenir à travers les conseils pratiques prodigués par des enseignants soucieux, de l'avenir des enfants en situation post-conflit dans leurs environnements sociaux. L'école est un lieu bien choisit pour transmettre les connaissances aux enfants du 3^{ème} arrondissement du km5 sur le plan savoir, savoir-faire et savoir-être. À travers ces enfants en situation post-conflit, les communautés vivant dans cet arrondissement qui ne connaissaient pas la paix pendant une période bien déterminée, pourront maintenant aspirer à une paix définitive et durable au sein de leurs communautés. Nos enquêtés savent bien que s'il n'y a pas la paix, il n'y aura pas de cohésion sociale pour amorcer un développement durable économique et social de leur arrondissement.
- Par contre, 01 enquêté soit 10% affirme que l'école n'est pas le seul facteur qui peut favoriser le retour définitif d'une paix durable dans le troisième arrondissement du km5 de Bangui. Il pense qu'il y'a également les ONG internationales ou nationales, qui

pourront aussi apporter leur contribution pour un retour définitif d'une paix durable dans ce secteur du Pk5. À travers la différente réunion organisée, on peut toutefois réussir à convaincre les communautés, d'accepter de dialoguer afin de favoriser la cohésion sociale parmi les habitants. Les multiples sensibilisations associant également les Autorités locales et Municipales contribueront pour un retour favorable de la paix dans leurs milieux sociaux.

En définitive, une forte majorité affirme que l'école favorise le retour définitif d'une paix durable parmi les enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du pk5.

Quatorzième analyse (Question N°21) « *Selon vous, les enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement ont-ils réellement accès à l'école ?* ».

Tableau 44: Opinions des enquêtés sur l'accès des enfants à l'école au km5

Réponses	X	%
Oui	03	30
Non	06	60
Abstention	01	10
Total	10	100

Concernant ce tableau indiqué ici sur les 10 enquêtés :

- Six (06) enquêtés soit 60% affirment que la plupart des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 n'ont réellement pas accès à l'école pour diverses causes. Un effet certains ne peuvent plus reprendre les cours compte tenu de ce qu'ils ont vécu et subit pendant ces moments difficiles. Car ils gardent encore les souvenirs des sévices corporels, et des menaces proférées à leur encontre. Ce qui fait qu'ils ne sont

pas encore prêts pour retourner à l'école. Pire encore, c'est leur école qui a été érigée en quartier général et que les salles sont vides des tables bancs, les murs entachés de sang, certaines tôles sont enlevées. Alors, tous ces événements restent encore encrés dans leurs mémoires. Ils préfèrent tout d'abord se lancer dans le commerce informel, en attendant une nette amélioration de la situation sécuritaire pour retourner à l'école.

- Par contre, 03 interrogés soit 30% disent que les enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5, ont réellement accès à l'école parce qu'il y'a une légère amélioration sécuritaire. L'accès à l'éducation concerne tous les enfants sans discrimination raciale et ethnique. En outre, il concerne tout le monde y compris les filles. Mais, il ne suffit pas seulement de s'appesantir sur ce point ou cette problématique, car, il faut comprendre que l'accès ici dépend également des conditions propices d'apprentissage des enfants des deux sexes pendant cette période post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Certaines salles de classe sont vidées de table-blancs, pas de portes ni perçelles (fenêtre), l'effectif pléthorique des enfants, etc...font que l'accès à l'éducation pose problème. En plus de cela, le profil des enseignants qui transmettent le savoir, savoir-être et le savoir-faire n'inspire pas tellement confiance aux parents concernant la scolarisation de leurs enfants. Mais, nous constatons quand même une nette amélioration sur le plan sécuritaire, ce qui fait que les parents sont obligés d'inscrire leurs enfants à l'école. Par rapport à la politique éducative nationale du gouvernement, l'accès à l'éducation ne concerne pas seulement les garçons mais, tous les enfants des deux sexes qui se trouvent au sein de cet arrondissement de Bangui.
- D'autre par 01 enquêté soit 10% n'a pas fait connaître son point de vue parce qu'il n'a pas compris la question. Il préfère ne rien dire pour ne pas tromper les autres

Mais en définitive, une faible majorité confirme bel et bien que certains enfants en situation post-conflit, n'ont pas véritablement accès à l'école. Malgré les efforts consentis de la part des ONG internationales et le Département de l'Éducation Nationale pour améliorer la qualité de l'éducation, beaucoup reste encore à faire.

Quinzième analyse (question N°22) « *La pauvreté n'est-elle pas un handicap majeur à l'éducation des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui ?* ».

Tableau 45: Réponses des enquêtés à propos de la pauvreté comme obstacle à l'éducation des enfants au Km5

Réponses	X	%
Oui	08	80
Non	01	10
Abstention	01	10
Total	10	100

Pour ce tableau indiqué ici présent, sur les 10 enquêtés :

- Huit (08) soit 80%, affirment que la pauvreté qui est-un maux qui gangrène la population Centrafricaine scolarisable en général et celle du 3^{ème} arrondissement en particulier, a un impact grave sur l'éducation des enfants depuis fort longtemps et maintenant en période post-conflit. Malgré que cet arrondissement est le poumon de l'économie à Bangui, mais ce ne sont pas tout le monde qui vit à l'aise. Il y'a une grande frange de la population musulman qui vit également au seuil de la pauvreté, avec moins de 1 dollar/jour. Par rapport à cela, la pris en charge des enfants à l'école est quasi-inexistante. surtout que les parents ne sont pas lettrés et ne connaissent pas l'importance de l'éducation scolaire, mais plutôt préfèrent que leurs enfants suivent l'enseignant du coran à la mosquée ou ailleurs. Du coup, on constate qu'il y'a un fossé qui se creuse entre les enfants de toutes les confessions religieuses, sur le plan vision du monde ou interprétation du monde réel, par rapport aux réalités concrètes que nous vivons présentement. Sur ce, nous constatons un net décalage et une grande différence entre les modes de vie, de comportement de façon de faire parmi les jeunes du 3^{ème} arrondissement sur le plan scolaire.

- Ainsi, nous constatons que beaucoup des parents, compte tenu de leurs maigres moyens, refusent de scolariser leurs enfants, parce que l'école pour eux n'a pas d'importance, et ils n'ont pas assez de temps propices et de moyens financiers suffisants, de suivre la scolarité de leurs enfants. D'ailleurs, l'école selon eux est trop chère et dépense trop. Car, c'est difficile à toute la population musulmane d'accepter inscrire leurs enfants à l'école qui est seulement bénéfique-aux riches chrétiens.
- Pour contre, 01 enquêté soit 10%, dit que l'école n'est pas un handicap majeur à l'éducation des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. En effet, ce n'est pas tout le monde qui est pauvre pour ne pas avoir les moyens d'inscrire et suivre leurs enfants à l'école. À l'ère de ce 3^{ème} millénaire, celui qui n'est pas inscrit, éduqué et formé à l'école, est considéré comme un aveugle au pays des aveugles. D'ailleurs, dans la constitution Centrafricaine en vigueur, l'école est gratuite pour tous les enfants en âge d'aller à l'école. Car elle permet d'ici demain à tout enfant scolarisé de devenir des bons citoyens, afin de relever les défis qui se pointent à l'horizon pour notre pays. Si les enfants dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui sont plus scolarisés, cela faciliterait beaucoup plus la cohésion sociale parmi les communautés existantes à travers les enfants en situation post conflit. Ce serait vraiment difficile de les manipuler et même les instrumentaliser politiquement pour les intérêts personnels et égoïstes. Disons que la pauvreté effectivement n'est pas un mal en soi ou un blocage, pour l'épanouissement des enfants en situations post conflit, mais plutôt un stimulus pour les parents qui connaissent l'importance de l'éducation scolaire. Il y'a plusieurs manières de trouver des moyens financiers surtout pour subvenir et renforcer l'éducation des enfants. Car, il n'y pas de sots métiers. Tout métier ou travail peut procurer un peu d'argent afin de prendre en charge la scolarité de quelques enfants. Mais dire que la pauvreté en tant que maux de la société est un handicap majeur à l'éducation des enfants en situation post conflit.

En définitive, étant pauvre dans une famille démunie, on peut poursuivre les études si on se bat dans la vie. Donc la pauvreté n'est nécessairement un handicap significatif à l'éducation des enfants en situation post conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.

Seizième analyse (Question N°23) « Quels sont selon vous les obstacles à l'éducation post-conflit en Centrafrique en général et au fondamental1 dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui ? ».

Tableau 46: Opinions des parents sur les différents obstacles à l'éducation des enfants en général et au km5 de Bangui.

Réponses	X	%
Pauvreté	01	10
Corruption	01	10
Insécurité grandissante	02	20
COVID 19	01	10
Manque d'infrastructures adéquates	02	20
Manque d'enseignants qualifiés	01	10
Coutumes	01	10
Et autres	01	10
Total	10	100

Par rapport à ce tableau indiqué ici, les 10 interrogés :

1/ Pauvreté (10%) : Pour ce cas, 01 seul enquêté soit 10% affirme que la pauvreté est l'un des obstacles à l'éducation post-conflit en Centrafrique en général et du fondamental 1 du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. L'État parle de la gratuité de l'école mais dans la pratique ou paye l'inscription, et dans les établissements privés l'école est trop chère.

2/ Corruption (10%) : Concernant la corruption,, 01 seul enquêté soit 10% répond qu'elle est l'un des mots qui constitue un frein à l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique en général et dans l'inspection du fondamental 1 du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui en particulier ,

En effet, cette corruption ne permet pas une bonne éducation des enfants à l'école. C'est pourquoi on parle de l'achat des notes qui ne se méritent pas. Par rapport à cela, les plus méritants sont toujours négligés, et perdent parfois leurs rangs scolaires au profit des corrompus. A la longue, on aura des bras cassés. Dans les différents services de l'état qui ne reflètent même pas leur niveau d'instruction ainsi va la vie. La corruption est un mal profond dans tout le système éducatif Centrafricain.

3/ Insécurité grandissante (20%) : Depuis les crises militaro-politiques qui ont débuté en 2012, on constate un niveau très élevé des violences dans plusieurs régions de Centrafrique et à Bangui. Alors cela ne permettait pas bien aux enfants et aux enseignants d'aller à l'école.

D'ailleurs, l'insécurité est permanente un peu partout et cela ne favoriserait pas les peuples, qui vivaient entre temps en parfaite harmonie de préserver la cohésion sociale qui est chère. C'est pourquoi, la majorité de nos enquêtés estiment que l'insécurité grandissante constitue facteur de blocage à l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique et dans le fondamental 1 de 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui en particulier. Les balles qui sifflaient de tout côté, les canons, les arrestations arbitraires organisées par les auto-défenses, constituent un grand handicap pour l'éducation de ses enfants en situation difficile. En effet, l'insécurité grandissante ne favorise pas la cohésion sociale parmi toutes les communautés, vivant en Centrafrique et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. S'il n'y a pas de sécurité, alors l'école ne peut pas bien fonctionner. Car, enseignants et enseignés seront considérés comme des cibles et n'accepteront pas venir à l'école.

4/ COVID 19 (10%) : Un enquêté disait qu'avec la pandémie COVID 19, l'éducation est encore très affectée. Car c'est presque tous les Dirigeants du monde qui mettent en place une politique de lutte contre à travers la distanciation et le respect des règles d'hygiène pour lutter contre, cette pandémie qui impacte sur tous les domaines. Avec le confinement décidé par les politiques, l'éducation, des enfants en situation post-conflit est gravement touchée. Certains établissements scolaires sont purement et simplement fermés à cause de ce fléau mondial. Pour cela ; le COVID19 est considéré comme un obstacle majeur à l'éducation des enfants en général en Centrafrique et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui en particulier. Car il constitue une véritable obligation à l'éducation post-conflit en RCA.

5/ Manque d'infrastructures adéquats (20%) : Durant ces périodes de crise militaro-politique en Centrafrique, les enseignements ne se déroulaient pas bien. Les enfants ont de sérieux problèmes d'infrastructures pour bien suivre les crises. Il n'y a pas assez de très bonnes infrastructures scolaires, qui permettaient aux enfants de bien étudier.

Car beaucoup d'établissements scolaires étaient vandalisés, pillés, et détruits par les éléments incontrôlés des bandes armées. En effet, la majorité des enquêtés c'est-à-dire 20%, confirment bien que le manque des infrastructures scolaires adéquats dans le pays et précisément au sein du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui, pose énormément problème au système éducatif Centrafricain en général. Car cela constitue un obstacle majeur à l'éducation

des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Aussi ratio élèves/tables-blancs est insignifiant à cette période de crise militaro-politique, parce qu'ils sont utilisés comme bois de chauffe et les salles de classe constituent des États-majors ou quartiers généraux des groupes armés, pour commettre leurs forfaits sur la paisible population du 3^{ème} arrondissement du km5. Face à cela, les enfants ne sont pas dans de très bonnes conditions sécuritaires pour travailler à l'école.

6/ Manque d'enseignants qualifiés (10%) : Concernant le problème de manque d'enseignants qualifiés, un enquêté soit 10% affirme effectivement qu'il n'y a pas assez d'enseignants qualifiés. D'ailleurs, durant ces périodes de crises militaro-politiques que le pays avait connus, le système éducatif Centrafricain, déjà inadapté et inadéquat par rapport aux réalités locales Centrafricaines, est purement et simplement dysfonctionné. Les enseignants qualifiés sont comptés au bout des doigts. La plupart de ces enseignants qui dispensaient des cours à l'école, sont des agents-parents communément appelés maitre parents. Dans les établissements secondaires, ce sont les vacataire qui combrent de vide deo ces enseignants qualifiés, chevronnés et expérimentés.

En effet, les maitre-parents combrent le manque des enseignants du fondamentall1 qui sont qualifiés en usant de leurs petites connaissances, sans subir parfois des formations de base ou une formation initiale à l'ENI de Bambari ou dans les différents centres pédagogiques régionaux du pays et à Bangui. Par rapport à cela, le manque d'enseignants qualifiés constitue un handicap majeur à l'éducation des enfants de la situation de post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.

7/ Coutumes (10%) : S'agissant des coutumes, un enquêté soit 10% affirme que le poids des coutumes pèsent lourdement sur l'éducation des enfants en situation post-conflit. L'enfant qui est un adulte en miniature, est toujours dirigé par ses parents dans le cercle familial avant d'être inscrit à l'école. Mais si les parents s'attachent tellement trop à leurs traditions, aux coutumes afin d'être protégés par l'esprit des ancêtres selon leurs rites et coutumes, l'enfant ne pourra qu'obéir et suivre les instructions données par ces parents géniteurs.

À ce niveau, on ne parlera pas d'école d'office qui est considérée comme quelque chose d'inutile, qui n'a aucune importance. Alors à la longue, l'enfant sera un véritable analphabète ignorant les vraies réalités du monde et de son milieu ambiant. Par conséquent, sa vision du monde sera toujours différente des autres, et il est condamné à vivre dans un monde renfermé plein de préjugés, en déphasage avec les Nouvelles Technologies de l'Information et de la

Communication. Ainsi les coutumes constituent également un bien à l'éducation des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Car les coutumes ne permettent pas à l'enfant de bien apprendre à l'école. Autrement dit, les vérités qui se cachent dans les coutumes sont indubitatives et ne font l'objet d'un questionnement, d'une interrogation à cause de leurs principes. Cependant, l'école doit transmettre à l'enfant les nouvelles connaissances sur le plan savoir, savoir-faire et le savoir-être, pour un lendemain meilleur

En définitive, pendant cette période de crise militaro-politique en Centrafrique, l'éducation des enfants en situation post-conflit surtout dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui, se trouve confronter à plusieurs obstacles majeurs dont nous ne pouvons pas toutes les énumérer.

Dix-septième analyse (Question N°24) « *Est-ce que la prise en charge des droits de l'enfant par rapport aux contenus d'apprentissage et programmes, ne favorise-t-elle pas la réinsertion socio-économique, des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui ?* ».

Par rapport à cette question N°24, la quasi-totalité des enquêtés répondent que nul n'est censé ignorer que l'éducation est la clé de voute de toute réussite scolaire. Car les enfants enrôlés de force dans les groupes armés ou auto-défenses, du post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui, devront coûte que coûte être réinsérés, pour revenir à la vie normale et être également acceptés dans leurs milieux sociaux. Pour cela, les contenus et programmes qui seront établis dans les enseignements devront refléter les réalités Centrafricaines, bien imprégnés des idéaux tels que l'éducation à la citoyenneté, les droits humains, le respect d'autrui, le pardon, la justice, la cohésion sociale etc.

En effet, depuis toujours l'éducation sous les deux formes précisément en Centrafrique en général, occupe une place de choix très important d'abord pour le gouvernement à travers son Département de l'Éducation Nationale et ensuite les partenaires éducatifs internationaux tels que la Banque Mondiale, l'UNICEF, l'UNESCO etc. Avant, pendant et après ces crises militaro-politiques en RCA, le Département en Charge de l'Éducation, appuyé par les partenaires éducatifs Nationaux et internationaux du dit système, ont effectivement pris en compte les programmes élaborés et contenus de la formation des enseignants. Car, ces programmes élaborés et contenus de formation ont été renforcés, révisés, en tenant compte comme nous l'avons souligné ci-haut, les réalités socio-économiques, culturelles, politiques du pays, afin de favoriser la réinsertion socio-économique des enfants en situation post-conflit dans

le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui en particulier. Par conséquent la prise en charge des droits de, ne constitue pas un handicap majeur pour la réinsertion socio-économique.

Dix-huitième analyse (Question N°25) « *L'éducation post-conflit peut-elle favoriser la cohésion sociale entre les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui ?* ».

Tableau 47 : Avis des parents sur la construction de la cohésion sociale parmi les populations du km5.

Réponses	X	%
Oui	08	80
Non	01	10
Abstention	01	10
Total	10	100

Au vu de ce tableau indiqué ci-dessus sur les 10 enquêtés, 08enquetés soit 80% affirment que l'éducation post-conflit de manière significative peut favoriser la cohésion sociale entre les communautés vivant au 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. L'école qui est un endroit propice pour éduquer, former et instruire les enfants, favorise le rétablissement de la cohésion sociale parmi les enfants qui sont en situation difficile. À travers les leçons d'éducation à la citoyenneté à l'interculturalité des faits éducatifs, les enfants seront façonnés, transformés afin de bien respecter les bonnes règles qui régissent la société. Les enseignants constatant certains/ comportements déviants, sensibilisent, conseillent les enfants à l'école pour bien vivre avec les autres dans leurs communautés respectives. C'est pourquoi Mandela Nelson dit : « *l'éducation est l'arme la plus puissante au monde* »

Par contre enquêtes soit (%) pense que l'éducation post-conflit n'est pas nécessairement un moyen pour favoriser la cohésion sociale parmi les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Il y'a également les ONG qui peuvent favoriser la cohésion parmi les populations à travers les réunions, les sensibilisations, les communications importantes, basant

sur des exemples précis et claqués sur d'autres régions en situation post-conflit. En effet le but recherché des ONG c'est chercher ramener la cohésion sociale tant déchirée pendant les crises récurrentes que le pays a connu avec ces conséquences incommensurables sur toute l'étendue du territoire nationale.

D'autres parts, les responsables religieux ont beaucoup apporté leur contribution pour un retour définitif de la paix, gage de la cohésion sociale parmi les communautés qui vivaient dans un climat de méfiance. D'ailleurs, une plateforme religieuse était mise sur pieds, qui comprennent les chrétiens et les musulmans y compris le Cardinal de la Cathédrale de Bangui. C'est pour appuyer les efforts de la communauté Internationale le gouvernement dans la recherche de la paix afin de favoriser la cohésion sociale parmi les communautés existantes du 3^{ème} arrondissement du km5. Donc nous dirons que l'éducation post-conflit est bien placée pour favoriser la cohésion sociale parmi les communautés du km5 de Bangui.

Dix-neuvième analyse (Question N°26) « Est-ce que l'école peut favoriser la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans la zone du km5 ? »

Tableau 48 : Points de vue des parents sur la construction de la cohésion sociale par l'école au km5.

Réponses	X	%
Oui	09	90
Non	01	10
Abstention	00	00
Total	10	100

Par rapport à ce tableau indiqué ici, sur les 10 enquêtés :

Neuf (09) enquêtés soit 90%, affirment que l'école qui est un lieu indiqué pour transmettre les connaissances aux enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui, sur le plan savoir, savoir-faire, et savoir-être, peut bien favoriser la construction de la cohésion sociale dans la zone du km5 de Bangui. À travers ses nouvelles connaissances par exemple, en éducation à la citoyenneté, sur l'interculturalité des faits

éducatifs, les enfants comprendront l'importance de la cohésion sociale ou l'envie de vivre en parfaite collaboration dans son arrondissement, malgré les vieux souvenirs des périodes sombres de l'histoire de la Centrafrique vécu en générale et du 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier.

Par contre 01 enquêté soit 10 % affirme tout simplement que ce n'est pas l'école seule, qui peut favoriser la construction de la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Par ailleurs, l'école est indiquée parce qu'elle est le lieu choisi du donner et du recevoir favorable à la cohésion sociale.

Vingtième analyse (Question N°27) « *Est-ce que la mise place d'un dispositif scolaire peut-elle favoriser de façon significative le niveau de la cohésion dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 ?* »

Tableau 49 : Réponses des parents sur la mise en place d'un dispositif scolaire afin de favoriser la cohésion sociale au sein du km5.

Réponses	X	%
Oui	08	80
Non	00	00
Abstention	02	20
Total	10	100

Concernant ce tableau indiqué ci-dessus sur les 10enquêtés :

La majorité des enquêtés soit 80% disent que la mise en place d'un dispositif scolaire, peut favoriser de manière significative le niveau de la cohésion sociale, dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Cependant, depuis plusieurs décennies le système éducatif Centrafricain ne marchait pas bien, à cause des crises à répétitions que le pays a connues. En dépit de gros efforts fournis par les partenaires éducatifs Nationaux et Internationaux, il reste encore beaucoup à faire.

Par contre 00 enquêté n'a pas fait connaître de réponse fiable. Mais 02 enquêtés soit 20% non pas bien compris la question et se préfèrent se taire. Pour en conclure, nous pensons qu'il reste beaucoup à faire pour le système éducatif Centrafricain pendant ces périodes de crise militaro-politique. Malgré des efforts déployés par les partenaires financiers du système éducatif, pour favoriser le niveau de la cohésion sociale parmi les populations respectives du km5, on constate toujours qu'il y a lieu de discuter afin de mettre en place un programme efficace, qui pourrait contribuer à la construction de manière significative du retour de la paix, gage d'un rétablissement définitif de la cohésion sociale.

Vingt et unième analyse (Question N°28) « *Est-ce que la manipulation politique peut favoriser la construction de la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit du 3^{ème} arrondissement du km5 ?* »

Tableau 50 : Réponses des enquêtés par rapport à la manipulation politique sur les enfants du 3^{ème} arrondissement du km5.

Réponses	X	%
Oui	03	30
Non	06	60
Abstention	01	10
Total	10	100

Au vu de ce tableau ici présent, sur les 10 enquêtés :

Trois (03) enquêtés soit 30%, affirment que la manipulation politique peut favoriser la construction de la cohésion parmi les enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Certains démunis, assoiffés et ignorants, sont tout à fait d'accord que la manipulation politique, peut favoriser la cohésion sociale au sein des enfants dans leur arrondissement.

Par contre, 06 enquêtés soit 60% ne confirment pas cette thèse selon laquelle la manipulation favorise la construction de la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-

conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Selon eux, la manipulation politique est défavorable à cette cohésion sociale déchirée. D’ailleurs les fins politiciennes ne font que verser huile sur le feu. Autrement dit, ils attisent le feu seulement sur les paisibles communautés, à s’entredéchirer pour leurs besoins personnels. En outre, ces politiciens visent simplement leurs intérêts égoïstes et personnels pour semer la division parmi ce peuple du 3^{ème} arrondissement du km5 à majorité musulmane. En effet, la manipulation dans ce contexte actuel, ne peut même pas en aucun cas favoriser la construction de l’unité nationale ou la cohésion sociale au sein du peuple Centrafricain en général et de la communauté du 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier. Enfin, un enquêté soit 10% refuse volontairement de donner son point de vue par rapport à la question posée. Il préfère ne rien dire et garder sa neutralité.

En conclusion, la manipulation politique ne favorise même pas de manière significative la construction, de la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.

Vingt deuxième analyses (Question N°29) « *Est-ce que les activités scolaires peuvent-elles pas favoriser la construction de la cohésion sociale de enfant en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui ?* ».

Tableau 51 : Opinions des enquêtés sur le rôle des activités scolaires à propos des enfants du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.

Réponses	X	%
Oui	08	80
Non	02	20
Abstention	00	00
Total	10	100

S’agissant de ce tableau indiqué ci-dessus, sur les 10 enquêtés :

Huit (08) enquêtés soit 80%, disent clairement que les activités scolaires contribuent au rétablissement de la cohésion sociale entre les enfants au sein de leur arrondissement du km5.

Si on organise un match de football à titre d'exemple, c'est sûr que toutes les communautés sans distinction de race ou de confession religieuse, qui assisteront à la rencontre afin de savourer à la victoire de l'équipe de leur arrondissement. À ce niveau, les ennemis d'hier vont ensemble sauter de joie, pour acclamer leurs joueurs qui ont remporté la victoire. D'office, les vieux démons de division, de haine parmi eux, seront chassés et oubliés, pour laisser ainsi la place à la joie, le pardon qui débouchera sur la cohésion sociale parmi ces communautés respectives. Il y'a plusieurs exemples qu'on pourrait prendre pour illustrer cela. Mais un seul exemple du football suffit largement, c'est pourquoi on dit : « le Sport unit le peuple ». Deux (02) enquêtés soit 20% pensent plutôt que, les activités scolaires ne peuvent rien faire pour contribuer significativement au rétablissement de la cohésion sociale, des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Au contraire, elles ne feront que créer des problèmes, des troubles parmi les communautés. Par ailleurs, elles ne favoriseront même pas la construction de la cohésion sociale au milieu des populations du km5.

Donc, la majorité des enquêtés confirme que les activités scolaires favorisent d'une manière significative la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.

Vingt et troisième analyse (Question N°30) « *Selon vous, est-ce qu'un programme scolaire adapté, ne peut-elle pas favoriser la cohésion sociale de enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui ?* ».

Tableau 52 : Points de vue des parents concernant le programme scolaire adapté sur les enfants du troisième arrondissement du km5 de Bangui.

Réponses	X	%
Oui	07	70
Non	02	20
Abstention	01	10
Total	10	100

En ce qui concerne ce tableau ici présent, sur les 10 enquêtés :

07 enquêtés soit 70%, disent qu'un nouveau programme scolaire adapté aux valeurs culturelles, autrement dit bien conçu peut valablement contribuer de manière significative à la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Si les programmes conçus seront adaptables aux réalités locales Centrafricaines en générale, cela ne posera aucun problème pour le rétablissement de la cohésion sociale déchirée. Car, l'éducation post-conflit en Centrafrique, a un rôle très important à jouer, pour un véritable apaisement parmi les communautés, afin de déboucher sur la cohésion sociale dans cet arrondissement du KM5. En outre, ces programmes scolaires en principe devront beaucoup se baser sur les idéaux tels que la paix, le pardon, la tolérance, la justice, le patriotisme, le respect envers les autres, etc.

Par contre deux (02) enquêtés soit 20%, rejettent la première thèse. Pour eux, un programme scolaire adapté ne peut pas forcément favoriser la construction de la cohésion des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Par ailleurs, si le programme est mal conçu sans tenir compte des réalités locales Centrafricaines, il n'y aura pas maintenant gain de cause. Autrement dit, il y'a moins de chance de favoriser le rétablissement de la cohésion sociale parmi les communautés vivant au km5 de Bangui. Les nouveaux programmes inadaptés ont moins de chance également de favoriser une entente mutuelle entre ces communautés du km5. Tandis qu'un (01) enquêté soit 10% n'a pas donné de réponse sure. Peut-être cette question n'a pas été bien comprise par l'enquêté.

En conclusion, la majorité des enquêtés affirme qu'un programme bien conçu et adapté aux valeurs culturelles Centrafricaines, peut valablement contribuer au rétablissement de la cohésion parmi des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.

Vingt quatrième analyse (Question N°31) « Pensez-vous que l'éducation des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui, interpelle tout le monde ? ».

Tableau 53 : Opinions des enquêtés sur l’interpellation de tout le monde, sur l’éducation des enfants en période post-conflit au km5 de Bangui.

Réponses	X	%
Oui	10	100
Non	00	00
Abstention	00	00
Total	10	100

Concernant ce tableau indiqué ci-dessus sur les 10 enquêtés, la quasi-totalité affirme que l’éducation d’une manière générale est très importante. En tout cas personne ne peut nier la nécessité, l’utilité de l’éducation actuelle dans toutes les communautés vivant sur la planète terre. D’ailleurs, l’éducation comme disait : « Est-un fait social » Rousseau (1763). Car, c’est elle qui éduque, transforme et modèle les hommes qui sont des sujets pensant et agissant dans leurs milieux sociaux respectifs. En effet, l’éducation des enfants en situation post-conflit est l’affaire de tout le monde. Ce n’est une frange de la population qui doit s’intéresser dans ce domaine, qui est très important pour l’avenir des enfants. Ainsi si l’éducation était bien assurée on ne pourrait pas se plaindre de certains comportements des enfants avec mentalité prélogique. En outre les enfants égarés, enrôlés dans les groupes d’auto-défense, dans les bandes armées sont des éléments nuisibles et dangereux qu’il faut s’en méfier. Elle est en principe un atout très indispensable à tous les enfants en situation difficile de n’importe quel continent, régions qui ont des problèmes de sécurité ou de guerres, c’est l’éducation qui pourra les transformer à travers la réinsertion et la formation, afin de revenir à la vie normale. Tout le monde c’est que les Centrafricains en général attachent beaucoup d’importance à l’éducation des enfants en situation post-conflit dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui. Compte tenu du pic de la violence aveugle, des tueries, des braquages, des enlèvements forcés, c’est à travers l’éducation que nous pouvons récupérer ces enfants soldats pour leur réinsertion socio-économique. Donc, l’éducation interpelle tout le monde afin de servir de tremplin débouchant au retour définitif de

la cohésion sociale dans le pays en général et dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui. Actuellement dans le monde, le véritable développement d'un pays de n'importe quelle région passe nécessairement par l'éducation des enfants et des Hommes. C'est pourquoi Mandela Nelson disait : « L'Éducation est une arme puissante pour la transformation du monde ».

Donc en conclusion l'éducation des enfants en situation post-conflit effectivement interpelle tous les Centrafricains qui veulent la paix, le pardon, la tolérance, la cohésion sociale pour un développement durable de leur pays. Car cette éducation permettra aux enfants en situation difficile, qui gardent encore les mauvais souvenirs, des exactions, des tueries, des déplacements forcés, des enrôlements forcés dans les groupes armés d'être rééduqués, réinsérés pour retrouver une vie normale afin de participer à l'émancipation de leurs communautés respectives dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.

Vingt-cinquième analyse (Question N°32) « *En tant que parent d'élèves la sensibilisation les conseils pratiques ne peuvent-elles pas favoriser de façon significative le retour de la cohésion sociale dans les communautés existantes du 3^{ème} arrondissement du km5 ?* » Pour cette question N°32, nous pensons qu'elle est en rapport avec la question N°28 qui met un accent particulier sur les sensibilisations, les conseils pratiques, l'éducation de la masse, l'information des enfants en situation post-conflit dans les communautés vivant au 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.

1° Sur le plan de la sensibilisation

Pendant cette période post-conflit, tout d'abord les ONG internationales y compris nationales telles que : NRC, DRC, OCHA, Vitalité plus et autres, étaient les tout premiers à commencer les sensibilisations dans les différents arrondissements de Bangui en général. Elles s'organisent pour sensibiliser les populations à travers les parents d'élèves sur les sujets brûlants pour qu'il y ait accès à l'éducation de leurs enfants sans crainte. Car, elles leur font signifier l'importance que revêt l'éducation scolaire en Centrafrique en particulier et dans le monde en général. Sans éducation franchement, on ne parlera pas de l'évolution. Autrement dit, s'il n'y a pas éducation et formation, comment pourra-t-on compétir pour notre pays la Centrafrique en période post-conflit ? Il y a beaucoup de défis qui nous attendent. Alors pensons à l'éducation scolaire de nos enfants afin de les relever aux yeux du monde. Les conflits militaro-politiques que nous avons connus ne sont pas de fin en soi ni de fatalité. Ainsi, nous serons capables de passer à une étape positive et supérieure pour être meilleur et un bon exemple comme le Rwanda

aujourd'hui qui nous prête mains fortes. Oublions les passés obscurs et faisons la paix, qui est le seul moyen débouchant à la cohésion sociale déchirée tant recherchée.

2° Les conseils pratiques

Nous pensons qu'un peu partout dans les familles ou milieux sociaux, les conseils sont très importants. Il ne manque un jour où on prodigue les conseils. Par conséquent, dans n'importe quel milieu social de n'importe quelle région de la planète terre, les gens n'ont cessé de conseiller les autres ou les prochains à cause des manquements graves qui constituent des dérapages ou des fautes simples et graves. Il n'y a personne sur cette terre qui pourra nier qu'elle n'a jamais été conseillée par autrui ou par son proche parent. Depuis l'enfance jusqu'à l'âge adulte, nous recevons toujours des conseils. Responsable ou pas, nous les recevons quotidiennement.

L'exemple des événements malheureux et tragiques que la RCA a connu, certains parents ne sont pas encore prêts d'oublier les torts, les exactions de toutes sortes qu'ils ont subies. Grâce aux conseils donnés par certains de bonne foi, ou des proches de près ou de loin ils ont finalement oublié et sont les premiers à demander pardon à leurs bourreaux, qui circulent présentement librement dans la ville de Bangui et à la frontière. C'est tout juste pour renforcer la cohésion sociale. Car, le reste c'est la justice qui s'en occupera.

3° éducation de la masse

L'éducation de masse ici surtout sociale serait de double sens. D'abord elle est l'accomplissement du sujet social, c'est-à-dire de la prise de connaissance des limites de sa propre liberté, le respect des lois etc... et enfin un deuxième sens, elle est le développement de l'individu lui-même. Disons que, c'est un moyen qui permet de transmettre des connaissances aux parents, aux compatriotes par rapport à ce qui se passe dans leur milieu environnemental. Exemple le problème de l'éducation scolaire des enfants en situation de post-conflit en Centrafrique en particulier et dans certains pays post-conflits en général, comme la Sierra-Leone, le Sud-Soudan, la RDC... !

4° l'information des enfants

Un peu partout, les enfants sont des êtres qui sont simple mais complexes. Ils aiment le jeu, la liberté, mais à chaque fois il faut les contrôler pour qu'ils ne se trompent pas. C'est pourquoi il faut prendre un temps propice pour leur fournir des informations sur tout ce qui se passe, si

l'occasion se présente. Prenons par exemple la déforestation. La plupart ne connaissent pas encore et ne comprennent pas que la forêt est très importante pour l'existence humaine. Il faut leur expliquer qu'après l'Amazonie en Amérique précisément au Brésil, il y a la forêt équatoriale dont la RCA fait partie. Alors pourquoi ne peut-on pas protéger ces forêts qui sont des patrimoines de l'Unesco ? Car, ces forêts protègent également plusieurs espèces végétales et animales. Deuxième exemple, certains faits et exactions qui s'étaient déroulés pendant les conflits militaro-politiques dont ils ne sont pas informés. Maintenant des informations sur les Nations-Unies par rapport à l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique. Nous pensons que les enfants seront fiers de comprendre par exemple le sens de la cohésion sociale.

V.5 ANALYSE DES RÉPONSES RECUEILLIES AUPRÈS DES AUTORITÉS EDUCATIVES

Concernant ces réponses recueillies auprès des Autorités Éducatives dans ce secteur nous informons tout d'abord nos lecteurs que certaines réponses des questions sont complémentaires et se rapportent à d'autres catégories des enquêtés.

Première analyse (Question N°9) « *Avez-vous combien d'enfants scolarisés pour cette question N°9 ?* »

Pour cette question N°9, la quasi-totalité des enquêtés (enseignants) affirme qu'elle a au moins trois (3) enfants. Compte tenu du niveau de vie très cher, ces enseignants pensent qu'avoir beaucoup maintenant leur posera des difficultés. Surtout que l'école en Centrafrique n'est jamais gratuite. Même si on prétend dire qu'il faut scolariser les enfants, mais la prise en charge, dépend toujours des parents avec leurs maigres revenus. D'ailleurs, les enseignants sont mal payés, ils n'ont pas un bon salaire pour s'occuper correctement de leurs enfants à l'école. Pire encore, il faut payer le transport aux enfants pour aller à l'école. Tout cela a besoin d'un moyen financier suffisant pour les enfants.

Par contre, une faible minorité c'est-à-dire 02 enquêtés soit 20% sur les 10 disent, qu'ils n'ont pas encore d'enfants pour le scolariser. Car, ils venaient nouvellement d'être intégrés dans la fonction publique centrafricaine. Ils n'ont pas véritablement assez de moyens financiers pour s'occuper correctement de leurs enfants à l'école. D'ailleurs, c'est dans cette période post-conflit qu'ils venaient d'embrasser la carrière enseignante. Ils ont encore tellement de doute

pour la prise en charge de leurs propres enfants, parce qu'ils se plaignent déjà de la cherté de la vie. Ils osent même dire que venir au travail n'est pas facile à cause des bousculades pour le bus, les embouteillages. Mais s'ils ont peut-être un ou deux enfants, alors qu'elle sera la situation ?

En conclusion à cette question N°9, la majorité affirme qu'elle n'a pas d'enfants scolarisés, parce qu'ils sont des nouveaux intégrés et ils n'ont pas assez d'argent pour s'occuper d'eux. Par contre, une faible minorité déclare qu'ils n'ont pas encore d'enfants à scolariser.

La majorité affirme qu'ils ont trois, enfants scolarisés. 02 enquêtés soit 20% disent qu'ils n'ont pas encore d'enfants pour les scolariser :. Car ils venaient à peine d'être intégré dans la fonction publique Centrafricaine afin d'embrasser la carrière enseignante dans une période post-conflit. D'ailleurs, toute personne est procréatrice mais ce sont les conditions de la procréation qui ne sont pas encore réunies.

Deuxième analyse (Question N°10) « *Est-ce que tous vos enfants savent lire, compter et écrire correctement en français ?* ».

Concernant cette question N°10, sur les 10 enquêtés, la majorité affirme que la plupart de leurs enfants ne savent pas bien lire et compter, même écrire correctement à l'école. Disons que certains parents n'attachent pas d'importance à la scolarité de leurs enfants, en ce sens qu'ils sont découragés parce qu'ils n'ont pas assez de revenus pour les suivre à l'école. Pour eux, les enfants pourront simplement se débrouiller dans la vie avec ces quelques bribes de français qu'ils connaissent. D'ailleurs, quand ils seront majeurs, ils feront des efforts pour compléter leurs manquements. Actuellement, il est très difficile de savoir si tous les enfants manipulent le français, qui est la langue de communication pédagogique, autrement dit la langue de transmission du savoir, savoir-faire et savoir-être à l'école.

Honnêtement, les enfants s'expriment mieux en langue nationale qui est le sango. Car cette langue est aussi maintenant la langue d'enseignement dans le système éducatif centrafricain. Elle est également la langue officielle avec le français qui est la langue d'enseignement de nouvelles connaissances aux enfants. Il faut encore beaucoup de temps pour les enfants d'apprendre à écrire correctement et s'exprimer correctement. Car tout cela nécessite de la volonté et des moyens financiers afin de bien les suivre à l'école.

Une faible minorité pense qu'il est nécessaire que les enfants parlent, écrivent et lisent correctement en français et même compter les chiffres en français. Car dans l'avenir, ce sera bénéfique pour eux. Mais, présentement il y a seulement quelques enfants, qui peuvent lire et s'exprimer en français. Après cette crise militaro-politique, il y a un laisser-aller de la part des parents vis-à-vis de leurs progénitures à l'école. Ils ne suivent pas bien ces derniers au sein de leurs propres cercles familiaux et à l'école sous prétexte qu'ils n'ont pas assez d'argent, destiné ou suffisant pour eux, ce qui fait qu'ils sont laissés à leur triste sort. Or, en réalité l'enfant qui sait lire, écrire, parler et compter en français a un avantage par rapport à celui qui ne maîtrise pas bien la langue des enseignements, qui est le français à l'école et dans certains milieux évolués. Malgré la langue nationale le sango qui est parlée sur toute l'étendue du territoire, et qui est la langue officielle est maintenant enseignée dans les établissements scolaires, il serait également bénéfique aux enfants qui s'exprimeront en français dans l'avenir.

En définitive, la majorité des enquêtés déclare que la plupart de leurs enfants ne savent pas bien parler, écrire et compter correctement en français. Par contre, une faible minorité pensent qu'il est nécessaire que les enfants parlent, écrivent et comptent en français. Car ce serait très bénéfique pour eux malgré que le sango soit la langue officielle.

Troisième analyse (Question N°11) « *Selon vous, que représente l'école pour vos enfants en particulier et les autres en général ?* ».

Cette question N°11 est en rapport avec la Question N°09 ; adressée aux parents d'élèves.

Au fait, sur les 10 enquêtés interrogés, la majorité pense que l'école représente l'avenir de demain, l'espoir des enfants en situation post-conflit en général. L'école qui est une institution étatique est un lieu, bien indiqué et choisit pour transmettre les connaissances sur le plan savoir, savoir-faire, et savoir-être, aux jeunes âmes qui seront tôt ou tard des futurs cadres compétents de demain. Car c'est sur eux que le pays comptera pour son redécollage après les crises récurrentes, qu'il a vécu et subit, pendant ces moments difficiles que le pays a traversé. Les tissus sociaux sont déchirés, la cohésion sociale n'existait pratiquement pas. Or, entre temps les communautés vivaient en parfaite harmonie. Les enfants scolarisés autrement dit les écoliers élèves des deux communautés vivaient en étroite collaboration et même au sein de leurs familles respectives, par exemple dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui. Mais lorsque les conflits ont démarré sous prétexte de conflit intercommunautaire et interreligieux, les enfants à l'école ne s'entendaient plus. Car ils sont prêts à se défier, à se bagarrer et finalement c'était la division,

la haine, la trahison, les enlèvements, les tortures et autres sévices corporelles. Face à cet état de chose, c'est l'école qui peut enseigner les bonnes vertus aux enfants, afin de transmettre à leur tour dans leurs communautés respectives. Pour cela, l'école représente l'espoir pour les enfants divisés pendant des moments de crise.

L'école représente également l'avenir de ces derniers pour un Centrafrique nouveau, à l'échiquier régional en particulier et l'échelle internationale en général. C'est à travers l'école que les enfants sauront que les crises, les conflits militaro-politiques ne sont pas bons pour un pays, qui se bat pour son développement harmonieux. Car sans école nous ne pouvons pas nous rendre compte du taux élevé de l'analphabétisme dans le pays. Donc, la lutte contre ce fléau favorise le décollage du pays afin de relever les défis qui se pointent à l'horizon. En outre, un enfant qui va à l'école est un enfant bien éduqué sur qui la famille d'abord et ensuite le pays compte. Grâce à l'école, l'enfant deviendra tôt ou tard un bon citoyen qui vivra en parfaite cohésion sociale avec les autres.

Par contre, une faible minorité soit 20% disent que l'école n'est pas uniquement la seule issue qui peut contribuer à l'émancipation des enfants en général. Selon ces derniers, sans l'école il y a toujours espoir, avenir de la vie. Il y a certaines personnes qui ont réussi dans la vie sans avoir été à l'école. Donc sans école, si on se bat dans la vie, on réussira sans problème. Mais le problème qui se pose dans la vie par exemple de ces genres de personnes c'est leur manière de faire, d'agir, de se comporter dans n'importe quel milieu dans lequel ils vivent. La plus part sont ceux qui causent beaucoup de tort aux autres. Si on parle de fois des crises de mentalité, parmi les jeunes qui constituent la population centrafricaine (67%) la majorité est analphabète c'est-à-dire ils n'ont pas été à l'école, ils ne connaissent pas l'importance de l'éducation de base ou éducation traditionnelle dans les milieux initiatiques. Alors, leurs comportements laissent à désirer parce qu'ils ne sont pas bien éduqués. S'ils étaient scolarisés, ils devraient comprendre beaucoup de choses, découvrir d'autres horizons avec leurs réalités afin de faire le rapport de ce qui se passe dans leurs milieux sociaux.

Par exemple, pendant les crises que le pays a connu, ce sont la plupart des jeunes désœuvrés qui sont à l'origine des destructions des biens meubles et immeubles, destructions des établissements scolaires hôpitaux etc. Des enlèvements, des viols des pillages, voire même des éliminations physiques, des enrôlements forcés dans les groupes d'auto-défenses ou rebellions. Ces jeunes semaient la division entre les communautés la discrimination ethnique parmi les populations qui vivaient dans la cohésion sociale. Alors, si les enfants étaient bien

éduqués à l'école, on ne devrait pas subir de telles atrocités ou vandalismes. Donc, l'école est et demeure moyen de réussite socio-professionnelle pour les enfants en particulier et ceux du km5 en général. Sans l'école, les enfants sont comme des prisonniers de la caverne et n'auront aucune vision réaliste du monde dans lequel ils vivent. L'école représente quelque soit les circonstances, l'espoir, l'avenir d'une nouvelle génération consciente garante du développement d'un pays post-conflit.

Quatrième analyse (Question N°12) « *Que dites-vous actuellement sur l'éducation post-conflit ?* ».

Par rapport à cette question N°12, la quasi-totalité des enquêtés pensent que l'éducation post-conflit est très importante. Car, elle est d'actualité surtout encore que c'est le droit à l'éducation des enfants en situation des conflits qui est prise en contact. Personne ne peut s'en passer de la question de l'éducation post-conflit présentement. Si l'éducation scolaire des enfants était bafouée pendant les conflits, causant un préjudice grave à la scolarisation de ces derniers, il est temps maintenant de donner aux enfants une éducation de qualité tout en tenant compte des dispositifs à prendre. En effet, l'éducation post-conflit actuellement est considérée comme une arme très puissante en Centrafrique, que le Département en question devrait s'en servir pour faciliter l'accès des enfants à l'école, améliorer la scolarisation des enfants, des filles et ensuite reconstruire les bâtiments scolaires endommagés ou détruits, procéder à un nouveau recrutement afin de former au moins 3 000 Instituteurs, recycler les maîtres parents qui ne sont pas à négliger mais constituent une force tranquille pour le système éducatif centrafricain.

Le gouvernement comme il l'a souligné, fait de l'éducation post-conflit l'une de ses priorités. De nouveaux programmes devront voir le jour pour aider les enfants à bien apprendre. En effet, la conception de ces nouveaux programmes tiendra en principe compte des réalités locales centrafricaines. Pendant cette période post-conflit, il faut qu'il y ait adéquation formation et emploi pour résorber un peu le chômage qui gangrène la jeunesse. C'est vrai, l'éducation scolaire en Centrafrique en général est perçue comme étant très utile. L'éducation post-conflit doit déboucher sur un emploi pour soutenir La famille. En définitive, la totalité des enquêtés pensent que l'éducation post-conflit permet aux jeunes centrafricains de gagner sa vie socio-professionnelle gage de la cohésion sociale parmi les communautés.

Cinquième analyse (Question N°13) « *Pendant les crises militaro-politiques, est-ce que le droit à l'éducation des enfants post-conflit est respecté ?* ».

S'agissant de cette question N°13, la majorité des enquêtés déclare que pendant les crises militaro-politiques, les rebelles, les auto-défenses, les loyalistes n'ont même pas respecté le droit à l'éducation des enfants. Sachant très bien que c'est un droit qui est reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1949) et la Charte Africaine du bien-être des enfants (1990). Ce ne sont pas les parents et leurs enfants qui sont causes des conflits militaro-politiques. Mais ce non-respect du droit à l'éducation constitue un obstacle épistémologique pour l'avenir scolaire des enfants. Le fait de détruire les bâtiments scolaires, de transformer les écoles en quartiers généraux démontre bel et bien, que le droit à l'éducation des enfants n'est pas respecté. Il est foulé au sol, il n'a pas d'importance pour les hors la loi. Car, il suffit d'un rien pour tirer sur les enfants et les enseignants. Certains enfants scolarisés sont même enlevés de force pour une destination inconnue ou contraint à intégrer les groupes armés ou bandes armées.

En définitive, la totalité des enquêtés déclare que le droit à l'éducation des enfants n'est pas respecté dans sa totalité.

Sixième analyse (Question N°14) « *Avez-vous une idée sur les difficultés de l'éducation des enfants Centrafricains en général et du 3^{ème} arrondissement en particulier ?* ».

Depuis quelques décennies, la situation de l'éducation des enfants en Centrafrique, va de mal en pire. L'éducation des enfants en général est grave, et rien ne marche pas bien à cause des multiples crises à répétition qui constituent des problèmes graves à la scolarisation des enfants. Beaucoup d'élèves ne fréquentaient pas bien l'école à cause de l'insécurité grandissante, des pillages, des destructions de certains établissements scolaires, des enrôlements forcés, des occupations des bâtiments scolaires en quartiers généraux, par les groupes rebelles. Et pourtant, l'éducation des enfants même en période des conflits, est un droit reconnu dans la Déclaration des Droits de l'homme. En effet, l'éducation de ses enfants pendant ces périodes difficiles ou des crises militaro-politiques, ne doit pas faire l'objet de privation ou de sabotage. Malheureusement, les enfants et enseignants sont considérés également comme des cibles. Car beaucoup ont été tués par les éléments incontrôlés.

Malgré les efforts consentis par les partenaires techniques internationaux et nationaux de l'éducation, ces enfants éprouvent beaucoup de difficultés à s'en sortir. Donc, il reste encore un grand effort à déployer pour l'éducation des enfants en situation post-conflit du 3^{ème} arrondissement en Centrafrique. Les enfants du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui, sont tellement touchés, traumatisés. Certains sont enrôlés de force dans les groupes armés, d'autres ont quitté leurs milieux sociaux, pour se réfugier avec leurs parents ailleurs, mettant en péril la cohésion sociale parmi les communautés existantes du km5. Pour cela, la sécurité des enfants scolarisés n'est pas assurée.

Septième analyse (Question N°15) « *En tant qu'Autorité Éducative ; que dites-vous sur l'accès à l'éducation des enfants du 3^{ème} arrondissement de Bangui ?* ».

Concernant cette question N°15, la majorité des enquêtés soit 70 % déclarent que pendant les crises militaro-politiques, la plupart des établissements scolaires surtout les écoles étaient hermétiquement fermées. Les bâtiments scolaires et les matériels didactiques détruits et vandalisés. On retrouve même pendant ces crises des documents pédagogiques dans certains coins des rues et dans les marchés occasionnels durant ces troubles. Les écoles du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui, sont transformées en quartiers généraux au bénéfice des bandes armées ou auto-défenses. Les parents et les enseignants ne pouvaient pas fréquenter les écoles, pire encore, les parents ne pouvaient autoriser à leurs enfants d'aller à l'école sous peine de représailles. Car, ils jugent trop dangereux.

Devant de telles atrocités, l'accès à l'école reste dangereux à pareil moment. En effet, il y a beaucoup de problèmes qui ne facilitent pas l'accès à l'école des enfants mais nous ne pouvons pas toutes les énumérer. Il faut comprendre que pendant cette période, l'insécurité est grandissante et chronique, la pauvreté des plus démunies (MEN 2016) (clurter éducation 2015).

Huitième analyse (Question N°16) « *Est-ce que le droit à l'éducation des enfants est-il inséré dans la constitution Centrafricaine de 2015 ?* »

Tableau 54 : Réponses des enquêtés

Réponses	X	%
----------	---	---

Oui	08	80
Non	02	20
Abstention	00	00
Total	10	100

Au vu de ce tableau indiqué ci-dessus sur les 10 enquêtés :

Huit (08) enquêtés soit 80% affirment que le droit à l'éducation des enfants est inséré dans la constitution Centrafricaine de 2015 qui est en vigueur. Car le droit à l'éducation des enfants fait partie des lois pertinentes, qui donnent accès à tout enfant en âge d'aller à l'école pour apprendre à lire, à compter, et à écrire afin de préparer son avenir. En effet, l'art 3 stipule en ces termes que : « Chacun a droit à l'intégrité corporelle. Il ne peut être porté atteinte à ces droits qu'en application d'une loi ».

Article 1: L'état et les autres collectivités publiques, ont le devoir de créer des conditions préalables et des institutions publiques qui garantissent l'éducation des enfants.

Article 2 : Chacun a le droit d'accéder aux sources du savoir. L'état garantit à tout citoyen, l'accès à l'instruction ou à la culture et à la formation professionnelle. Par rapport à cela, les parents ont l'obligation d'assurer l'éducation de leurs progénitures jusqu'à l'âge de seize ans.

Aussi, les organismes internationaux et nationaux, partenaires techniques du système éducatif Centrafricain, devront créer les conditions favorables pour le bon fonctionnement des établissements scolaires et instruire également la jeunesse en perte de repère. En principe, l'enseignement apprentissage doit être intégré à l'environnement scolaire de l'enfant à partir de six ans.

Par contre 02 enquêtés soit 20% disent que le droit à l'éducation Centrafricaine de 2015, pour eux le droit à l'éducation ne concerne que les enfants, les parents d'élèves et les enseignants. Cela devrait d'abord faire l'objet d'une proposition de loi qui permettrait à l'Assemblée Nationale pour être insérée dans la constitution Centrafricaine.

Neuvième analyse (Question N°17) « *Selon-vous ; peut-on parler de la gratuité de l'éducation en situation post-conflit dans le fondamental1 de Bangui en particulier et la Centrafrique en général ?* ».

S'agissant de cette question N°17, l'opinion ici est diamétralement opposée. Tout d'abord 08 enquêtés soit 80% disent que par rapport à la politique éducative du gouvernement, l'école doit être gratuite aux enfants en âge de scolarisation. Les parents d'élèves ont l'obligation d'inscrire les enfants qui ont l'âge d'aller à l'école. Car, l'éducation reste et demeure la clé de réussite socio-professionnelle pour les enfants inscrits. Plus encore, l'enfant scolarisé est un enfant bien éduqué et instruit, qui pourrait devenir tôt ou tard un cadre compétent, capable de prêter mains fortes à son pays. C'est à l'école que l'enfant se rendra compte de ses erreurs dans son milieu ambiant. Notons que l'éducation scolaire vient tout simplement compléter l'éducation de base, c'est-à-dire celle qu'il avait reçu dans son cercle familial. Donc, l'éducation doit être gratuite, démocratique à tout enfant quel que soit le sexe. L'éducation n'appartient pas seulement aux garçons. Mais les filles devront beaucoup être scolarisées pour que la nation toute entière soit éduquée.

Par contre, une faible minorité soit 20% seulement disent que l'éducation prônée gratuite n'est pas ce qu'on vit dans la pratique. Par exemple, les Directeurs des écoles continuent toujours à demander aux parents d'élèves les frais d'inscription. Malgré qu'un accent particulier est mis sur la scolarisation des filles, mais sur le terrain c'est le contraire qu'on vit. Les filles dans la réalité n'ont pas accès à l'école. Les chefs d'établissements continuent toujours à exiger de l'argent aux parents. Malgré les observations des associations des parents d'élèves et d'autres ONG internationales et nationales. Il n'y a pas de changement. Alors de telle manière de faire ne favorisera pas bien la qualité de l'éducation dont on parle.

En définitive, malgré que les partenaires éducatifs internationaux aient déployé des efforts pour améliorer la qualité de l'éducation, en mettant un accent particulier sur la gratuité de l'école, nous constatons que dans la pratique, il reste encore beaucoup à faire.

Dixième analyse (Question N°18) « *Est-ce que certaines mesures d'urgence ont été prises pour améliorer la situation de l'éducation post-conflit en Centrafrique ?* ».

Tableau 55 : Réponses des enquêtés par rapport aux mesures d’urgence prises

Réponses	X	%
Oui	09	90
Non	00	00
Abstention	01	10
Total	10	100

Concernant ce tableau indiqué ci-dessus sur les 10 enquêtés, 09 enquêtés, soit 90% affirment que certaines mesures d’urgence ont été effectivement prises pour améliorer la situation de l’éducation post-conflit en Centrafrique. Car, la dérive du système éducatif Centrafricain s’explique par l’instabilité chronique socio-culturelle et politique.

En effet, les mutations du dit système ne se sont pas faites sur une base culturelle stable, ni sur une option politique constante. Certaines mesures rudes qui en réalité, ne visaient pas le développement dans leur sens strict du terme, mais plutôt à reproduire un modèle de société inadaptée aux réalités locales nationales, et régionales. Par exemple, il faut mettre en place une nouvelle politique éducative aux différents niveaux d’enseignements, pour améliorer la qualité et dans l’éducation post-conflit en Centrafrique en général et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier.

Mettre effectivement en place une nouvelle politique de formation et de recrutement des enseignants afin d’améliorer la rétention et l’équité en particulier, en stimulant la demande scolaire, des groupes les plus vulnérables tels que les orphelins, et les démunis. Face à cet état de chose, les ‘organismes internationaux et partenaires privilégiés du système éducatif Centrafricain comme ’UNICEF, a pris des mesures d’urgence pour appuyer l’éducation post-conflit des enfants en élaborant un plan d’urgence. Par exemple l’établissement d’Espace Temporaire d’Apprentissage et de Protection des Enfants (ETAPE) pour l’année 2015-2017..

Ensuite, la Banque Mondiale a élaboré quant à elle, un plan d’urgence à travers le PUSEB afin d’appuyer la question de l’éducation post-conflit des enfants en Centrafrique

depuis 2018. Par contre, 01 enquêté n'a pas donné de réponse, peut-être qu'il n'a pas compris la question posée.

En définitive, la majorité des enquêtés confirme bel et bien que certaines mesures d'urgence ont été prises pour améliorer la qualité de l'éducation post-conflit en Centrafrique.

Onzième analyse (Question N°19) « *Avez-vous une vision de l'enseignement/apprentissage et la formation de enseignants qualifiés pour l'éducation post-conflit en Centrafrique ?* ».

Par rapport à cette question N°19, les enquêtés disent que les enseignants qui ont la charge de l'enseignement apprentissage devront appliquer une méthode appropriée, afin de permettre à tout élève de bien acquérir le savoir, le savoir-faire et le savoir être en français, qui n'est pas leurs langues maternelles en Centrafrique. Car l'enseignement/ apprentissage est la clé de toute réussite socio-professionnelle pour tout élève. Par exemple, dans l'enseignement de la lecture, le ratio élèves/livre très insignifiant, devrait être amélioré pour rendre la tâche facile aux enseignants et aux élèves. Les nouveaux programmes en principe conçus, devraient adapter aux réalités locales du pays sur le plan socio-éducatif et culturel afin de permettre aux enfants de mieux acquérir les connaissances.

Concernant la formation des enseignants, il n'y a pas assez d'enseignants qualifiés en nombre suffisant, afin de faciliter un bon enseignement / apprentissage privilégié du système éducatif Centrafricain, en synergie avec le Département en charge de l'éducation Nationale, qui déploient des efforts pour former les enseignants afin de donner une éducation de qualité aux enfants en situation post-conflit en Centrafrique.

Douzième analyse (Question N°20) « *En quoi l'éducation constitue un atout considérable pour le relèvement de la Centrafrique pays post-conflit ?* »

Concernant cette question N°20, la quasi-totalité des enquêtés affirme que l'éducation est incontournable dans toutes les sociétés, les régions du monde. Personne ne peut s'en passer de l'éducation. Car c'est grâce à elle sous toutes ses formes, que l'homme évolue dans son milieu social. C'est pourquoi Rousseau (1762), dit que « l'éducation est un fait social ». Celui qui n'est pas éduqué, qui se comporte autrement, et ne respectant pas les bonnes règles de la société est un mauvais citoyen

Même un nouveau-né doit commencer à être éduqué afin de devenir tôt ou tard un bon citoyen, qui sera capable de relever son pays. La Centrafrique qui est un pays post-conflit doit en principe, faire de l'éducation son cheval de bataille pour son développement. Disons que le manque de l'éducation de qualité, sera la cause de l'effondrement ou le retard d'un pays par rapport aux autres. Pour cela, il faut mettre l'éducation en premier rang, c'est-à-dire la placer comme la première priorité définie parmi toutes les priorités du gouvernement.

En effet, tous les pays nantis ou émergents qui investissent beaucoup pour l'éducation, ne regretteront rien. Car, l'éducation scolaire ou formelle par exemple forme, éduque et instruit pour avoir des cadres compétents de demain, afin de favoriser le développement durable de l'homme dans son milieu social. C'est pourquoi, la Centrafrique a intérêt à beaucoup investir dans l'éducation Nationale pour résoudre les problèmes des infrastructures scolaires inexistantes et insuffisantes, mettre l'accent sur la formation des enseignants qualifiés, construire des établissements de formation professionnelle comme ENI de Bambari, ENS de Bangui, afin d'augmenter le nombre des enseignants déficitaires du fondamental 1 et 2 en Centrafrique. Donc, la majorité des enquêtés attache beaucoup d'importance à l'éducation, pour ses bienfaits au sein de la société Centrafricaine en général et du 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui en particulier. Disons aussi que si le pays avait connu pendant des décennies des conflits militaro-politiques, c'est parce qu'il y'a nécessairement une négligence notoire de l'éducation, d'où les gens ne se rendaient pas compte de leurs mauvais comportements sur le plan mentalité qui est prélogique. D'office, il n'y a pas un effort de réflexion mûre et raisonnable, mais la solution devant toute confrontation, c'est l'utilisation de la violence, qui ne peut jamais favoriser la construction de la cohésion sociale parmi les communautés existantes.

Treizième analyse (question N°21) « *Que dites-vous par la qualité de l'éducation pour la Centrafrique ?* ».

Par rapport à cette question N°21, la majorité des enquêtés affirme qu'il n'existe en réalité pas une éducation de qualité en Centrafrique en général et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui en particulier. Le système éducatif Centrafricain est sérieusement confronté à divers problèmes depuis plusieurs décennies. Si bien que le Département de l'éducation Nationale en accord avec les organismes internationaux tels que l'UNICEF, l'UNESCO, Banque Mondiale et autres partenaires éducatifs, n'ont cessé d'apporter leur contribution afin de donner une

éducation de qualité aux jeunes Centrafricains, qui souffrent cruellement d'une éducation de qualité, reconnue dans la sous-région en Afrique Centrale. Selon les enquêtes sur le terrain, la qualité de l'éducation en Centrafrique, c'est d'abord d'adapter les documents d'enseignement par exemple les curricula aux réalités Centrafricaines qui prennent en compte, l'interculturalité des faits éducatifs, les droits humains, l'éducation civique, l'éducation à l'urgence et à la sécurité sans oublier l'éducation sexuelle et à la parité des genres. Il faut aussi une amélioration pour la qualité de la formation initiale et continue des enseignants à l'ENI de Bambari à l'ENS de Bangui, et dans les différents Centres Pédagogiques Régionaux (CPR) des Inspections Académiques du pays.

N'oublions pas aussi que, la protection de certains modules de formations pour les enseignants, devraient être bénéfiques, concernant la formation à l'éducation inclusive. En outre, la formation à la prise en charge psycho-sociale des enfants traumatisés, mutilés qu'ils gardent encore les souvenirs des événements tragiques vécus, pendant les conflits militaro-politiques par rapport à tout cela, il faut qu'il y'a une amélioration du suivi et de l'encadrement pédagogique des enseignants, pour refléter la qualité de l'éducation post-conflit. Mais sachons aussi que, la conception de nouveaux manuels scolaires pour les élèves n'est pas à négliger. Pour cela, le ratio livre/ enfant doit être amélioré, et ces manuels devront réellement être adaptés aux valeurs culturelles Centrafricaines. Aussi, le rapport élèves/ enseignants par niveau d'instruction de ratio élèves/classe, par niveau d'instruction, l'Espérance de vie scolaire et enfin l'amélioration de la grille salariale des enseignants. Des fonctionnaires qui travaillent plus que ceux du fondamental 1 et enseignement supérieur, feront que tôt ou tard, on parlera d'une éducation de qualité. Donc, la majorité des enquêtés dit que parler d'une qualité de l'éducation c'est avoir une volonté politique de mettre des ressources financières suffisantes pour l'éducation nationale afin de favoriser une éducation de qualité en Centrafrique en général et dans l'arrondissement du km5 en particulier.

Quatorzième analyse (Question N°22), « *Y a-t-il des mesures spécifiques prises pour améliorer la qualité de l'éducation post-conflit ?* ».

Suite à cette question N°22 prendre des mesures spécifiques pour améliorer la qualité de l'éducation post-conflit. Il faut d'abord commencer à rechercher les causes des difficultés du système éducatif centrafricain en particulier et ensuite des pays par exemple de la sous-région

en général. En s'appuyant sur les réalités locales, on saura finalement que l'éducation reste et demeure l'unique voie de réussite socio-professionnelle pour les enfants. Nous pensons qu'il y a plusieurs mesures spécifiques qui peuvent être prises pour améliorer la qualité de l'éducation post-conflit, à l'exemple des mesures d'urgence prises par la Banque Mondiale à travers le projet PUSEB en Centrafrique.

Quinzième analyse (Question N°23) « *Est-ce qu'il y'a d'autres possibilités pouvant favoriser l'accès des enfants à l'école ?* ».

Tableau 56 : Réponses des enquêtés à propos de l'accès des enfants à l'école

Réponses	X	%
Oui	09	90
Non	01	10
Abstention	00	00
Total	10	100

Au vu de ce tableau indiqué ici présent sur les 10 enquêtés :

- Neuf (09) enquêtés soit 90% affirment qu'il y'a des possibilités parmi tant d'autre pouvant favoriser l'accès des enfants à l'école. Car, l'accès à l'éducation des enfants est favorisé dans toutes les catégories de ces derniers. Tout d'abord, il faut chercher à supprimer partiellement ou totalement les frais d'inscription, surtout pour les enfants défavorisés ou démunis, qui n'ont pratiquement pas d'appui financier de la part de leurs parents trop pauvres. Si les frais de scolarité qui servent à financier le bon déroulement des établissements scolaires sont supprimés, alors il faudrait que les parents d'élèves prennent leur responsabilité de s'assumer ou le Ministère de l'éducation couvre les frais de fonctionnement des écoles. Mais cela doit faire l'objet d'une réunion technique pour une prise de décision unilatérale.

De nos jours, l'accent est beaucoup plus mis sur la scolarisation des filles. C'est pourquoi, il est très indispensable de favoriser l'accès des filles à l'éducation. Car, elles ont aussi des compétences et dans d'autres lieux, certaines femmes ont bien assuré des rôles très importants dans leurs pays. Quelques-unes ont été les grandes Dirigeantes des grandes Institutions internationales, et même dirigé des pays à travers le monde à cause de leurs riches compétences intellectuelles. En outre, il faut aussi favoriser l'accès à des enfants à besoins spécifiques, par exemple l'éducation inclusive si possible. C'est mieux aussi de faire des offres alternatives, lorsque les enfants à besoins spécifiques, tels que ceux qui sont handicapés moteurs ou ceux qui ont subi et gardent les traumatismes, liés aux conflits militaro-politiques.

Par contre 01 enquêté soit 10%, affirme qu'il n'y a pas de possibilité pour favoriser l'accès des enfants à l'école. D'ailleurs, l'école n'est pas seulement l'unique remède aux maux qui gangrènent la société. Il y a plusieurs accès ou moyens pouvant favoriser l'enfant à gagner sa vie. Car, on constate et on remarque que la vie est constituée de beaucoup d'accès, qui pourront offrir des possibilités à l'enfant de s'épanouir quel que soit les circonstances. Donc, nous disons que par rapport à cette question N°23, presque la majorité affirme qu'il y'a plusieurs possibilités qui puissent favoriser l'accès de l'enfant à l'école.

Seizième analyse (Question N°24) « *Quelle est votre point de vue par rapport au principe de la non-discrimination à l'école en période post-conflit ?* ».

Par rapport à cette question N°24, les points de vue des enquêtés ne sont pas divergents. Car, ils ont presque les mêmes points de vue qui sont beaucoup plus basés sur l'égalité des sexes dans l'éducation. Il n'y a pas seulement de privilège pour les garçons mais les filles doivent aussi aller à l'école. Pour cela, le Ministère de l'éducation Nationale doit mettre en place une politique éducative, encourageant les parents à inscrire leurs filles à l'école. Car, elles ont aussi les mêmes compétences que les garçons. Autrement dit, dans les politiques éducatives nationales, les programmes actuels du Département, c'est de mettre l'accent sur l'égalité de sexe, afin de faciliter d'avantage l'accès des filles à l'école. Donc, à ce niveau les points de vue des enquêtés sont les mêmes et prônent aussi la scolarisation des filles. Car, éduquer une femme c'est éduquer toute une nation, surtout qu'en période post-conflit, priver les filles pour aller à l'école est une faute grave, un délit contre ces jeunes âmes qui seront également des futures cadres de demain, afin de relever les défis qui se pointent à l'horizon. La non-discrimination à l'école en période post-conflit ne pourra qu'engendrer des problèmes graves à l'émancipation

des enfants en général et des filles en particulier, et ne favorisera pas la cohésion sociale parmi les communautés du km5.

Dix-septième analyse (Question N°25) « *Selon vous, quelles stratégies peut-on mettre en place pour améliorer la scolarisation des filles en situation post-conflit ?* ».

Concernant cette question N°25, les enquêtés d'une manière générale proposent de :

- ✓ Mettre une politique en place incitant les parents à scolariser leurs filles à l'école pour un lendemain meilleur.
- ✓ Favoriser l'inscription gratuite surtout des filles en période post-conflit.
- ✓ Faire en sorte que le Département de l'éducation Nationale, la société civile, les parents d'élèves s'investissent davantage pour le suivi de la scolarisation des filles en période post-conflit
- ✓ Collaborer avec certaines écoles de confession religieuse catholique bien organisée, pour s'inspirer de leur initiative de la scolarisation des filles en période post-conflit
- ✓ Garantir l'égalité d'accès des filles et des femmes à l'éducation, aux soins de santé primaire (COVID 19, VIH/Sida), à un travail décent et à la représentation dans le processus de prise de décision.
- ✓ Inclure également des mesures de prévention, de protection et de violation des droits de l'homme et aux violences basées sur le genre.
- ✓ Promouvoir l'inclusion des jeunes car la population est encore trop jeune. En effet, 60% de la population est âgée de moins de 24 ans environ, ce sont les jeunes qui sont beaucoup touchés par ce phénomène du sous-développement et les conséquences de conflits à répétition. Leur accès aux opportunités socio-économiques et culturelles est quelque fois hypothéqué.

Dix-huitième analyse (Question N°26) « *Existe-t-il encore d'autres moyens ou politiques éducatives pour la Centrafrique ?* »

Tableau 57 : Réponses des enquêtés concernant les politiques éducatives en Centrafrique

Réponses	X	%
Oui	07	70
Non	02	20
Abstention	01	10
Total	10	100

Concernant ce tableau indiqué ci-dessus sur les enquêtés :

Sept (07) interrogés soit 70% affirment qu'il existe effectivement d'autres moyens politiques éducatifs pour la Centrafrique. Comme nous l'avons souligné un peu ci-haut l'éducation reste et demeure toujours la clé de voûte de réussite pour un développement durable d'un pays. C'est pourquoi certains états nantis mettent un accent très particulier sur la politique éducative de leur pays. Cette éducation est en quelque sorte la première priorité de la politique définie. Aussi pour le cas de la Centrafrique le Département en charge de l'éducation, appuyé par les partenaires techniques internationaux du système éducatif Centrafricain, cherchent de voies et moyens c'est-à-dire des plans d'urgence à l'éducation post-conflit, par exemple le **PUSEB** appuyé par la **Banque Mondiale**, l'**UNICEF** à travers son plan de transition mis en place pour relever les défis qui s'imposent à l'Education Nationale.

En outre, une politique éducative était mise en place pour aider le système éducatif Centrafricain à travers l'adaptation de la Loi 97/014 de décembre 1997, portant orientation de l'éducation, confirme la nouvelle politique éducative qui est en quelque sorte une piste tracée des grandes décisions prises, pour adapter le système éducatif aux réalités locales Centrafricaines. Aussi les politiques nationales relatives à l'éducation et la formation des enseignants, doivent être révisées afin de permettre une nette amélioration d'une éducation de qualité.

Par contre, le pays considéré comme un Etat post-conflit effectivement dispose des lois fortes, comme la loi fondamentale (constitution 2015) pour faciliter une éducation gratuite surtout en se basant sur l'égalité des sexes, la scolarisation des filles. Il serait aussi très nécessaire de mettre une politique, qui faciliterait l'accès significatif des filles à l'école et mettre en place une politique éducative avec de nouveaux programmes conçus par rapport aux réalités socio-culturelles Centrafricaines, mettre aussi des programmes d'alphabétisation et éducation de base pour les adultes afin de donner une éducation de qualité par rapport aux objectifs définis dans l'Education Pour Tous depuis 2015 passé. Par rapport à cette question N°26, il serait aussi très indispensable également de promouvoir une politique éducative parmi tant d'autres, qui pourrait être bénéfique à tous dans le cadre d'une action sectorielle durable, intégrant les valeurs culturelles socio-éducatives et politiques du pays, de combattre les maux tels que la pauvreté qui est un bien pour le développement du pays. En effet, les travaux antérieurs menés par le **STP** devraient être favorables pour le **RESEN** et le nouveaux **PSE** (*Plan Sectoriel de l'Éducation*) en Centrafrique afin d'améliorer l'éducation.

Par contre, deux (02) enquêtés soit 20% disent qu'il n'existe pas d'autres moyens ou issues soit des politiques éducatives pour la Centrafrique. Car selon eux le système éducatif Centrafricain est tellement inadapté et inadéquat aux réalités locales Centrafricaines. Donc, il y'a beaucoup à faire pour cette éducation scolaire Centrafricaine avec les différentes crises militaro-politiques Centrafricaines que le pays a connu, on note une nette et profonde dysfonctionnement et détérioration du dit système, qui nécessite un appui considérable de la part des partenaires techniques éducatifs internationaux et nationaux afin de redresser cette dérive du système éducatif Centrafricain, en révisant des textes, des lois et mettre une nouvelle politique éducative basée sur les réalités locales Centrafricaines.

Enfin, nous croyons qu'il existe bel et bien d'autres moyens ou politiques éducatives qui pourraient améliorer la qualité de l'éducation en Centrafrique en situation post-conflit.

Dix-neuvième analyse (Question N°27) « *Quels sont les handicaps majeurs qui impactent sur l'éducation post-conflit ?* ».

Par rapport à cette question N°27, la quasi-totalité des enquêtés déclare qu'il y a beaucoup d'handicaps majeurs qui ont des conséquences graves sur l'éducation post-conflit. Par exemple, la pauvreté est un handicap majeur. Car l'éducation maintenant égale argent. En ce sens que si vous n'avez pas d'argent, vos enfants ont peu de chance de réussir dans leurs études. Autrement dit, un élève issue d'une famille très démunie n'ira pas loin dans ses études. Les documents sont payants même pour faire la photocopie, il faut avoir de l'argent. Tout n'est pas gratuit comme prétend le Département de l'éducation Nationale. A cela s'ajoute également les notes sexuellement transmissibles qui découragent les filles qui veulent poursuivre leurs études finalement risqueront d'abandonner.

Il y a aussi la corruption qui est un vice dans le milieu scolaire qui joue énormément sur les résultats scolaires des uns et des autres. Il y a plusieurs handicaps par exemple l'insécurité chronique, les cambriolages des bâtiments scolaires etc...

Vingtième analyse (Question N°28) « *Est-ce que les finalités éducatives de qualité ne peuvent-elles pas contribuer à la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit au km5 ?* ».

S'agissant de cette question N°28 la quasi-totalité des enquêtés affirment effectivement que les finalités éducatives de qualité peuvent bien contribuer de façon significative à la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit au km5. car la politique sociale actuelle du gouvernement c'est de ramener la paix véritable afin d'aboutir à une cohésion sociale définitive ciment de l'unité nationale parmi les différentes communautés vivant au km5. Le but visé de ces finalités éducatives c'est favoriser à comprendre et appliquer les versions de paix telles que le pardon, la tolérance, la non-violence, la non-discrimination raciale, le respect d'autrui, l'amour du prochain, la justice etc. Donc les finalités éducatives contribuent efficacement à la restauration de la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit au km5 de Bangui.

Vingt-unième analyse (Question N°29) « *La mise sur pied d'un projet éducatif de qualité ne peut-elle pas favoriser de façon significative la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post-conflit dans les communautés du 3^{ème} arrondissement du km5 ?* ».

Concernant cette question N°29 la majorité des enquêtés affirme que la mise en place d'un projet éducatif telle que la coopération scolaire, le jardin scolaire etc. est très importante. Car la mise en place d'un projet éducatif qui tient compte des réalités locales est favorable pour

la construction de la cohésion sociale déchirée depuis longtemps, à cause de différentes crises à répétition qui ont impacté sur tous les domaines en Centrafrique. À travers un projet éducatif de qualité qui est bien suivi, les enfants seront obligés d'oublier leurs vieilles querelles, de fermer les yeux et de fermer les oreilles sur ce qu'ils entendent et chercher à vivre dans l'amour, la tolérance, la bonne compréhension afin de rétablir définitivement la cohésion sociale tant recherchée parmi les communautés du km5.

En effet, le projet éducatif de qualité fait partie du paysage scolaire depuis très longtemps dans certaines écoles. Pour mettre en place un tel projet, les parents d'élèves, et le Directeur qui joue le rôle de conseiller technique, d'abord respecter les grandes étapes. Il s'agit avant tout du déclencheur du projet, l'élaboration du projet, la mise en œuvre du projet et enfin l'évaluation. Donc, ces étapes (4) sont très importantes pour la mise en place d'un projet éducatif. Ensuite, l'équipe formée pour la circonstance doit étudier nécessairement le contexte spécifique de l'école. Comme exemple, l'UNESCO (2020) a mis en place un projet éducatif de qualité qui ensuite a assuré l'accès de tous à une éducation de qualité.

Vingt deuxième analyse (Question N°30) « *Quelles sont vos vœux et suggestions faites pour améliorer la qualité de l'éducation des enfants en situation post-conflit en général et dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui en particulier ?* ».

Par rapport à cette question N°30 les Autorités Éducatives proposent de :

- Revoir la politique éducative en Centrafrique afin de favoriser l'accès des enfants à l'école pour une éducation de qualité dans l'avenir ;
- Collaborer étroitement avec les systèmes des Nations-Unies telles que l'UNESCO, l'UNICEF, BM et les confessions religieuses telle que l'ECAC pour harmoniser les programmes scolaires Centrafricains adaptés aux réalités locales.
- Mettre en place une cellule autonome et opérationnelle composée des spécialistes en sciences de l'éducation afin de relever les défis qui constituent des obstacles majeurs à l'éducation en général en Centrafrique et dans le 3^{ème} arrondissement du km5.
- Insérer la langue Sango dans l'enseignement / Apprentissage dans le système éducatif Centrafricain afin de promouvoir le Sango sur le plan national et international.
- Mettre un accent sérieux sur la scolarisation des filles afin de réduire le fossé entre les garçons et les filles sur le plan national.

Car nous venons dans une société bien organisée et bien hiérarchisée, où tout le monde est appelé à vivre en parfaite cohésion sociale. Donc, l'enfant mal éduqué ou mal poli ne doit pas systématiquement faire l'objet d'un rejet définitif de la société dans laquelle il vit. Il peut être façonné et modelé afin de devenir un bon citoyen de demain. Nous savons tous que ces crises récurrentes que le pays avait vécu ont en général un impact très négatif sur l'éducation des enfants en Centrafrique et en particulier ceux du 3^{ème} arrondissement du Km 5 de Bangui.

V.11 VERIFICATION DES HYPOTHESES

Concernant cette vérification des hypothèses, nous dirons que les quatre groupes de notre population cible d'enquête, c'est-à-dire élèves (C M) ,Enseignants, Parents d'élèves, et Autorités Éducatives, ont tour à tour émis leurs points de vue par rapport à notre sujet de recherche intitulé : « Problématique de l'éducation des enfants en situation de post conflit en Centrafrique : Cas de l'Inspection de Bangui ». S'agissant de la première population cible, la majorité des élèves confirme bel et bien que les crises militaires ,constituent des handicaps majeurs au droit à l'éducation en général et dans le 3eme arrondissement du Km5 de Bangui . Pour cela, les finalités éducatives peuvent bien favoriser de manière significative la construction de la cohésion sociale chez les enfants en situation de post conflit parmi les communautés du 3ème arrondissement du Km5 de Bangui .Ainsi, la mise en place d'un dispositif scolaire par rapport à cette situation post conflit, peut amener les gens à vivre dans la cohésion sociale au sein des communautés existantes du Km5 de Bangui . De tout ce qui précède, le problème de l'éducation des enfants en situation post conflit en Centrafrique en général et dans la Sous -région en particulier, interpelle tout le monde .

Pour cela, les enfants quel que soit les circonstances, les milieux, les régions là où ils se trouvent, ne devront pas faire l'objet d'une quelconque privation de leur droit à l'éducation scolaire. Par ailleurs, l'école est l'avenir des enfants , c'est-à-dire des futurs cadres et compétents de demain, capables de développer leur pays .

Quant aux Parents d'élèves ,la quasi-totalité des enquêtés ont à 100% confirmés les hypothèses émises par rapport à cette situation de l'éducation post conflit en Centrafrique en général et dans le 3eme arrondissement en particulier Car, elle est l'avenir des enfants en situation post conflit à travers ses cours, par exemple sur l'éducation civique, sur l'interculturalité des faits éducatifs , etc. ...En effet, l'école est bien placée pour

favoriser le retour à une paix durable et la cohésion sociale parmi les communautés du 3eme arrondissement du Km5 de Bangui. Ainsi, les parents d'élèves veulent que les enfants partent à l'école afin de devenir de bons citoyens de demain, pour développer leurs milieux sociaux et environnementaux. En outre, la majorité des Parents d'élèves, confirme la prise en charge de l'éducation des enfants en situation post conflit par les ONG internationales et nationales, y compris le Gouvernement à travers la mise en place d'un programme de démobilisation et de réinsertion sociale, des enfants soldats. Aussi, les parents confirment la thèse selon laquelle la manipulation politique, est l'une des causes qui a poussé les communautés existantes du 3eme arrondissement de Bangui, à se diviser pendant les périodes des crises militaro politiques que le pays avait vécu. Mais la sensibilisation, l'information, l'éducation par le biais des ONG, et les conseils pédagogiques donnés à l'école aux enfants par les enseignants, ont plutôt favorisé le retour à l'ordre et l'envie de vivre ensemble parmi les populations du PK5. Donc, ils affirment que l'école est très importante dans la société Centrafricaine en général et dans le 3eme arrondissement du Km5 en particulier. Car, la majorité des parents confirme effectivement que les projets éducatifs scolaires, les nouveaux programmes élaborés, l'amélioration de la qualité de l'éducation post conflit, la mise en place de nouveaux dispositifs scolaires, en adéquation et adaptation aux réalités locales Centrafricaines, appuyés par les partenaires techniques et financiers internationaux, peuvent favoriser de manière significative la construction de la cohésion sociale au sein des populations de Centrafrique en général et parmi les enfants en situation post conflit du Km5 en particulier.

Tandis que les enseignants, confirment les hypothèses émises en bloc. Selon eux, il y a longtemps que le système éducatif centrafricain connaît de sérieux dysfonctionnements. D'ailleurs, depuis quelques décennies les enfants ne partaient pas régulièrement à l'école, parce qu'il y a des troubles socio-politiques, des crises militaro politiques à répétition, des rébellions, qui ont impacté négativement sur les paisibles populations qui vivaient entre-temps en parfaite cohésion sociale. En effet, les enfants et les enseignants étaient considérés comme des cibles à abattre des groupes armés, des bandits et des rébellions. Les enfants qui étaient enrôlés de force dans les rébellions, étaient finalement devenus des chairs à canon. Les bâtiments scolaires, pillés, détruits, vandalisés et transformés en quartiers généraux des groupes armés, des auto-défenses. Pour cela, l'école peut donner un programme scolaire adapté aux réalités locales, qui

favorisera la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post -conflit dans les communautés du 3eme arrondissement du KM5 de Bangui.

Concernant les Autorités Éducatives, presque la totalité soit 100% des enquêtés confirme les hypothèses formulées. D'ailleurs, ils ont été clairs dans les réponses données. L'éducation scolaire en Centrafrique en général, éprouve beaucoup de difficultés .Pire encore , avec ces multiples crises récurrentes que le pays avait connu et vécu, elle ne reflète pas encore la qualité de l'éducation que tout le monde attendait. La situation de l'éducation des enfants post conflit en Centrafrique, était tellement déplorable. En effet, certains enfants enrôlés de force dans les groupes armés, constituaient un obstacle majeur à l'éducation et ne pouvaient pas favoriser la construction significative de la cohésion sociale au milieu des communautés du Km5 . Mais avec l'appui de la communauté internationale, des partenaires éducatifs techniques et financiers internationaux comme UNICEF,UNESCO,BANQUE MONDIALE, en synergie avec le Département de l'éducation nationale, des mesures d'urgence ont été prises , pour faciliter l'accès de l'éducation à tout le monde, afin de contribuer au retour effectif et définitif de la cohésion sociale , parmi les communautés qui veulent véritablement vivre ensemble dans l'amour, la tolérance, l'égalité, le respect des droits humains, la justice, et la liberté. En définitive, la quasi-totalité des Autorités Éducatives confirme les hypothèses émises. Par ailleurs , elles affirment la mise en place d'un projet éducatif de qualité, qui peut valablement contribuer de manière significative à la construction de la cohésion sociale des enfants en situation post conflit dans les communautés du 3eme arrondissement du Km5 de Bangui.

V.12 IMPLICATIONS PEDAGOGIQUES

Au vu de tout ce que nous venons de dire, il y a lieu de faire quelques implications pédagogiques sous formes de réflexions par rapport à notre sujet de thèse et proposer un modèle éducatif aux enfants en situation post conflit.

V.12.1 Du point de vue pédagogique

Concevoir les manuels didactiques en tenant compte effectivement des valeurs culturelles Centrafricaines. Que ces manuels didactiques soient uniques par rapport aux différents niveaux, accompagnés avec les guides pédagogiques, qui pourraient permettre

aux enseignants de mieux maîtriser la méthodologie de l'enseignement /apprentissage à l'école. Améliorer le ratio/élèves par niveau d'études. Car, les manuels scolaires des élèves doivent être signifiants et suffisants. Comme nous l'avons fait remarquer, les guides pédagogiques destinés uniquement aux enseignants, devront être utilisés pour chaque niveau d'études. Mettre un plan de généralisation des liseuses avec des fiches pédagogiques à l'appui.

Expérimenter l'introduction de l'enseignement du sango, langue nationale dans le fondamental1. En effet, il est question de compter sur un groupe d'écoles qui a bénéficié de l'enseignement en sango, de former aussi certains enseignants à l'ENI de Bambari et ensuite mettre maintenant en place un plan d'évaluation déjà suivi leur enseignement en français

- Augmenter les capacités surtout pour l'enseignement général et technique de formation professionnelle et alphabétisation pour l'éducation post-conflit en Centrafrique
- Mettre une stratégie en place surtout pour le près-scolaire et construire de nouvelles salles des classes supplémentaires au fondamental1. Si par exemple, les familles déplacées sont retournées chez-elles. Alors les ETAPES devront en principe être enlevées. Elles n'ont plus leur raison d'être. Il est aussi impérieux d'augmenter le nombre et la capacité pour la formation des enseignants et évidemment de l'enseignement supérieur afin d'avoir des enseignants qualifiés pour une éducation de qualité.

V.12.2 Du point de vue socio-professionnel

Les nouveaux programmes scolaires élaborés et la conception de nouveaux livres de lectures, des mathématiques et d'éveil, reflétant les réalités locales Centrafricaines, sont l'une des conditions obligatoires de toute réussite socio-professionnelle en période post-conflit.

Dans le contexte actuel, l'école est l'avenir de l'enfant. Car, il deviendra d'ici demain un cadre responsable, respecté et respectable, pour subvenir aux besoins spécifiques de sa famille et ensuite se mettre au service de son pays pour son développement harmonieux et durable. L'école est la clé de toute réussite socio-professionnelle comme nous l'avons signifié ci-haut pour tous les enfants scolarisés. Aussi la lecture adaptée aux réalités nationales, permet à l'enfant de retrouver ses repères perdus pendant et après les événements douloureux et tristes que le pays avait vécu et connu, qui ne sont pas prêts à être oubliés par les enfants.

V.12.3 Du point de vue psychologique

Les enfants devront être prises en charge à cause des traumatismes, des chocs subis pendant les conflits militaro-politiques. Il faut qu'il y ait une prise en compte psychologique de ces enfants vulnérables, traumatisés qui gardent encore par devers eux, les séquelles des atrocités, causés sur eux, qui continuent de les affecter. Ces enfants devront également être rééduqués à nouveau, pour devenir des très bons citoyens, imprégnés des vertus de paix, amour, cohésion sociale etc. Certains qui étaient enrôlés de force dans les groupes armés, dans les rébellions, devront profiter du programme de réinsertion sociale afin de revenir à la vie normale, après un programme de démobilisation et réinsertion sociale. Psychologiquement, ces enfants ne devront pas être indexés par la population, au contraire ils devront avoir un moral et suivre le programme de réinsertion sociale. Dans toutes les situations, la protection des garçons et des filles contre toute atteinte et contre les effets psychologiques, qui s'en suivent devront probablement être prise en charge, pour éviter le risque grave de la détresse psycho-sociale. Par ailleurs, le terme psycho-social, se rapporte ici à la relation liée entre l'état psychologique d'un individu, autrement dit, ces capacités, comportementales et sociales. Mais pendant ces moments difficiles et douloureux, les enfants surtout de bas âges ont souvent perdu leurs capacités liées à leur stade d'évolution, telles que la parole, le sang-froid etc. De fois, les parents et enseignants n'arrivent pas à les comprendre. Parfois, ils n'arrivent pas à expliquer clairement ce qu'ils ressentent. Mais c'est lorsque les enfants eux-mêmes ont le plus besoin de la proximité, de l'appui moral, du réconfort et autres que cela pourrait être possible. Un exemple initié par l'ONG SAVE THE CHILDREN.

En effet, les conseils scolaires et les accompagnateurs sociaux en Cisjordanie et à GAZA ont reçu une formation spéciale en psychologie traumatique. En 2004, l'ONG a également œuvré pour assurer son aide à l'école, à travers la formation de certains conseillers scolaires, afin d'intervenir dans la classe en cas de crise.

Un second exemple, toujours de l'ONG SAVE THE CHILDREN dénommé STOP, qui est un cadre réservé pour la protection des enfants en situation d'urgence dans le domaine psycho-social. Ce modèle a été adapté à divers cadres et autres. Ainsi en réalité STOP signifie :

- S ➡ Space, structure (espace, structure)
- T ➡ Trust, time, talking (confiance, temps, dialogue)
- O ➡ Opportunité des loisirs, jeux organisés.

P → Play (Loisirs) et partenariat avec les parents.

Ce modèle, est aussi valable pour les populations déplacées, les réfugiés et les différentes communautés (par exemple communauté Musulmane et communauté Chrétienne du km 5 de Bangui).

CHAPITRE VI :

INTERPRETATIONS DES RESULTATS, PERSPECTIVES ET SUGGESTIONS

À l'issue des enquêtes menées sur le terrain auprès de nos enquêtés par rapport aux résultats obtenus, nous voudrions bien faire des recommandations fortes à l'endroit des élèves, des enseignants, des parents d'élèves, des Autorités Éducatives, des confessions religieuses, des Partenaires Techniques Financiers Internationaux et enfin à l'endroit du Pouvoir Public.

Mais nous reconnaissons d'abord que ce sujet ne s'applique pas à tous les enfants en Centrafrique disons qu'ils concernent seulement les élèves de la classe de CM2 qui ont subi les exactions, les chocs, les sévices pendant ces conflits militaro-politiques. Nous précisons à nos lecteurs une fois de plus qu'il y a également des enfants-soldats c'est-à-dire ceux qui ne sont pas scolarisés, mais qui sont obligés d'intégrer les groupes armés. A ce niveau, nous pensons qu'il est important de faire la différence entre les enfants-soldats non scolarisés et les enfants en âge d'aller à l'école en situation de post-conflits. A ce niveau il est également indispensable de reformuler notre sujet de thèse qui sera beaucoup plus basé sur l'importance de l'éducation après les conflits récurrents que le pays a reconnu.

Avant de reformuler des recommandations fortes sous formes de perspectives à l'endroit de nos enquêtes, nous voudrions bien expliquer à nos lecteurs par rapport à notre champ thématique qu'en domaine d'intervention, il existe trois étapes fondamentales. Il s'agit d'abord dans la première étape de la préparation de l'intervention qui est capitale pour ces enfants en situation de post-conflit. En effet, l'intervention doit se situer surtout dans la protection de l'enfant et l'insertion socio-professionnelle. Il intervient également à travers les projets de développement local ou communautaire.

Disons tout simplement que cette première étape n'est autre chose qu'un plan de l'intervention. Comme nous l'avons dit ci-haut, c'est une organisation autrement dit une planification d'actions arrêtée, en accord avec les concernés. C'est-à-dire les élèves ou parents d'élèves afin d'aboutir à une résolution de situation-problème. Il faut comprendre clairement que le plan d'intervention bien préparé est destiné aux élèves de cours moyen deuxième année (CM2) victime des exactions de l'insécurité grandissante de traumatismes, des chocs psychologiques pour les aider.

S'agissant de la deuxième étape, on doit d'abord réfléchir sur la réalisation de l'intervention autrement dit la mise en œuvre de l'intervention qui consiste à aider ces élèves en situation difficile de surmonter tout ce qu'ils ont subi comme dommage moral physique et matériel pendant ces événements conflictuels. En principe, les autorités éducatives, les partenaires techniques financiers internationaux devront unir leurs efforts pour la mise en œuvre, autrement dit mise en place d'actions coordonnées pour aider ces enfants.

En outre, la mise en œuvre garantit les aspects clés des approches prometteuses soient par la mise en pratique comme prévu et pour répondre aux besoins réels de ces enfants..

Concernant la troisième étape qui porte sur l'évaluation de l'intervention, nous devrions d'abord nous poser la question de situation des enfants post-conflit.

Est-ce que cela concerne tous les enfants ou seulement ceux qui sont en âge d'aller à l'école ou ceux qui sont déjà scolarisés et ce sont les crises militaro-politiques qui leur ont causé des handicaps.

Pour cela, nous pensons ici qu'il s'agit tout simplement des enfants scolarisés. Alors, nous devons une fois de plus chercher les voies et moyens pour voir si effectivement il y a des possibilités de s'occuper de leur scolarité. Aussi vérifier si et seulement si les gouvernants et les bailleurs de fonds internationaux à travers la Banque Mondiale, l'UNESCO, l'UNICEF, les ONG internationales et nationales ont déployés des efforts pour la prise en charge psychosociale à ces élèves ou rien n'a été fait.

Il faut savoir que par rapport à cette situation-problème, il reste encore beaucoup à faire malgré les efforts fournis de la part des donateurs et des gouvernants. Par exemple la réhabilitation et la reconstruction des bâtiments scolaires détruits, pillés, vandalisés, la

formation continue des professeurs des écoles (instituteurs) afin de rehausser la qualité de l'enseignement/apprentissage, les matériels didactiques la construction des salles de classe.

Autre chose, le Ministère en charge de l'éducation nationale devrait aussi mettre un accent particulier sur la scolarisation des filles en cette période post-conflit. Le gouvernement doit vérifier réellement si l'accès à l'éducation de qualité en situation post-conflit est en marche. Parce qu'il y a beaucoup d'enfants en âge d'aller à l'école qui n'ont plus le courage de se faire inscrire à cause de la pauvreté qui frappe la plupart de ces parents après les crises récurrentes. Ainsi, une politique de faciliter d'inscription gratuite devrait être mise en place afin d'encourager les parents à inscrire surtout les filles qui sont marginalisées. Car, éduquer une femme c'est éduquer toute une nation. Pour cela, beaucoup d'enfants en situation de post-conflit accéderont à l'école.

Par conséquent, favoriser l'accès des filles à l'école c'est lutter contre la discrimination, les stigmatisations, les harcèlements sexuels. Car l'accès à l'école est un atout indispensable pour tous les élèves sans distinctions de sexe. De tout ce qui précède, la reformulation de sujet de thèse « Problématique de l'éducation des enfants en situation de post-conflit en Centrafrique : cas de l'inspection de Bangui » dire plutôt « Education problématique des enfants en situation de post-conflit en Centrafrique : cas de l'inspection fondamentale 1de Bangui ». Alors, il s'agit ici de parler de l'importance de l'éducation scolaire après les crises militaro-politiques à répétition que le pays a connu avec les effets négatifs dans tous les domaines en général et le système éducatif en particulier.

Mais, sachant que les enfants centrafricains en général et spécifiquement les élèves attachent beaucoup de prix à l'éducation scolaire, d'une manière générale dans la société centrafricaine il y a deux formes d'éducation que tout le monde est censé connaître. Il s'agit ici dans un premier temps de l'éducation de base. C'est-à-dire l'éducation qui commence au sein du cercle familial et dans un deuxième temps de l'éducation moderne ou éducation scolaire reçu à l'école qui complète la première reçue dans la famille. A l'école on apprend aux enfants à lire, à écrire et parler couramment la langue d'apprentissage (français, anglais, allemand, russe). Cette langue étrangère n'est pas leur langue maternelle. Une chose est vraie c'est qu'on doit éduquer, former et instruire ces enfants pour un avenir meilleur parce que l'éducation reçue à la base, autrement dit à la maison est toujours incomplète. Ainsi donc les enseignants qualifiés expérimentés devront doubler d'efforts pour inculquer de nouveaux savoir-faire et savoir-être à ses enfants pour combler leurs lacunes. C'est à partir de là que la plupart des centrafricains

pensent que l'éducation est très importante. Le problème ici est de réfléchir sur cette éducation des enfants en situation de post-conflit.

Est-ce que les conditions d'une éducation de qualité sont requises pour aider ces enfants ? En effet, ils sont traumatisés, victimes des exactions des déportations forcées et encore privés de leur scolarité, ils devront être prise en charge, par conséquent les finalités éducatives devront bien tenir compte des réalités socio-éducatif, culturelles, artistiques, économiques et philosophiques afin d'avoir un capital humain capable de relever les défis se pointant à l'horizon.

Au regard de tout ce qui précède, l'éducation scolaire devrait beaucoup apprendre aux jeunes âmes les notions de tolérance, pardon, justice respect des droits humains, le dialogue interculturel et religieux gage d'un véritable développement de la Centrafrique pays post-conflit. Par rapport à tout ce que nous venons de dire, l'éducation des enfants en situation de post-conflit en Centrafrique ne doit pas être négligée. C'est l'éducation post-conflit qui doit analyser la situation des enfants en âge de scolarité pour favoriser une éducation inclusive. C'est l'école qui façonne, modèle les enfants pour devenir de très bons citoyens biens éduqués. Pour cela, on aura de très bons citoyens qui seront de très bons responsables afin de réduire le taux d'analphabétisme dans le pays.

Mais sachons également que l'enjeu de l'éducation scolaire dans cette zone c'est-à-dire fondamental 1 de Bangui n'est pas à négliger. Mandela N (1994) dit ceci : « l'éducation est l'arme la plus efficace pour lutter contre le sous-développement » . C'est dans ce sens que les bailleurs de fonds internationaux mettent un accent particulier sur l'éducation inclusive post-conflit.

➤ Education inclusive post-conflit en Centrafrique

- A titre illustratif

Elle est considérée pour le moment comme le levier du développement durable facteur d'une paix durable de cohésion sociale, de stabilité socio-politique et économique du pays.

Disons que depuis l'accession à la magistrature suprême du père de la nation centrafricaine il n'y avait que deux (02) centres de formations professionnelles et techniques non opérationnels dans le pays. Mais de nos jours, le pays dispose de 12 (12) centres de

formation professionnelle et technique dont (01) à Bangui, le CFIA et onze (11) autres réparties à l'intérieur du pays.

En outre, les réformes de l'éducation a permis de créer cinquante et deux (52) circonscriptions scolaires en 2016. Mais passer de cent quatre secteur en 2016 à deux cent soixante et douze (272) maintenant.

D'autres part, les CPR (Centre Pédagogique Régionaux) forment à leur tour deux cent soixante-quatre (264) enseignants du préscolaire sur le budget de l'Etat, pour une durée de deux ans (2ans) , (2023-2025). En plus une formation accélérée de trois mille enseignants du fondamental 1(F1) appelés maintenant les professeurs d'écoles, par rapport à l'usage de la nouvelle approche pédagogique, qui est la pédagogie explicite pour une durée d'un ans depuis 2023 . Notons aussi que mille vingt-sept (1027) salles de classe ont été construites ou réhabilités

Dans le cadre des projets POSEB et PAPSE II ont également construit et réhabilité mille cent vingt un (1121) salles de classes. Voilà quelques efforts fournis par le Ministère de l'éducation appuyé par les partenaires techniques financiers internationaux pour l'éducation inclusive post-conflit en Centrafrique. La liste est longue. Par conséquent, nous ne pouvons pas toutes les énumérer. En définitive, nous nous disons que l'Etat doit toujours déployer des efforts en faveur de l'éducation des enfants en situation post-conflit.

VI.1 A L'ENDROIT DES ELEVES

A propos de cette population d'enquêtes, nous recommandons ce qui suit :

- Apprendre aux enfants à bien lire et écrire
- Montrer aux élèves l'importance de l'école à n'importe quel moment de la vie.
- Initier aux élèves à développer l'esprit critique
- Apprendre aux élèves à l'école de respecter les bonnes règles qui régissent la société telle que vivre dans la cohésion sociale parmi les communautés.
- Sensibiliser les élèves sur le danger de l'enrôlement volontaire des enfants dans les groupes armés, les rebellions.

- Faire comprendre aux élèves l'importance de la non-violence, de la tolérance, du pardon, du dialogue interculturel, de la paix, le respect des droits humains, la justice, la liberté etc.
- Expliquer clairement aux élèves que l'école est leur avenir de demain afin de développer le pays post-conflit.
- Donner accès à l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique en général et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier.
- Rendre l'éducation des enfants en situation post-conflit obligatoire (6-15 ans).
- Développer l'éducation non-formelle chez les enfants non scolarisés pendant longtemps.
- Tenir compte de la personnalité des élèves (enfants).

VI.2 A L'ENDROIT DES ENSEIGNANTS

- Appliquer la psychologie de l'enfant pour mieux les appréhender.
- Aider les élèves à travers les conseils pour oublier les traumatismes, subis, les chocs pendant les conflits militaro-politiques.
- Montrer l'importance de la cohésion sociale aux élèves dans leur environnement social.
- Expliquer aux élèves que l'école reste et demeure l'unique voie de réussite socio-professionnelle.
- Considérer l'élève comme un « adulte en miniature » qui a droit à l'éducation scolaire.
- Donner un enseignement de qualité aux enfants en âge préscolaire et les adultes.
- Favoriser la cohésion sociale parmi les élèves vivant dans le 3^{ème} arrondissement du km5 de Bangui.
- Tenir compte de la personnalité des enfants en situation post-conflit dans le 3^e arrondissement du km 5 de Bangui.

- Encourager davantage les élèves aux notions de l'éducation à la citoyenneté.
- Collaborer étroitement avec les élèves et les parents d'élèves pour une bonne cohabitation sociale.
- Sensibiliser et informer les élèves de ne pas trop s'enrôler dans les groupes armés ou auto-défenses, qui pourront porter préjudice à leur avenir.
- Créer un climat propice de mutuelle entente entre enseignants et élèves à travers les activités sportives pour un lendemain meilleur.
- Expliquer clairement aux élèves les conséquences néfastes des crises récurrentes sur le système éducatif Centrafricain en difficultés depuis plusieurs décennies.
- Exhorter les élèves qui ont abandonné l'école à revenir afin de rattraper leur retard, pour bénéficier d'un avenir meilleur après les crises militaro-politiques.
- Recycler régulièrement les enseignants aux nouvelles méthodes d'apprentissage, c'est-à-dire les méthodes des nouveaux livres de lecture, mathématiques pour un bon enseignement / apprentissage en période post-conflit en Centrafrique.
- Reconnaître le droit à l'éducation des enfants.
- Veiller à ce que les enfants ne soient pas mal traités à l'école et dans leur cercle familial.
- Contribuer à l'éducation non formelle, pour ceux qui ont abandonné les études pour diverses raisons.
- Rendre plus attrayant l'enseignement / apprentissage pour donner le goût du travail et l'envie d'être toujours présent à l'école.
- Créer un climat de confiance entre enseignants et enseignés afin de faciliter le bon déroulement des cours.
- Dialoguer beaucoup plus aux élèves que de procéder par la chicotte.
- Lutter contre la corruption, la fraude, et l'escroquerie, les notes sexuellement transmissibles en milieu scolaire.

VI.3 A L'ENDROIT DES PARENTS D'ELEVES

Nous formulons les recommandations suivantes à l'égard des parents d'élèves :

- Les parents d'élèves devront déployer des efforts considérables, pour fournir des manuels de lecture, qui tiennent compte des idéaux tels que la paix, l'éducation à la citoyenneté, la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit.
- Ils devront également leur expliquer certains termes qui portent à confusion sur l'amour du prochain, le respect des valeurs culturelles, etc.
- Rappeler aux enseignants de respecter les Instructions Officielles les interdisant à ne pas utiliser la chicotte pour inciter les enfants à travailler (le châtiment corporel est prohibé).
- Jouer pleinement leurs rôles des parents élèves dans le suivi des études de leurs enfants à l'école.
- Réactualiser les rares anciens manuels didactiques reflétant les réalités locales au fondamental 1 en général et plus particulièrement dans l'Inspection fondamentale 1 du km5 de Bangui.
- Encourager le gouvernement à introduire le Sango dans les unités d'enseignement / Apprentissage au fondamental 1 en Centrafrique.
- Veiller surtout sur la scolarité des filles pour l'égalité de sexe parmi les élèves.
- S'acquitter des frais scolaires de son enfant.
- Suivre attentivement son cursus scolaire, si possible selon les moyens, prendre un précepteur pour l'aider à la maison.

VI.4 A L'ENDROIT DES AUTORITES EDUCATIVES

- Développer davantage le partenariat avec les APE, les ONG internationales et nationales.

- Organiser régulièrement les séances d'animation pédagogiques sur les thèmes de l'interculturalité des faits éducatifs, la cohésion sociale, la non-discrimination des élèves à l'école, la protection des infrastructures scolaires aux enseignants pour l'application parmi les enfants en situation post-conflit.
- Sensibiliser les APE (Association des Parents d'Élèves) à jouer pleinement leur rôle en période post-conflit.
- Adapter l'éducation en situation post-conflit au contexte actuel.
- Encourager le dialogue permanent entre les partenaires techniques financiers (Banque Mondiale, UNICEF, UNESCO) et le Ministère de l'Éducation Nationale, afin d'améliorer la qualité de l'éducation en Centrafrique en général et dans le 3^{ème} arrondissement du km5 en particulier.
- Évaluer la qualité de l'enseignant / Apprentissage et des établissements scolaires (Publics et Privés).
- Traduire en justice tout enseignant qui entretient les relations sexuelles aux enfants.

VI.5 A L'ENDROIT DU POUVOIR PUBLIC (GOUVERNEMENT)

Par rapport au Pouvoir Public, nous formulons ainsi les recommandations fortes suivantes :

- Établir une cohérence entre les besoins de l'économie nationale et les contenus des programmes éducatifs, pour mieux permettre aux jeunes de parfaire leurs connaissances, et capables de résoudre les situation-problèmes dans la vie quotidienne.
- Augmenter le salaire des enseignants (toutes catégories).
- Prendre soin des enseignants.
- Revoir le système de paiement des salaires des enseignants, qui sont dans des zones reculées d'insécurité. Exemple : paiement par système de crédit téléphonique, paiement à travers les réseaux de l'église catholique

- Impliquer davantage les communautés vivantes dans le nouveau programme scolaire adapté.
- Accompagner le nouveau programme scolaire par des recommandations fortes, afin de lutter contre la corruption, le harcèlement sexuel, la violence en milieu scolaire.
- Fournir gratuitement des kits scolaires aux élèves.
- Prendre en charge certaines écoles ciblées en leur fournissant des produits PAM (Programme d'Alimentation Mondiale).
- Faciliter le dialogue permanent entre les partenaires techniques financiers avec le Ministère de l'éducation Nationale.
- Introduire la langue Sango dans l'enseignement / Apprentissage au fondamental1.
- S'engager sur la voie des créations des projets éducatifs pour contribuer efficacement à la construction de la cohésion sociale parmi les enfants en situation post-conflit.
- Vérifier si les ONG Nationales contribuent véritablement au relèvement du système éducatif Centrafricain.
- Prendre en charge les enfants en âges préscolaires pour un développement cognitif et social.
- Évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de l'EPT (Éducation Pour Tous).
- Améliorer les opportunités pour la protection et l'éducation de la petite enfance.
- Définir une nouvelle politique éducative par rapport aux approches pédagogiques visant à améliorer l'apprentissage.
- Établir une étroite relation entre l'aide et l'amélioration des résultats d'apprentissage afin de mesurer les progrès accomplis.
- Prendre en compte les questions de genre et améliorer la qualité de l'éducation et les résultats attendus.

VI.6 A L'ENDROIT DES PARTENAIRES TECHNIQUES FINANCIERS

- Veiller surtout à ce que la violence en milieu scolaire soit combattue afin de permettre aux filles de bien poursuivre leurs études.
- Encourager les financements aux ONG Nationales de bien lutter contre les violences en milieu scolaire.
- Soutenir techniquement et financièrement le gouvernement afin de bien mener des études sur la question de l'éducation post-conflit en Centrafrique en générale et dans le 3^e arrondissement du km5 de Bangui en particulier.
- Aider les communautés existantes de beaucoup œuvrer pour la paix et rien que la paix afin de favoriser de manière constructive la cohésion sociale parmi elles.
- Tenir régulièrement les réunions afin d'appuyer les actions des ONG Nationales à travers l'information, l'éducation et la communication.
- Organiser sans relâche des réunions, des séminaires de formation au profit des communautés vivantes sur la prévention de la pandémie COVID 19 et des conflits en milieu scolaire.
- Tenir compte des engagements, internationaux pris lors des grandes réunions en faveur du droit à l'éducation.
- Relever le défi à l'amélioration de la qualité et de l'élargissement équitable à l'accès à l'éducation pour tous.
- Créer une coalition planétaire afin d'atteindre les Objectifs du Développement Durable, qui pourrait nécessairement améliorer davantage la situation sociale des démunis.
- Augmenter et additionner les engagements tenus en faveur de l'éducation de base

VI.7 A L'ENDROIT DES CONFESSIONS RELIGIEUSES

Depuis quelques décennies, le Ministère de l'éducation n'est plus en mesure de reprendre aux besoins éducatifs des enfants en générale en Centrafrique, pour plusieurs raisons dont les principales sont les crises militaro-politiques récurrentes, qui ont mis à mal le système éducatif Centrafricain. Alors, pour les confessions religieuses, nous suggérons ce qui suit :

- Prendre leur entière responsabilité dans le domaine de l'éducation et la formation
- Initier quelques écoles de fondamental 1 de la Centrafrique de prendre de bonne directive de certaines écoles privés catholiques (ECAC), celles qui consistent à mettre à la charge des élèves et enseignants y compris leurs parents, l'achat des nouveaux manuels conçus pour le programme d'enseignement / Apprentissage. Ainsi, si une telle décision venait à être rendue publique, les parents et les élèves sauront désormais qu'ils ne pourront rien attendre du Ministère de l'Education Nationale, mais qu'ils devront eux-mêmes se prendre en charge.
- Recycler régulièrement les enseignants pour éviter la routine et la nonchalance.
- Organiser également les animations pédagogiques favorables aux enseignants qui viennent surtout d'être intégrés dans la Fonction Publique Centrafricaine.

CONCLUSION GENERALE

En définitive depuis fort longtemps dans la société traditionnelle africaine en général et dans la société Centrafricaine en particulier, on a observé une grande similitude dans les pratiques éducatives. Toutes les communautés accordaient une grande importance à l'éducation et la formation de l'enfant, qui est considéré comme don de Dieu, destinée à valoriser la lignée familiale. Cependant l'enfant qui est un être simple et complexe doit être formé avec beaucoup de rigueur pour un lendemain meilleur afin de contribuer au développement harmonieux de son milieu social. Pour cela, à un certain âge on doit l'initier aux travaux champêtres, aux initiations pour lui transmettre des connaissances. Par exemple, l'ambition, le courage, la force de vaincre, l'honnêteté, respect aux grandes personnes, les responsabilités etc. en effet, l'éducation et la formation assurent d'une part la promotion des valeurs humaines en général et locales en particulier. Elle contribue d'une manière significative à la construction de la cohésion sociale. Parmi les paisibles populations, l'idéologie coloniale en principe ne pouvant pas s'accommoder de l'éducation traditionnelle africaine en général et en Centrafrique en particulier, a sapé de ses bases pour remplacer par un autre système qui est fondé sur des points saillants tels que : la négation des valeurs culturelles, le remplacement local du modèle occidental, la formation d'un citoyen assimilé pour garantir et défendre seulement les intérêts de la métropole.

Par ailleurs, l'accession à l'indépendance de la Centrafrique le 13 août 1960, s'est caractérisée par la modernisation du système d'éducation et de formation, pour répondre à ses besoins et son développement socio-économique politique et culturel. La Centrafrique très tôt a connu pendant la première décennie de son indépendance, une croissance quantitative et qualitative de son système éducatif avant le début de la crise, elle était l'un des pays les plus

pauvres au monde et était classée 169ème rang sur 175 pays pour l'IDH (Indice du Développement Humaine). Le PIB /habitant qui se trouvait parmi les plus faibles, décroît d'année en année. Car les récentes estimations sur les populations indiquent que, 37% vivent en dessous du seuil de la pauvreté et 74% n'ont pas accès à l'eau potable (PNUD RCA ; 2011). Mais depuis quelques décennies, suite à des crises militaro-politiques à répétition qui ont des conséquences graves sur le pays tel que, le système éducatif Centrafricain ne pouvait pas fonctionner comme il se doit. D'ailleurs, la crise politique, la plus grave que le pays avait connu est celle de 2012-2013, avec le coup d'État de la coalition SELEKA et le cortège de ses dégâts collatéraux où le peuple entier s'était retrouvé dans une situation socio-économique, éducative et politique grave.

Pendant que l'aide au développement de l'Afrique sub-saharienne augmentait à 87% depuis 1985, par contre pour la Centrafrique baissait de 44,9%.

De tout ce qui précède ; le PAPSE II apparait comme une solution autrement dit une réponse adéquate et appropriée à l'éducation en général en Centrafrique mais aussi une réforme au système éducatif Centrafricain en particulier en période post-conflit. Par conséquent, ce projet contribue à la mise en pratique du PSE (20-19), qui a été adopté par le gouvernement en mai 2020 dans le but de résoudre les multiples problèmes du fort taux d'analphabétisme en Centrafrique. En outre, ce projet vise également à améliorer davantage l'accès et la qualité de l'éducation des enfants en situation post-conflit, au pré-primaire et de base, le renforcement des enseignants et la gestion du dit système éducatif dysfonctionné à cause des crises militaro-politiques

Sur ce, nous pensons que l'émergence de l'éducation en situation d'urgence afin d'appuyer le Département en charge, est en quelque sorte un impératif pour les Partenaires techniques et financiers internationaux, est une obligation en faveur de l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique en général et dans le 3^e arrondissement du km5 en particulier. Ainsi, plu tard un plan d'urgence et un plan de transition du secteur éducation en 2015, en accord avec les bailleurs de fonds (MEN 2015). Aussi les stratégies et interventions, seront aussi employées afin de bien orienter les actions à mener à moyen et long terme, favorable pour une éducation de qualité en RCA. (Sinclair 2013. BURDEB Alli 2017).

En effet, la situation de ces crises militaro-politiques à répétition en RCA a démontré, l'influence des bailleurs de fonds par rapport à leurs contributions en faveurs de l'éducation.

Par ailleurs, les partenaires techniques et financiers, acteurs de l'aide internationale, selon leurs actions individuelles ou collectives, ont prouvé leur bonne volonté dans les intérêts de la scolarisation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique.

L'éducation en Centrafrique reste et demeure toujours incontournable. Tous les pays développés au monde sont devenus très puissants aujourd'hui, c'est à cause de l'éducation. Autrement dit, l'Etat a sérieusement déboursé de l'argent pour créer les établissements scolaires afin d'assurer une éducation de qualité aux enfants, qui constituent les futurs cadres, les élites intellectuelles de l'avenir, capables de relever les défis sur tous les plans à leurs pays.

En se basant sur la situation scolaire de la Centrafrique, pays post-conflit, il y a lieu de s'interroger sur la qualité de l'éducation qu'on attribue aux enfants, surtout qui avaient passé des moments troubles, des moments d'insécurité chronique exagérée. En effet, ces enfants qui gardaient encore les séquelles des exactions subies lors des crises récurrentes des années précédentes. Disons que sans l'éducation de ces enfants pendant ces moments difficiles, le système éducatif centrafricain souffre encore terriblement. La communauté internationale n'a cessé d'apporter sa contribution à l'éducation des enfants en situation de post-conflit à travers un processus de décision des politiques éducatives et la prise en charge des enfants enrôlés de force dans les groupes armés, ensuite les financements des programmes adaptés aux réalités locales (Lombard, 2012. Marchal, 2015).

Après le coup de force raté et orchestré par la CPC (Coalition des Patriotes en Centrafrique), les partenaires éducatifs internationaux ont beaucoup apporté de l'aide au profit du système éducatif Centrafricain, par la création du projet PUSEB (Projet d'Urgence au Secteur de l'Education de Base) de la Banque Mondiale. Les multiples crises militaro-politiques que le pays avait vécu et connu, ont sérieusement impacté le système éducatif centrafricain, (Cherru, 2018).

D'après l'UNESCO, la RCA reste le pays qui ne dépense pas assez pour l'éducation. Même si les Nouvelles Autorités du pays font de l'éducation post-conflit l'une de leurs priorités. Mais dans la pratique, il reste encore beaucoup à faire. D'ailleurs, les données disponibles dans le monde en termes d'efficacité, d'égalité et de performance sont loin de faire foi, autrement dit sont l'un des plus faibles (UNESCO, 2011). Selon le rapport de la (Banque Mondiale, 2008) sur l'analyse du système éducatif centrafricain, un enfant sur quatre n'accède jamais à l'école et seulement 31% achèvent le cycle primaire.

Sachons que parmi les dix (10) pays d'Afrique francophones, la Centrafrique pays-post conflit est loin derrière par exemple dans le classement concernant les textes en français et en mathématiques effectués par les élèves du CM1.

Concernant les politiques éducatives, disons clairement que l'Etat n'accorde que 14% du budget national à l'éducation nationale contre une moyenne de 20% dans les autres pays à bas revenus. Mais de nos jours, on note une légère amélioration en termes d'aide de budget octroyée à l'éducation nationale. En 2013 déjà on estimait au moins 500 000 enfants déscolarisés du fait des violences, des tueries, enlèvements forcés, des chocs et autres exactions (Cluster éducation, 2013). Pour cela, la question de l'éducation en Centrafrique est l'affaire de tout le monde. Dans le monde contemporain comme nous l'avons souligné ci-haut, le véritable développement d'un pays passe nécessairement par l'intermédiaire de l'éducation et la formation des hommes et des enfants. Selon Mandela, 1994 : « l'éducation est l'arme efficace qui lutte contre l'analphabétisme et le sous-développement ».

Pour le cas de la Centrafrique, l'éducation post-conflit devrait beaucoup apporter un plus dans la société. Autrement-dit, elle devrait aider les nouvelles Autorités politiques à modeler, transformer les mentalités prélogiques et belliqueuses de la jeunesse désorientée en perte des repères, de se rendre compte de leurs manières d'agir, de vivre, de leurs mauvaises manières de faire, de se comporter et pire encore de l'état d'analphabétisme trop avancé (67%) dans lequel ils se trouvent. Par l'intermédiaire de l'éducation par exemple, à la citoyenneté, à l'école en période post-conflit, elle devrait beaucoup inculquer les connaissances aux enfants maintenant, qui sont trop agressifs et impolis de respecter les bonnes règles qui régissent la vie sociale actuelle divisée (Chrétiens et Musulmans), orchestrée par les conflits militaro-politiques, sur les vertus telles que les droits de l'homme, l'interculturalité, la justice, le pardon, la tolérance, la cohésion sociale, l'honnêteté, la paix, la patrie etc... Ces valeurs citées ci-haut, devront être transmises aux enfants pour devenir de très bons citoyens, c'est-à-dire de nouveaux hommes compétents et capables afin de relever les défis qui s'imposent à la Centrafrique.

Disons aussi qu'à travers l'éducation spécialisée, les enfants traumatisés, choqués, qui gardent encore ces traumatismes de la guerre et qui n'arrivent pas à les oublier, bénéficieront d'une éducation spécialisée, dans le sens de la prise en charge psychosociale et leur réinsertion dans la vie sociale. Autrement-dit de leurs familles respectives. Par conséquent, l'éducation des enfants, en situation de post-conflit a un rôle très important à jouer dans le développement harmonieux du pays et même de la personnalité ou de la personne. Par ailleurs, les Seigneurs

de guerre et d'autres personnes devront comprendre qu'il existe le droit à l'éducation des enfants sur n'importe quel continent de la planète. Ce droit en principe est reconnu et fait partie de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1949). Donc les enfants ne devront pas être privés de leur droit d'aller à l'école, parce qu'il y a la guerre. Car ceux ou celles qui font cette guerre ont également leurs enfants qui vont à l'école. Un jour, la guerre finira mais, l'école qui est une institution publique et laïque ne finira jamais. Car c'est un lieu ou un endroit choisit pour éduquer, instruire et former les enfants afin de garantir un avenir meilleur.

En effet, l'occupation de certains établissements scolaires en quartiers généraux des auto-défenses ou des bandes armées n'est pas normale mais, constitue un handicap majeur à l'épanouissement des enfants pour un lendemain meilleur. Nul n'est censé ignorer que l'éducation des enfants en âge d'aller à l'école est un droit universel. Tout enfant en âge de scolarisation ne doit pas faire l'objet de privation à cause des guerres fratricides ou conflits militaro-politiques. C'est ainsi qu'on parlait de l'éducation pour Tous en l'an 2015.

Or, durant ces conflits militaro-politiques que le pays a vécu, certains enfants sont privés de leur droit scolaire. C'est considérer comme un frein à l'éducation des enfants, qui n'est pas bon. Il serait nécessaire de laisser les enfants vaquer à leurs enseignements que de les considérer comme cibles militaires. Et pourtant, les enfants et les personnes âgées font parties des personnes vulnérables qu'il faut protéger. Le fait de considérer les enfants et leurs enseignants comme des cibles n'est pas conseillé. Les enfants et les enseignants ne sont pas sécurisés et protégés.

De tout ce qui précède, le droit à l'éducation des enfants tout d'abord, était foulé au sol à cause parfois de la violence aveugle causée par les bandes armées ou auto-défenses. Le taux d'analphabétisme qui était entretemps 67% est finalement remonté à 70% à cause de ces conflits militaro-politiques, qui ont sérieusement provoqué des conséquences graves et négatives sur le système éducatif centrafricain. Face à cet état de chose, l'avenir scolaire des enfants centrafricains en période de post-conflit est incertain. Alors, il serait mieux et important que les partenaires éducatifs internationaux et financiers, appuient le Département pour remédier à cette problématique de l'éducation des enfants en situation de post-conflit en Centrafrique en général et dans l'Inspection de Bangui en particulier, pour aboutir à une véritable cohésion sociale parmi les enfants à l'école et enfin dans leurs communautés respectives. Car le droit à l'éducation des enfants est aussi reconnu dans la Charte Africaine des Droits et du bien-être de l'enfant (1990).

Par rapport à cela, des stratégies d'intervention ont été aussi déployées afin de bien orienter les actions à mener en situation post-conflit. C'est le cas par exemple dans certains pays cités ci-haut, en situation d'urgence (Sinclair, 2003 ; Paulson, 2015 ; Burde, 2017). Pendant les conflits militaro-politiques, les filles étaient enlevées par des groupes armés ou groupes d'auto-défenses, utilisées comme armes de guerre ou prostituées aux rebelles. Si le concept post-conflit demeure un peu ambigu et anarchique, le cas des filles restent encore très exposé aux risques d'enlèvement et de viol, même si c'est contre leur gré qu'elles sont contraintes à des rapports sexuels, elles font l'objet de stigmatisation, de discrimination au sein de leur communauté.

En définitive, cette thèse que nous venons de rédiger interpelle tout le monde. C'est-à-dire les spécialistes en éducation, les parents d'élèves, les autorités éducatives, les ONG internationales et nationales de mieux réfléchir sur les multiples problèmes, qui entravent l'éducation scolaire de la jeunesse centrafricaine en particulier et celles des pays post-conflits en général. En effet, ces problèmes sont en quelque sorte les handicaps majeurs, les difficultés face à l'éducation des enfants en situation post-conflit tels que la démobilisation, la réinsertion sociale, la cohésion sociale, l'inclusion et la participation à la vie communautaire. Nous pensons qu'il serait nécessaire de prendre également en charge les mineurs, autrement dit les enfants enrôlés de force dans les groupes d'auto-défenses dans les groupes armés.

Car, ces enfants devront en principe bénéficier des programmes déjà établis de prise en charge, afin d'être réintégrés dans la vie civile dans leurs communautés respectives. En outre, les jeunes ex-combattants scolarisés devront aussi être écartés des autorités politiques et militaires pour ne pas connaître des désagréments. De tout ce qui précède, la réinsertion sociale, la réintégration des enfants-soldats par exemple qui sont déjà scolarisés, devront en principe tenir compte d'abord d'une réunion familiale, le soutien psycho-social, l'éducation et ensuite les opportunités économiques qui s'offrent à lui dans l'avenir. Par conséquent, les budgets alloués à l'éducation qui restent encore très insignifiants, devront aussi être relevés afin d'améliorer la qualité de l'éducation post-conflit en Centrafrique en particulier et dans d'autres pays post-conflits en général.

Même si l'éducation reste et demeure une activité de développement harmonieux de tout pays, il serait important de ne pas l'exclure des budgets et programmes d'urgence arrêtés. En plus de cela, la reconstruction, la réhabilitation des bâtiments scolaires détruits ou vandalisés devront être appuyées par la Banque Mondiale, à travers le projet PUSEB et l'UNICEF en

accord avec le Département de l'éducation nationale. Cet appui faciliterait beaucoup plus des échanges, des relations concrètes entre le Département en charge de l'éducation et les partenaires éducatifs internationaux pour éviter la division. Concernant la première phase d'urgence et la seconde phase portant sur la reconstruction et la réhabilitation des infrastructures scolaires détruites, comme nous l'avons souligné ci-haut pendant et après les conflits militaro-politiques.

Face à cet état de chose, l'éducation post-conflit en Centrafrique est insérée dans les programmes établis par les Nouvelles Autorités du pays, afin de corriger les erreurs du passé dans le domaine de l'éducation, qui demeure le socle du développement durable de la Centrafrique. A travers cette forme d'éducation scolaire, les enfants bénéficieront d'une véritable éducation de qualité. Car, elle est actuellement un moyen de prévention des conflits militaro-politiques et contribue également à la construction de la cohésion sociale déchirée depuis plusieurs décennies parmi les populations (musulmanes et chrétiennes). Pour cela, la problématique de l'éducation post-conflit en Centrafrique doit interpeler tout le monde. Elle permettra aux jeunes centrafricains d'être prudents, d'éviter de ne pas se replonger encore dans les violences aveugles, les tueries, les enlèvements forcés, la destruction des biens meubles et immeubles des particuliers, à cause de la mauvaise foi ou la haine foncière au sein de notre paisible population du km5 de Bangui.

BIBLIOGRAPHIE

- Abgar, SC. (1999). *Société civile et réduction de la pauvreté*, édition clé.
- Adoue, Kévin et al. (2005). *Manuel d'éducation scolaire à la citoyenneté la culture de la paix*, édition du Céram.
- Adour, Kévin et al. (2005). *Manuel d'éducation scolaire citoyenneté et à la culture de la paix*, édition du Céram.
- Aho, G. (2006). *Pour une stratégie de croissance pro-pauvre et au développement humain*, PNUD.
- Aktouf, O. (1987) « Méthodologie des sciences sociales et approches qualitatives des Organisations », édition : Presses Universitaires de Québec
- Altet, M. (1999). *Les pédagogies de l'apprentissage*, PUF.
- Altet, M., (1994). *La formation professionnelle des enseignants*, PUF.
- Altet, M., Perrenoud, P. Pasqual. (2001). *Formateurs d'enseignants : Quelle professionnalisation ?* De Boeck.
- Ansard, P. (1990). *Les sociologies contemporaines*.
- Aristote al cit, (2 002) : « Penser les droits de l'enfant », PUF.
- Association.*
- Aubert, J., Blanchard, S. (2005). *Pratique en bilan personnalisé*, DUNOD.
- Badiane, S. (2002). *Les enfants aux deux bouts du fusil*, PUD.
- Banyombo et al. (2008). *La violence en milieu scolaire Centrafricain*, Ministère de L'Éducation Nationale, UNICEF.
- Barrière, A. (2003) .*Travailler à l'école*, PUR.
- Basou et Van. (1998) .*Les infrastructures scolaires insuffisantes avec les effectifs Pléthoriques dans les classes*
- Baudouin, J-M. Friedrich. (2001). *Théories de l'action et éducation*, DE Boeck.
- Beaud et al. (1998). *Guide de l'enquête terrain ; produit et analyse des données*

ethnographiques, éd la découverte

Bêler, R. (2006). *L'éducation en Afrique traditionnelle*, Don-Bosco

Berger, C. (1967). *L'Homme moderne et son éducation*, PUF, 2^e édition.

Berger, P. (1996). *La construction sociale de la réalité*, Armand colin.

Bergunier Dupuy, G. (2005). *L'enfant acteur et sujet au sein de la famille*, .

Bhukuth et Bennani., (2006). *Le travail des enfants en milieu Centrafricain est dû à la précarité des conditions de vie des parents*.

Bigo., (1988). *Pouvoir et obéissance en RCA*

Blanchard-Lavelle, C., Fablet, D. (1996). *L'analyse des pratiques professionnelles*,
L' Harmattan.

Blanchard-Lavelle, C. (2003). *Une séance de cours ordinaire .Mélanie passe au tableau*,
L' Harmattan.

Blatier, C., (2002), *La délinquance des mineurs, L'enfant, le psychologue, le droit*,
Presses Universitaires, 2^{ème} éd.

Boba, A. (2004). *Séminaire sur l'éducation menée à l'appui aux orphelins et autres enfants vulnérables*.

Boutin, G., Duing, G.P. (1994). *Les interventions auprès des parents, Bilan et analyse des pratiques socio-éducatives*, Privat.

Bruner, J-S. (1983). *Le développement de l'enfant, savoir, savoir-faire, savoir-dire*,
PUF.

Buttner, Y., Maurain, A., Thouveny, S. (2003). *Le Droit de la vie scolaire*, Dalloz, 2^e
édition.

Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard.

Chant ana. (1996) *Le dysfonctionnement du système éducatif*

Charlot, B. (1995). *Les sciences de l'éducation : un enjeu, un défi*, ESF.

Charlotte, B., Baudier, E., Rocheux, J-Y. (1992). *École et savoir dans les banlieues...et ailleurs*, Armand Colin.

- Chauvin, E. (2014). « Conflits armés, mobilités sous contraintes et recompositions des échanges vivriers dans le Nord-Ouest. »
- D'Oise, W. (1984) : « Les relations entre groupes » in Moscovie S. (d'Ir) *Psychologie sociale*, PUF, p253-274.
- De Clerget, M. et Le bigot, P. (2001), *Les traumatismes psychiques*, Masson.
- De Benin, M. (2013). *Ensure educator*, cita Neva.
- De Gaulle. (1959) *Les structures et les méthodes de l'éducation nationale*
- DE Landshere, G. (19992) *L'éducation et la formation*, PUF
- Débesse, M et M, G. (1969) *Traité sciences de la pédagogie*, PUF.
- Débesse, M et Mialaret, G. (1978). *Éducation permanente et animation culturelle, in traité des sciences pédagogiques*, PUF.
- Debret, J. (2020). Les normes APA françaises : Guide officiel de Scribbr sur la septième Édition(2019) des normes APA. Scribbr
- Desroche, H. (1971). *Apprentissage en sciences sociales et éducation permanente*, ouvriers.
- Dore, R, Wagner, S. & Brunet J-P. (1996), *Réussir l'intégration scolaire : la déficience intellectuelle*, Éditions Logiques.
- Dossier d'actualité Veille et Analyse, N°65, Septembre, IFE
- Dubet, F. (2002). *Le déclin de l'institution*, le seuil.
- Dubet, F. (2004). *L'école des chances*, Le seuil.
- Dubet, F., Martucelli, D. (1996). *À l'école*, Le seuil.
- Duflos, E. (2010). *Le développement humain, lutter contre la pauvreté*, Seuil.
- Dumont, R. (1962). *L'Afrique est mal partie*, édition, seuil.
- Durand Prinborgne, C. (1998). *Droit de l'éducation*, hachette, 2^e édition.
- Durand Prinborgne, C. (2004). *La laïcité*, Dalloz, 2e édition.
- Durand Prinborgne, C. (2005). *Code de l'éducation commenté*, Nevis, 2^e édition.

- Durand, C. (1994). *L'éducation Nation, culture, service, un système*, Ed Nathan.
- Durand, M. (1996). *L'enseignement en milieu scolaire*, PUF.
- During, G.P. (1995). *Éducation familiale, acteurs processus et enjeux*, PUF ,2^e éd, 1999.
- Duru-Bellat, M. (1990). *L'École des filles*, l' Harmattan.
- Duru-Bellat, M. (2002) .*Les inégalités sociales à l'école : Genèse et Mythes*, PUF.
- Dutercq, Y. (2000). *Politiques éducatives et évaluations .Querelles de territoires*, PUF.
- Ebalé, M.C. (2001), *Le développement théorique de la psychologie sociale*, Presses
- Ernie, P. (1994). *L'enseignement dans les pays pauvres : Modèles et progressions*, Edition Nathan.
- Ernie, P. (1997). *L'enfant et son milieu en Afrique Noire*, Edition l'Harmattan.
- Fablet, D. (2001). *La formation des formateurs d'adultes*, l' harmattan.
- Fablet, D. (2005). *La souffrance familiale*, DUNOD.
- Feyfant, A. (2011). « Les effets des pratiques pédagogiques sur les apprentissages ».
- Forcerie, F. (2003). *L'école et le défi ethnique*, ESF.
- Fournier, J. (1971). *La politique de l'éducation*, seuil.
- Freud, S. (1926), *Inhibition, symptôme et angoisse*, PUF.
- Fureter, A. (1976). *Les modes du transmission du didactique à l'extrascolaire*,
- Fustier, J. (1971). *L'éducation spécialisée*, édition, Universitaire.
- Gallando, O. (1997). *Sociologie de la jeunesse*, Armand colin.
- Gallant, C. (2000). *Les jeunes de 15 à 24L ans*, INSEE.
- Gave, D. (1968). *École et socialisation*, PUF.
- Gayraud, P. (1966). *L'éducation des adolescents et des adultes dans le monde moderne*, Géostratégiques, 26 Janvier 2014.
- Gillig, J-M. (1990). *Intégrer l'enfant handicapé à l'école*, DUNOD.
- Gillig, J-M. (2006), *Intégrer l'enfant handicapé à l'école*, Dunod.
- Glas man, D. (2001). *L'accompagnement scolaire. Sociologie d'une marge de l'école*,

PUF.

Goffman, E. (1974). *Les rites d'interaction* : Minuit.

Goffman, E. (1975), *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Dunod.

Gomina-Pampali, L. (2001). *Le Centrafrique face à lui-même*, Presse Universitaire
Catholique d'Afrique Centrale

Gounébana, C. (1990). *Analyse des besoins en personnel enseignant*, RCA.

Gounébana, C. (1991). *Les déterminants des performances scolaires à l'école primaire en
République Centrafricaine.*

Gourdain, P. (2014). « Centrafrique : La fabrication d'un choc de civilisation ? » : Études

Grawitz, M. (1992) *Méthodes en sciences sociales*, Dalloz.

Guichard, J.L. (1998). *Les méthodes d'évaluation personnalisée*, DUNOD.

Halleck, A. (1976). *La mise en place des politiques éducatives, rôle et méthodologie de la
Carte scolaire*, Presse Unesco Bruxelles.

Henaff, G., Merle, P. (2003). *Le Droit à l'école. De la règle aux pratiques*, PUR.

Hottât, F. (1982) *Psychologie de l'enfant et de l'adolescent*, Nathan.

Huberman, A. M. (1973). *Comment s'opèrent les changements en éducation?*,
UNESCO, BIE

Hummel, CH. (1977). *L'éducation d'aujourd'hui face au monde moderne de demain*,
PUF.

Illich, I. (1971). *La société sans école*, édition seuil.

Jonnaert, PH. (2008), *Créer des conditions d'apprentissage. Un cadre de référence
Socioconstructiviste pour une formation didactique des enseignants*. Coll. Perspectives
en éducation et formation. De Boeck Supérieur.

Kalck, P., (1992). *Histoire Centrafricaine des origines à 1966*, L'Harmattan.

Kerbrat-Orecchiono, C. (1996) ; *La Conversation*, édition seuil.

Kororeff, M. (2003). *La force des quartiers : de la délinquance à l'engagement politique*,
Payot.

- Labregere, A. (1990), *L'insertion des personnes handicapées*, la Documentation française.
- Langur, R. (1990), *Insertion des jeunes en République Centrafricaine* :.
- Le gardez, A. (2006). *L'école à l'épreuve de l'actualité : Enseigner les questions vives*, EST.
- Legrand, A. (2006). *Traité des sciences et des pratiques de l'éducation*, DUNOD.
- Lelievre, F., Lelievre, C. (1991). *Histoire de la scolarisation des filles*, Nathan.
- Lubick, C. (2010). *Educazione come vita*, Scutella, cita Neva.
- Macaire, F. (1988) *.Notre beau métier*.
- Merle P. (2002). *La démocratisation de l'enseignement*, La Découverte.
- Merle, P. (2002). *La démocratisation de l'enseignement*, La Découverte.
- Mialaret, G. (1979). *Le droit de l'enfant à l'éducation*, PUF.
- Mialaret, G. (1996). *Savoirs théoriques, savoirs scientifiques, savoirs d'action en éducation*, PUF.
- Mialaret, G. (2004). *Les méthodes de recherche en Sciences de l'éducation*, PUF (Que sais-je ?)
- Milan, G. (2013). *Edu care all in Centro*, cita Neva.
- Mimché, H. Tanyang., (2013). « Les violences basées sur le genre à l'école en République Centrafricaine ».
- Mingat, A., Tan, j-p. (1987). *Instruments analytiques pour l'étude du système scolaire* : Cameroun, Dijon, IREDU.
- Monein, M. (1976). *L'imaginaire dans l'éducation permanente*, DUNOD.
- Montagnier, H. (1978). *L'enfant et la communication*, stock.Nathan.
- Ngoupandé, J-P ., (1997). *Chronique de la crise Centrafricaine de 1996-1997 : le syndrome Barracuda, L' Harmattan.*
- Ngoupandé, J-P. (2002). *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Albin Michel.

- Nus, M. (2009), *Former à l'accompagnement des personnes handicapées*, Dunod.
- Pan chand, M&Lauper, H. (2001), *Intégration : l'école en changement*, Berne, Haupt.
PUF, Genève.
- Perrenoud, P. (1999). *Dix nouvelles compétences pour enseigner*, ESF.
- Piaget, J. (1969). *Psychologie et Éducation*, Ed, Denoël.
- Piton, G et al(2008) .*Construire une communauté éducative, un partenariat, Famille, École-*
- Pourtois, J-P. Desnet, H. (1991) : « L'éducation parentale », *Revue française de pédagogie*,
n 96, p87-112
- Pourtois, J-P., (1979). *Comment les mères enseignent à leurs enfants (5-6ans) ?* , PUF.
- Pourtois, J-P., Desnet, H. (2004). *L'éducation implicite*, PUF.
- Prost, A. (1968). *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, Armand colin.
- Prost, A. (2004). *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*, Tiv : Depuis 1930,
Plon-Tempus.
- Reiner. (1972). *L'art de l'école*, Edition Fleurus.
- Robert, F. (1999). *Enseigner le droit à l'école*, ESF.
- Rocheux, J-Y. (1995). *Le sens de l'expérience scolaire*, PUF.
- Roegiers, Y., (2004). *L'école et l'évaluation*, De Boeck.
- Rollers. (1982).*La préface de la psychologie de l'enfant et de l'adolescent*, éd. Labor et
- Royal, S. (2007). *Les droits des enfants*, Dalloz.
- Schuller, G. (1990). *S'unir. Le Défi des États d'Afrique Centrale*. L'Harmattan.
- Schwartz, B. (1973). *L'éducation demain*, Montaigne.
- Senna, A. (2000). *Refuser l'inégalité*, Le seuil.
- Smith, A et Vaux, T. (2000). *Éducation, Conflit et Développement International*,
DFD.
- Smith, A. (2003). *Éducation, conflit et Développement international*, DHD.
- Tardifs, M. Lessard, C. (1999). *Le travail enseignant au quotidien*, De Boeck.
- TchouatcheuTchadjou, J.C, (1989), *Une approche de la délinquance juvénile au Cameroun*,

MINAS.

Teissier. (2005). *L'enfant des rues : contribution à une socio-anthropologie de l'enfant en grande difficulté dans l'espace urbain*, l' Harmattan.

Thomas, J. (1975) *.Les grands problèmes de l'éducation dans le monde*, UNESCO.
Toulouse, CROP.

Trabelsi, M., Dubois. (2006). *L'éducation en situation de post-conflit : le développement des Compétences de vie, peut-il contribuer à la paix ?*, France, St-Quentin.

Tsafak, G. (2000). *Comprendre les Sciences de l'éducation*, Harmattan.

Tsala-Tsala, J-P. (2008), Famille africaine et droit de l'enfant in Pallante, G. *Droit à quelle éducation en Afrique ?* PUCAC.

Tsala-Tsala, J-P. (2009), *Familles africaines en thérapie : clinique de la famille Camerounaise*, L' harmattan.

Universitaires de Yaoundé.

Van –Zanten, (2001). *L'école de la périphérie*, PUF

Van-Zantens, A. (2004). *Les politiques d'éducation*, PUF, « Que sais- je ? »

Vermeulen(2005), *Comment pense une personne autiste ?* Dunod.

Villena., F. (1990). *Bangui la Capitale d'un pays enclavé d'Afrique Centrale*.

Vinettier, F. (1973) *.Atlas de la République Centrafricaine*, IGN.

Voce, M. (2015). *La Cultura dalla fidélisa*, cita Neva.

Ya risse, Z. (1983). *Histoire de la Centrafrique, 1879-1959*, préface Ch. Bethlehem, violence du développement, domination, inégalités, l'Harmattan.

Yassongo, D. (1994). *Aperçu historique de l'enseignement en RCA ?*

Ziegler, J. (1980). *Retournez vos fusils !*, édition Seuil.

Zumstein, E. (2006) *.L'éducation en contexte multiculturel*.

OUVRAGES SPECIFIQUES

Banque Mondiale. (2005), Réorganisation du futur : Éducation et Reconstruction en situation post-conflit, Washington, DC.

Comité de suivi de l'EPT(RCA). Analyse de la situation et Stratégies, Bangui, 1991.

Dictionnaire encyclopédique de l'Éducation et de la formation, Paris, 1998.

Dictionnaire Larousse de la langue française, Paris, 1994.

Dictionnaire le Petit Larousse illustré, Paris, 1991.

Grand Robert. Dictionnaire Alphabétique et Analytique de la langue.

IPN « Séminaire National sur l'Éducation et la Formation en RCA », Bangui, 1982.

Ministère de l'Économie, des Finances, du Plan et de la Coopération Internationale(RCA) :

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique(RCA) : Plan National d'Action de l'Éducation Pour Tous (PNA /EPT) 2003-2015, Bangui, 2002.

Ministère de l'Éducation Nationale : Instructions Officielles, Masses Horaires, Guides Pédagogiques, Bangui, INRAP, 1991.

Ministère de l'Éducation Nationale(RCA) /FNUAP. Document du Projet d'introduction de l'Éducation à la Vie Familiale et en Matière de Population dans le système Centrafricain, Bangui, 1990.

Ministère de l'Éducation Nationale(RCA) : Inspection Académique de Bangui. Synthèse des rapports d'entrée et de fin d'année scolaire 2016-2017, 2018-2019, 2020-2021, Bangui.

Ministère de l'Éducation Nationale(RCA) : Plan National de Développement de l'éducation 2000-2010, Bangui. Comité de suivi des États Généraux de l'éducation et de la formation, 2000.

Ministère de l'Éducation Nationale(RCA) : Projet Educa-2000, Annuaire des Statistiques de l'éducation, Direction de la Statistique et de la Carte Scolaire, Bangui, 2001.

Ministère de l'Éducation Nationale(RCA). Rapport national de bilan de l'Éducation Pour Tous à l'an 2000, Bangui, 1999.

Ministère de l'éducation Nationale, (Cameroun). Projet de déclaration de la nouvelle politique du secteur de l'éducation, Yaoundé.

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Plan National d'Action de l'Éducation Pour Tous, Bangui, 2004.

Ministère de l'Éducation Nationale. (1989), *Éducation Pour Tous : Expérience et Perspectives en RCA*, Dakar, 1984.

Ministère de l'Éducation Nationale. (1994), « *Les États Généraux de l'Éducation et de la Formation* », Bangui, 1994

Ministère de l'Éducation Nationale de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (2008-2020) : « *Stratégie Nationale du Secteur de l'Éducation* ».

Stratégie Nationale de Réintégration des Ex- combattants des groupes politico-militaires signataires de l'accord de Paix Global de Libreville

Cape Town Principales and Best Practice on the Prevention of recruitment of children into Armed Forces and Demobilisation and Reintegration of child Soldiers in Africa, 1997.

Child Soldiers .Global. Report. Coalition to stop the use of child Soldiers, 2004.

Les Droits de l'enfant et la Protection des Enfants avant, pendant et après les conflits. Manuel de Formation .SaveThe Children, Suède, 2000.

Child Soldiers-Care and Protection of Children in Emergencies.SaveChildren, US, 2001.

Children and DDR, IDDRS,-05.30,2005.

Ministère du Plan et de la Coopération Internationale : Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix. (2017-2021).

Objectifs de Développement du Millénaire(RCA). Rapport préliminaire, Bangui, 2002.

Projet Dimensions sociales du Développement. Rapport de la Réunion de Synthèse du 7/07/1990(Formation Accélérée des maitres contractuels), Bangui, 1990.

Stratégie Nationale de l'Éducation Nationale (2008-2020).

Unesco, IYPE. (1996), *La gestion des enfants en Afrique francophone*, Paris, Antoine Traoré.

Unesco, INEE : Normes minimales d'éducation en situation d'urgence, des crises militaro-politiques et de reconstruction, Paris, 2004.

Unesco, *Les aspects qualitatifs de la planification de l'éducation*, Paris, 1970.

Unesco. (1985). *Éducation et Formation : Situation et perspective de développement en RCA*, Paris, 1985.

Unicef : *Les enfants impliqués dans les conflits armés au Congo*, Mars, 2002.

ARTICLES DES REVUES SCIENTIFIQUES ET RAPPORTS

Afrique Éducation : Centrafrique le réveil 3^{ème} édition, N° 14, octobre, Paris, p 50.

Altet, M. (2002). Une démarche de recherche sur la pratique enseignante : l'analyse plurielle. *Revue française de pédagogie* (138 : 85-93). IFE, ENS Lyon France.

Arzoumanian, A et Pizzutelli, F (2003) : « Les victimes et bourreaux : questions de responsabilité liées à la problématique des enfants-soldats en Afrique » CICR, N°852, Décembre, 2003.

Avanzini, G. (2009). De l'avenir des sciences de l'éducation. *Recherches & Éducatives*, I, 145-153.

Baingana, F et Bannon, I, I. (2004). « Intégration de la santé mentale et des interrogations psycho-sociales dans les Prêts de la Banque Mondiale, populations affectées par les conflits :

Barka, J. (1990), Analyse de l'impact du programme de Départ Volontaire Assisté des fonctionnaires à l'enseignement primaire Centrafricain. Mémoire DEA en Sciences de l'Éducation, Dijon, IREDU, 1990, P160

Bataille, N. (1981) .Les sciences de l'éducation pour l'ère nouvelle. Le concept de chercheur collectif dans la recherche-action, Caen, N°2-3, sept ,1981.

Bernard, J. (2004).Scolarisation Primaire Universelle et pilotage par les résultats dans le contexte africain : Quels indicateurs ? Colloque international, Burkina- Faso : Université de Ouagadougou, 2000, P.15.

BO, N°19, 9 mai 2002 : Les dispositifs de l'adaptation et de l'intégration scolaire dans le premier degré.

BO, N°25 du 19 Juin 2003 : Scolarisation des enfants et adolescents présentant un handicap ou un trouble de santé invalidant : accompagnement par un auxiliaire de vie scolaire.

BO, N°8 du 24 février 1983 : Mise en place d'action de soutien et de soins spécialisés en vue de l'intégration dans les établissements ordinaires des enfants et adolescents handicapés, ou en difficulté en raison d'une maladie de trouble de la personnalité, ou de troubles graves du comportement.

Boule vert, Y. (1986). Évolution de la population de la RCA et de Bangui, in bulletin de liaison, N°26, Départ des études de population, UDEAC, Bangui.

Boul vert, Y (1997). Un environnement en grande partie préservé le milieu « naturel » Centrafrique, p, 175 1 in Pratiques de gestion de l'environnement dans les pays tropicaux, DYMSET, CRET (Espace tropicaux N°15, Talence, p 580

Bressoux, P. (1990). « Méthodes pédagogiques et interactions verbales dans la classe : quel impact sur les élèves de CP ? ». *Revue française de pédagogie*, 1990, N°93.

Bru, M., Altet, M., Blanchard-Laville, C. (2004). « A la recherche des processus caractéristiques des pratiques enseignantes », Revue française de pédagogie, N°103.

Bureau pour la Prévention des crises et le Rétablissement(BCPR) (2005), Jeunesse et conflit violent : Société et Développement en situation(PNUD).

Capelan, C., Hedoux, J. (1998). « Les formateurs d'adultes et leur formation », Les cahiers d'études du CUEE.P, N°37-38.

Chauvin, E et Seignobos. (2014), « L'imbroglie Centrafricain », État, rebelles et bandits, Afrique Contemporaine ,2013 /4, N°248, pp119-148.

Children& youth, the World Bank, Vol1, N°01, November, 2005.

Circulaire du Ministère de l'éducation Nationale du 30 avril 2002.

Circulaire du Ministère de l'éducation Nationale du 11 juin 2003.

Circulaire du Ministère de l'éducation Nationale du 29 janvier 1983.

Coopération Française, France /Centrafrique : Ensemble sur le terrain, Bangui : 1989.

Coopération Française : La coopération française dans le secteur Éducation-Formation-Emploi, Bangui, 1991.

Cullen, A. (2007), « The Definition of Non International Armed, conflict in the Rome Statute of the International Criminal Court”, journal of Conflict and Security Law, 2007, pp 419-445

Date-Bah, E. (2003), Métiers d'après-guerre : Un défi crucial dans le Puzzle de la Paix et de la reconstruction, Genève.

De Boeck Université : pp263-278 ,2000

DE kétéélé, J-M. (1993). « L'évaluation conjugée en paradigmes » .Revue française de pédagogie, No103.

Déballé, M., Danangoro, J-P. (1987) .Rapport sur les Associations des Parents d'élèves en République Centrafricaine, Bangui.

Diki-Kidiri. (1977). Le sango s'écrit aussi. Esquisse Linguistique en sango Langue nationale de l'Empire Centrafricain, SELAF, Paris, p150.

Duru-Bellat, C. (2001). Effets maitres, effets et établissements : quelle responsabilité pour l'école ? Revue Suisse pour les Sciences de l'éducation, vol23, N°2, pp 321-335.

Ederwein Wolf. (2005), Le paradoxe humanitaire ? « Normes et pratiques », cultures & conflits, N°60, pp1537.

Étude Prospective et Stratégique(2016) : Les 100 Jours de Faustin-Archange Touadéra : Défis de la RCA post-conflit, N° 32 ,15 Juillet 2016.

Faes, G et Smith, S. (2000), République Centrafricaine : La solidarité et le chaos. Politique internationale, Paris, N°88, pp 281-296.

Faes, G et Smith, S. (2000). Bokassa 1^{er}. Un empereur français. Colman, Lévy, Paris, p339.

Fomba, C, O., (1996). L'enseignement primaire au Mali : Modes de financement et d'acquisitions des élèves, Thèse de Doctorat en Sciences de l'éducation, Dijon : IRDU, 1996, p336.

Geib, R. (2001), "Armed violence in fragile states: Law –intensity conflicts, spillover conflicts, and sporadic law enforcement operations by third parties", revue international de Croix Rouge, pp 134-137

Gounébana, C., Sommer, H., White Ka'ba, M. (1993), Étude sectoriel sur l'éducation de base et la formation professionnelle en République Centrafricaine, ESC Born, p205.

Gouzou. (2006). Impact des conflits armés sur la déscolarisation et le des enfants-soldats de /dans la rue au RDC.

Grimsay, A. (1990), Les indicateurs d'efficacité pour les établissements scolaires, Éducation et Formation, N°22, pp 31-46.

Griscourt, S. (2015), « République Centrafricaine : Au bout de la transition, la fin de l'impunité », fondation Jean Jaurès, Note N°276 du 08 Juillet 2015.

<https://w.w.w.ifri.org/fr>

Joannert, PH. (2008), Créer des conditions d'apprentissage. Un cadre de référence socioconstructiviste pour une formation didactique des enseignants. Coll. Perspectives en éducation et formation. De Boeck Supérieur.

Kalck, P. (1970). Histoire Centrafricaine des origines à nos jours, Thèse de Doctorat Sorbonne, 4 Vol, 1777.

L'Allaud, B. (2015), "Plongée au Cœur des tempêtes Centrafricaines ».

Lanoue, E.,Pilon,M.,Yaro,Y. (2014), « Éducation, Crises et Conflit en Afrique de l'Ouest »,Projet de recherche, FASAF,ROCARE,UR,103 de l'IRD,2004 .

Lanoue, E. (2003), L'école à l'épreuve de la guerre : « Vers une territorialisation des politiques de l'éducation en Côte D'Ivoire », Politique africaine, N°92, Rubrique, Conjoncture, pp129-143.

Leba, O. (2001). La crise Centrafricaine de l'été 2001, pp103-175 in Politique africaine, N°84, Karthala, Paris, p210.

Lenoir, Y. (2009), L'intervention éducative, un construit théorique pour analyser les pratiques d'enseignement. Nouveaux cahiers de la recherche en éducation, 12(1) : 9-29.

Lépide, P. (2011), « François Bozizé vainqueur contesté de l'élection présidentielle en Centrafrique », Le Monde, 2 Février 2011.

Loi, N°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Loi, N°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées.

Lombard. (2012), « Rébellion et limites de consolidation de la paix en République Centrafricaine », Politique Africaine, N°125, pp 189-208.

Lutumbue, M&Massock, S, Note d'analyse du GRIP du 27 Février 2011.

Lutumbue, M. (2014), Retrait Tchadien de la Centrafrique : Quelles conséquences pour la RCA ? Éclairage du GRIP, 18 Avril 2014.

Marshall, R. (2015), Premières leçons d'une « drôle de transition en République Centrafricaine », Politique Africaine, N°139, pp123-146.

Mattioli-Zeltner, G. (2015), Un nouveau niveau de justice : La Cour Pénale Spéciale en Centrafrique, justice info net, 16 Juillet 2015.

Mingat, A. (1977) .Essai de demande de l'éducation, Dijon, cahier de l'IREDU, 1977, N°29, Tome1, p223.

Modillon Bon fils. (2016), « École, Citoyenneté, Ethnicité », N°26, p2-111.

NkeckBidias, R. S. (2011). Dispositifs didactiques pour une plateforme de formation et d'enseignement sur l'éducation à l'environnement. Thèse de Doctorat. Université Marien Nguabi, Chaire UNESCO pour l'Afrique Centrale.

OCDE(2011) « Autonomie et responsabilisation des établissements d'enseignement. Quel impact sur la performance des élèves ? » . Pisa à la loupe, N°9, Octobre

Paquay (eds), La formation continue des enseignants: Senjeux, innovation et réflexivité.

Paquay, L (2000) « Donner un sens à la formation continue ». In G. Charlier, J-P.Renard, L.

Picco, E (2016), « Pourquoi faut –il encore parler de la Séléka ? », L'Afrique en questions, N°24 ,23 Mai 2016.

Porge, L. (2001) .Le coup d'État de Mai 2001 en Centrafrique : un évènement presque ignoré. Afrique Contemporaine, N°200, p 34-49.

Pourtois, J-P. D'Esneh, H . (1991), « L'éducation parentale ». Revue française de pédagogie, N°96, p87-112.

Réis Pedro. (2013), Factors of success of, « Regarding classroom discussions: a cross-case study ». Les dossiers des sciences de l'éducation, N°29, 2013, p 67-80.

Rossini, N. (2003), Las jeunes Conseillers engagés dans la Démocratie locale, Documents de l'INJEP, N° 36.

Saulnier, Rev .P .P . (1998). Le Centrafrique : entre mythe et réalité, Le Harmattan, Paris, p 242.

Sinclair, M. (2003) : Planifier l'éducation en situation d'urgence et de reconstruction, Paris, UNESCO, IPE

Smith, A et Vaux, T. (2003). Éducation, Conflit et Développement International, London, DFU.

Solomon Tse Haye, R. (2017) : « Les régimes de cohabitation des discours des vérités religieux et scientifiques dans les écoles djiboutiennes », Carrefour de l'éducation, N°44, p 84-99.

Sommers, M. (2003). Urbanisation, Guerre et les jeunes d'Afrique en situation de risques : Une trousse à outils », Washington, DC : BM.

UNESCO (2001), Forum mondial sur l'éducation, Dakar, Sénégal, Avril, 2000

Verhey, B. (2002), « Enfants-soldats : Prévention, Démobilisation, et Réintégration », Note sur la Prévention, Washington, DC, BM.

Vers une compréhension, DC, USAID.

Vircoulon, T& Arnaud, C. (2015) : Penser et anticiper les impacts socio- économiques de l'intervention humanitaire en République Centrafricaine, Notes de l'IFR

LES JOURNAUX

Adrénaline info, N° du Mardi 15 Octobre 2015 : Les populations donnent 48 h à la MINUSCA et au Gouvernement pour faire partir les Seigneurs de guerre : Abdoulaye Hissen, Adoum Gueye

Childreneyouth, N°01, Novembre 2015 : Les jeunes en situation post-conflit

Jeune Afrique, du 19 Décembre 2013, la MISCA prend officiellement le relais de la FOMAC

Jeune Afrique, du 08 Juillet 2015 : « Jean-Serge Bokassa déclare : L'embargo sur les armes en Centrafrique doit être impérativement assoupli »

L'ESSOR, Quotidien national d'information, Bamako, Mali,

L'Hirondelle, N° 3554 du Juin 2015 : Quelle justice pour les enfants violés par les éléments de la MINUSCA ?

Le Démocrate, N° 3545 du mois de Décembre 2015 : « Cri de détresse du KM5 : nous voulons que Abdoulaye Hissen et son groupe d'auto-défenses quittent le KM5, nous voulons la paix »

Lettre du Continent, N°728 du 20 Avril 2016 : « Touadéra a fait du neuf avec les pro- bozizé »

Le Monde, le 14 Mai 2016 : « Hollande annonce la fin de l'Opération Sangaris à Bangui »

N°14805 du Vendredi 27 Septembre 2002

N°14813 du Mardi 9 Octobre 2002

N°14826 du Mercredi 30 Octobre 2002

N°14856 du Mercredi 11 Décembre 2002

N°14886 du Mardi 28 janvier 2003

Quotidien Sid aya, N°4675 du 21 janvier 2003 : L'UNICEF fait un don de fournitures scolaires pour les enfants.

Quotidien Sid aya, N° 3912 du 15 Décembre 1999 : Le Gouvernement des Pays-Bas appuie la scolarisation des enfants rapatriés.

Quotidien Sid aya, N°425 du 08 Mars 2001 : Le TOCSIM au secours des enfants rapatriés de la Cote- D'Ivoire.

Quotidien Sid aya, N°4320 du 08 Mai 2001 : Rapatriés de TABOU, Les EU au secours des enfants

Quotidien l'Observateur Paalga, Vendredi du Jeudi 25 Octobre 2001 : Élèves et Étudiants diasporas : Le dilemme.

Quotidien Sid aya, N°4738 du 22 Avril 2003 : « Nous sommes débordés par les élèves rapatriés ».

Quotidien Sid aya, N°4856 du vendredi 19 Novembre 2021 :93 inscriptions gratuites pour les élèves rapatriés

Quotidien Sid aya, N°5131 du Mardi 26 Octobre 2004 : Des vivres, des vêtements et des Kits pour l'association, Yeleen de la Fiabougou

Quotidien Sid aya, N°5160 du Mercredi 08 Décembre 2004 : Un soutien à 122 élèves rapatriés de Côte-D'Ivoire

RFI Afrique, du 25 Avril 2017, « Les Etats- Unis retirent leurs forces spéciales de la Centrafrique »

TV5 Monde, 11 Mai 2018, « Quand la nuit tombe sur Bangui, les barrages de fortune se dressent

Rapports

Actualisation UNOCHA, 17 Août, 2016

Afghanistan.

Association famille-École « Manifeste », Paris, Éducation, Net, 2002

Banque Mondiale (2017): Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix(2017-2021)

BIT/IPEC(2002) : La situation des enfants engagés dans les conflits armés en République du Congo, Octobre ,2002

CCO/RCA :(2018) « Le Comité de Coordination des ONG internationales en Centrafrique tire la sonnette d’alarme quant aux problèmes d’accès des humanitaires à Bangui »

Child Soldiers Global, Report (2008): Occupied Palestinian Territory; [http: // w.w.w; child Soldiers global report. Org](http://w.w.w; childSoldiersglobalreport.org)

Cluster Éducation RCA : « Écoles ayant connu temporairement une suspension »

Cluster Éducation : « Un retour en arrière : Impact de la crise sur l’éducation en RCA depuis 2012 et septembre 2013 »

Cluster Éducation, (2013) , Un retour en arrière :Impact de la crise sur l’éducation RCA ,Décembre ,Bangui ,RCA.

Cluster Éducation, (2014), Un saut dans l’inconnu : État de l’éducation en RCA. Fin Ier trimestre 2014-2015, Bangui, RCA

Cluster Éducation, (2015a), Enquête sur l’ État de l’éducation en RCA. Fin Ier trim. 2014-2015, Bangui, RCA

Cluster Éducation, (2015b), État de la rentrée scolaire 2015 -2016 en chiffres, République Centrafricaine, Cluster

Commission, Vérité, et Réconciliation, Sierra-Leone(2004), witness to Truth.

Conseil de Sécurité (2017) , « Bilan à mi –parcours du groupe d’Experts sur la Centrafrique reconduit par la Résolution 2339 du CS

Conseil de Sécurité(2014), Résolution 2175 sur la protection des civils en période de conflit armé et sur la protection du personnel des Nations-Unies

Department of Peace studies: Université de Bradford (2010); The worst forms of child Labour in Post-Conflict Setting: Case study of Southern Sudan

Department of Peace Studies: Université de Bradford (2010b). The worst forms of child of Labour in Post-Conflict setting: Case study of the Casamance Region.

Department of Peace Studies: Université de Bradford (2010c). The Post-Conflict Environment and the worst forms of child Labour: Case study of Sierra Leone.

ECAC « A l'église et l'éducation en Centrafrique » du 10 juin 2008

Étude mondiale sur la mise en œuvre de la Résolution du 1325 au Conseil de Sécurité des Nations-Unies

Le Saint Pierre, F : « Message de la journée mondiale sur la paix et Cohésion Sociale » du 1^{er} janvier 2017

Le Saint Pierre, F, Exhortation du 21 Mai 2015 : « Sur la Collaboration entre famille, les organismes éducatifs : écoles, le sport, société », Rome

Machel, G(1996) « Conséquences des conflits armés sur les enfants : Quelques points saillants », N Y, N U, Département l'information

Ministère de l'Éducation Nationale, (2014a), Programme d'enseignement en site d'urgence, Bangui, Ministère de l'éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Ministère de l'Éducation Nationale, (2015), Plan de Transition 2015-2017 Bangui, Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique

MINUSCA, mise à jour CVR, septembre 2016

OCHA (2016a) Rép. Centraf. Présence des Partenaires par Préfectures au sein du Cluster Éducation [https:// www .w .w . humanitarian response.info](https://www.humanitarianresponse.info) du 14/05/2018

PNUD (2003) : Rapport matinal sur le développement humain en Côte-D'Ivoire, Cohésion sociale et Reconstruction Nationale

PNUD(2009) .Rapport mondial sur le Développement Humain

Rapport annuel (2004), Coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants-soldats

Rapport du Secrétaire Général des Nations-Unies sur les enfants et le conflit armé au Sri-Lankais, (2006)

Rapport du SG des N-U,(2000) : « Les enfants et les conflits »

Save The Children (2009), La Protection de l'enfant dans les situations d'urgence ; Priorités, Principes et Pratiques

Save the children(1998) ; Les obstacles en matière d'accès à l'éducation ...Une étude de cas :

SG des Nations-Unies(2007), Rapport de la visite du Représentant Spécial du SG pour les enfants et les conflits armés au Moyen-Orient

Sous cluster Éducation RCA : « Le nombre des enfants associés aux groupes armés et autres... » ,2013

UNESCO (2008), Stratégie Nationale de l'Éducation Nationale (2008-2020)

UNESCO(2002), Réinsertion sociale des enfants dans la rue à Brazzaville

UNESCO, « Guide pour l'enseignement de la lecture dans le primaire », Paris, 2005

UNHCR, Mars, 2016

UNICEF (2015a) : <https://w.w.w.facebook.com/Unicef> du 16 /08/2019

UNICEF : « Unissons-nous pour les enfants en Centrafrique », Mai 2014

UNICEF « Les enfants dans la crise République Centrafricaine, février, 2014 »

UNICEF, Lake, A (2014) : « Déclaration du Directeur de l'Unesco en faveur des enfants Centrafricains

UNIFEM, Les femmes, la guerre, la paix

UNOCHA, Rapport d'État, Octobre 2016, New-York

UNOCHA, septembre, 2016

Ureport Centrafrique : [https:// Centrafrique. Report. in /ureport](https://Centrafrique.Report.in/ureport) du 16/08/2019

MÉMOIRES ET THÈSES

Silincair, R. (2005). Un dispositif d'éducation parentale, Sensibilisation des Parents a leur roles d'accompagnateurs de leurs Enfants dans le cadre d'un musée à caractère Scientifique et Technique. Université, Paris (2005)

Thèse de Doctorat en Sciences de l'Education

Gounébana,C .(2006). Les conséquences des troubles socio-politiques sur le système éducatif Centrafricain, de 1991 à l'an 2001 de l'enseignement primaire. Université de Bourgogne, (2006). Thèse de Doctorat en Sciences de l'Education

Mingat, A. (1977). Essai de demande de l'éducation, Dijon, cahier de l'IREDU(1977). Thèse de Doctorat en Sciences Économiques

Kalck, P. (1970) .Histoire Centrafricaine des origines à nos jours. Thèse de Doctorat, Sorbonne,4vol,

WEBBOGRAPHIE

w.w.w.rocare.org.fr.Trabelsi consulté le 06 /04/2020
w.w.w.amazon.fr. L'éducation post-conflit, consulté le 06/04/2020
w.w.w.w.orlbank. org /children and youth consulté le 02/11/21
w.w.w.Sfcorg. 2013/12 consulté 22/10/21
w.w .w.Kpsrl.orgconsulté 22/10/2021
w.w.w.oecd. org. Consulté 22/10/2021
w.w.w.Un.Org consulté le 22/10/2020
w.w.w.fr .m. Wikipédia. org consulté le 22/10/2020
w.w.w.observatoire pharos.com consulté le 1^{er}/09/2018
w.w.w.Unicef.fr consulté le 05/04/2019
w.w.w.peace au. org consulté le 18/04/2020
w.w.w.dunod. com consulté le 25/05/2021
w.w.w.efareport : Unesco. org consulté le 25/04/2021
w .w .w.crin.org /bcn consulté le 16/05/2020
w .w.w.crin.org consulté le 16/05/2020
w.w.w.child-soldiers.org consulté le 16/05/2020
w.w.w.hrw.org consulté le 16/05/2020
w.w w.interaction.org consulté le 23/04/2020
w.w .w.reliefweb.int consulté le 23/04/2020

DOCUMENTS POLITIQUES

<http://w.w.w.Unesco.org/éducation/> consulté le 25/10/2021

<http://w.w.w.ilo.org/dyn/nathex/>consulté le 25/10/2021

<http://dialogue.national.free.fr/dyn> consulté le 22/04/2021

ANNEXES

Annexe 1 : Lettre d'intention du questionnaire

Annexe 2 : Questionnaires

Annexe 3 : Guide d'entretien

Annexe 4 : Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) 1990

Annexe 5: La Charte Africaine des Droits et du bien-être des Enfants, 1990

Annexe 6 : Mécanisme de surveillance et de communication de l'information mise en place par le conseil de sécurité de l'ONU : résolution 1612

Annexe 7 : Autorisation de recherche

Annexe 1

Université de Yaoundé 1

Faculté des Sciences de l'Éducation

Département de l'Éducation Spécialisée

République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Lettre d'intention du questionnaire

Cher(e), Madame, Monsieur,

Dans le cadre de nos travaux de thèse en Sciences de l'Éducation, j'ai choisi de mener ma recherche sur le thème intitulé : << Problématique de l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique : cas de l'Inspection fondamentale 1 de Bangui >>.

Les résultats de cette étude vous seront accessibles dès qu'ils seront disponibles.

Les informations resteront anonymes et confidentielles.

Je vous prie de répondre en toute liberté aux questions posées.

Veillez, surtout écrire lisiblement votre réponse.

Je vous remercie d'avance.

Franck Olivier RENGUE

Annexe 2

QUESTIONNAIRE ADRESSE AUX ELEVES DU CM2

Thème : Problématique de l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique : cas de l'inspection fondamentale 1 de Bangui

I- IDENTIFICATION

- 1- Nom et prénom(s) facultatif :
- 2- Sexe : M F
- 3- Age :
- 4- Ecole :
- 5- Classe :
- 6- Résidence :

II- SITUATION SOCIALE DES PARENTS

- 7- Profession des parents :
Père :
Mère :
Fonctionnaire :
Retraite :
Commerçant :
Militaire (policier, gendarme, etc...) :
Chômeur :
- 8- Est-ce que tu es content d'aller à l'école ?
Oui : Non :
- 9- Que représente l'école pour toi ?
Mon avenir :
Rien :
Développe le pays
La paix dans le pays et éduque
Forme les bons citoyens
- 10- Sais-tu lire et écrire correctement ?
Oui en français seulement
Oui en sango
- 11- Est-ce que c'est bon de ne pas aller à l'école ?
Oui Non
Si oui pourquoi ?
- 12- Est-ce que tu es allé à l'école sans difficultés pendant les crises ?

Oui

Non

Si non pourquoi ?

13- Selon toi, comment appelle-t-on un enfant qui ne va pas à l'école ?

Un enfant perdu

Qui n'a pas de droit scolaire

Un mauvais citoyen

Un enfant dangereux

Un mal éduqué

14- Est- ce bon de priver un enfant d'aller à l'école ?

Oui

Non

Si non pourquoi ?

15- Pendant les crises, est- ce que votre école est bien protégée ?

Oui

Non

Si non pourquoi ?

16- Mais pourquoi de temps en temps, les enfants refusent d'aller à l'école ?

Pas de soutien

Maladie

La guerre

L'insécurité

La pauvreté

17- Que représente l'école dans votre famille ?

Notre avenir

Notre espoir

Rien

La paix

18- Penses- tu sincèrement que l'école en période post- conflit, peut ramener la paix définitive ?

Oui

Non

19- Est- ce que les auto- défenses te laissent aller à l'école ?

Oui

Non

Si non pourquoi ?

20- Pourquoi l'école est-elle occupée par les bandits ou auto- défenses ?

.....

21- Est- ce que quelques-uns de tes amis à l'école sont parmi les auto- défenses ?

Oui

Non

22- Selon toi qu'est- ce que tu dis ?

Bon

Mauvais

23- Apres les crises est- ce que certains ont regagnes l'école ?

Oui Non

Si oui pourquoi ?

24- Mais pendant les crises militaro- politiques, est- ce qu'on te respecte a l'école ?

Oui Non

Si non pourquoi ?

25- Quel est ton sentiment pendant et après les crises militaro- politiques ?

Peur

Traumatisme

Fuite

Malheur

Espoir

Privation du droit scolaire

Choc psychologique

26- Est- ce qu'il y a de l'espoir pour un retour effectif et total a l'école maintenant ?

Oui Non

Si oui pourquoi ?

QUESTIONNAIRE ADRESSE AUX ENSEIGNANTS

THEME : <<Problématique de l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique : cas de l'Inspection fondamentale 1 de Bangui>>

I- IDENTIFICATION

- 1- Nom et prénom(s) facultatif :
- 2- Sexe : M F
- 3- Age :
- 4- Etablissement :
- 5- Fonction :
- 6- Grade :
- 7- Classe :
- 8- Situation matrimoniale :
- 9- Résidence :
- 10- Effectif :
- 11- Age moyen de la classe :
- 12- Lieu de l'implantation de l'école :

II- SITUATION SOCIO-PROFESSIONNELLE

- 13- En quelle année êtes-vous intégrés dans la fonction publique centrafricaine ?
.....
- 14- Depuis combien de temps travaillez- vous dans votre école ?
- 15- Dans quel(s) milieu(x) proviennent la plupart de vos élèves ?
Milieu riche
Milieu pauvre
Milieu paysan
Milieu moyen
- 16- Les écoles sont- elles à cycle complet ?
Oui Non
- 17- Quelles catégories d'enseignants trouvent-t-on dans ces écoles ?
Maitre parents
Instituteur adjoints
Instituteurs
Instituteurs contractuels
Instituteurs adjoints contractuels
- 18- Est- ce que ratio Maitre/Elèves est respecté ?
Oui Non
Si non pourquoi ?
- 19- En tant qu'enseignant, que pensez-vous de l'éducation scolaire des enfants en période de crise militaro-politique ?
- 20- Est-ce que les élèves en période de crise ont-ils le droit à l'éducation ?
Oui Non
Si non pourquoi ?
- 21- Quelle est l'importance de l'éducation scolaire des enfants en situation post-conflit dans l'Inspection fondamentale 1 de Bangui ?
- 22- Que pensez-vous des enfants enrôlés dans la crise militaro-politique ?
.....

- 23- Etes-vous d'accord que l'éducation scolaire, en temps de crise soit un droit reconnu ?
 Oui Non
 Si oui pourquoi ?
- 24- Pourquoi dit-on que l'éducation scolaire est l'avenir des enfants ?

- 25- Peut-on dire que le droit à l'éducation post-conflit garantit une éducation gratuite ?
 Oui Non
 Si oui pourquoi ?
- 26- Selon vous, est-ce que l'éducation post-conflit est facteur d'un retour définitif de la paix et la cohésion sociale ?
 Oui Non
 Si oui pourquoi ?
- 27- Y-a-t-il une ou des possibilité(s) de prise en compte des enfants enrôlés dans la crise militaro-politique ?
 Oui Non
 Si oui laquelle ?
- 28- Comment le Centrafricain en situation post-conflit perçoit l'éducation scolaire aujourd'hui ?

- 29- Est-ce qu'on peut parler véritablement d'une éducation de qualité, donnée aux enfants en situation post-conflit ?
 Oui Non
 Si non pourquoi ?
- 30- Selon-vous, quelles mesures peut-on prendre pour faciliter une éducation de qualité a tous les enfants ?
- 31- Pourquoi dit-on que la qualité de l'éducation est trop faible ?

- 32- Comment peut-on évaluer la qualité de l'éducation après les crises militaro-politiques, dans le fondamental 1 de Bangui ?
- 33- Le faible niveau des enseignants n'influence-t-il pas sur la qualité de l'éducation post-conflit ?
 Oui Non
- 34- Quelles propositions faites-vous par rapport à l'éducation post-conflit en général et dans l'Inspection fondamentale 1 de Bangui en particulier ?

QUESTIONNAIRE ADRESSE AUX PARENTS D'ELEVES

THEME : <<Problématique de l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique : cas de l'Inspection fondamentale 1 de Bangui>>

I- IDENTIFICATION

- 1- Nom et prénom(s) facultatif :
- 2- Sexe : M F
- 3- Age :
- 4- Situation matrimoniale :
- 5- Résidence :
- 6- Pays :
- 7- Nombre d'enfants scolarisés

II- SITUATION SOCIO-PROFESIONNELLE

- 8- Profession des parents
- Père
- Mère
- Fonctionnaire
- Commerçants
- Ouvrier
- Cultivateur
- Chômeur
- Retraite
- Militaire (gendarme, policier, garde, douanier, etc...)
- Et autres
- 9- Vos enfants savent tous lire, écrire, et parler correctement ?
- Oui Non
- Si Non, pourquoi ?
- 10- Est-ce que vos enfants vous écoutent bien à la maison ?
- Oui Non
- Si Non, pourquoi ?
- 11- Etes-vous aussi dans le bureau des APE de votre école ?
- Oui Non
- Si Non, pourquoi ?
- 12- Selon vous, que pensez-vous de l'école en situation post-conflit ?
-
- 13- Pourquoi dit-on que l'école est l'avenir des enfants ?
- Oui Non
- 14- Que dites-vous des enfants qui ont abandonnés l'école pour être enrôlés dans les groupes armées ?
- 15- Que dites-vous d'un enfant qui n'est pas éduqué ?
-
- 16- Comment concevez-vous l'éducation dans le cercle familial ou dans la société Centrafricaine ?
- 17- Que pensez-vous sur le concept éducation dans la société Centrafricaine ?
-
- 18- Quelle est la personne indiquée qui s'occupe bien de l'éducation des enfants en Centrafrique ?



19- Est-ce qu'il existe réellement des droits de l'enfant en Centrafrique ?

.....

20- Pouvez-vous affirmer que l'éducation scolaire prépare-t-elle une paix durable ?

Oui Non

Si Oui, pourquoi ?

21- Selon vous, les enfants ont-ils réellement accès à l'école ?

Oui Non

Si Non, pourquoi ?.....

22- La pauvreté n'est-elle pas un handicap majeur à l'éducation des enfants en situation post-conflit ?

Oui Non

Si Oui, pourquoi ?

23- Quels sont selon vous les obstacles à l'éducation post-conflit en Centrafrique en général et au fondamental 1 de Bangui en particulier ?

Pauvreté

Corruption

Insécurité grandissante

Covid-19

Manque d'infrastructures adéquats

Coutumes

Manque d'enseignements qualifiés

Et autres

24- Est-ce que la prise en charge des droits de l'enfant par rapport aux contenus d'apprentissages et aux programmes, n'entrave-t-elle pas la réinsertion socio-économique des enfants en situation post-conflit ?

.....

QUESTIONNAIRE ADRESSE AUX AUTORITES EDUCATIVES

THEME : <<Problématique de l'éducation des enfants en situation post-conflit en Centrafrique : cas de l'Inspection fondamentale 1 de Bangui>>

I- IDENTIFICATION

- 1- Nom et prénom(s) facultatif :
- 2- Sexe : M F
- 3- Age :
- 4- Profession :
- 5- Grade :
- 6- Classe :
- 7- Situation matrimoniale :
- 8- Résidence :

II- SITUATION SOCIO PROFESSIONNELLE

- 9- Avez-vous combien d'enfants scolarisés ?
- 10- Est-ce que tous vos enfants savent lire, écrire et compter correctement en Français ?
Oui Non
Si non, pourquoi ?
- 11- Selon vous, que représente l'école pour vos enfants en particulier et les autres en général ?
.....
- 12- Que dites-vous actuellement sur l'éducation post-conflit ?
.....
- 13- Pendant les crises militaro-politiques en Centrafrique, est-ce que le droit à l'éducation des enfants est respecté ?
Oui Non
Si non, pourquoi ?
- 14- Avez-vous une idée sur les difficultés de l'éducation de l'enfant Centrafricain en particulier et de la sous-région en général ?
.....
- 15- En tant qu'Autorité Educative, que dites-vous sur l'accès à l'éducation des enfants du fondamental 1 de Bangui ?
- 16- Est-ce que le droit à l'éducation des enfants est-il inséré dans la constitution Centrafricaine ?
Oui Non
Si non, pourquoi ?
- 17- Selon vous, peut-on parler de la gratuité de l'éducation en situation post-conflit en Centrafrique en général et dans le fondamental 1 de Bangui en particulier ?
Oui Non
Si oui, pourquoi ?
- 18- Est-ce que certaines mesures d'urgence ont été prises pour améliorer la situation de l'éducation post-conflit en Centrafrique ?
Oui Non
Si oui, pourquoi ?
- 19- Avez-vous une vision de l'enseignement/apprentissage et la formation des enseignants qualifiés pour l'éducation post-conflit en Centrafrique ?
.....

- 20- En quoi l'éducation constitue un atout considérable pour le relèvement de la Centrafrique, pays post-conflit ?
- 21- Que dites-vous par << qualité de l'éducation >> pour la Centrafrique ?
.....
- 22- Y-a-t-il des mesures spécifiques prises pour améliorer la qualité de l'éducation post conflit ?
Oui Non
Si oui, lesquelles ?
- 23- Est-ce qu'il y a d'autres possibilités pouvant favoriser l'accès des enfants à l'école ?
Oui Non
Si oui, lesquelles ?
- 24- Quel est votre point de vue par rapport au principe de non-discrimination à l'école en période post-conflit ?
- 25- Selon vous, quelles stratégies peut-on mettre en place pour améliorer la scolarisation des filles en situation post-conflit ?
.....
- 26- Existe-t-il encore d'autres moyens ou politiques éducatives pour la Centrafrique ?
Oui Non
Si non, pourquoi ?
- 27- Quels sont les handicaps majeurs qui impactent sur l'éducation post-conflit en Centrafrique ?
.....
- 28- Quels sont vos vœux ou suggestions faites pour l'amélioration de l'éducation des enfants en situation post-conflit en général et dans l'Inspection fondamentale 1 de Bangui en particulier ?
.....
.....

Annexe 3

Guide d'entretien

- 1- Avez-vous déjà suivi une formation dans le règlement des conflits...
- 2- Que dite-vous sur les violences en milieu scolaire.
- 3- Qu'est-ce la cohésion sociale ?
- 4- Y'a-t-il une différence entre l'unité nationale et cohésion sociale ? Oui ou Non ?
- 5- Que feriez-vous pour un enfant soldat qui regagne volontairement la famille ?
- 6- Qu'est-ce qui favorise la cohésion sociale ?
- 7- Que pensez-vous sur la non reconnaissance du droit à l'éducation ?
- 8- Etes-vous sûr qu'un enfant non scolarisé ne peut-il pas gagner sa vie ? Oui ou Non ?
- 9- Est-ce que les conflits, les rebellions garantissent la réussite dans la vie ?
- 10- Pourquoi certains enfants disent que l'école est noire et n'a pas d'avenir ?
- 11- Sans l'éducation, un pays ne peut-il pas se développer ?
- 12- Quel est l'impact du COVID 19 sur l'éducation des enfants en générale et en Centrafrique en particulier ?
- 13- Etes-vous d'accord pour les mesures barrières mises en place pour se préserver contre le COVID 19 ?
- 14- Que pensez-vous des conditions difficiles des enseignants au fondamental I en Centrafrique ?
- 15- De nos jours, le métier d'enseignant a-t-il encore de la valeur ?
- 16- Qu'est-ce que l'Etat peut faire pour aider le secteur privé en RCA ?
- 17- Qu'est-ce l'élève attend après les études ?

Annexe 4

Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) 1990

Cette convention des Nations Unies, qui constitue un jalon historique, est entrée en vigueur en 1990 et a eu 140 signataires. Parmi les articles pertinents figurent les suivants :

L'article 7 stipule qu'aussitôt sa naissance, chaque enfant est enregistré et a droit à un nom.

L'article 28 prescrit que l'enseignement primaire et une certaine forme d'enseignement secondaire soient accessibles à tous les enfants.

L'article 32 affirme « le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social ». Pour que ce droit soit respecté, les gouvernements doivent fixer des âges minimums d'admission à l'emploi et prévoir une réglementation appropriée des horaires de travail et des conditions d'emploi, ainsi que l'application effective de ces dispositions.

L'article 33 interdit l'utilisation d'enfants pour la production et le trafic illicites de stupéfiants.

L'article 34 interdit l'exploitation d'enfants par la prostitution et la pornographie.

L'article 35 interdit l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants « à quelque fin que ce soit et sous quelque forme que ce soit ».

L'article 38 interdit d' enrôler dans des forces armées toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans.

L'article 39 exige que soient prises toutes les mesures appropriées pour faciliter la réadaptation et la réinsertion sociale de tout enfant victime de toute forme d'exploitation ou de sévices, ou de conflit armé deux protocoles facultatifs à la Convention ont été adoptés, l'un concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et l'autre la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Le premier a eu 125 signataires, le second 117.

Convention (N°138) de l'OIT sur les enfants

Cette convention exige des États ratificateurs qu'ils s'engagent à poursuivre une politique nationale globale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et à fixer l'âge minimum d'admission à l'emploi, ainsi qu'aux travaux légers ou dangereux. L'âge minimum ne pourra être inférieur à l'âge de la fin de la scolarité obligatoire, et il ne sera en aucun cas inférieur à 15 ans pour un emploi ou un travail compatibles avec le plus complet développement physique et mental des adolescents. Si l'âge minimum admis est de 15 ans,

des exceptions sont prévues.

En vertu de **l'article 2.4**, tout État Membre « dont l'économie et les institutions scolaires ne sont pas suffisamment développées pourra, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés, s'il en existe, spécifier, en une première étape, un âge minimum de 14 ans ». Des conditions particulières peuvent s'appliquer.

Aucun enfant de moins de 18 ans ne devra être admis dans un emploi ou un travail « qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des adolescents ».

En ce qui concerne les travaux légers (**article 7**), « La législation nationale pourra autoriser l'emploi à des travaux légers des personnes de 13 à 15 ans ou l'exécution, par ces personnes, de tels travaux », à condition que ceux-ci ne risquent pas de porter préjudice à leur santé ou à leur développement, ni à leur assiduité scolaire ou à leur participation à des programmes d'orientation ou de formations professionnelles.

La Convention (N°183) de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants

Cette convention de l'OIT, adoptée en 1999 et ratifiée par 172 pays, appelle les gouvernements à prendre « des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants et ce, de toute urgence ». Sa section cruciale est l'article 3, qui spécifie les pires formes du travail des enfants (PFTE) :

- a) toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés ;
- b) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques ;
- c) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes ;
- d) les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant.

Ces activités doivent être interdites dans tous les cas en dessous de 18 ans. Toutefois, les États ont toute latitude pour déterminer les activités dangereuses, comme le stipule l'article 4.1: « Les types de travail visés à l'article 3 d) doivent être déterminés par la législation

nationale ou l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, en prenant en considération les normes internationales pertinentes, et en particulier les paragraphes 3 et 4 de la recommandation sur les pires formes de travail des enfants, 1999. »

Annexe 5

La Charte Africaine des Droits et du bien-être des Enfants, 1990



Cette charte, promulguée par l'Union africaine et devenue effective en 1999, a été ratifiée par 45 des 53 pays africains. Elle recoupe largement la Convention relative aux droits de l'enfant, mais avec un certain nombre de différences spécifiques à la région.

L'article 6 confère le droit d'être enregistré, séparément de celui de recevoir un nom et en complément de celui-ci l'article 11 garantit le droit à l'éducation, mais les gouvernements ont une certaine latitude pour décider si ce droit s'applique à l'enseignement secondaire comme au primaire.

L'article 15 traite du travail des enfants et est presque identique à l'article 32 de la CDE, si ce n'est que la version africaine appelle également à la sensibilisation en tant que moyen d'atteindre le même but. Outre les stipulations selon lesquelles les gouvernements doivent prendre des dispositions réglementaires et prévoir des sanctions appropriées, éléments qui figurent dans ces deux documents, la charte ajoute l'obligation supplémentaire de « favoriser la diffusion à tous les secteurs de la communauté d'informations sur les risques que comporte l'emploi d'une main-d'œuvre infantile ».

L'article 22 sur les conflits armés est le pendant de l'article 38 de la CDE.

Les articles 27 et 28 sur l'exploitation sexuelle et l'abus de drogues sont semblables pour l'essentiel aux articles 34 et 33 de la CDE.

Enfin, l'article 29 sur la vente et la traite d'enfants reflète l'article 35 de la CDE, à cette différence près que vient s'y ajouter dans la version africaine l'interdiction d'utiliser les enfants à des fins de mendicité.

Même si ces instruments internationaux ne concordent pas parfaitement, leur rapprochement permet un recoupement consensuel quant aux activités qui sont inappropriées pour les enfants, aux droits sociaux qui devraient être les leurs, en particulier en relation avec l'emploi, et aux mesures que devraient prendre les pouvoirs publics pour assurer la défense des intérêts des enfants. Nous les utiliserons comme un guide composite vers les objectifs appropriés de législation, de mise en application et de programmes d'interventions élaborées par les agences internationales et les institutions de la société civile.

Annexe 6



Mécanisme de surveillance et de communication de l'information mise en place par le conseil de sécurité de l'ONU : résolution 1612

Le conseil de sécurité de l'ONU a mis en place six (6) mécanismes de surveillances et de communication pour surveiller les graves violations perpétrées à l'égard des enfants dans les conflits armés :

- Le meurtre ou la mutilation des enfants
- Le recrutement ou enrôlement des enfants soldats
- Les attaques contre les écoles, les hôpitaux et autre édifices publics
- Le refus d'autoriser l'aide humanitaire
- L'enlèvement des enfants aux profits des groupes armés
- Le viol et les autres violences sexuelles à l'égard des mineures.

Suivi du respect de la convention relative aux droits de l'enfant (cde) des nations unies et de ses protocoles.

Cette convention est l'unique traité international des droits de citoyen qui confère aux Organisations Non Gouvernementales, un rôle dans le suivi de sa mise en application (Art 45). En effet ; deux (02) protocoles supplémentaires très important ont été ajoutés aux deux premiers. Il s'agit de :

- La participation des enfants dans les groupes armés (conflits armés) et l'autre sur le trafic des enfants.
- La prostitution des enfants et la pornographie

Suivi Du Respect De La Charte Africaine Des Droits Et Du Bien-Être De l'enfant.

La Charte prévoit la création d'un comité d'Experts africains sur la question en composant 11 membres. Par ailleurs, ce comité s'est inspiré sur les articles 32-46 de ladite Charte adoptée en 1990 par les chefs d'États Africains et gouvernements de l'ex OUA(UA).

Collaboration avec la Cours Pénale Internationale

Le statut de Rome qualifié des crimes de guerre au recrutement des enfants de moins de 15 ans, les attaques contre les écoles, les hôpitaux, les édifices publics, les viols et d'autres infractions .

Annexe 7



TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS	iii
RESUME.....	iv
ABSTRACT	v
SOMMAIRE	vi
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES PHOTOS	xi
LISTE DES ABREVIATIONS	xii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE.....	11
INTRODUCTION.....	12
CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE	13
1-1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION	14
1-1-1 Contexte de l'étude.....	14
1-1-1-1 Contexte politique	15
1-1-1-2 Contexte économique	16
1-1-1-3 Contexte sécuritaire.....	17
1-1-1-4 Contexte humanitaire.....	18
1-1-2 Justification du choix du sujet	19
I.1.2.1 Site de l'étude.....	20
1-2 FORMULATION ET POSITION DU PROBLEME.....	22
1-2-1 Explication du sujet.....	23
1-2-2 Situation problème et présentation des données.....	30
1-2-2-1 Risques graves du non scolarisation post-conflit	31
1-2-2-2 Tentatives de reprise des cours à l'école	31
1-2-2-3 Importance de l'éducation scolaire dans la crise	33
1-2-2-4 Retour à l'école égale retour à la paix et à la cohésion sociale	34
1-3 CONSTAT	35
1-3-1 Constat empirique.....	38
1-3-1.1 Handicaps majeurs à l'éducation des enfants post-conflit.....	38
1-3-2 Constat théorique.....	40
1-4 QUESTIONS DE RECHERCHE.....	42
1-4-1 Question principale.....	42

1-4-2	Questions spécifiques	42
1-5	HYPOTHESES DE L'ETUDE	43
1-5-1	Hypothèse générale	43
1-5-2	Hypothèses spécifiques	43
1-6	OBJECTIFS DE RECHERCHE.....	44
1-6-1	Objectif principal.....	44
1-6-2	Objectifs secondaires.....	44
1-7	INTERETS DE L'ETUDE	45
1-7-1	Sur le plan académique.....	45
1-7-2	Sur le plan scientifique	45
1-7-3	Sur le plan pratique.....	45
1-8	DELIMITATION DE L'ETUDE	46
CHAPITRE II : REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE OU RECENSION DES ECRITS		49
II.1	REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE.....	50
II.2	SUR LE PLAN THEMATIQUE	63
II.3	SUR LE PLAN SPATIO-TEMPOREL.....	66
CONCLUSION		71
CHAPITRE III :		72
THEORIES EXPLICATIVES DE L'ETUDE		72
III.1	LES THEORIES DE REFERENCE	73
III.1.1	Théorie de confiance	73
III.1.2	Théorie du dialogue.....	74
III.1.3	Théorie de modèle	75
III.1.4	Théorie de l'altérité	76
III.1.5	Théorie de la coéducation.....	77
III.1.6	Théorie de l'interdépendance	77
III.1.7	Théorie de l'urgence et du dialogue permanent	78
III.2	THEORIE FONCTIONNALISTE	79
III.2.1	Son rôle.....	79
III.2.2	Etat de cohésion sociale.....	80
III.2.3	L'utilité des institutions sociales	81
III.2.4	Bouleversement des institutions : cas de l'école KOUDOUKOU et GBAYA DOMBIA	82
III.3	LA QUESTION DE L'EDUCATION POST-CONFLIT EN CENTRAFRIQUE.....	82
III.3.1	DEFINITIONS DES VARIABLES	82
III.3.1.1	Les finalités éducatives.....	83
III.3.1.2	Le programme scolaire adapté.....	83

III.3.1.4 Types de méthode pédagogique	85
III.3.1.5 Les qualités de l'enseignant.....	85
III.3.1.6 La qualité du recrutement des élèves et enseignants	87
III.3.1.7 Les types d'évaluation.....	88
III.4 CLARIFICATION DES CONCEPTS	89
III.4.1 Concept de l'éducation en Centrafrique	94
III.4.2 Éducation de base ou familiale.....	94
III.4.3 Éducation scolaire	95
III.5 LE CONCEPT ENFANT	95
III.5.1 Les caractéristiques de l'enfant	96
III.5.2 Concept selon la CDE	96
III.5.3 L'utilisation de différents termes "ENFANT"	97
III.5.4 Enfant dans le contexte social présent.....	97
III.6 CONCEPT POST-CONFLIT	99
III.6.1 Qu'est-ce qu'un conflit ?.....	99
III.6.2 Des conflits non armés	99
III.6.3 Bref aperçu du système éducatif centrafricain	100
III.6.4 Organisation	100
III.6.5 Quelques orientations de la politique éducative	101
III.6.6 Situation de l'école avant et après les conflits.....	102
III.6.6.1 Situation de l'école avant les conflits	102
III.6.6.2 Situation de l'école après les conflits	103
III.6.7 L'efficacité du système interne de l'éducation scolaire	103
III.6.7.1 L'efficacité du service éducatif	103
III.6.8 Accès à une éducation de qualité en situation post-conflit.....	104
III.6.8.1 Accès à une éducation de qualité (Post-conflit)	105
III.6.8.2 Amélioration de la qualité de l'éducation post-conflit	106
III.6.8.3 Obstacles à l'amélioration de la qualité de l'éducation	107
III.6.8.4 Les conditions sociales difficiles et le profil des enseignants	107
III.6.8.5 Le profil des enseignants	108
III.6.8.6 Prise en charge des chaos subis par les enfants dans leurs scolarités	109
III.6.8.7 Problème d'offre.....	109
III.6.8.8 Problème de la demande.....	110
III.6.8.9 Condition du temps d'apprentissage.....	110
III.6.8.10 Équité dans l'enseignement post-conflit.....	112
III.6.8.11 Favoriser l'accès à l'éducation des filles	112

III.7 CONTRIBUTION DES PARTENAIRES EDUCATIFS INTERNATIONAUX POUR LE RETOUR A L'ECOLE : Cas de l'UNICEF.....	114
III.7.1 Contribution de l'UNICEF à l'éducation nationale.....	114
III.7.2 L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'URGENCE PAR L'UNICEF..... (2015-2017).....	115
III.7.3 Plan d'urgence élaboré par PUSEB (BM).....	116
III.7.4 Éducation alternative.....	117
III.7.5 Autres activités d'urgence.....	117
III.7.6 Disponibilité des salles des classes au fondamental 1.....	118
III.7.7 Programme d'éducation accélérée.....	120
III.7.8 Construction et réhabilitation des salles de classe au fondamental 1(f1).....	121
III.8 REINSERTION DES ENFANTS ENRÔLES DANS LES CONFLITS	121
III.8.1 Réinsertion socio-économique.....	121
III.8.2 Réinsertion à base communautaire.....	123
III.8.3 prise en compte des enfants traumatisés.....	123
III.8.3.1 Soutien psychosocial.....	123
III.8.3.2 Soutien transitoire.....	125
III.9 DISPOSITIF DE FORMATION DES ENCADREURS.....	125
CONCLUSION :	128
DEUXIEME PARTIE : CADRE MÉTHODOLOGIQUE Et OPÉRATOIRE.....	130
INTRODUCTION :	130
CHAPITRE IV : METHODOLOGIE DE L'ETUDE	132
IV.1 DÉLIMITATION DU CHAMP D'ÉTUDE.....	132
IV.2 SITUATION GÉOGRAPHIQUE	133
IV.2.1 Population de l'étude.....	133
IV.2.2 Échantillonnage.....	135
IV.2.3 Détermination de la taille de l'échantillon	135
IV.3 MÉTHODE DE RECHERCHE	136
IV.3.1 Recherche documentaire	137
IV.3.2 Entretien	138
IV.3.3 Observations.....	139
IV.3.4 Questionnaire	139
IV.3.5 Distribution du questionnaire et du guide d'entretien.....	140
IV.3.6 Dépouillement des fiches d'enquête.....	140
IV.4 MÉTHODE D'ANALYSE	141
IV.4.1 Méthode comparative.....	141

IV.4.2	Méthode qualitative.....	142
IV.4.3	Méthode quantitative.....	142
IV.4.4	Méthode historique.....	142
IV.5	DIFFICULTÉS RENCONTRÉES	143
IV.5.1	Difficultés d'ordre moral.....	143
IV.5.2	Difficultés d'ordre financier.....	144
IV.5.3	Difficultés d'ordre sécuritaire	145
IV.5.4	Difficultés temporelles	145
CHAPITRE V : PRESENTATION, ANALYSE DES RESULTATS		147
V.1	PRÉSENTATION CRITIQUE DES RÉSULTATS.....	147
V.2	ANALYSE DES RÉPONSES RECUEILLIES AUPRÈS DES ÉLÈVES	149
V.3	ANALYSE DES RÉPONSES RECUEILLIES AUPRÈS DES ENSEIGNANTS	199
V.4	ANALYSE DES RÉPONSES RECUEILLIES AUPRÈS DES PARENTS D'ÉLÈVES	228
V.5	ANALYSE DES RÉPONSES RECUEILLIES AUPRÈS DES AUTORITÉS EDUCATIVES	259
V.11	VERIFICATION DES HYPOTHESES	279
V.12	IMPLICATIONS PEDAGOGIQUES	281
V.12.1	Du point de vue pédagogique.....	281
V.12.2	Du point de vue socio-professionnel	282
V.12.3	Du point de vue psychologique	283
CHAPITRE VI : INTERPRETATIONS DES RESULTATS, PERSPECTIVES ET SUGGESTIONS		284
VI.1	A L'ENDROIT DES ELEVES	289
VI.2	A L'ENDROIT DES ENSEIGNANTS.....	290
VI.3	A L'ENDROIT DES PARENTS D'ELEVES.....	292
VI.4	A L'ENDROIT DES AUTORITES ÉDUCATIVES	292
VI.5	A L'ENDROIT DU POUVOIR PUBLIC (GOUVERNEMENT)	293
VI.6	A L'ENDROIT DES PARTENAIRES TECHNIQUES FINANCIERS.....	295
VI.7	A L'ENDROIT DES CONFESIONS RELIGIEUSES	295
CONCLUSION GENERALE		297
BIBLIOGRAPHIE		304
ANNEXES		A
TABLE DES MATIERES.....		332

